



La mort de Willem De Kooning

L'AMÉRICAIN d'origine hollandaise Willem De Kooning est l'un des peintres essentiels du XX^e siècle. Atteint de la maladie d'Alzheimer, il avait « quitté le monde » depuis des années, tout en tentant de continuer son œuvre. Il est mort dans sa maison de Loos Island, mercredi 19 mars. La diversité et la complexité de son œuvre l'ont établi, en Amérique, à la première place, des décennies durant. Bien qu'on le compte parmi les fondateurs de l'expressionnisme abstrait, il a toujours refusé de se laisser enfermer dans une école ou dans un genre.

(© Photo Robert Mapplethorpe/The estate of Robert Mapplethorpe.)

Lire page 27

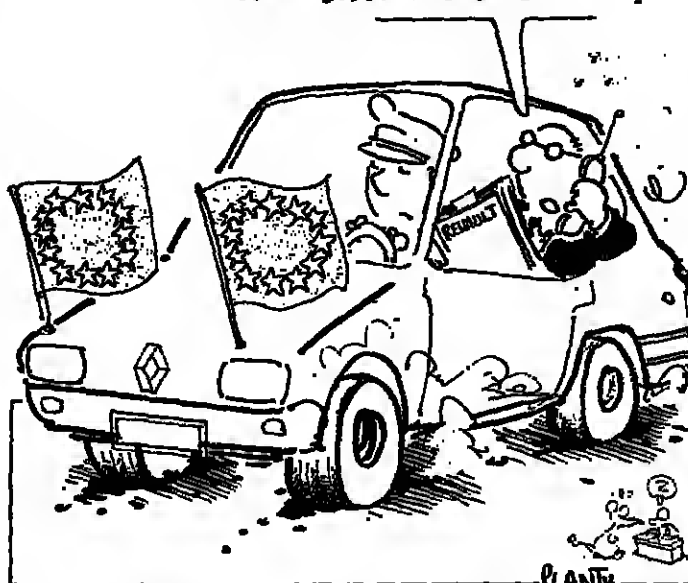
L'Italie prend des mesures d'urgence face à l'afflux des réfugiés albanais

Tirana redoute la montée du banditisme

L'ITALIE a adopté des mesures d'urgence pour faire face à la vague de réfugiés albanais débarquant sur ses côtes méridionales. Près de 11 000 personnes sont arrivées en une semaine par le détroit d'Otrante. Les mesures prises mercredi 19 mars devraient permettre une coordination plus efficace de leur accueil. Elles prévoient l'attribution aux réfugiés d'un visa de séjour de deux mois pouvant être prolongé d'un mois et le rapatriement dans leur pays de ceux qui sont jugés « dangereux ».

En Albanie, le gouvernement demande une aide humanitaire et financière de l'Europe et concentre ses efforts sur le rétablissement de l'ordre à Tirana, où l'aéroport a été réouvert jeudi 20 mars, et dans le port de Durrës. Les émeutes ont cessé, mais les actes de banditisme se multiplient. Les insurgés du Sud continuent de réclamer la démission du président Sali Berisha.

AVANT DE VÉRER DES ALBANAIS,
ON VA DÉJÀ COMMENCER
PAR VÉRER DES BELGES !



Lire page 2

Les internes des hôpitaux durcissent leur grève

Le gouvernement refuse de céder

LA GRÈVE des internes et de certains chefs de clinique se poursuivait, jeudi 20 mars, dans douze centres hospitalo-universitaires (CHU) sur vingt-six, notamment dans les plus importants (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux...). Après avoir obtenu gain de cause, samedi 15 mars, sur leur première revendication - une exonération de toute pénalité financière au cas où ils dépasseraient les objectifs de dépenses fixés par le gouvernement - les grévistes réclament une « révision » de la nouvelle convention régissant les relations entre les caisses d'assurance-maladie et les cinquante mille spécialistes libéraux.

Le conflit paraît se durcir. Trois syndicats de médecins libéraux (CSMF, FME, SML), hostiles depuis l'origine au plan luppé, ont appelé à des arrêts de travail lundi 24 mars. Dans les CHU qui ont suspendu la grève, des assemblées générales devaient se tenir, jeudi, pour décider d'une éventuelle reprise du mouvement. L'Intersyndi-

cat des chefs de clinique devait se réunir jeudi soir, éventuellement, pour lancer un mot d'ordre de grève au niveau national. Certains d'entre eux étant déjà en grève dans les plus grands CHU (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier, Strasbourg...).

Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a annoncé son intention de « tout faire pour que grandisse et s'élargisse encore le mouvement en cours ». Si les internes étaient rejoints par les agents hospitaliers, c'est le plan luppé qui serait ébranlé. Le gouvernement, conscient d'un risque d'explosion, ne veut pas céder. Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, a assuré, mercredi, que « la fermeture sera ou rendez-vous » sur les fondements mêmes de la réforme de l'assurance-maladie. Il a regretté que les internes cèdent aux « slogans de la partie la plus conservatrice, pour ne pas dire la plus réactionnaire » du corps médical.

Lire page 8

Le réquisitoire de Carpentras

A Marseille, le procureur a requis des peines de deux ans et de dix-huit mois d'emprisonnement ferme contre les quatre anciens skinheads jugés pour la profanation du cimetière juif de Carpentras.

p. 10

La croisade des talibans

A Kaboul, les intégristes afghans continuent d'édicter leurs tables de la loi pour « éradiquer le mal ».

p. 4

Sang contaminé

Sept médecins spécialistes de l'hémophilie ont été mis en examen pour empoisonnement.

p. 9

La droite et le FN

Patrick Stefanini (RPR) déclare au Monde que la majorité ne partage aucune valeur avec le FN mais qu'elle en a certaines de communes avec le PS. Elle doit, selon lui, combattre l'un et l'autre.

notre enquête page 14
et le point de vue
de Jacques Rancière p. 15

Malaise à France 2

Les journalistes de France 2 s'inquiètent de la qualité de l'information et affichent leur divorce avec la hiérarchie.

p. 31

Le conflit Renault

Les syndicats de Villoire-Renault durcissent leur action après l'échec de la rencontre, mercredi 19 mars, avec le PDG, Louis Schweitzer.

p. 34

Les chômeurs de New York et le PDG à 20 millions de dollars

NEW YORK

de notre correspondante
Les pages « affaires » du New York Times rapportent que le PDG d'IBM, Lou Gerstner, a gagné 20,2 millions de dollars l'an dernier, soit environ 110 millions de francs. Pour lui, 1996 aura été « une très bonne année », relève le quotidien, puisque le montant de ses rémunérations en 1995 ne s'était élevé qu'à 15,6 millions. La différence est essentiellement due à la hausse des actions d'IBM. Page suivante, un entrefilet informe le lecteur que les bénéfices de la banque d'affaires Goldman Sachs ont augmenté de 60 % au cours des trois derniers mois. C'est la deuxième fois seulement que Goldman Sachs réalise une telle performance en cent vingt-sept ans d'existence. Ces gains seront répartis entre les 190 associés de la firme, qui peuvent s'attendre, eux aussi, à « une très bonne année » 1997. Ainsi va Wall Street, toute à l'« irrationalité exubérante » qui préoccupe tant le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan.

Les quatre mille New-Yorkais qui font la queue depuis deux jours à quelques dizaines

de rues de là, sur la 46^e, à l'angle de Madison Avenue, sont aussi des lecteurs du New York Times. Mais eux, ce sont surtout les pages « emplois » qui les intéressent. Le 16 mars, ces pages « emplois » annonçaient que le grand hôtel Roosevelt, sur le point d'achever ses travaux de rénovation, allait recruter sept cent personnes : « Se présenter du 18 au 30 mars, entre 8 et 18 heures ». Ils sont venus si nombreux, de Queens, du Bronx, de Brooklyn, que la police a dû installer des barrières pour canaliser la file d'attente. En hâte, la direction de l'hôtel, surprise par une telle affluence, a demandé à une société de sécurité privée de venir maintenir l'ordre. Ni exubérance ni irrationalité dans cette file d'attente frigorifiée, enroulée tout autour de l'immeuble. « Le boom économique ? Ah ! bon », ironise Juan, vingt-huit ans, citoyen américain, en regardant autour de lui. Au chômage depuis trois mois, il a mis son unique costume pour venir poser sa candidature à un emploi « de mécanicien, de réceptionniste ou de gardien ».

Dernière lui, Esfir, quarante-huit ans, qui a quitté sa Moldavie natale il y a trois ans et de-
ml, vit de l'aide sociale depuis deux ans et

s'inquiète de l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations. Pour les immigrés comme elle, l'aide sociale devrait se tarir le mois prochain. En Moldavie, elle était comptable et elle espère de tout son cœur redevenir comptable à l'hôtel Roosevelt.

Pour tous ces gens, Wall Street a des allures de mirage. Contrairement à ce qui se passe dans le reste du pays, le nombre de demandeurs d'emploi à New York continue d'augmenter, atteignant 9,9 % de la population active en janvier, pas loin du double de la moyenne nationale. Pour les optimistes, le fait que les gens se remettent à chercher du travail est un signe de confiance dans l'avenir. Mais il fut un temps, relèvent les économistes, où les périodes fastes à Wall Street profitaient à l'ensemble de l'économie de la ville et, partant, à l'emploi. La croissance des années 90 est moins généreuse. La blonde Esfir ignorait que le patron d'IBM gagnait 20 millions de dollars par an. Le chiffre lui fait hausser le sourcil. « Vingt millions ? Il pourrait partager », dit-elle avec un petit sourire.

Sylvie Kauffmann

Helmut Kohl choisit Bismarck contre Thatcher

« L'EUROPE devient-elle thatcherienne ? », s'interrogeait-il il y a quelques jours l'hebdomadaire britannique The Economist. Face aux impératifs de la concurrence mondiale, les entreprises privées mais aussi les États sont amenés à remettre en question, parfois de manière radicale, la dimension sociale

de leur action. La compétitivité est devenue le maître-mot. L'Allemagne est particulièrement concernée par cette évolution.

Pour la première fois depuis 1945, on y observe en ce moment même une remise à plat de l'état social et des principes de base qui en assurent l'existence : solidarité entre les géné-

rations, répartition des risques entre malades et personnes bien portantes, redistribution fiscale. Dans un climat de conflits sociaux particulièrement tendu (charbonnages, BTP, acier...), les dirigeants allemands, tous partis confondus, entendent persuader leurs concitoyens que l'amélioration de l'emploi passe avant tout par la

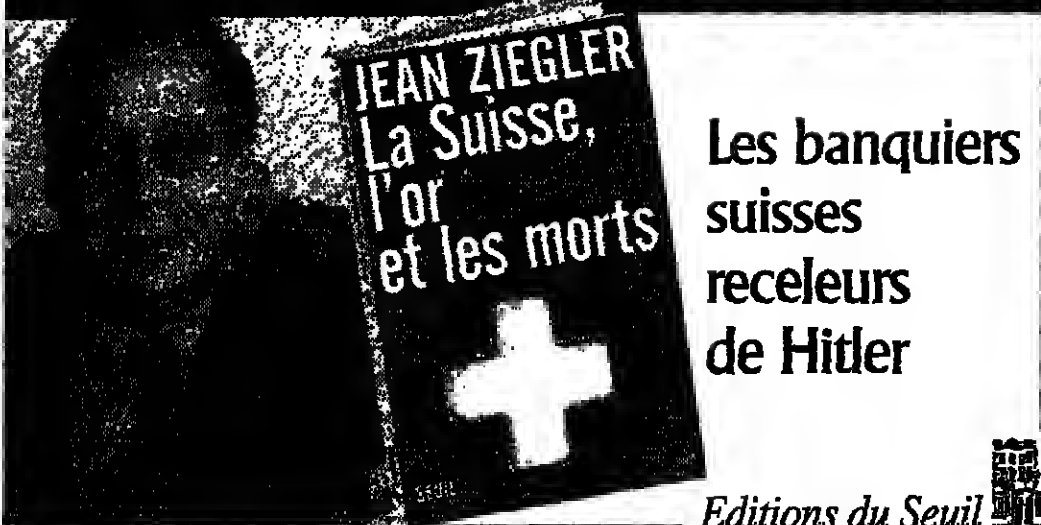
baïsse du coût du travail - et donc par la baisse des cotisations sociales assises sur les salaires - ainsi que par un recul des impôts sur les entreprises et sur les particuliers. Une logique de « privatisation » des risques étant à l'œuvre, la question stratégique qui est posée peut se formuler ainsi : l'Allemagne doit-elle abandonner un modèle social hérité de Bismarck pour suivre la voie tracée par Lady Thatcher ? Le choix de Bonn est très clair : même si c'est au prix de réformes en profondeur, on gardera Bismarck contre Thatcher.

Le dossier des retraites, dans ce contexte, est fondamental. On s'interroge sur les vertus du système de retraite par répartition installé par Bismarck au siècle dernier et à nouveau légitimé lors de la grande réforme de 1957. Ce système est menacé. Un cinquième de la population est actuellement âgé de plus de soixante ans. Dans trente-cinq ans, cette proportion sera passée à un tiers, et la part des personnes très âgées ne va cesser d'augmenter. Conséquence : alors qu'un salarié touche aujourd'hui 2 marks de pension pour 1 mark de cotisation après quarante-cinq ans de travail, on calcule qu'il ne touchera plus que 80 pfennigs à l'horizon 2040 si rien n'est modifié pour améliorer d'ici-là le fonctionnement du système.

Lucas Delattre

Lire la suite page 16

JEAN ZIEGLER



Les banquiers
suisses
receleurs
de Hitler

Allemagne, 9 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chine, 250 F CFA ; Danemark, 14 LDK ; Espagne, 250 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 L ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTA ; République, 9 F ; Suède, 80 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 2,00 F ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,20 \$.

M 0147-321-7.00 F



مكتبة الأمل

BALKANS L'Italie a adopté, mercredi 19 mars, des mesures exceptionnelles pour faire face à l'afflux de réfugiés albanais sur ses côtes. Selon le ministre de l'intérieur, Giorgio

Napolitano, 10 619 Albanais sont arrivés en Italie depuis le début de la crise. ● L'ÉTAT D'URGENCE « décrété sur tout le territoire, jusqu'au 30 juin, doit permettre une meilleure

coordination des différentes administrations et des services concernés par l'accueil de ces réfugiés. Les décrets adoptés, mercredi, limitent leur durée de séjour et prévoient le ren-

voi dans leur pays des réfugiés jugés dangereux. ● UN CALME très relatif prévalait jeudi en Albanie, où l'on assiste à une recrudescence de la violence criminelle. ● EN MACÉDOINE,

où l'importante communauté albanaise a tendance depuis quelques mois à se radicaliser, les autorités redoutent le développement de trafic d'armes avec l'Albanie voisine.

L'Italie adopte des mesures d'urgence face à la vague de réfugiés albanais

Les nouveaux décrets limitent la durée de séjour et prévoient le renvoi des éléments jugés dangereux.

Plus de 10 600 personnes ont traversé l'Adriatique depuis le début de la crise. La population côtière, inquiète et débordée, demande l'aide de Rome

ROME

de notre correspondant

Pour faire face à l'afflux de réfugiés albanais, qui sont désormais plus de dix mille, le gouvernement italien a adopté, mercredi 19 mars, lors d'un conseil des ministres extraordinaire, un décret-loi instaurant l'état d'urgence sur tout le territoire jusqu'à la fin du mois de juin. Cette mesure exceptionnelle vise à réglementer l'exode et à secourir la lourde machine administrative italienne en donnant à Franco Barberi, sous-secrétaire pour la protection civile, et à Giannicola Sinisi, numéro deux du ministère de l'intérieur, des pouvoirs accrus pour le premier dans le domaine humanitaire et le second sur le terrain sécuritaire.

Ce décret permet aux boat people albanais de bénéficier d'un permis provisoire de séjour de deux mois pouvant être prolongé d'un troisième mois pour tous ceux qui ont besoin d'une « protection temporaire » en raison de « dangers d'insécurité personnelle ». Par ailleurs, le texte prévoit la séquestration des bateaux utilisés pour la traversée du détroit d'Otrante, l'intensification de la surveillance de ce lieu de passage entre les deux rives de l'Adriatique et l'expulsion en Albanie de tous les ressortissants jugés dangereux pour la sécurité nationale.

Cette dernière mesure se heurte déjà à des difficultés puisque le gouvernement albanais a demandé de différer le rapatriement de

289 personnes jugées indésirables en raison de leurs activités criminelles. Tirana a demandé un sursis de trois à quatre semaines afin de pouvoir réorganiser sa police et son système carcéral. De nombreux détenus échappés des prisons lors des troubles ont en effet profité des départs en masse pour quitter le territoire albanais et se joignent aux réfugiés, ce qui inquiète la population italienne. Les Albanais sont souvent accusés d'être à la tête des réseaux de prostitution et de trafic de drogue dans la Péninsule. Plusieurs gangs ont déjà été démantelés dans le Nord et dans les Pouilles. En plus, les autorités italiennes ont découvert qu'il existait aujourd'hui des plantations

de marijuana dans le sud de l'Albanie, à tel point que l'on parle désormais de « Calambie méditerranéenne ».

LES PROFITEURS

De nombreux réfugiés ont protesté contre cet amalgame entre les réfugiés authentiques et les profiteurs du mouvement. « Nous ne sommes pas des criminels », déclarent ceux qui ont fui l'anarchie albanaise. Beaucoup d'entre eux ont cependant reconnu avoir payé très cher leur passage de l'autre côté de l'Adriatique à des chefs de bande qui ont organisé le départ des bateaux. D'autre part, comment faire la différence entre immigrants clandestins et authentiques ré-

fugiés ? Des Turcs et des Pakistanais ont été découverts sur certaines embarcations.

Cet aspect des choses s'ajoutant à l'impression d'un afflux massif a provoqué un sentiment de rejet au sein de la population côtière, qui a l'impression de supporter seule le choc. La vague de 1991 a laissé certains traumatismes, et les élus locaux comme l'industrie touristique craignent les effets néfastes de ces arrivées massives à un peu plus d'une semaine des vacances de Pâques. Les problèmes d'organisation et d'accueil s'alourdissent pour un personnel débordé. Fatigués d'être en première ligne et conscients que le problème albanais est loin d'être réglé, les habi-

tants des rives méridionales de l'Adriatique demandent que non seulement le reste du pays leur vienne en aide, mais aussi la Communauté européenne, car, comme l'a dit le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, « l'Italie ne peut pas être la seule à aider ce pays à se reprendre ».

Lamberto Dini, ministre italien des affaires étrangères, a reçu mercredi son homologue albanais Arjan Stavara afin de coordonner l'action humanitaire du gouvernement de Rome avec celui de Tirana. L'Italie est cependant « prête à faire sa part pour venir au secours de l'Albanie », comme l'a confirmé M. Dini.

Michel Bole-Richard

Le gangstérisme prend le pas sur l'insurrection

TIRANA

de notre envoyé spécial

L'anarchie continue de régner en Albanie, de manière cependant moins spectaculaire depuis la nomination du nouveau gouvernement. Les postes de contrôle re-

REPORTAGE

La crise politique se trouve désormais mêlée à une véritable crise sécuritaire

belles ont disparu des routes, et des policiers en uniforme ont réapparu dans différentes villes, y compris dans le sud du pays. La police semble également avoir repris le contrôle du port de Durrës, où il n'y a plus d'émeutes pour embarquer sur un bateau pour l'Italie. A Tirana, le calme est revenu, ponctué de flambées d'angoisse incontrôlée de la population. Une forte tension régnait mercredi 19 mars au soir, alors que des tanks patrouillaient dans les rues et que des rumeurs annonçaient l'arrivée imminente de bandes de pillards du Nord. Les Tiranois vaguent quand même à leurs occupations, cafés et magasins ont rouvert leurs portes cette semaine.

Un fort sentiment d'insécurité

s'est cependant installé, l'impression que personne ne détient l'autorité nécessaire pour résister à d'éventuelles attaques de bandes armées. « Ce retour au calme est trompeur, dit un journaliste albanais. Il n'y a en fait plus aucune règle, plus aucun pouvoir. C'est encore le chaos, mais spectaculaire parce qu'il n'y a presque plus rien à piller. » D'où la peur que les pillards s'attaquent maintenant aux biens privés et aux habitations, ce qui fut jusqu'à présent rarement le cas.

Le gouvernement a dépêché, mercredi 19 mars, d'imposantes forces de l'ordre à l'aéroport de Tirana-Ripas. Bien qu'officiellement ouvert, l'aéroport ne va toutefois pas accueillir de vols commerciaux avant la semaine prochaine, les compagnies internationales préférant attendre jusqu'à la fin du premier ministre, Bashkim Fino, souhaite surtout afficher sa détermination à rétablir l'ordre, alors qu'une délégation de l'Union européenne est présente à Tirana afin d'évaluer les besoins du pays.

Le ministre des finances a estimé que, après un mois d'émeutes insurrectionnelles et criminelles, l'économie albanaise s'est effondrée et que l'Etat « risque une paralysie financière totale ». Le gouvernement, qui craint une pénurie alimentaire, a réclamé une aide

humanitaire d'urgence. Les experts de l'Union européenne ont répondu prudemment en insistant sur le rétablissement de l'ordre, préalable à l'envoi d'une assistance internationale. Les Albanais « doivent nous aider pour que nous puissions les aider », a déclaré le diplomate néerlandais Jan de Marchant et d'Ansembourg, chef de la délégation. Ils doivent créer une situation telle que cette aide ne tombe pas entre de mauvaises mains. M. d'Ansembourg a dressé un tableau peu réjouissant de la situation. « La police est en miettes, il n'y a plus de prisons, plus de douanes, plus de gardes-frontières, pratiquement plus d'armée », a-t-il dit. Le diplomate a estimé que l'Albanie devait régler elle-même les principaux problèmes avant que l'UE s'engage à verser des fonds, et il a précisé que le nouveau gouvernement de « réconciliation nationale » paraissait « accomplir d'honnêtes efforts pour un retour à la normale ».

NÉGOCIATIONS REPORTÉES

Le gouvernement de M. Fino a choisi de concentrer son action sur le rétablissement de l'ordre dans la capitale Tirana et dans la ville portuaire de Durrës, les vitines actuelles de l'Albanie. Bashkim Fino a même reporté les négociations qu'il devait avoir mercredi avec les

chefs des villes insurgées du Sud. Les comités populaires de ces villes, créés peu après l'insurrection, ont formé récemment un organe commun, dont les hommes forts sont le leader de Gjirokastrë,

le Parti socialiste se sont clairement exprimés en faveur d'un maintien au pouvoir de leur adversaire Sali Berisha jusqu'aux prochaines élections parlementaires, on voit mal comment le gouverne-

Un but de conquête pour l'Eglise de scientologie

Le ministre de l'intérieur du Land de Bavière, Gunther Beckstein, a accusé mercredi 19 mars l'Eglise de scientologie d'avoir cherché, dans les années 1989-1990, à « noyer l'Albanie ». M. Beckstein se réfère à des documents trouvés en 1996 lors de perquisitions au siège de l'organisation à Athènes. Soignant ses contacts avec le gouvernement de l'époque, elle voulait, selon le ministre, faire de l'Albanie « le premier pays purement scientologique ».

Aux yeux de M. Beckstein, ces tentatives infructueuses confirment que le vrai but de l'Eglise de scientologie n'est pas d'exercer une influence religieuse, mais bien un pouvoir politique.

l'ancien général Agim Ghazita, et celui de Saranda, l'ancien colonel Xhevat Kocshu.

Agim Ghazita a lancé un ultimatum à Tirana qui devait expirer jeudi 20 mars. Si le président Sali Berisha ne démissionne pas, les villes du Sud croiront leur propre « conseil présidentiel ». M. Ghazita, qui affirme que les insurgés privilégient une solution politique à la crise, a indiqué qu'il ne coopérerait avec le gouvernement de Bashkim Fino que si celui-ci cessait d'entretenir des relations avec le président Berisha. Comme M. Fino et

ment pourrait obtenir que les insurgés déposent leurs armes. Un mystérieux « Comité de salut national » vient par ailleurs d'entrer en scène, menaçant de lever une armée si le gouvernement négociait avec les insurgés ; il serait, selon certains observateurs, une émanation de la police secrète (SHIK) restée aux ordres du président albanais.

Le problème reste de toute façon que les Insurgés sudistes, comme l'immense majorité des Albanais, ne semblent accorder aucun crédit à leurs bombes poli-

tiques, quel que soit leur parti. Si le champion de l'impopularité est actuellement Sali Berisha, les socialistes ne bénéficient pas d'un réel crédit auprès des désespérés qui ont pris les armes.

Par ailleurs, au fur et à mesure que la population ordinaire range les kalachnikovs à la maison, les handits prennent le contrôle de la vie quotidienne. La crise politique se trouve ainsi mêlée à une véritable crise sécuritaire. Les tués ne sont plus seulement les victimes de halles perdues. Il y a désormais des meurtres en Albanie, des règlements de comptes, des enlèvements. Or l'explosion du gangstérisme ne favorise guère l'influence que commencent à avoir les comités populaires locaux.

De jour en jour, malgré le retour à un calme apparent, la loi du « chacun pour soi » semble se renforcer. Des milices apparaissent, sans que les gens sachent si elles sont liées au gouvernement socialiste, à la police secrète de M. Berisha, à telle ou telle force de police, telle ou telle mafia, tel ou tel clan. Chacun est armé. Chacun a peur. Il y a nettement moins de spectacles anarchiques dans les rues, mais le glissement de l'Albanie vers le chaos n'a été en aucun point résolu.

Rémy Ourdan

En Macédoine, la communauté albanaise, mal intégrée, se radicalise

TETOVO

de notre envoyé spécial

La minorité albanaise en Macédoine, qui représente environ le quart des quelque deux millions d'habitants que compte le pays, est-elle en passe de se révolter ? Les slogans nationalistes scandés par les manifestants de la ville de Tetovo, il y a quelques semaines, lors de la prise de fonctions de leur maire - « Ici, c'est l'Albanie, dehors les Macédoniens ! » -, la victoire éclatante, dans les villes où la communauté est majoritaire, du Parti de la prospérité démocratique albanaise (PPDA, radical) aux élections locales de l'automne 1996, ou encore la constante présence d'un drapeau albanaise devant la mairie de l'une d'entre elles, Gostivar, apparaissent comme autant de signes inquiétants pour les observateurs.

Ce sentiment est évidemment renforcé par le fait que l'Albanie voisine traverse une période chaotique, même si les dirigeants des partis albanais de Macédoine se gardent de tout commentaire sur la situation à Tirana. Ils se contentent de la situation là-bas s'améliorer et que le gouvernement d'union nationale se. ble en avoir repris le contrôle.

L'aggravation des tensions au sein de la République de Macédoine apparaît à un observateur étranger comme « le plus gros problème actuel du pays ». Il souligne que « l'absence de développement de relations entre les deux principales communautés a entraîné une dégradation réelle de leurs rapports. Les Macédoniens re-



doutent que les Albanais ne demandent une autonomie ou une séparation pure et simple, et ces derniers craignent de devenir peu à peu des citoyens de deuxième rang. « La Macédoine n'est plus l'oasis de paix qu'elle était encore il y a quelques mois », affirme pour sa part un diplomate dans une allusion au fait que cette République a gagné sans violence son indépendance.

La création, par le président Kiro Gligorov, au lendemain de l'indépendance, d'une coalition de gouvernement incluant le Parti de la prospérité démocratique (PPD, albanais modéré) avait fait naître l'espoir que s'ouvre une époque de consensus entre les deux communautés. Mais l'absence d'avancée notable

dans l'intégration de la minorité albanaise, conjuguée avec une pression directe de Tirana sur le principal parti qui la représente, avait déjà abouti, il y a deux ans, à la scission du PPD et à la naissance d'une formation plus radicale, le PPDA, aujourd'hui largement majoritaire. « Au point que le discours du PPD s'est, lui aussi, radicalisé, assure un journaliste macédonien, et que les membres de ce parti qui appartenaient encore au gouvernement, sont aujourd'hui très tentés de le quitter ».

« La situation se radicalise car les problèmes ne sont pas résolus », assure Aladin Demiri, le porte-parole du PPDA qui vient de prendre ses fonctions de maire de Tetovo, une

ville située à une quarantaine de kilomètres de la capitale où les Albanais représentent 75 % de la population. « Notre langue n'est pas reconnue, et le pouvoir à Skopje fait tout son possible pour nier nos droits les plus élémentaires. Nous voulons aussi, poursuit M. Demiri, obtenir la légalisation de l'université que nous avons créée en 1994, ce que le gouvernement de Skopje refuse toujours obstinément ».

Cette université « sauvage » de Tetovo, « calquée » sur sa voisine de Pristina (la capitale de la province du Kosovo, en Serbie), fonctionne sur les mêmes principes. L'enseignement est assuré en albanais dans une douzaine de matières (philosophie, pharmacie, agriculture, économie, musique, mathématiques...). Le financement du budget, « de 3,5 millions de deutschemarks » (environ 12 millions de francs), provient essentiellement, selon le recteur, Fadil Solejmani, « de la contribution modeste des Albanais résidant en Macédoine et de celle plus importante des expatriés ». Disséminée dans des maisons particulières, des garages et des sous-sols de résidences privées, l'université accueille toujours, selon le recteur, « 2 500 étudiants et plus de 200 professeurs ».

Même si ces chiffres semblent largement exagérés et si cette université est souvent considérée, à Skopje, « comme une simple coquille vide » ou « un organisme de recyclage de professeurs au chômage », sa reconnaissance officielle est devenue une exigence intangible des Albanais, qui s'efforcent régulièrement

des qualificatifs dont on affuble ce qu'ils considèrent comme le symbole de leur autonomie pédagogique. L'un des vice-présidents du PPDA, Menduh Thaci, explique : « Mon père a pu me faire suivre un enseignement en Albanie jusqu'à la fin de mes études en médecine, que j'ai terminées à Pristina. Je ne pourrai pas assurer la même chose à mes enfants ».

L'abondance des armes en circulation dans l'Albanie voisine fait craindre un trafic qui pourrait profiter à des mouvements extrémistes

Devant ces exigences et les nombreuses mises en garde du parti albanais participant au pouvoir, qui voit son influence s'éroder au profit de son rival plus radical, le gouvernement macédonien a pris une mesure qui lui semblait destinée à contenir la communauté albanaise. Il a fait voter une loi autorisant l'enseignement en albanais à la faculté de pédagogie de Skopje. La décision a eu un effet désastreux. Elle n'a pas satisfait ceux à qui elle était destinée, qui l'ont jugée trop timide, et elle a provoqué des manifestations d'éu-

dians macédoniens et une grève de la faim d'une dizaine d'entre eux, protestant contre ce qu'ils estiment être un privilège indu. Soutenus par une pétition signée par quelque vingt mille personnes, les étudiants réclament la démission du ministre de l'éducation, Sofija Todorova, et l'abrogation de la loi contestée, avec pour conséquence un antagonisme accru entre les jeunes des deux communautés.

Mais il y a plus grave : l'abondance des armes en circulation dans l'Albanie voisine depuis les émeutes de ces dernières semaines fait craindre que l'inévitable trafic à venir ne serve à armer certains Albanais de Macédoine, voire d'éventuelles milices paramilitaires du côté macédonien. Il y a deux ans, de nombreux réseaux avaient déjà été démantelés, alors que la source d'approvisionnement n'était pas aussi abondante qu'elle l'est aujourd'hui.

Cette inquiétude est partagée par les dirigeants du PPDA qui, comme Menduh Thaci, n'hésitent pas à affirmer que « les choses pourraient prendre une mauvaise voie et des groupes terroristes pourraient faire leur apparition ». Un scénario catastrophe que les diplomates veulent a priori exclure, ce qui exige toutefois, selon l'un d'eux, « une prise de conscience rapide de la communauté internationale ; car plus nous attendons pour aider à trouver un compromis entre les communautés de Macédoine, et plus la situation empirera ».

Denis Hautin-Guivaut

مكتبة الشامل

Journalistes en Turquie : battus, emprisonnés, intimidés

Plusieurs rapports sévères sur la liberté d'expression

MALGRÉ l'apparente liberté de ton de la presse turque et sa diversité - 250 chaînes de télévision, 1 000 stations de radio, 36 titres nationaux et plus de 500 journaux régionaux -, chaque jour, des journalistes sont exposés à des poursuites judiciaires, des peines d'emprisonnement ou sont torturés, selon des rapports récemment émis par divers organismes. Ainsi, en janvier 1997, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dénonçait « une inflation de procédures ouvertes contre des journalistes, écrivains, éditeurs » ces dernières années, ainsi que la « sévérité des peines encourues » un rapport rendu public jeudi 13 mars, lors d'une réunion de la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, critique la « violence disproportionnée » dont sont victimes les gens de presse, tandis que Reporters sans frontières vient de dresser l'état des lieux des entraves à la liberté d'expression.

« Un journaliste assassiné, un blessé, cinq battus, treize en détention provisoire, deux sociétés éditrices fermées, onze bureaux de presse perquisitionnés et quatorze saisies de journaux », énumère, pour sa part, le Syndicat des journalistes de Turquie (TGS) - et ce pour le seul mois de septembre 1996. Le motif des sanctions imposées fait parfois sourire. Ainsi, le 27 août 1996, une radio locale d'Ankara, Radio-Mosaïque, se voit infliger vingt-quatre heures de suspension pour avoir appelé « monsieur » le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste, entré en rébellion contre Ankara en 1984), Abdullah Öcalan.

D'autres cas sont plus graves, tel celui d'İlhan Yılmaz, rédacteur en chef du journal pro-kurde *Özgür Gündem* aujourd'hui interdit, qui purge une peine de quinze ans à la prison de Sakarya (ouest de la Turquie), ainsi que celui de l'écrivain et sociologue İsmail Beşikçi, incarcéré depuis 1993, et qui cumule pour sa part plus de cent ans de prison (le système pénal turc ignore la confusion des peines). La notoriété internationale dont jouit l'écrivain Yashar Kemal ne l'a pas mis à l'abri d'une condamnation à dix-huit mois avec sursis pour un texte intitulé : *Ciel sombre sur la Turquie*.

C'est après la confirmation de ce verdict par la Cour de cassation en octobre 1996 que l'écrivain a demandé l'asile politique à la Suède. Vendredi 14 mars, pendant que le ministre des affaires étrangères, Tansu Çiller, saluait, lors d'une visite à Helsinki, « les progrès accomplis par la Turquie en matière de droits de l'homme », la cour d'assises d'Istanbul condamnait le journaliste Erzurul Kurku à dix mois de prison avec sursis pour avoir traduit (de l'anglais) un rapport de Human Rights Watch, organisation américaine de surveillance des droits de l'homme, portant sur l'origine des armes utilisées dans le conflit du Sud-Est anatolien. Détail insolite : le journaliste, reconnu coupable d'avoir « insulté les forces de l'ordre », a été condamné pour des propos qui ne sont pas les siens, mais ceux d'un diplomate américain cité dans le rapport.

REPRÉSENTATIONS

« Incitation à la haine », « propagande séparatiste » ou « atteinte à l'intégrité de l'État » sont les motifs les plus fréquents. En fait, dès lors que des journalistes abordent « le problème kurde, le conflit armé dans le Sud-Est, le rôle de l'armée, celui du PKK, de la police, des Loups gris [extrême droite] ou de la corruption de l'appareil d'État, sa collusion avec la mafia », ils s'exposent à des « difficultés », quand ils ne font pas l'objet de « représailles », selon la FIDH.

Certes, les journaux « marqués politiquement » (pro-kurdes, sympathisants du PKK ou de l'extrême gauche) sont les plus exposés. Les journaux détenus par de grands groupes, ceux des familles Bilgin (*Journal Sabah*) et Dogan (*Journal Milliyet*, *Hürriyet*) et İhlas (*Türkiye*, *Zaman*) n'ont jamais vu leurs éditorialistes condamnés. « Traitant de mêmes sujets, certains ne sont pas inquiétés, d'autres sont simplement entendus (par la police), d'autres encore sont renvoyés devant le tribunal ou, plus souvent, la Cour de sûreté de l'État (...) », notent les rapporteurs de la FIDH, pour qui l'exercice du métier de journaliste en Turquie s'apparente de plus en plus à un « jeu de roulette russe ».

Maria Jégo

Le nouveau chef du Bloc québécois tente de rassembler un parti déchiré

QUÉBEC

correspondance
Alors que les élections fédérales canadiennes devraient se tenir dans les prochaines semaines, le Bloc québécois (BQ) vient de se donner un nouveau chef en la personne de Gilles Duceppe. Élu samedi 15 mars lors d'un congrès du parti à Montréal. A quarante-neuf ans, cet ancien permanent syndical devient le dirigeant d'une formation tout entière vouée à la souveraineté du Québec. Sa première tâche consistera à préserver l'unité du parti, coalition hétéroclite de députés où la gauche voisine avec la droite et où les « souverainistes » les plus enflammés côtoient les partisans d'un accommodement avec le Canada.

Les difficultés du Bloc québécois remontent aux lendemains des élections générales du 25 octobre 1993, lorsque le parti que venait de fonder Lucien Bouchard avait réussi le tour de force de faire élire 54 députés sur 295, devenant du même coup la plus importante formation de l'opposition à la Chambre des Communes. Bombardé chef officiel de l'opposition, Lucien Bouchard avait pris le chemin d'Ottawa, où il ne pensait rester que le temps de réaliser l'indépendance québécoise. Deux ans plus tard, après l'échec des indépendantistes au référendum du 30 octobre 1995, Lucien Bouchard était devenu premier ministre de la province du Québec.

Libérés de la sévère férule du fondateur, les députés du Bloc québécois restés à Ottawa ont

alors commencé à s'entre-déchirer, poussant à la démission, quelques mois plus tard, Michel Gauthier, successeur de Lucien Bouchard à la tête du parti. Gilles Duceppe tente aujourd'hui de rassembler les troupes pour les lancer dans la campagne électorale qui s'annonce, sachant que son avenir dépend des résultats du scrutin : il lui faut faire au moins aussi bien que le fondateur du Bloc québécois en 1993, soit 49 % de suffrages.

Parti qui n'a d'autre programme que la souveraineté du Québec, le Bloc a bien du mal à assumer le rôle d'opposition officielle que lui confère son statut de second plus important groupe parlementaire. Ses députés sont ainsi réticents à faciliter les accords entre le pouvoir central et la Belle Province, craignant de fournir la preuve du bon fonctionnement de la fédération canadienne qu'ils récusent. Dans la crainte de outre à la réforme hospitalière en cours au Québec, ils ont aussi évité de protester contre certaines mesures impopulaires, telle la fermeture du seul hôpital francophone en Ontario.

Plus que jamais, le Bloc se considère comme un mouvement de défense des intérêts des Québécois à Ottawa. « Nous partons dès que les résultats du référendum [sur l'indépendance] nous le permettent », a d'ailleurs déclaré le nouveau chef du parti lors de son discours de clôture du congrès.

Pascale Guéricolas

La classe politique slovaque est divisée sur la question de l'adhésion à l'OTAN

Bill Clinton et Boris Eltsine débattent à Helsinki de l'élargissement de l'Alliance atlantique à l'Est

Les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine étaient attendus, jeudi 20 mars, à Helsinki pour un sommet consacré à une nouvelle sécurité en Europe.

Ils devaient dîner ensemble jeudi, et poursuivre leurs entretiens vendredi. Onze pays issus de l'ancien bloc communiste sont candidats à l'inté-

gration dans l'OTAN. Parmi eux, la Slovaquie est le seul à organiser, les 23 et 24 mai prochains, un référendum sur l'entrée dans l'Alliance.

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial
La Slovaquie sera-t-elle invitée à rejoindre l'OTAN ? Se prononcera-t-elle en faveur de l'adhésion à l'Alliance atlantique lors du référendum sur cette question prévu les 23 et 24 mai prochains ? A Bratislava, ces deux interrogatoires sont amplement débattus. Pour ce petit pays d'Europe centrale de 5,3 millions d'habitants, indépendant depuis le 1^{er} janvier 1993, la question de l'intégration à l'OTAN tend à prendre la dimension d'un examen sanctionnant sa transformation vers la démocratie et l'économie de marché. La Slovaquie n'est pas citée dans la « première vague » des candidats à l'OTAN. Soucieuse de ménager ses relations avec la Russie, elle est aussi le seul pays d'Europe centrale et orientale à organiser une consultation populaire sur l'opportunité d'une adhésion à l'Alliance atlantique.

En annonçant, la semaine dernière, les dates du référendum, le président slovaque, Michal Kováč, a invité ses concitoyens à se rendre massivement aux urnes pour voter « oui ». « Si la Slovaquie devait rester en dehors de la première vague de l'intégration, a-t-il averti, le pays prendrait un retard considérable dans sa modernisation et sa transformation par rapport à ses voisins ».

Au gouvernement, l'engagement en faveur de l'OTAN est plus équivoque, même si le premier ministre, Vladimir Mečiar, en visite officielle mercredi 19 et jeudi 20 mars à Paris, a tenu à réaffirmer la volonté de son pays de rejoindre au plus tôt le traité nord-atlantique. « Quels que soient le résultat du référendum et la décision de Ma-

trid, le gouvernement continuera de se préparer à l'adhésion », a-t-il déclaré. Les sondages, ajoute M. Mečiar, permettent d'espérer une victoire du « oui ».

DÉBAT NATIONAL

Mais les deux alliés politiques de M. Mečiar, le Parti national slovaque (SNS, ultranationaliste) et l'Association des ouvriers (ZRS, populiste), ne l'entendent pas de cette oreille. Ces deux formations, qui disposent de quatre des seize portefeuilles ministériels et de vingt et un députés indispensables pour permettre au Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Mečiar de gouverner, militent depuis longtemps pour la neutralité. Elles appellent à voter « non » aux trois questions du référendum, qui portent sur l'entrée à l'OTAN, le déploiement d'armes nucléaires et l'installation de bases militaires sur le territoire slovaque.

« Nous apparaissions comme des partenaires peu sérieux, qui ne sont pas dignes de confiance », estime

un proche du président slovaque, qui critique l'ambivalence du gouvernement. « D'ailleurs, la manière dont est menée la campagne officielle de sensibilisation à l'OTAN suscite des doutes sur les intentions de ses organisateurs », ajoute-t-il. Le gouvernement a lancé le mois dernier un débat national préalable sur l'adhésion du pays à l'Alliance, dans lequel les opposants à l'intégration sont confrontés aux partisans lors de discussions télévisées. « La confusion pourrait avoir un effet dissuasif sur les électeurs encore hésitants », précise ce conseiller. « Mais ce qui complique encore davantage notre position vis-à-vis de l'OTAN, ce sont nos manquements à la démocratie », ajoute-t-il.

En visite récemment à Bratislava, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires européennes, John Kornblum, s'est livré à un sévère réquisitoire contre la politique du gouvernement slovaque. « Les principes démocratiques que nous défendons ne sont pas pleinement respectés » en Slovaquie, a-t-il déclaré lors d'un dé-

bat, où plusieurs responsables du HZDS l'avaient pris à partie. M. Kornblum, reconnaissant que « la Slovaquie n'est plus dans le courant principal » au cours des discussions entre partenaires occidentaux sur l'adhésion à l'OTAN, a expliqué les raisons de ce retard : Bratislava « doit, à l'instar des autres pays post-communistes, faire face non seulement aux dangers du passage à la démocratie, mais aussi à la définition de son identité nationale et étatique. Cela se traduit par des difficultés de tolérance envers ceux qui ne partagent pas l'opinion majoritaire, et par le refus de réaliser les recommandations de la communauté internationale », a expliqué M. Kornblum.

LE SOUTIEN DE LA FRANCE

Cette analyse est partagée par l'opposition slovaque, qui reproche à M. Mečiar de pratiquer la « terreur de la majorité », en refusant systématiquement le dialogue avec la minorité et ses contradicteurs.

Le premier ministre slovaque réfute ces accusations : « Le reproche de déficit de démocratie [formulé par Rita Süssmuth, la présidente du Bundestag allemand, en janvier 1997 à Bratislava] n'est pas juste. Les libertés, les droits de l'homme et du citoyen, les droits des minorités sont garantis et respectés ». Aussi M. Mečiar espère-t-il obtenir un soutien français dans le débat sur l'élargissement de l'Alliance atlantique. Évoquant le soutien apporté par Paris à la candidature de la Roumanie, le dirigeant slovaque estime qu'il revient à la France de choisir « un ou plusieurs fils de la République » en Europe centrale.

Martin Pichota

Bill Clinton en chaise roulante au sommet d'Helsinki

Le président Bill Clinton a quitté, dans la soirée du mercredi 19 mars, les États-Unis à destination d'Helsinki, où se tient, jeudi et vendredi, le sommet russo-américain.

Le chef de la Maison-Blanche, opéré du genou la semaine dernière après une mauvaise chute, est arrivé à la base aérienne Andrews dans une chaise roulante. Il a dû être hissé à bord de l'avion présidentiel à l'aide d'une plate-forme élévatrice.

Le sommet d'Helsinki sera essentiellement consacré aux projets d'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'Est. L'élargissement de l'Alliance atlantique - très probablement d'abord à la Pologne, à la Hongrie et à la République tchèque - se fera, « que Moscou le veuille ou non », a déclaré Madeleine Albright, le nouveau secrétaire d'Etat américain à Washington. En outre, Bill Clinton s'est déclaré « encouragé » par les récentes nominations à la tête de l'exécutif russe, signe que la Russie veut poursuivre ses réformes économiques.

Nicolas II et Lénine font la vie dure aux autorités russes

MOSCOU

de notre correspondant

Deux morts, en mauvais état de conservation, bouchent l'avenir d'une nouvelle Russie démocratique, républicaine et capitaliste, débarrassée du totalitarisme soviétique et de l'absolutisme tsariste. Depuis près de soixante-dix-neuf ans, Nicolas II, le dernier tsar de Russie, exécuté en 1918 avec sa famille par les Bolcheviks, attend une tombe digne. Ses restes ont été exhumés d'une fosse commune d'Ekaterinbourg. Mais ils attendent toujours dans une boîte en carton à la morgue de cette ville de l'Oural.

Depuis 1924, soit près de soixante-treize ans, dont cinq après la disparition de l'Union soviétique, la dépouille embaumée du fondateur de la patrie des Soviets, Vladimir Ilitch Oulanov, dit « Lénine », repose dans un mausolée, toujours ouvert au public (sauf lors du bain chimique annuel), sous les murs du Kremlin, sur la place Rouge.

Arguant qu'une nouvelle Russie doit arrêter de mépriser son dernier tsar et d'honorer son premier premier secrétaire, des voix proposent d'enterrer Lénine et d'autres les luttes passées avec eux. Mais la question de ces inhumations, qui traîne depuis la proclamation

de la démocratie en Russie, provoque l'embarras des autorités et soulève des polémiques. D'autant que les deux ennemis risquent de se poser, sinon côte à côte, du moins dans la même ville, à Saint-Petersbourg. L'un parce que la ville est la capitale impériale ; l'autre parce que le célèbre bolchevik aurait souhaité y être enterré.

Jusqu'à maintenant, on s'est contenté de demi-mesures qui ont déplu aux uns, sans satisfaire les autres : exhumation pour Nicolas II ; suppression de la garde d'honneur pour Lénine. Même si l'année 1997 a été proclamée par le Kremlin celle de la « réconciliation nationale », les autorités sont gênées. A commencer par Boris Eltsine. C'est lui qui, lorsqu'il était secrétaire du parti dans la région de Sverdlovsk, avait donné l'ordre de détruire la dernière résidence de la famille impériale russe. La question est politique. Certains, chez les communistes (première formation politique du pays), soupçonnent qu'en place de dignes inhumations, on tente d'enterrer Lénine et sa mémoire tout en ressuscitant, sinon le tsar, du moins le tsarisme.

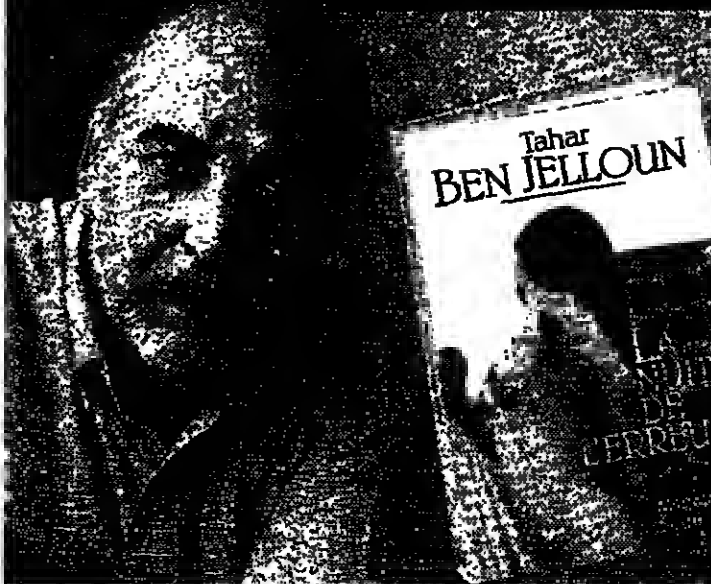
L'affaire a été aggravée par la soudaine conversion d'une partie de la « nouvelle élite » russe à un retour de l'héritier du tsar sur le

trône. Les analystes politiques à Moscou attribuent cette soudaine mutation idéologique à la forte probabilité d'une élection au Kremlin de l'opposant « antinomenklatura », le général Alexandre Lebed, en cas de disparition prématurée de Boris Eltsine.

La question de l'enterrement du tsar et de son éventuelle canonisation a été confiée à l'Eglise orthodoxe, qui l'a renvoyée en commission et à des jours idéologiques plus clairs. Reste Lénine. La question de son enterrement divise la population russe. Selon un récent sondage de la Fondation pour l'opinion publique, 48 % des Russes, les plus chrétiens et éduqués, sont « pour », tandis que 38 %, notamment les habitants des campagnes, préfèrent que la momie reste dans son mausolée. Silencieux sur la question du tsar, Boris Eltsine s'est récemment prononcé sur le cas de Lénine : « Il faut l'enterrer, comme il l'avait souhaité, près de sa mère, à Saint-Petersbourg ». Prudent, le président russe a aussitôt ajouté : « Pour être pas immédiatement, mais d'ici la fin de l'année ou la fin du siècle. » C'est à croire que les deux cadavres, qui encombrant les placards de la nouvelle Russie, bougent toujours.

Jean-Baptiste Naudet

TAHAR BEN JELLOUN



La Nuit de l'erreur est sans doute, de tous les livres de Tahar Ben Jelloun, le plus ambitieux. Pierre Lepoutre/Le Monde
L'enjeu du livre, c'est la jouissance en littérature, la liberté du mot qui s'oppose aux murs, au mensonge de l'ordre établi. Le plus beau roman de Tahar Ben Jelloun. Yan Queffelec/Le Nouvel Observateur

Laissez-vous emporter par l'histoire de Zina.

Un livre superbe. Danièle Brisson/Magazine littéraire

Entre tradition et culture, entre Orient et Occident, Tahar Ben Jelloun défrihe en toute poésie les territoires de la littérature. Michèle Gazier/Télérama

Un des plus beaux romans de cette rentrée où l'on retrouve, porté à un haut degré de perfection, tout ce qui fait l'originalité de Tahar Ben Jelloun.

Marie-Louise Roubaud/La Dépêche du Midi

Editions du Seuil

هكذا كان الزجل

Les intégristes afghans ont libéré deux Français emprisonnés à Kaboul depuis près d'un mois

Les talibans persistent dans leur croisade pour « éradiquer le mal »

Deux Français, membres d'Action contre la faim (ACF), ont été relâchés, mercredi 19 mars, après avoir passé vingt-six jours dans une prison de Ka-

boul. Les deux hommes étaient accusés d'avoir participé à un déjeuné en compagnie de femmes afghanes. Expulsés au Pakistan, ils ont déclaré

avoir été bien traités par les talibans. Paris a remercié l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et « des pays amis » pour leur aide.

LA LIBÉRATION, après vingt-six jours de détention dans une prison de Kaboul, de deux Français membres d'Action contre la faim (ACF), vient de rappeler, en

ANALYSE

Dans le monde des talibans, il n'y a - presque - plus que des interdits

dépôt de cette mesure de clémence, la rigueur extrême du régime mis en place par les talibans. Arrêtés le 22 février par les miliciens intégristes pour s'être trouvés dans un bâtiment où un déjeuné réunissait une cinquantaine d'Afghanes travaillant pour ACF et pour avoir écouté de la « musique profane », Frédéric Michel et José Daniel Llorente ont été condamnés par la cour suprême, mercredi 19 mars, à un mois de détention avant d'être expulsés le jour même vers le Pakistan.

Quatre de leurs collègues afghans, arrêtés avec eux, ont été condamnés à diverses peines de flagellation et à plusieurs semaines d'emprisonnement. Telle est la loi au pays de ces « étudiants en religion » qui ont créé une commission « pour promouvoir le bien et éradiquer le mal ».

A l'été 1994, quand les talibans ont surgi, sans coup férir, sur la scène politico-militaire afghane, personne - ou presque - ne savait très bien qui ils étaient, d'où ils venaient ni ce qu'ils représentaient. Talibans, pluriel de *talib*, mot arabe signifiant « séminariste d'une école coranique » : si le terme était connu des islamistes, cette nouvelle faction de l'Afghanistan déchiré restait nimbée de mystère.

SURENCHÈRE RELIGIEUSE

Près de trois ans plus tard, ces « théologiens », qui se sont emparés de plus des deux tiers du pays et ont accumulé, ces derniers mois, les succès militaires, sont devenus les plus médiatisés, sinon les plus connus, des « fous de Dieu » de la planète. Dans cette époque de surenchère religieuse, les talibans se sont vu décerner la médaille d'or - toutes catégories confondues - de l'intégrisme triomphant, parce qu'ils ont réussi à faire reculer jusqu'aux frontières de l'absurde les commandements d'une loi coranique dont ils se sont autoproclamés les gardiens.

Dans le monde des talibans, il



n'y a - presque - plus que des interdits. Seule leur interprétation du saint Livre est la bonne. Seule leur loi doit être suivie. Et le drapeau blanc de leur ordre, qui flotte sur Kaboul depuis la chute d'un précédent gouvernement islamiste, fait claquer l'unique message des « étudiants » : « Il n'y a de dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète ». Ici commence et finit le projet politique des « séminaristes ».

UN CHEF MYSTÉRIEUX

Les talibans étaient pourtant déjà présents en Afghanistan durant les années de la guerre antisoviétique. Mais on ne les identifiait pas comme tels, car ils étaient noyés dans les troupes des différentes organisations du djihad, la guerre sainte. Issus des écoles coraniques situées dans les zones tribales du sud du pays, ces « étudiants » en armes et leurs oulémas (docteurs de la foi), auxquels le Pakistan voisin a fourni une logistique militaire déterminante dans leurs succès, ont réussi en trois ans à balayer leurs rivaux parmi les groupes de moudjahidines (combattants) concurrents.

Les « étudiants » n'étaient, au début, qu'une poignée de jeunes regroupés autour d'un chef aussi charismatique que mystérieux : Mohamed Omar Akhundzadah, trente-trois ans, enseignant dans une madrasa (école coranique) d'un village de la province de Kandahar, puis moudjahid durant la

guerre contre les Chouravis, les Soviétiques. Omar, *amir al mominin* (« commandeur des croyants »), est d'ailleurs un mollah borgne, dont les blessures rappellent son courage au combat contre l'armée rouge alors qu'il guerroyait avec d'autres tabbans dans le Sud afghan.

Dans un entretien exceptionnel accordé à Bizhan Torabi, un expert international afghan, et qui vient d'être publié par la revue *Politique internationale*, Omar a récemment résumé sa « pensée », luttant les interdits pesant sur les femmes et apportant un éclairage définitif sur les vues des talibans : « De par sa nature même, la femme est un être faible et vulnérable à la tentation. Si on la laisse sortir de chez elle, hors la surveillance de son père, de son mari ou de son ancêtre, elle aura vite fait de se laisser entraîner sur la voie du péché par des hommes qui ne cherchent que leur plaisir et qui l'abandonneront aussitôt satisfaits ».

« PURIFIER » L'ISLAM

Les Afghanes ne doivent en effet pas ressembler à ces « femmes occidentales transformées en poupées peinturlurées et en abjects sexuels ». Car pour le mollah Omar, il ne fait pas de doute que « le monde occidental, en tant que civilisation, est déjà engagé sur la voie du déclin et de la mort ».

Ce discours n'a certes rien de très nouveau ni de très choquant

pour de nombreux Afghans. On retrouve bien sûr la même volonté d'application de la charia chez l'ensemble des groupes islamistes dont les talibans se battent aujourd'hui. Mais les talibans, en tant que mouvement, possèdent cependant une indéniable singularité. Les groupes fondamentalistes afghans (ou autres), issus du mouvement des Frères musulmans égyptiens, ont cherché, idéologiquement, à combiner le retour à la lettre du Coran avec un réformisme qui n'ignore pas les acquis de la modernité occidentale. Les talibans sont, eux, les héritiers directs de l'école de Deobandi, cette ville du nord de l'Inde où fut créé, à la fin du XIX^e siècle, un séminaire de mollahs sunnites orthodoxes soucieux de « purifier » l'islam de toute influence étrangère. Seule comptait pour eux la parole de Dieu transmise par le Coran.

DISCOURS FERMÉ

Transposées dans l'Afghanistan moderne, les différences d'attitude sont notables, même si tous les groupes islamistes s'accrochent par ailleurs à vouloir imposer charia et voile aux femmes. Mais tandis que les fondamentalistes, comme l'ancien chef militaire de l'ex-gouvernement postcommuniste de Kaboul, Ahmed Shah Massoud, ou son vieux rival Gulbuddin Hekmatyar, étaient des réformistes issus des universités de la capitale, les intégristes talibans sont des religieux campagnards souvent méprisés par les citadins pour leur méconnaissance du persan, langue de culture, et surtout de leur étroite et univoque lecture du Coran.

D'où un discours fermé sur lui-même et qui n'autorise aucun manquement à la règle. D'où le souci maniaque du détail pour régler la vie de chaque individu. A Kaboul, il semble qu'il soit désormais interdit de ne pas interdire.

Bruno Philip

Au moins 40 personnes ont été tuées et 150 blessées, mercredi 19 mars, dans l'explosion d'une bombe au quartier général de la police, à Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan, a annoncé l'agence de presse islamique afghane (AIP). Des fonctionnaires de police et des détenus se trouvaient à l'intérieur du bâtiment au moment de l'explosion. - (AFP)

La faillite du groupe Sammi provoque une crise financière en Corée du Sud

Les banques fragilisées par des créances douteuses

APRÈS Hanbo en janvier, un nouveau grand de la sidérurgie coréenne, Sammi a été déclaré en cessation de paiement mercredi 19 mars. Sammi est le 26^e groupe coréen et le numéro trois mondial des aciers spéciaux. Ses dettes sont estimées à 2,2 milliards de dollars (12,5 milliards de francs) et celles de Hanbo étaient proches de 6 milliards de dollars.

Sammi est un groupe familial, fondé en 1954, qui a été dépassé au début des années 90 par son succès et s'est lancé dans des dépenses somptueuses, financées par endettement, telles que l'acquisition du plus grand immeuble de Corée ou celle d'une équipe de base-ball appelée les « Sammi superstars ». Le président et fils du fondateur, Kim Hyun-bal, a fini par reconnaître, mercredi, lors d'une conférence de presse télévisée, que « la mise en règlement judiciaire était inévitable, car nos filiales étaient confrontées à de sérieux problèmes financiers depuis des années ». Il a également annoncé qu'il quittait ses fonctions.

En revanche, le vice-président, Suh Sang-rok, aurait quitté le pays pour les États-Unis dans la nuit de mercredi à jeudi. La faillite de Sammi pourrait être suivie par celle d'un nombre important de sous-traitants industriels et fragiliser encore un peu plus le système financier coréen. Le won est tombé à son plus bas niveau face au dollar depuis onze ans et les taux d'intérêt à long terme coréens sont à leur plus haut niveau depuis dix-huit mois. La séance du jeudi 20 mars à la Bourse de Séoul a été marquée par une nouvelle baisse de 0,5 %, qui l'a amenée à son plus bas niveau depuis deux mois, et par une vague de défiance envers les groupes bancaires. La Commercial Bank of Korea, un des créanciers de Sam-

mi, a perdu 8 %. La Korea First Bank, une des principales banques du pays, qui aurait prêté plus de 1000 milliards de won (1,1 milliard de dollars) à Sammi, a baissé de 4 %. Pour éviter une panique, la Banque centrale de Corée a annoncé jeudi qu'elle allait apporter une aide à la Korea First Bank en lui achetant pour plus de 1 milliard de dollars d'obligations.

UNE GESTION TRÈS CONTESTÉE

Les banques coréennes, à l'image des établissements de crédit japonais, souffrent d'une accumulation de créances douteuses et d'une gestion très contestée où les relations politiques avec les dirigeants d'entreprises prenaient le pas sur le contrôle des risques. Un avocat coréen a d'ailleurs demandé une enquête sur la faillite de Sammi, affirmant que le groupe sidérurgique avait obtenu des crédits à la suite de pressions politiques. Un porte-parole de Sammi a démenti.

La Korea First Bank est par ailleurs directement impliquée dans le scandale lié à la faillite de Hanbo, devenue dans les médias coréens le « Hanbogate ». Son président, Shin Kwang-shik, a été arrêté pour avoir reçu 470 000 dollars de pots-de-vin du président de Hanbo. Son prédécesseur, Lee Chul-soo, avait été mis en prison en 1996 pour avoir touché 294 000 dollars de dessous de table d'une autre société en faillite. Quant au prédécesseur de M. Chul-soo, il avait lui-même été remercié par la banque, en 1993, après avoir été accusé de corruption. Jusqu'en 1993, la Korea First Bank était la plus profitable des cinq grandes banques commerciales coréennes.

E. L. (avec l'agence Bloomberg.)

Les syndicats contestent toujours la loi sur le travail malgré sa révision

TOKYO

de notre correspondant

Une délégation de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) est arrivée, lundi 17 mars, au Japon avec, pour la première fois, un titre officiel : la KCTU, qui a mené plusieurs semaines de lutte, en décembre et en janvier, contre la nouvelle loi sur les rapports de travail et a contraint le gouvernement à faire marche arrière, est désormais légalement reconnue. L'une des dispositions de la nouvelle version de la loi, adoptée le 10 mars, lui confère en effet un statut légal au même titre que la Fédération des syndicats coréens qui était jusqu'alors la seule reconnue. Les délégués de la KCTU, qui doivent prendre des contacts avec leurs homologues japonais, ont souligné au cours d'une conférence de presse les insuffisances de la nouvelle loi. Partiellement satisfaite de la reconnaissance du principe du pluralisme syndical sur le plan national (et en 2000 au niveau de l'entreprise), la KCTU conteste toutefois plusieurs points.

Les dispositions facilitant les licenciements sont reportées à 1999 et ne pourront être évacuées qu'en cas de « crise de la gestion » sans toutefois que cette notion de « crise » soit définie (la restructuration de l'entreprise,

l'introduction de nouvelles technologies, la fusion ou la chute de la rentabilité restent les cas où le licenciement est autorisé). Le principe de non-rémunération des heures de grève est maintenu : les syndicats peuvent encourir des pénalités s'ils entament de nouvelles grèves afin d'obtenir une telle compensation.

Les grévistes pourront être remplacés par du personnel de l'entreprise, mais non extérieur à celle-ci. Enfin, l'employeur conserve le droit d'organiser les heures de travail à sa guise dans le cadre des limites légales.

Ces demi-mesures, marquées par les compromis politiques symptomatiques de préoccupations d'une année électorale (l'élection présidentielle aura lieu en décembre) ne satisfont personne. Ni la KCTU, qui a annoncé de nouveaux mouvements de protestation, ni le patronat, qui n'obtient satisfaction que sur les questions du remplacement des grévistes et de la flexibilité des heures de travail. Le report de trois ans des mesures facilitant les licenciements irrite en revanche les milieux bancaires alors que s'impose une restructuration du système financier qui souffre d'un excès de personnel.

Philippe Pons

Les seize commandements des talibans

AU LENDEMAIN de la prise de Kaboul, le

27 septembre 1996, le gouvernement provisoire des talibans a édicté un certain nombre de règles que les « étudiants en religion » s'étaient déjà employés à imposer dans les autres villes tombées sous leur contrôle. Depuis, le régime s'est encore durci et la commission « pour promouvoir le bien et éradiquer le mal » a officiellement énoncé les seize commandements des talibans pour leurs concitoyens. Voici les nouvelles règles, sans doute non limitatives, signées par le mullahi (docteur en théologie) Anayatullah Badaghi :

- Il est interdit aux femmes de travailler (à l'exception du personnel médical) et de sortir dans la rue sans être couvertes des pieds à la tête du *tchadri* (le voile).

- Il est interdit aux conducteurs de véhicules de transporter des femmes non voilées de la tête aux pieds ou portant le simple *tchadri* iranien. Toute infraction sera punie de prison pour le chauffeur. Le mari de la contrevenante sera également sanctionné.

- Il est interdit de posséder des cassettes vidéo et d'écouter de la musique.

- Il est interdit de se raser ou de se tailler la barbe. Les porteurs de moustaches glabres ou peu poilus seront emprisonnés jusqu'à ce que la barbe leur pousse et atteigne la taille d'une main.

- Il est obligatoire d'aller prier à la mosquée cinq fois par jour. Quinze minutes avant l'heure prévue pour les prières, une corde doit être tendue dans la rue pour canaliser les fidèles.

- Il est interdit de posséder des pigeons ou des caillies. Les volatiles trouvés chez des particuliers auront la tête tranchée. Cette mesure est destinée à décourager les parieurs lors des jeux avec les oiseaux dont les Afghans sont friands.

- Il est interdit de consommer de la drogue. Vendeurs et consommateurs seront exécutés.

- Il est interdit aux enfants de jouer avec des cerfs-volants, ce jeu pouvant tenter des parieurs.

- Il est interdit de posséder des photos. Cette mesure est destinée à éradiquer l'idolâtrie. Les photos des contrevenants seront déchirées.

- Il est interdit de porter les cheveux longs ou mi-longs. Les coupables seront rasés sur le champ.

- Il est interdit, pour les changeurs d'argent, de dépasser les bénéfices permis, d'échanger des petites coupures contre les grosses, d'émettre des lettres de change, de prêter et d'emprunter.

- Il est interdit, pour les femmes, de laver le linge dans les rivières et « dans les déserts ». Les contrevenantes seront raménées chez elle et leurs maris punis.

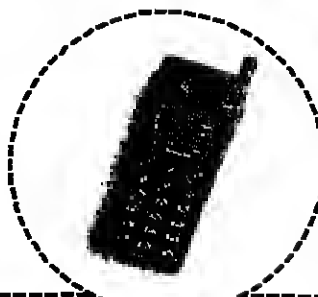
- Il est interdit de confectionner des habits féminins. Les tailleurs seront emprisonnés.

- Il est interdit de se livrer à la magie. Les livres des magiciens seront brûlés et leurs propriétaires emprisonnés jusqu'au repentir.

- Il est interdit de jouer du tambour, de chanter et de danser durant les mariages. Les coupables seront arrêtés.

Il faut ajouter à cela - ce que le plus récent des textes de commandement ne précise pas - les amputations pour les voleurs et les lapidations pour adultère.

Les dernières nouveautés sont à la Fnac



Spark, le premier GSM à reconnaissance vocale.

- Avec ce GSM, vous dites le nom de votre interlocuteur et Spark l'appelle.
- Le GSM Philips Spark a également plusieurs jours d'autonomie en veille.
- Et avec le service First Choice, votre GSM Philips Spark vous est échangé en 24 h gratuitement, en cas de panne durant la période de garantie.

La Fnac vous propose de découvrir dans tous ses magasins ce nouveau téléphone GSM.



مكتبة القرآن الكريم

Cuba toujours prêt à accueillir les preneurs d'otages de Lima

LE VICE-MINISTRE JAPONAIS des affaires étrangères, Masahiko Komura, est arrivé, mercredi 19 mars, à Cuba pour s'entretenir avec Fidel Castro du sort des 72 otages retenus, depuis le 17 décembre 1996, par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), dans l'ambassade japonaise à Lima. Fidel Castro lui a confirmé les dispositions de Cuba d'accueillir, sous conditions, les membres du commando. A Lima, M^{re} Juan Luis Cipriani, proche du président péruvien Alberto Fujimori et membre de la commission des garants chargée de faciliter une issue pacifique à la crise, a appelé le gouvernement péruvien et le commando auteur de la prise d'otages à conclure un accord basé sur le « pardon et la réconciliation », formule qui, pour la première fois, laisse entendre qu'un compromis serait possible. Le MRTA a plusieurs fois affirmé qu'il n'accepterait de libérer ses otages qu'en échange de la libération de quelque 440 militants de son mouvement emprisonnés. — (AFP)

La viande bovine devra être étiquetée

BRUXELLES. Conformément aux souhaits exprimés par les organisations de consommateurs, l'étiquetage de la viande bovine devrait devenir la règle au sein de l'Union européenne (UE) à compter de l'an 2000. La nature des informations à fournir aux consommateurs, qui devraient comprendre la race, l'origine et le lieu d'élevage, fera l'objet de consultations entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles. Certaines dérogations sont prévues par le règlement que les ministres de l'Agriculture des Quinze ont adopté, mercredi 19 mars, à Bruxelles : les pays hostiles à cette nouvelle contrainte, le Royaume-Uni et l'Italie, pourront ne pas l'imposer à l'intérieur de leurs frontières, sauf pour les exportations. Les pays qui voudront aller plus vite seront, en revanche, autorisés à exiger, dès juillet 1997, un étiquetage des viandes provenant d'animaux nés, engraisés et abattus sur le territoire national. La France a annoncé son intention de faire usage de cette faculté. — (Corresp.)

Heurts à Varsovie entre la police et des militants de Solidarité

VARSOVIE. Quelques centaines de militants de Solidarité ont occupé, mercredi matin 19 mars, trois ministères à Varsovie, pour protester contre la fermeture des chantiers navals de Gdansk, berceau de leur syndicat. L'occupation du ministère du Trésor s'est achevée par de violents heurts entre les syndicalistes et la police, faisant plusieurs blessés des deux côtés. Le premier ministre polonais, Włodzimierz Cimoszewicz, a appelé mercredi soir les militants de Solidarité « à se ressaisir », qualifiant l'occupation des trois ministères « d'action illégale à caractère purement politique ». Le Comité national de Solidarité devait se réunir jeudi matin pour décider de nouvelles formes de protestation pour les prochains jours. — (AFP)

Trois anciens ambassadeurs de France lancent un « appel pour les Bulgares »

ASSURANT que « la Bulgarie connaît une catastrophe économique et sociale sans précédent », dont « les conséquences pour la population sont dramatiques », trois anciens ambassadeurs de France à Sofia, Bertrand de Lataillade (en poste de 1986 à 1990), Jean-Marie Le Breton (1983-86) et Jean-Marie Dallet (1993-95), ont lancé un appel pour une aide d'urgence à la Bulgarie. « La situation sanitaire (en Bulgarie) a dépassé depuis longtemps le seuil critique » affirme le texte de l'appel, « le taux d'inflation dépasse 600 % ». « Les plus faibles sont les personnes âgées (...) et surtout les enfants dans les foyers et les orphelinats qui manquent totalement de moyens, et où plusieurs dizaines sont morts de faim et de froid » durant l'hiver. Plusieurs associations, dont « France-Bulgarie » et « Sylvie Vartan pour la Bulgarie », se sont jointes à cet appel.

DÉPÊCHES

■ ÉTATS-UNIS : le président Bill Clinton a nommé à la tête de la CIA, mercredi 19 mars, George Tenet, actuel directeur par intérim de l'Agence américaine de renseignements. Disposant d'une réputation flatteuse au Sénat, George Tenet, contrairement à Anthony Lake précédemment choisi par le président américain mais refusé par les parlementaires, devrait être confirmé facilement par le Congrès. — (AFP)

■ ISRAËL : alors que les travaux de construction de la colonie de Har Homa, à Jérusalem-Est, se poursuivaient mercredi 19 mars, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a proposé d'accélérer les discussions sur le statut final des territoires. Les Palestiniens ont décliné l'offre en mettant en cause sa politique de colonisation. — (AFP)

■ JORDANIE : Abdel Salam Majali, ancien premier ministre, a constitué, mercredi 19 mars, un nouveau gouvernement dans la perspective des prochaines élections législatives. M. Majali remplace Abdel Karim Kabariti qui a démissionné. — (AFP)

■ PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE : la capitale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port-Moresby, a connu, jeudi 20 mars, une deuxième journée de désordre civil. Des centaines de personnes ont profité de l'instabilité créée par les manifestations de la veille pour piller les magasins alors qu'en fin de journée, des affrontements plus violents semblaient se multiplier entre police et manifestants. — (Corresp.)

Accord en Suède sur les négociations salariales

STOCKHOLM. Employeurs et syndicats de l'industrie suédoise ont signé un accord sur la façon dont seront menées les négociations salariales à partir de 1998. L'objectif est d'éviter les conflits et de parvenir à des augmentations raisonnables, à l'issue d'un processus de négociation centralisé et a priori plus simple et paisible qu'auparavant. Signé mardi 18 mars par douze organisations patronales et huit syndicats (métallurgie, bois, papier...), l'accord concerne 800 000 employés, soit un cinquième du marché du travail suédois. Il prévoit la création d'un « comité de l'industrie », au sein duquel les partenaires se réuniront deux fois par an pour veiller à la pérennité de l'industrie et créer des conditions favorables au bon développement général de l'industrie. Une première proposition sera présentée de part et d'autre à trois mois de l'expiration de l'accord annuel venant à terme. Un médiateur extérieur pourra intervenir en cas de blocage et le « comité de l'industrie » suspendre un mot d'ordre de grève pour apaiser les différends. Reste à voir si ce dispositif se révélera efficace à l'épreuve des faits. Les salaires dans l'industrie ont augmenté de 6 % l'an dernier, alors que les prix sont restés stables. — (Corresp.)

L'armée zairoise affirme son légalisme en dépit des rumeurs de coup d'Etat

Le président Mobutu a quitté l'hôpital de Monaco et s'apprête à rentrer à Kinshasa

Au moment où la destitution par le Parlement zairois du premier ministre, Léon Kengo Wa Dondo, ouvre une crise politique à Kinshasa et alimente

les rumeurs de coup d'Etat, le général Mahele a pris soin, mercredi 19 mars, d'affirmer le légalisme de l'armée, en ajoutant que celle-ci « observait »

la situation. Le président Mobutu a quitté, mercredi soir, l'hôpital Princesse Grace de Monaco et, selon son fils, devrait rentrer au Zaïre vendredi.

KINSHASA

de notre envoyé spécial

L'armée zairoise est légaliste. C'est en substance le message lancé opportunément par le chef d'état-major, le général Mahele Bokungu Lieko, mercredi 19 mars, devant des journalistes locaux et étrangers, au moment où beaucoup s'interrogent, à Kinshasa, sur l'éventualité d'un coup d'Etat après la destitution, mardi, du premier ministre Kengo wa Dondo par le Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT). « L'armée est apolitique, a-t-il dit. Nous sommes des observateurs. L'Etat n'est pas mort, alors, nous observons la situation. »

Cette rencontre avec la presse internationale n'aurait pas dû avoir lieu, a expliqué le patron des Forces armées zairoises (FAZ) qui avait tenu le matin même « une causerie morale » devant les représentants de toutes les unités de la garnison de Kinshasa. « J'ai fait cette intervention en lingala, la langue de l'armée, a-t-il dit, alors, j'ai pro-

mis aux journalistes zairois de leur en donner une traduction en français cet après-midi. C'est pour ça que je suis là, mais je n'avois pas l'intention de répondre à des questions ». Il a souligné le caractère fortuit de cette rencontre avec des journalistes étrangers.

UNE GUERRE « IMPOSÉE »

A en croire la lecture du document traduit par un aide de camp, le général Mahele a exigé des militaires qu'ils respectent « la discipline, le maître-mot du soldat ». Il leur a rappelé qu'ils devaient suivre scrupuleusement « les lois et les règlements militaires », assurant « la protection des personnes et des biens », accomplir « adéquatement » leur devoir sacré : « la défense de l'intégrité du territoire national et des institutions de la République ». Il leur a enjoint de se garder de tout « comportement répréhensible, de nature à ternir l'image de marque des forces armées », précisant qu'il entendait par là « le pillage, les extorsions, les trocasseries, les exactions et

autres vexations humiliantes pour l'homme ».

L'aide de camp a surmonté son émotion, contenant presque totalement la pointe de fierté qui frémissait sous son ton ferme et martial, lorsqu'il en est arrivé au passage où son patron, paraphrasant Jean-Baptiste répondant aux soldats soucieux de leur sort, a lancé : « Vous, militaires, ne pillez point, n'extorquez point, contentez-vous de votre solde, et vous, gouvernement, occupez-vous des militaires. » Le chef d'état-major a ainsi, selon le document, « invité le gouvernement à prendre en charge les militaires » et il a exigé que « l'acquisition et la gestion de la logistique des FAZ relèvent désormais de l'armée. De la sorte, a-t-il dit, les soldats engagés dans une guerre qui leur est imposée la poursuivront, à moins qu'il y ait un ordre contraire. »

Le prédécesseur du général Mahele, le général Eluki, avait été limogé le 20 novembre 1996, après avoir implicitement rejeté la responsabilité de la défaite

militaire dans le Kivu sur le gouvernement de Léon Kengo Wa Dondo au cours d'une conférence de presse tenue à l'insu des autorités politiques. Plébiscité par les étudiants manifestant dans Kinshasa en octobre et novembre 1996, apprécié de la population qui le considère comme un héros, soutenu par certains pays occidentaux, le général Mahele a été nommé à la tête des FAZ par le maréchal Mobutu au lendemain de son retour au Zaïre le 17 décembre 1996.

Frédéric Fritscher

■ Un porte-parole de la rébellion a déclaré, mercredi, que celle-ci ne changerait pas sa stratégie de conquête totale du pays après la destitution du premier ministre. La rébellion veut un « grand nettoyage ». A-t-il précisé. D'autre part, un mini-sommet africain, récusé par la rébellion qui s'y était pas invitée, s'est terminé, mercredi, à Nairobi, sur un nouvel appel à un cessez-le-feu immédiat et à des négociations. — (AFP)

Le choix de passer par Francfort ou Munich,
le choix entre 260 destinations,
le choix entre le choix et le choix.
Vous ne seriez pas un peu choyé par Lufthansa ?

 **Lufthansa**



Choix → Rapidité → Confort →

هكذا من الأفضل

EXTRÉMISME Les responsables de la majorité cherchent leur stratégie dans le double combat qu'ils doivent mener, en vue des élections législatives, contre le Front national

et contre la gauche. Le sondage de la Sofres pour RTL et *Le Monde* (nos éditions du 20 mars), montrant que l'électorat de droite est divisé face à l'extrême droite, complique la tâche

des dirigeants RPR et UDF. ● POUR LE RPR, la conduite à suivre doit être, selon Patrick Stefanini, numéro trois du parti, de se démarquer clairement des positions « inacceptables » des dirigeants lepénistes, sans cesser de parler à leurs électeurs. ● AU FRONT NATIONAL, les principaux responsables, hors Jean-Marie Le Pen, tirent des conclusions

différentes du sondage, mais Bruno Mégret et Bruno Gollnisch estiment l'un et l'autre que l'électorat RPR et les « déçus du chiraquisme » sont accessibles à leurs thèses.

La droite cherche sa voie entre le PS et le Front national

Conscients que leurs électeurs sont partagés sur la conduite à adopter face à l'extrême droite, les dirigeants de la majorité s'interrogent sur la meilleure manière d'éviter que cette fracture potentielle ne finisse par profiter à leurs adversaires

LA MAJORITÉ éprouve de sérieuses difficultés à mettre en œuvre sa stratégie, qui consiste à établir une symétrie entre le Parti socialiste et le Front national, ses deux adversaires pour les élections législatives de 1998. La polémique qui a suivi les propos de François Létard, renvoyant dos à dos, le 15 mars, le « Front populaire » et le Front national, n'oppose pas seulement la droite et la gauche : elle trouble la majorité elle-même.

Contrairement à Alain Juppé, qui avait choisi, le 18 mars, de répliquer sur le seul ton de la polémique à Laurent Fabius l'interpellant sur « l'insulte » prononcée par M. Létard, Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR, nuance, dans un entretien au *Monde* (lire ci-dessous), les parallèles tracés entre la gauche et l'extrême droite. Il ana-

lyse également la stratégie qui doit permettre à la majorité de combattre sur son aile gauche et sur son aile droite.

Alors qu'il présentait le projet du Parti républicain, M. Létard est revenu, mercredi 19 mars, sur ses propos. « Ce n'est pas un amalgame. Je n'ai jamais mis les gens sur le même plan. Je dis seulement qu'entre ces deux attitudes politiques, il y a une droite modérée, libérale, qui a l'intention de faire passer son message », a déclaré M. Létard. Le président de l'UDF a refusé de revenir sur l'utilisation du terme de « Front populaire ». « Cela fait quinze ans que je me bats contre le Front national. Je n'ai aucune leçon à recevoir, a-t-il dit, [mais] je n'ai aucune complaisance, non plus, vis-à-vis des solutions économiques et politiques qui sont proposées aujourd'hui par la

gauche. » Pour M. Létard, « il faut que chacun soit lui-même dans la bataille qui s'annonce », et il a dénoncé une situation dans laquelle on aurait, « d'un côté, une extrême droite fascisante et, de l'autre côté, une gauche qui ne serait que (...) l'alternative à cette première hypothèse ».

ERREUR DE FORMULATION

Les principaux responsables centristes ne partagent pas cette façon de traiter à égalité le PS et le Front national. Pierre Méhaignerie a déclaré, mercredi, qu'on ne peut pas « sur la même ligne le PS et le Front national », et il a mis sur le compte d'une « erreur de formulation » la phrase de M. Létard. L'ancien garde des Sceaux a souligné, sur RTL, que « le Front national n'a aucun projet politique et re-

cherche des hautes-émissions ». « Nous avons des différences fortes avec le PS, mais, sur certains points, nous pouvons nous entendre, et il entre dans le cadre de l'alternance démocratique », a-t-il dit.

A l'opposé, Alain Madelin (UDF-PR) a approuvé sans réserve, mercredi, le discours de M. Létard. « Il a eu raison de dire que le Front national et le Parti socialiste sont parfois des alliés objectifs », a déclaré sur France 2 le président d'Idées-Action. « Nous avons deux adversaires devant nous, nous n'allons pas les combattre par des invectives, mais par des propositions », a ajouté M. Madelin. Autre défenseur de M. Létard, Olivier Darrason, député (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône, affirme « approuver complètement » les propos du maire de Fréjus et ne pas vouloir « tomber

dans le piège tendu par M. Fabius et qui consiste à dire : "Si vous n'êtes pas pour nous, vous êtes pour le Front national" ».

Commentant le sondage de la Sofres pour RTL et *Le Monde* (nos éditions du 20 mars), qui indique que 51 % des sympathisants UDF souhaitent que le candidat de la majorité se retire pour éviter l'élection d'un candidat du Front national, Pascal Clément, secrétaire général du PR, ne cache pas le dilemme posé à la droite républicaine. « Quand nous retirons notre candidat, dit-il, nous avons une position électorale défendable, car nous ne voulons pas participer, même indirectement, à l'élection d'un candidat d'extrême droite. Mais c'est philosophiquement catastrophique, car cette attitude revient à donner un certificat de bien-penser à

la gauche. » M. Méhaignerie se déclare, au contraire, « d'accord pour un front commun contre l'extrême droite dès lors qu'il se manifeste sous des formes politiques : cela réveille les gens ». M. Darrason estime, d'ailleurs, que le recul de l'influence du Front national, mesuré par le sondage, « provient essentiellement des électeurs de la majorité, convaincus par notre combat contre l'immigration clandestine ».

Pour M. Méhaignerie, ce n'est pas la radicalisation des propositions de la majorité qui augmente le rejet de l'extrême droite, mais « les réponses politiques apportées depuis plusieurs mois par la fermeté du discours de la majorité sur l'extrême droite qui font réfléchir les électeurs ».

Fabien Roland-Lévy

Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR

« Il ne faudrait pas que le syndrome de Vitrolles tétanise les esprits »

« En quoi vous distinguez-vous de ceux qui renvoient dos à dos le Parti socialiste et le Front national ?

— Nous avons, pour les prochaines élections législatives, deux adversaires. Le premier, c'est le Front national, avec lequel nous ne partageons aucune valeur. Les discours de haine ou les discours antisémites, que certains des dirigeants du Front national peuvent tenir, sont, pour nous, tout à fait inacceptables.

La seconde caractéristique du Front national, c'est qu'il n'est pas en position de gagner. Sa stratégie consiste seulement à essayer de nous faire perdre. L'autre adversaire, c'est le Parti socialiste. C'est un parti de gouvernement, qui partage avec nous certaines valeurs, notamment les valeurs républicaines ; mais il est aussi notre adversaire principal, à la fois parce qu'il a l'ambition de gouverner et parce que les solutions qu'il pro-

pose pour la France ne sont pas bonnes.

« Êtes-vous conscient que l'électorat de droite n'a pas intégré cette ligne de double opposition vis-à-vis du Front national et du Parti socialiste ?

— Je n'en suis pas sûr. Je suis frappé par l'une des questions du sondage Sofres que vous avez publié : que se passerait-il, aux élections législatives, dans les circonscriptions où les candidats de la majorité seraient devancés par la gauche et où il y aurait un risque d'élection du Front national ? Ces circonscriptions vont se compter sur les doigts d'une seule main ! Il est vrai qu'il y aura beaucoup plus de « triangulaires » en 1998 qu'en 1993, mais une « triangulaire » ne signifie nullement un risque d'élection d'un candidat du Front national. Il ne faudrait pas que le syndrome de Vitrolles tétanise les esprits. Le Front national sera le plus souvent en troisième position



PATRICK STEFANINI

au premier tour. Dans ce cas, nous nous battons jusqu'au bout, sur nos valeurs et sur nos convictions.

« C'est-à-dire que le retrait au second tour du candidat de la majorité à Vitrolles ne serait qu'un cas d'espèce ?

— A Vitrolles, à Toulon, dans les circonscriptions où le Front national a réussi à gagner des municipalités, souvent à cause de nos divisions, nous avons le devoir de

sélectionner des candidats qui soient non seulement des candidats d'union, mais aussi des candidats performants, des candidats de terrain. Le sondage que vous avez publié montre bien qu'une bonne partie des électeurs du Front national ne partagent pas les obsessions idéologiques de certains dirigeants de ce parti. Bon nombre de ces électeurs sont simplement exaspérés par des problèmes de vie quotidienne, dans l'aggravation desquels les socialistes ont une vraie responsabilité.

« Êtes-vous d'accord avec l'idée qu'il y a une certaine porosité entre les électeurs du RPR et ceux du Front national sur le thème des « valeurs traditionnelles » ?

— Non, je ne le crois pas. Encore une fois, ce qui nous distingue du Front national, c'est que ses dirigeants ont un certain nombre d'obsessions. Nous en avons eu la démonstration avec les propos

répétés sur l'inégalité des races. Ce discours est tout à fait inacceptable. Je crois que notre électorat n'est pas exposé à une telle « porosité ».

« Il juge souvent les thèses du FN « excessives », mais pas « inacceptables ».

« Le devoir des dirigeants de la majorité, — et je crois que nous en avons apporté la démonstration avec le projet de loi sur l'immigration —, est de conduire, en accord avec les valeurs de la République, une politique de fermeté qui réponde à une situation où certains de nos concitoyens, confrontés à des problèmes de vie quotidienne, peuvent se laisser aller à des réactions d'exaspération. Je suis convaincu que ce projet rend service à la fois à notre pays et à la majorité.

« Partagez-vous l'analyse selon laquelle nous assistons à une « lépénisation des esprits » ?

— Non. La distinction que le premier ministre a introduite entre l'immigration illégale et l'immigration régulière montre que nous sommes décidés à combattre ce que vous appelez la « lépénisation des esprits ». Nous ne confondons pas les deux types d'immigration. Notre double ambition est de maîtriser l'immigration régulière, parce que nous considérons que la situation économique et démographique ne permet pas d'ouvrir toutes grandes les portes de notre pays, et de combattre résolument l'immigration clandestine. C'est tout le sens des lois Pasqua, et les résultats sont là.

Trois ans après le vote de ces lois, nous avons marqué des points dans la maîtrise de l'immigration régulière, sans mettre en cause pour autant les principes qui gouvernent notre droit de l'immigration.

Propos recueillis par Jean-Louis Saux

Ras-l'Front se félicite du « sursaut antifasciste »

APRÈS VITROLLES, avant Strasbourg : sept ans après sa création, Ras-l'Front tenait son premier grand meeting parisien, le 19 mars, à un moment jugé stratégique par l'organisation antiraciste. Devant un petit millier de personnes — un auditoire d'hommes de trente à quarante ans —, les « ghostbusters » de la lutte anti-Le Pen, comme ils se définissent eux-mêmes, se sont félicités de constater qu'« un sursaut antifasciste est en train de naître », tout en appelant à s'opposer « partout », « frontalement », comme au Salon du livre, aux militants du Front national.

Entre la droite et l'extrême droite, les invités de Ras-l'Front ne font guère la différence. « On est en droit de dire que Jean-Louis Debré est un agent du Front national », dit le professeur Léon Schwartzberg, tandis que Madilguène Cissé, porte-parole des sans-papiers, souhaite qu'on parle « aussi » de « ce Front national qui est au pouvoir ».

Chaque intervenant prend soin de rappeler ces « dérapages » de la gauche qui ont permis la « lépénisation des esprits » : le « silence » du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995, qui « n'a pas prononcé le mot d'obédience, mais seulement d'omnégement des lois Pasqua », la « misère du monde » de Michel Rocard, les « chartes qui n'étaient pas seulement ceux de Pasqua » ou les « bonnes questions » de Laurent Fabius.

« Entre, dans les portes politiques, parce qu'il y a des militants déboussolés, y compris dans ma propre fa-

mille », lance Françoise Gaspard, ex-maire (PS) de Dreux. Exceptionnellement, Ras-l'Front, toujours méfiant vis-à-vis des organisations politiques, avait invité des élus, choisis avec soin. Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, explique qu'« il faut secouer la gauche, devenue une bouillotte offusquée par de prétendus sondages ».

IL FAUT LEUR FAIRE FACE

Patrick Braouezec, maire (communiste) de Saint-Denis, rappelle de son propre chef « les bulldozers de Vitry ». Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a envoyé un message appelant au « combat » et à la « désobéissance aux campramisians ». Maurice Kriegel-Valrimont est venu raconter la « mémoire ». « Je sais de quoi je parle. Il faut leur faire face, y compris au bout des armes », lance l'ancien résistant communiste, exclu du PCF en 1961, sous une immense standing ovation.

L'heure est aux initiatives. L'écrivain Dan Franck indique pour refuser de participer en 1998 au Salon du livre si le Front national y est encore représenté. Ras-l'Front annonce pour le 1^{er} mai, à Vitrolles, une manifestation syndicale unitaire. L'organisation lance enfin son pin's « triangle rouge » : ce sigle, porté par les prisonniers politiques dans les camps nazis, est à accrocher sur la poitrine : « contre les légions d'harreur », explique le biologiste Jacques Testart.

Ariane Chemin

Les dirigeants lepénistes divergent sur les « déçus du chiraquisme »

LES CRITIQUES pleuvent du côté des représentants du Front national que nous avons pu joindre — Bruno Mégret, délégué général, Bruno Gollnisch, secrétaire général, et Franck Timmermans, secrétaire national aux fédérations — sur le sondage de la Sofres pour RTL et *Le Monde* (nos éditions du 20 mars). Il est vrai que celui-ci montre que jamais, depuis 1983, le sentiment que « le parti de Jean-Marie Le Pen représente « un danger pour la démocratie » n'avait été aussi fort, et que 76 % des personnes interrogées se disent en désaccord avec les thèses défendues par le parti d'extrême droite.

« Tout va dans bien pour nos adversaires ! », ironise M. Gollnisch qui ajoute aussitôt : « Malgré tout, nous ne nous portons pas si mal. » On ne peut pas expliquer que

l'opinion régresse et s'indigne de la lépénisation des esprits », proteste M. Mégret, qui estime que les idées du Front national « sont en train de devenir majoritaires ». « Beaucoup de Français ne sont pas encore conscients que leurs idées viennent du Front national. Nous devons faire sauter ce voile », explique le délégué général, soulignant que pour y parvenir, il ne faut pas hésiter à « dire des choses qui déplaisent ».

ACTIONS SUR LE TERRAIN

Le fait qu'une majorité d'électeurs potentiels du Front national désapprouve les critiques de M. Le Pen envers le président de la République, et la majorité RPR-UDF « ne doit pas modifier la démarche du Front », estime M. Mégret. Jugant important pour son parti de « conforter les thèmes tradition-

nels », le numéro deux soutient qu'il est surtout nécessaire « de créer de nouveaux motifs d'adhésion », qui passent, affirme-t-il, par des actions sur le terrain social, ainsi que par une percée sur le terrain économique. « C'est assez encourageant de penser que 40 % de notre électorat potentiel approuve la création de syndicats, car ce n'était pas évident, dit M. Mégret. De même, le taux d'adhésion aux critiques contre les USA nous encourage dans notre politique contre le mondialisme. »

« Notre objectif est de consolider notre électorat dans les milieux populaires, à gauche et à droite, car il existe encore un électorat populaire RPR, souligne le délégué général. Or, on le voit bien, c'est au sein du RPR que nos idées progressent le plus. C'est aussi le parti au pouvoir et, donc, le plus exposé. » A neuf

jours du congrès de leur parti, chacun puise dans le sondage ce qui conforte ses options, tant sur l'électorat à convaincre que sur les thèmes que le Front national devrait développer dans les mois qui viennent. M. Gollnisch, l'homme en qui la mouvance catholique-traditionaliste place ses espoirs, qualifie d'« intéressants » le fait que, dans l'adhésion aux idées du Front national, la « défense des valeurs traditionnelles, ainsi que la sécurité et la justice, viennent devant l'immigration ».

Aussi, quand on lui demande d'énoncer les thèmes qui devraient être prioritaires, parle-t-il de « valeurs traditionnelles, déontologie, immigration, suppression des contraintes fiscales, restauration de la souveraineté de la France, dans l'affranchissement à Maastricht, le rétablissement de la sécurité », explique-t-il.

Homme d'appareil et de terrain, responsable de la fédération de Seine-Saint-Denis, M. Timmermans exprime encore une autre approche au sein du parti. « Je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que l'électorat potentiel le plus important pour le Front serait parmi les déçus du chiraquisme, dit-il. Pour les classes bourgeoises, il y aura toujours un Pasqua ou un Villiers. La bourgeoisie est légitime par intérêt. J'ai plus confiance dans la fidélisation d'un électorat venant de la gauche, en prise avec l'immigration, que dans celui de Chirac et de Juppé. Or, il y a un électorat populaire déçu de l'opposition de gauche actuelle. »

Michel Noblecourt

Christiane Chombeau

مكتبة الأمل

Philippe Séguin refuse toute idée d'indépendance du parquet

Le président de l'Assemblée nationale ne défend pas le secret de l'instruction

Regrettant que le Parlement n'ait pas été associé à la première étape de la réflexion sur la réforme de la justice, lancée par le président de la République, Philippe

Séguin a profité, jeudi 20 mars, à Versailles, des « journées de la justice » organisées par le ministère pour faire part de ses idées.

« L'INDÉPENDANCE est une vertu. Elle ne se donne pas, elle se mérité. » En citant cette phrase de Danton, lors d'un colloque, jeudi 20 mars à la mairie de Versailles (Yvelines) dans le cadre des « Journées nationales de la justice », Philippe Séguin a résumé sa position dans le débat lancé, le 21 janvier, par le président de la République sur la réforme de la justice. Pour le président de l'Assemblée nationale, la crise actuelle de cette institution tient tout à la fois à l'attitude de certains magistrats, à un « affaiblissement de l'Etat », au « ravage de l'ultralibéralisme », à la « judiciarisation de la société française (qui) fait que tout ou presque, dans la vie collective, devient matière à procès », à la « place » prise par les juges parce que les « politiques » l'ont abandonnée, à un « désordre du droit » qui devient « oppressant ».

La réforme doit donc, pour M. Séguin, s'appuyer sur quelques grands principes. Le premier est le refus de « l'existence d'un pouvoir judiciaire mythique appelé à prendre rang, de plain-pied, aux côtés des pouvoirs exécutifs et législatifs ». Pour le président de l'Assemblée nationale, cela va « à l'encontre de tous nos principes démocratiques », de « la tradition politique issue de la Révolution », « seul le pouvoir élu (possédant) une légitimité ». La conséquence en est, à ses yeux, évidente : les procureurs sont « les « avocats de la République », les représentants de la société, et, comme tels ne peuvent être, bien évidemment, que soumis à la hiérarchie du pouvoir politique ». Il reconnaît que la « faculté de déclencher l'action publique est un pouvoir d'une très grande por-

lée », mais il ajoute qu'il existe déjà des garanties évitant l'entêtement des affaires, et « notamment en ce qui concerne les élus, des solutions techniques existent pour reformer le dispositif sans remettre en cause toute son économie ». Pour lui, cela implique que magistrats du siège et magistrats du parquet soient régis par deux statuts différents afin de « séparer clairement les carrières » de ceux qui poursuivent et de ceux qui jugent, l'indépendance des seconds devant être seule « réaffirmée ».

« DÉONTOLOGIE CLAIRE »

Le président de l'Assemblée nationale, toutefois, n'exclut pas que le garde des sceaux ne soit plus membre du gouvernement « pour éviter le risque d'interférences portuantes », mais personnellement responsable devant le Parlement. Comme autre solution, il envisage aussi un accroissement des pouvoirs du procureur général et du premier président de la Cour de cassation.

Second principe pour M. Séguin : la présomption d'innocence. Contrairement à beaucoup d'autres, il ne met pas en accusation la presse. Rappelant que c'est « un domaine où on ne peut pas impunément légiférer », il estime que c'est à la presse elle-même « de mettre en place une déontologie claire », en évoquant la possibilité d'une « instance de contrôle ». Il souligne, en effet : « On ne peut envisager un retour au strict respect du secret de l'instruction ». En revanche, il est favorable à un entretien d'un avocat avec toute personne mise en garde à vue dès le début de celle-ci, à la motivation des décisions de mise en examen,

à la possibilité d'appel devant la chambre d'accusation de celle-ci, à l'instauration de la collégialité pour toute mise en détention.

M. Séguin estime ainsi que « le problème auquel nous sommes confrontés est infiniment plus vaste qu'on ne veut bien le dire », la réforme de la justice ne pouvant être séparée « d'une vision plus globale de la réforme de l'Etat ». Mais, malgré son refus d'un « pouvoir judiciaire », il reconnaît que « toute intervention du politique dans l'organisation de la justice restera suspecte aussi longtemps que les politiques eux-mêmes ne seront pas au-dessus de tout soupçon ». Pour autant, il se refuse à dresser les mêmes procès que bieu d'autres dirigeants politiques : « L'exploitation politique des « affaires », avant même qu'elles soient classées et jugées, est une pratique fort ancienne. Cela ne l'empêche pas de reconnaître les progrès à accomplir dans la clarification des rapports entre l'argent et la politique.

Thierry Bréhier

Le projet du Parti républicain privilégie la diminution des dépenses publiques

Dans un document intitulé « Rendre du pouvoir aux Français », François Léotard et Alain Lamassoure proposent de réduire le nombre de fonctionnaires de trente mille par an

LE PRINCIPE est posé comme un préalable : « Les propositions du Parti républicain ont un fil rouge qui les relie : la diminution des dépenses publiques. » Après la réunion du comité d'orientation du Parti républicain et avant le séminaire des 22 et 23 mars du bureau politique de l'UDF, François Léotard et Alain Lamassoure, vice-président du PR, ont présenté, mercredi 19 mars, le contenu d'un projet, baptisé « Rendre du pouvoir aux Français », qui se veut résolument « libéral, décentralisateur et européen ».

« C'est une coïncidence si nous sommes amenés à nous exprimer après Lionel Jospin, mais ce n'est pas un hasard », a souligné M. Lamassoure. Le débat de 1998 sera un débat fondamental entre les deux pôles socialiste et libéral. Au chapitre institutionnel, le PR propose, notamment, la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, la limitation du cumul des fonctions exécutives, en particulier pour les membres du gouvernement, et l'extension du recours au référen-

Les amis de l'ancien ministre de la défense s'opposent toujours aussi vivement au rendez-vous citoyen qui remplacera le service national : « Nous ne comprenons pas pourquoi le rendez-vous citoyen devrait servir de session de rattrapage pour l'éducation nationale. Peut-on expliquer pourquoi il doit revenir à l'armée de se préoccuper du taux d'illettrisme ? »

PLUS DE DÉCENTRALISATION

En matière de justice, le PR est favorable au maintien d'un lien hiérarchique entre le garde des sceaux et le Parquet, quitte à ce que les pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature soient renforcés. Il propose aussi que les avocats puissent être présents dès la première heure de la garde à vue, et demande l'instauration d'un véritable droit de récusation audiovisuel.

Le projet du Parti républicain fait une large place à la décentralisation, en précisant que, dans les domaines de la formation professionnelle, du logement, de l'environnement, de la culture, du tou-

risme et de l'aménagement du territoire, il existe « des marges de décentralisation supplémentaires ».

Sur le plan fiscal, la différence des balladuriers, le PR se réclame pas l'accélération du calendrier de la réduction d'impôts. Il préconise, en revanche, « le retour en cinq ans à un taux moyen de TVA égal à 17 % ». Il souhaite aussi « un basculement progressif de 100 milliards des aides budgétaires à l'emploi au profit du financement de la baisse des charges ». La réduction de la dépense publique, qui constitue, pour le PR, un « problème culturel », passe surtout par une diminution des effectifs de la fonction publique, obtenue par le non-remplacement, dans la proportion de deux tiers un tiers, des départs en retraite. Cela se traduirait, au bas mot, par la suppression de trente mille fonctionnaires par an.

Ce projet d'inspiration libérale préconise, enfin, l'extension du chèque emploi service dans les entreprises.

Jean-Louis Saux

Les députés protègent la diffusion des grands événements sportifs

LE PROJET de loi sur l'audiovisuel est-il un texte taillé sur mesure pour de grands groupes privés, notamment Bouygues et la Lyonnaise des eaux, comme le dénonce l'opposition ? Consolidé-t-il, au contraire, le pluralisme, comme l'affirment le gouvernement et sa majorité ? Mercredi 19 mars, au deuxième jour de discussion du texte à l'Assemblée nationale, Didier Mathus (PS, Seine-et-Marne) s'est ému d'une « inquiétante spécificité française : la quasi-totalité des opérateurs de télévision sont des groupes dont la puissance repose d'abord sur d'autres secteurs - l'eau, le béton, l'armement - et dont l'essentiel de l'activité dépend de marchés publics ».

Avant de déplorer le peu de cas accordé au service public, qui paierait alors son indépendance, M. Mathus a dénoncé les « vieilles habitudes du gaullisme audiovisuel » en se référant au « musellement » de la rédaction de France-Télévision et à « la mise au pas de France Inter ». Cette analyse relève du « procès d'intention », a tempéré Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or), avec les députés de la majorité.

Le débat était lancé. L'amendement « M6 », qui permet aux chaînes nationales de multiplier et d'allonger leurs programmes locaux ou « décrochages », a donné lieu à une nouvelle offensive de l'opposition sur l'avenir régional de France 3. La rédaction de cet amendement, finalement adopté, avait été fort délicate puisqu'un groupe de travail réunissant dix-huit sénateurs et députés avait dû s'atteler. Ministre de la communication, Philippe Douste-Blazy s'est félicité de cette disposition, qui « défend le pluralisme » et encourage les partenariats avec la presse écrite régionale. Il a souligné que des garde-fous avaient été érigés pour interdire la publicité locale dans ces décrochages.

Tout comme le Parlement européen, qui compte préserver un libre accès aux principaux événements sportifs, les députés ont adopté un amendement interdisant la diffusion exclusive sur des chaînes cryptées de manifestations telles que

Roland-Garros, le Tour de France, la finale de la Coupe de France de football ou le Tournoi des cinq nations. « Il s'agit de protéger le patrimoine sportif français », a plaidé M. Kert, rapporteur de la commission des affaires culturelles. Cette mesure entend éviter qu'un opérateur comme le groupe BSKB, de Rupert Murdoch, puisse s'approprier les droits de retransmission du rugby. En France, Canal Plus a négocié avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) une liste d'événements sportifs que la chaîne à péage s'engage à ne pas diffuser en exclusivité. M. Douste-Blazy souhaite que de tels engagements soient pris par les chaînes payantes qui verront le jour avec l'éclosion des bouquets numériques.

APPEL À BRUXELLES ?

En revanche, la majorité n'a pas voulu suivre Dominique Paillé (UDF, Deux-Sèvres) et Philippe Langenieux-Villard (RPR, Isère), qui entendaient supprimer la publicité sur Canal Plus. Elle n'a pas, non plus, emboîté le pas à Jean-Louis Masson (RPR, Moselle), qui voulait modifier la règle dite des « trois tiers », aménageant le temps d'antenne entre le gouvernement, la majorité et l'opposition. M. Masson souhaitait accorder aux formations politiques non représentées au Parlement un temps d'antenne calculé en fonction du nombre de voix obtenues aux élections législatives. Cette disposition aurait conféré au Front national un droit à l'antenne.

Très attendue des lobbyistes, venue en force à l'Assemblée, l'épineuse question de l'exclusivité de la diffusion de France 2 et France 3 sur TPS, le bouquet numérique de TF1 et M6, devait être débattue jeudi. Cet accord d'exclusivité est contesté par Canal Plus. La chaîne cryptée, qui a reçu l'appui inattendu de Bertrand Cousin (RPR, Finistère), souhaite récupérer les chaînes publiques sur son propre bouquet et n'exclut pas de porter l'affaire devant la Commission de Bruxelles.

Caroline Monnot et Nicole Vulsier

LES BOUTIQUES DES TROIS QUARTIERS

Mode Plaisir.



Chacok



Catimini

MODE : Canotier • Catimini • Chacok • Dorothée Bis • Escorpion • Espace Yves Saint Laurent Hommes • Gentleman Givenchy • Gris Perle • Jo & Camille • Kenzo • Madelios • Marlboro Classics • Oliver Grant • Régina Rubens • Robert Mager • Rodier Femmes • Rodier Hommes • Ronald Fera • Stéphane Kélian • Studio Royal • Tehen • Théorème • Vogue Optique • Weill Paris • BEAUTE : Alexandre de Paris • Silver Moon • The Body Shop • BIJOUX : Agatha • Burma • CADEAUX : J'ai Descendu Dans Mon Jardin • L'Homme Moderne • Nature & Découvertes • LA MAISON : Bath Bazaar • Kitchen Bazaar •

Silver Moon - Agatha

LES TROIS QUARTIERS

23, bd de La Madeleine. Paris. Tél: 01 42 97 80 12
Ouverts du lundi au samedi de 10h à 19h.
Métro: Madeleine. Parking: Madeleine.

مكتبة الأهل

M. Juppé invite la jeunesse à la « combativité »

LE PREMIER MINISTRE a adressé « un message de confiance » aux jeunes, mercredi 19 mars, à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, en déclarant que, avec « de l'énergie et de la volonté », il est possible de trouver un emploi au terme d'un « parcours d'insertion ». « Notre système économique est capable de créer des emplois et, finalement, d'insérer les jeunes », a affirmé Alain Juppé tout au long d'un déplacement consacré à l'emploi des jeunes.

Le CNPF veut que les entreprises accueillent 400 000 jeunes en 1997

LE CNPF organisera vingt-deux rencontres régionales et trois cent soixante dans les bassins d'emplois, afin de faire progresser de 335 000, en 1996, à 400 000, le nombre des contrats de formation en alternance. Il s'agit, pour lui, de persuader les huit entreprises sur dix qui n'y recourent pas de se tourner vers un type de formation des jeunes alliant enseignement théorique et expérience en entreprise. Bruno Lacroix, président de la commission formation du CNPF, a précisé, le 18 mars, devant deux cent cinquante animateurs réunis au Conseil économique et social à Paris, les objectifs de l'opération en 1997 : 225 000 contrats d'apprentissage (contre 190 000 en 1996), 125 000 contrats de qualification (contre 95 000), 10 000 contrats d'orientation (contre 2 000) et 50 000 contrats d'adaptation (contre 45 000). Les grandes entreprises seront invitées à y consacrer 2 % de leurs effectifs.

DÉPÊCHES

■ **PARIS** : le système de distribution de l'eau aux usagers parisiens fait l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Paris, déposé par les élus PS, qui contestent un avenant récent au contrat de concession au bénéfice de la Sapep. Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, affirme que cet avenant « met à la charge des usagers les coûts d'extension de réseaux (...) qui doivent normalement être assumés par les aménageurs ».

■ **AUTOMOBILE** : Philippe Mathot (UDF-PR, Ardennes) et Patrice Martin-Lalande (RPR, Loire-et-Cher) ont été élus, mercredi 19 mars, respectivement président et rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur la situation et l'avenir de l'industrie automobile, qui devrait présenter ses conclusions le 26 juin.

■ **PRÉFETS** : Michel Besse, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, devait être nommé par le conseil des ministres, jeudi 20 mars, préfet de la région Rhône-Alpes, en remplacement de Paul Bernard, devenu président de la société Scétauroute.

■ **MUNICIPALE** : le conseil d'Etat a confirmé l'élection de François Froment-Meurice (UDF-FD), conseiller d'Etat, au conseil municipal de Saint-Bas-le-Grand, dans le Val-d'Oise. Le tribunal administratif de Versailles avait invalidé cette élection et déclaré M. Froment-Meurice inéligible pour un an en raison d'un déficit de plusieurs milliers de francs dans son compte de campagne (Le Monde du 29 mars).

Le gouvernement affiche désormais sa fermeté face au mouvement des internes des hôpitaux

Trois syndicats de médecins libéraux appellent à la grève lundi 24 mars

La grève des internes et de certains chefs de clinique se poursuivait, jeudi 20 mars, dans une douzaine de CHU (Paris, Lyon, Marseille, Lille,

Bordeaux...). Le ministre des affaires sociales a réaffirmé, mercredi, que « la fermeté sera au rendez-vous » face à ce conflit, et qu'il était

exclu de « foutre en l'air » la réforme. Trois syndicats de praticiens libéraux appellent à la grève le lundi 24 mars.

LA GRÈVE des internes et de certains chefs de clinique-assistants se poursuivait, jeudi 20 mars, dans douze des vingt-six centres hospitaliers universitaires (CHU), comme à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier et Grenoble. Ces futurs médecins libéraux, qui s'inquiètent de leurs conditions d'exercice en ville, réclament toujours une « révision » des conventions collectives régissant les relations entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins, notamment la suppression des sanctions financières en cas de dépassement des objectifs de dépenses fixés chaque année par le gouvernement et des « filières de soins » censées renforcer la place des généralistes dans le système de soins.

Le ministre des affaires sociales s'est dit prêt à aborder « les problèmes de la vie des internes et des chefs de clinique dans l'hôpital », jugeant nécessaire que, à l'avenir, ces futurs praticiens libéraux soient informés « en temps réel » de l'évolution des négociations conventionnelles. Mais Jacques Barrot a prévenu, mercredi, que « la fermeté sera au rendez-vous » sur les fondements mêmes de la réforme de l'assurance-maladie. « Quant à foutre en l'air une réforme qui est essentielle pour l'avenir, ça, il ne faut pas compter sur moi », a-t-il lancé sur Radio France Bordeaux-Gironde.

M. Barrot a regretté que le mouvement « se radicalise » et que les internes cèdent « aux slogans de la partie la plus réactionnaire » du corps médical. Il visait notamment les trois syndicats opposés à la réforme de la Sécurité sociale (CSMF, FMP, SML), qui ont décidé de mettre à profit le mouvement

France, qui fait l'objet d'une campagne de dénigrement systématique dans les CHU, désapprouvant ce mouvement. Son président, Richard Boutou, a demandé au gouvernement d'aggraver très rapidement les deux conventions médicales afin d'en finir avec « la chienlit » qui gagne les hôpitaux. Il est de plus en plus évident

La suite des événements est encore imprévisible. Les internes sont très mobilisés. Dans neuf CHU où la grève a cessé depuis quelques jours, des assemblées générales devaient se tenir, jeudi, pour décider d'une éventuelle reprise du mouvement, comme à Toulouse, Rouen, Rennes et Nice, a annoncé leur intersyndicat.

Un nouveau directeur pour l'assurance-maladie

Bertrand Fragonard a été nommé, jeudi 20 mars, par le conseil des ministres, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Il remplace Gérard Rameix, devenu directeur adjoint du cabinet du premier ministre. Agé de cinquante-six ans, M. Fragonard, conseiller maître à la Cour des comptes, a été directeur de la Caisse nationale des allocations familiales (1980-1987), commissaire au Plan (1987-1988), délégué interministériel au RMI (1988-1996) et le principal conseiller de Simone Veil au ministère des affaires sociales (1993-1995). Plusieurs noms avaient circulé pour occuper ce poste stratégique pour la bonne application de la réforme de la « Sécurité », dont celui de Jean de Kervadougé, qui était, au départ, le candidat de Jean-Marie Spaeth, président (CFDT) de la CNAMTS, et de Nicole Notat. Une partie du RPR s'est opposée à la nomination de cet ancien directeur des hôpitaux, de 1981 à 1986, sous des gouvernements de gauche.

des internes pour réaffirmer leur hostilité au plan Juppé. Regroupés au sein d'un Collectif de défense de la médecine libérale, ils ont appelé, mercredi, « tous les médecins libéraux à une première journée d'action sous forme d'une grève des soins » pour le lundi 24 mars.

Dans le secteur libéral, seuls les généralistes du syndicat MG-que le mouvement ne concerne que les futurs médecins spécialistes, comme le montrent les hésitations des internes de médecine générale, qui se destinent, eux, à devenir des généralistes : ils restent en retrait du mouvement, nombre d'entre eux approuvant la convention signée récemment par MG-France.

Jean-Michel Bezat

Les eurosceptiques font entendre leurs voix au Sénat

LA FOI EUROPÉENNE chevillée au corps, Michel Barnier, assure aux sénateurs, mercredi 19 mars, qu'il « ne sentait pas d'hostilité ni de rejet par rapport à la mannaie unique lors de [ses] déplacements en province ». Destinée à soutenir une fin de non-recevoir — « il n'y aura pas d'autre référendum sur la mannaie unique » —, cette belle preuve d'optimisme n'était pas dénuée d'un certain courage, la fermeture annoncée de l'usine Renault de Villorbe et la crise albanaise ayant fait souffler au Palais du Luxembourg un vent d'eurosceptisme. Se bornant à confirmer le calendrier de l'euro, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a été plus sur la défensive que son collègue des affaires européennes. Au point de rejeter sur les gouvernements socialistes la responsabilité des « péchés accumulés » en matière de construction européenne.

Copieusement interpellé, sur sa gauche, par les membres du groupe communiste, républicain et citoyen (CRC), qui ont rappelé leur demande de référendum sur la monnaie unique, Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle) s'est trouvé contraint de faire quasiment amende honorable devant le ministre : « François Mitter-

rand, qui a fait son travail pour faire avancer la paix et la sécurité, a accepté des compromis, sur le plan social, plus bas que ceux auxquels il aurait voulu aboutir. »

« UN ANGE PASSE, L'ORAGE GRONDE »

Dans un tel contexte, les eurosceptiques n'ont pas eu à forcer leur talent pour faire entendre leur voix. Paraphrasant Raymond Devos — « Un dautre plane, un ange passe » — le chevronné Paul Lorient (Essonne) a complété l'expression de l'humoriste : « L'orage gronde ». Tout en passant en revue, à l'instar de Danielle Bidard (CRC, Seine-Saint-Denis), les inquiétudes exprimées sur la marche vers l'euro, le sénateur de l'Essonne a remercié Maurice Schumann (RPR, Nord) des « mots qu'il avait prononcés ». Des « mots » qui pesaient d'un tel poids dans la majorité que M. Barnier lui a répondu sans attendre la fin du débat.

D'emblée, M. Schumann, lui-même « gaulliste historique », s'est appuyé sur une déclaration commune rédigée, le 4 février, par « dix-huit anciens collaborateurs directs du général de Gaulle » : « L'instauration d'une monnaie unique (...) ne peut que mettre en cause l'indépendance de notre politique économique, financière et budgétaire avec toutes les conséquences qui en découlent sur le plan social ». Evoquant la manifestation de Bruxelles du 16 février, M. Schumann a souligné « qu'un nombre croissant de Français et d'Allemands se demandent si la pérennisation du chômage n'était pas le premier résultat de la mise en œuvre de l'euro ».

« Nous allons partager la souveraineté monétaire pour ne pas subir la souveraineté des autres », a répliqué M. Barnier, en indiquant que le général de Gaulle avait « toujours été visionnaire et pragmatique », mais que le monde avait « changé ». Le ministre a rappelé qu'il s'agissait là d'une « ligne choisie par le peuple français et par Jacques Chirac ». Ou-

Jean-Baptiste de Montvalon

« Grand oral » politique au congrès de la FNSEA

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Si l'absence d'une nouvelle preuve que l'agriculture relève autant, si ce n'est plus, de la politique que de l'économie, elle a été apportée sans aucun ambiguïté, mercredi 19 mars, à Toulouse. La FNSEA (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), qui y réunit du 18 au 20 mars son cinquante et unième congrès, avait invité à la tribune les responsables des quatre principaux partis politiques représentés à l'Assemblée nationale.

Cette « première » a donné l'occasion aux congressistes d'apprécier les orientations de la majorité et de l'opposition, dont les dirigeants, assis côte à côte, ont échangé poignées de main, confidences et sou-

rices. Lionel Jospin pour le PS, Gilles de Robien pour l'UDF, Robert Hue (PCF) et Jean-François Mancel (RPR) ont disposé chacun de quinze minutes et ont été également applaudis.

Le premier secrétaire du Parti socialiste a insisté sur les liens entre « la production d'aliments, l'environnement, l'emploi, l'aménagement du territoire et la sauvegarde de l'espace rural ». « Vous participez à la cohésion sociale et aux équilibres économiques et écologiques du pays », a-t-il lancé aux agriculteurs. Dénonçant « les effets négatifs d'une politique de modernisation insuffisamment infléchie depuis les années 60 », M. Jospin a appelé les paysans à répondre « aux attentes de la société moderne, qui représentent une chance pour

notre agriculture en renouvelant les termes du contrat entre le pays et ses agriculteurs ».

Remplaçant François Léotard, retenu à Paris, M. de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré lui aussi que l'« occupation de l'espace, l'aménagement territorial de l'agriculture et des industries alimentaires sont une donnée fondamentale ».

AVANT LE PARLEMENT

Comme M. Jospin, pour qui les soutiens publics doivent essentiellement aller à l'agriculture, dont les productions et les méthodes prennent en compte la gestion de l'espace et la protection de l'environnement, le responsable UDF s'est prononcé pour un « découplage » entre les aides accordées aux produits et les subventions en faveur des hommes et des territoires.

Résumant ses thèses « aux centres d'achat, au secteur bancaire, aux grandes entreprises du complexe agroalimentaire qui pillent le travail agricole et s'accaparent la valeur ajoutée », M. Hue a déclaré que le scénario de deux cent mille grandes exploitations seulement « conduirait à des impasses dramatiques : productivisme, chômage, fracture territoriale, désert social et humain, friches ». Partisan d'une agriculture à taille humaine et du renforcement des coopératives, le secrétaire national du PCF rejette l'Europe de

Maastricht et la monnaie unique, « combinée aux objectifs du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui n'ont d'autre visée que de servir la folle ambition des États-Unis de maîtriser l'arme alimentaire ».

C'est à M. Mancel qu'il est revenu de clore cette sorte de « grand oral » politique. Tinté par la polémique, il a affirmé que la future loi d'orientation, de même que la reprise des conférences annuelles agricoles à Matignon, « combinent un vide ouvert au début des années 80 et qui n'avait que trop duré ». Le secrétaire général du RPR a déclaré que la loi « donnera à l'agriculture les armes pour relever les défis du renouvellement des générations et de la compétition mondiale ». Platanant autant Alain Juppé qui, en 1994 au Quai d'Orsay, « avait pu élever que les négociations du GATT ne tournent à la catastrophe », que le ministre UDF Philippe Vasseur, « pour son action efficace et courageuse à Bruxelles », M. Mancel s'est félicité de la « pugnacité retrouvée de la majorité et du gouvernement ».

Les agriculteurs vont donc pouvoir, dans quelques semaines, juger les débats parlementaires et les votes des députés et sénateurs à l'aune des discours cadres prononcés par les dirigeants politiques à Toulouse.

François Grosrichard



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Vente s/saisie Palais de Justice de PARIS, le Jeudi 3 Avril 1997 à 14h30
UN APPARTEMENT à PARIS 16ème
de 5 PIÈCES PRINCIPALES
4, RUE GEORGES VILLE
au 1er étage droit
compréhension : entrée, salon, salle à manger, 3 chambres, vestibule, cuisine, 2 salles de bains, cabinet de toilette
2 CAVES - au 6ème étage - 2 CHAMBRES
MISE A PRIX : 1.000.000 de Frs
S'adr. : Me Robert EL MARTIN, Avocat à Paris 6ème, 86, rue d'Assas - T. : 01.43.25.05.33. Minitel 3616 Avocat Ventes
Visite sur place le 28 Mars 1997 de 14h30 à 15h30
en présence de Me DAIGREMONTE, Huissier de Justice à Paris

83 Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de TOULON le Mardi 8 Avril 1997 à 14h30
PROPRIÉTÉ commune du PRADET (Var)
643, Bd du Cdt Houot, Quartier Ste Marguerite
à usage d'habitation et d'agrément - Elevée de 2 ét. sur RdC
GARAGE séparé - JARDIN - PISCINE avec POOL HOUSE
Cadastré section AL n° 1 pour 2 a 43 ca., section AL n° 5 pour 13 a 45 ca et section AL n° 6 pour 60 a 25 ca et sur la commune de LA GARDE (Var), Lendit Ste Marguerite
Cadastré section AW n° 209 pour 9 a 45 ca
MISE A PRIX : 3.500.000 Frs
S'adr. : Me Henri GAS, Avocat, 2, place Mazarin (83000) TOULON - Tél. : 04.94.92.35.53 de 9h à 12h
Visite sur place le Mercredi 2 Avril 1997 de 14h30 à 16h

92 Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le Jeudi 3 Avril 1997 à 14h00, en un lot
IMMEUBLE à NANTERRE (92)
51 et 53, rue de Neuilly
TERRAIN et JARDIN
MISE A PRIX : 2.500.000 Frs
Rens. : Me Marie-Christine BOUCHERY-OZANNE, Avt à NANTERRE (92), 215, av. G. Clémenceau - T. : 01.46.69.91.87
Au Greffe du TGI de Nanterre de 9h30 à 11h30.
Visite le : 27 Mars 1997 de 14h30 à 16h.

92 Vente aux enchères au Palais de Justice de NANTERRE, le Jeudi 3 Avril 1997 à 14h
APPARTEMENT à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
48 et 50, avenue du Roule
au 4e étage, de 2 PP - terrasse - CAVES et PARKING au 1er sous-sol
MISE A PRIX : 900.000 Frs
Me WISLIN, Avt à NEUILLY-SUR-SEINE (92), 7, av. de Madrid, Me François MOCCAFICO, Avt à PARIS (75), 4, av. Sully Prud'homme, T. : 01.44.18.00.18 - Visite : Me VENEZIA, Huissier de Justice, le Mardi 1er Avril 1997 de 11h à 12h.

ÉTVDDES

Retrouvez notre sommaire de mars sur :

Minitel : 3615 SJ Etudes

(2.231 la min.)

En vente dans les grandes librairies.

ÉTUDES - 144 pages - 58 F (11 n° par an)
14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ 01 44 39 48 48

مكتبة الشامل

désormais sa fermeté
internes des hôpitaux

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 21 MARS 1997

JUSTICE Le juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, chargée d'instruire l'affaire du sang contaminé, a mis en examen pour « empoisonnement », en fin de semaine dernière, sept mé-

decins spécialistes de l'hémophilie. Elle leur reproche d'avoir continué à prescrire aux hémophiles, jusqu'en septembre 1985, des dérivés sanguins non chauffés alors que la

contamination de ces produits par le virus du sida était connue dès la fin de l'année 1984. ● LE JUGE BERTELLA-GEFFROY reproche en outre à certains de ces médecins d'avoir

conduit un certain nombre de protocoles expérimentaux - destinés à vérifier l'efficacité et l'innocuité des produits chauffés - et prenant pour ce faire le risque d'administrer à des

hémophiles des produits non chauffés, possiblement contaminés par le VIH. ● AU TOTAL, jusqu'à présent, vingt et une personnes ont été mises en examen dans ce dossier.

Sept spécialistes de l'hémophilie ont été mis en examen pour empoisonnement

Le juge Bertella-Geffroy ne cesse d'élargir le champ des responsabilités dans l'affaire du sang contaminé : après les responsables du Centre national de transfusion sanguine et les conseillers ministériels, elle a décidé de poursuivre les médecins prescripteurs

SEPT MÉDECINS spécialistes de l'hémophilie ont été mis en examen pour « empoisonnement » par le juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy, en charge du dossier du sang contaminé. Le magistrat parisien leur a notifié cette mesure par lettres recommandées à la fin de la semaine dernière. Il s'agit des docteurs Claire Gazengel (hôpital Necker), Yvette Sultan (hôpital Cochin), Françoise Verroust (à l'époque médecin au Centre pour hémophiles de La Queue-les-Yvelines), Yves Laurian (hôpital du Kremlin-Bicêtre), Daniel Vergoz (hôpital Saint-Antoine), et de Françoise Ferrer-le-Coeur et Marie-Françoise Torchet, respectivement assistantes des docteurs Vergoz et Gazengel à l'époque des faits. Ces médecins se voient reprocher d'avoir continué de prescrire aux hémophiles, jusqu'en septembre 1985, des dérivés sanguins non chauffés, alors que la contamination de ces produits par le virus du sida leur était connue dès la fin du mois de décembre 1984.

Ces mises en examen étaient attendues depuis plusieurs mois. Elles s'inscrivent dans une lecture de l'affaire du sang contaminé qu'effectue depuis maintenant plusieurs années le juge Bertella-Geffroy et qui consiste en l'exploration systématique de tous les facteurs ayant pu contribuer à la contamination des hémophiles et des transfusés dans les années 1984-86.

L'hémophilie est une maladie génétique se traduisant chez les sujets masculins par un défaut de production de certains facteurs plasmatiques de coagulation, les facteurs VIII ou IX. Grâce au développement des techniques transfusionnelles, le traitement des ma-

lades commençait à s'améliorer dès les années 70, lorsque furent utilisées des fractions plasmatiques constituées soit par des cryoprécipités simples (fournis par un seul donneur), soit par des cryoprécipités lyophilisés ou des concentrés de facteurs VIII ou IX. Ces derniers, très utilisés dans les pays industrialisés au début des années 80, étaient préparés industriellement à partir de lots résultant du mélange de plasmas de plusieurs centaines de milliers de donneurs. D'où, du fait de cette technique dite de « poolage », un risque considérablement accru de contamination virale (aujourd'hui, les facteurs VIII et IX étant fabriqués par génie génétique, ce risque a totalement disparu).

Très vite, lorsque fut identifiée l'épidémie de sida aux États-Unis, l'alerte fut donnée. D'une certaine manière, l'affaire de la contamination des hémophiles remonte au 13 janvier 1983, date de la publication, dans *The New England Journal of Medicine*, d'un article du docteur Jane Delforge tirant la sonnette d'alarme et préconisant à titre préventif le remplacement des



concentrés par le recours aux cryoprécipités simples. La suite de l'histoire est - malheureusement connue : cette mise en garde ne fut pas entendue du corps médical. Certains médecins, comme le pro-

fesseur Jean Bernard, lors de l'assemblée générale de l'Association française des hémophiles (AFH) en juin 1983, estimèrent qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter outre mesure (« Le danger du sida, dira le célèbre hématologue, par ailleurs président du conseil d'administration du CNTS, est plus petit actuellement que le danger de l'hépatite »); d'autres jugèrent que l'organisation même de la transfusion sanguine en France (recours au bénévolat) était une garantie suffisante et qu'il n'y avait donc pas à changer la nature du traitement. Les hémophiles eux-mêmes ne souhaitaient pas un retour aux anciens traitements, beaucoup plus difficiles d'utilisation que les concentrés. C'est à cette époque que se produisit, dans l'ensemble des pays industrialisés - à l'exception notable de la Belgique - la

plus grande partie de la contamination des hémophiles. En mars 1984, une étude faisait déjà apparaître que 45 % des hémophiles français étaient contaminés.

1 325 hémophiles et 2 600 transfusés auraient été contaminés par voie sanguine en France

L'autre volet de la contamination des hémophiles concerne la question du chauffage des produits anti-hémophiliques, ou, plus exactement, l'évaluation du retard dans la mise en œuvre de ces méthodes de chauffage et les cas de contamination qui lui sont directement imputables. Les deux procès au cours desquels les responsables du CNTS - les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain - furent condamnés avaient déjà mis en lumière un certain nombre de dysfonctionnements et de fautes. L'examen des responsabilités des spécialistes de l'hémophilie met en évidence d'autres types d'erreurs.

On retrouve l'essentiel des activités de ces experts dans le compte-rendu de la commission consultative de la transfusion sanguine du 20 juin 1985. Le docteur Garretta indique que le ministère de la Santé a donné, le 29 janvier 1985, son accord pour la création d'un « Comité de l'hémophilie » dont la mission est de « suivre la production, l'importation et la répartition des produits, ainsi que de centraliser les informations sur leur consommation ». Il a en outre la

charge d'évaluer les méthodes de traitement. Ce comité comprend 20 personnes parmi lesquelles 10 « experts cliniciens biologistes » (dont les docteurs Gazengel, Sultan et Verroust). Sous une autre appellation, ce groupe d'experts existait depuis octobre 1983.

Quatre protocoles avaient été mis en œuvre afin de déterminer l'efficacité des produits chauffés. Deux de ces protocoles - l'un mis en œuvre en septembre 1984, l'autre en juillet 1984 - comparaient des produits non chauffés à des produits chauffés. Le deuxième, intitulé « Transfusion et déficit immunitaire acquis », avait pour objet de comparer un facteur VIII non chauffé à trois produits chauffés chez des malades hémophiles présentant des signes de déficit immunitaire. A l'époque, aucun responsable de la transfusion sanguine, aucun dirigeant de l'AFH et, a fortiori, aucun médecin spécialiste de l'hémophilie ne trouva à redire à ce protocole qui, de fait, prenait le risque que soient administrés des produits non chauffés à des hémophiles. Les résultats de cette étude furent publiés lors du deuxième Congrès mondial sur le sida par le docteur Jean-Pierre Allain et les médecins de l'AIDS Hemophilia French Study Group.

Selon les statistiques du Fonds d'indemnisation des transfusés et hémophiles, 1 325 hémophiles et 2 600 transfusés auraient été contaminés par voie sanguine en France. L'ensemble de ces contaminations ne peut cependant être attribué pénalement aux personnes mises en examen. Le juge Bertella-Geffroy ne compte qu'une cinquantaine de parties civiles dans son dossier.

Franck Nouchi

Vingt-quatre mises en examen

Outre les sept médecins spécialistes de l'hémophilie mis en examen pour « empoisonnement », le juge Bertella-Geffroy a déjà mis en examen dans ce dossier quatorze personnes : des dirigeants du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) (les docteurs Michel Garretta, Jean-Pierre Allain, Baboun Habibi, ainsi que Gérard Jacquin); des conseillers ministériels (Claude Weisselberg, François Gros, Charles-Henri Philipp, Louis Schweitzer et Patrick Baudry); des membres de la direction générale de la Santé (Jacques Roux, Jean-Baptiste Brunet, Marie-Thérèse Pierre); l'ancien directeur du Laboratoire national de la Santé, Robert Netter; Jean Weber, ancien directeur de la firme Diagnostica Pasteur. En outre, dans le cadre de la procédure instruite par la Cour de justice de la République, trois anciens ministres - Laurent Fabius, Georgina Duflo et Edmond Hervé - sont mis en examen pour « complicité d'empoisonnement ».

« Il est évident que nous avons commis là une erreur grave »

L'ÉTAT D'ESPRIT des médecins spécialistes de l'hémophilie durant cette période apparaît bien dans une lettre que le docteur Yvette Sultan, coordonnateur du centre d'accueil et de traitement des hémophiles de l'hôpital Cochin (Paris), avait adressée à Marie-Thérèse Pierre, de la direction générale de la Santé, le 5 septembre 1988, et dont le contenu avait été révélé par *Le Monde* (date 26 février 1992). Dans ce courrier, le docteur Sultan écrivait ce :

« Je tiens à votre disposition de nombreux dossiers d'hémophiles qui ont été contaminés pendant la période de juillet à octobre 1985. Je tiens même à votre disposition des dossiers d'hémophiles qui ont été contaminés par des produits non chauffés après la date du 1^{er} octobre 1985, délivrés par des banques du sang qui n'avaient pas pris la précaution de s'approvisionner en produits chauffés. »

« RECU FATIGUÉ »

Le docteur Sultan ajoutait : « Le recul au 1^{er} octobre du décret sur l'utilisation obligatoire de produits chauffés aura été fatigué pour certains hémophiles. Nous entendons souvent parler de cette date par les hémophiles eux-mêmes, car il est évident que nous avons commis là une erreur grave. Nous savions, nous, médecins d'hémophiles, depuis au moins mars 1983, sinon avant, que les produits anti-hémophiliques lyophilisés non chauffés transportaient le virus HIV. »

La lettre se concluait de la manière suivante : « Je suis prête à discuter avec vous de ces problèmes de responsabilité et je pense même qu'il serait temps d'envisager sinon une réparation auprès des hémophiles, ce qui est actuellement hors de nos possibilités, au moins quelques réparations. »

Dès le 22 novembre 1984, devant la commission consultative de la transfusion sanguine, le doc-

teur Jean-Baptiste Brunet, de la direction générale de la Santé, avait affirmé : « Des études ont déjà été menées qui ont pu prouver une inactivation du virus du sida après un chauffage des dérivés sanguins. » Dès lors, la justice aura à se demander pourquoi ces techniques n'ont pas été mises en place plus tôt; pourquoi il a fallu attendre le 23 juillet 1985 pour qu'un arrêté précise que les produits anti-hémophiliques non chauffés ne seraient plus remboursés à partir du 1^{er} octobre 1985; pourquoi il a fallu attendre le 20 octobre 1985 pour qu'une circulaire précise que les concentrés stables chauffés « doivent se substituer, au 1^{er} octobre 1985, aux produits stables équivalents qui n'ont pas bénéficié d'une inactivation virale par la chaleur »; comment, enfin, il est possible que des

hémophiles aient pu être contaminés par des produits non chauffés après le 1^{er} octobre 1985.

Le 11 mars 1992, dans les colonnes du *Monde*, le docteur Sultan avait justifié son attitude en expliquant d'une part qu'il lui était difficile, faute de traitement alternatif, de décider de ne plus traiter un malade, fût-ce par un produit que l'on savait pas tout à fait sûr, dans la mesure où cela l'aurait conduit à une mort certaine par hémorragie; d'autre part, en rejetant la responsabilité sur le CNTS et son directeur, Michel Garretta, qui, affirmait-elle, ne tenait pas compte de l'avis des experts qui étaient censés le conseiller. Sa mise en examen, et celle de ses collègues, l'amènera-t-elle à revoir son système de défense ?

F. N.

Quelques dates-clés

● 22 novembre 1984 : le docteur Brunet présente une communication au comité consultatif de la transfusion sanguine signalant l'apparition des premiers cas de sida chez les hémophiles et indiquant que des études ont pu prouver une inactivation du virus après chauffage des dérivés sanguins. Cette communication est souvent considérée comme le moment où l'administration fut informée de manière telle qu'elle se devait de prendre des décisions en conséquence.

● 20 juin 1985 : devant la commission consultative de la transfusion sanguine présidée par le professeur Ducos, le docteur Garretta indique que le comité de l'hémophilie est « prêt à accepter » l'idée d'une « phase intermédiaire courte » pendant laquelle, « en attendant que la montée en puissance des produits chauffés se fasse », il est possible

de continuer d'utiliser des produits non chauffés « éventuellement contaminés par le virus du sida ».

● 13 juillet 1993 : le premier dossier du sang contaminé, ouvert en 1988 pour « tromperie » et instruit par le juge Sabine Foulon, est refermé avec la condamnation par la cour d'appel de Paris du docteur Garretta à quatre ans de prison, du docteur Jean-Pierre Allain à deux ans de prison et du professeur Jacques Roux à trois ans de prison avec sursis.

● 22 juin 1994 : tandis que la chambre criminelle de la Cour de cassation rejette le pourvoi formé par le docteur Allain, son président, Christian Le Guehrec, estime qu'il n'est pas possible d'exclure le crime d'empoisonnement « susceptible de poursuites séparées ». Pour la première fois, un arrêt de rejet ne met pas fin à la procédure, laissant ainsi la porte ouverte à de nouvelles procédures.

Les dépositions des docteurs Gazengel et Sultan

LE 17 JUILLET 1992, le docteur Claire Gazengel, directrice du centre d'hématologie de l'hôpital Necker, avait témoigné au cours du procès du sang contaminé. « Nous avons complètement sous-estimé le danger », affirmait-elle (*Le Monde* date 19-20 juillet 1992). « Mon attitude intellectuelle était de réclamer des produits de très haute pureté. (...) Mais le Centre national de transfusion sanguine [CNTS] a toujours eu une politique d'autosuffisance. Nous n'avions pas accès aux produits chauffés hors des protocoles réservés aux hémophiles vierges (encore jamais transfusés) », ajouta-t-elle, avant de conclure : « J'ai connu l'époque où il n'existait pas de traitements. L'hémophilie est une maladie épouvantable. Nous nous sommes battus comme des forcenés pour que nos patients disposent de plus en plus de produits. Nous avons été des pionniers infatigables. Nous avons toujours eu les traitements étaient à risques, à très hauts risques. (...) Monsieur le président, le virus du sida fut un risque de plus. Nous ne l'avons pas évité à sa juste mesure. Si nous avions su, nous aurions changé quelque chose... »

Le 24 mai 1993, ce fut au tour du docteur Yvette Sultan de venir témoigner devant la treizième

chambre de la cour d'appel. Dès mai 1983, expliqua-t-elle, elle avait demandé au CNTS de lui fournir des produits chauffés. Il lui fut répondu que les seules importations de ces produits étaient réservées à la réalisation de protocoles expérimentaux destinés à en vérifier l'efficacité. « Il y avait un véritable danger à continuer à soigner les hémophiles avec les produits que nous utilisions », déclara le docteur Sultan. Nous savions que le sida était un virus. Nous savions qu'il était transmis par le sang. Nous savions aussi depuis le début de l'année qu'il était sensible à la chaleur. Le moindre risque pour les malades, c'était d'avoir des produits chauffés. C'est un raisonnement médical : c'est la théorie du moindre risque. » Refusant d'expliquer quelles bases scientifiques lui permettaient d'affirmer dès 1983 que le virus du sida était sensible à la chaleur, le docteur Sultan avait déclaré, très énervée : « Dites donc ! Je ne suis pas en train de passer mon bac, ni mon agrégation ! » Pourquoi n'avait-elle pas sonné l'alerte ? « Parce que je suis un médecin qui s'occupe de ses malades. Je ne m'occupe ni de la radio, ni de la télévision, ni des journaux. Je suis un médecin, c'est tout ! »

VOLS

DEPART DE PARIS

AJACCIO	850F
ROME	920F
PALMA	970F
PORTO	1100F
ISTANBUL	1140F
TUNIS	1190F
*LES ANTILLES	2340F
LOME	2890F
MOMBASA	2900F
BANGKOK	3290F
LES COMORES	4200F
NOUMEA	5500F

ALLER RETOUR

A CERTAINES DATES
HORS TAUX AÉRIENNES
* DEPART DE LYON, NANTES, TOULOUSE, BORDEAUX, MARSEILLE, BRISTOL ET LILLE : 2 840 F
180 AGENCES EN FRANCE
0 805 35 35 35 (1,49F LA MINUTE)
3615 NF (1,29F LA MINUTE)

NOUVELLES FRONTIÈRES

distributeur d'énergie

مكتبة الزهر

La prison ferme est réclamée contre les profanateurs de Carpentras

Le substitut du procureur de la République a demandé deux ans et dix-huit mois ferme. La peine maximale a été demandée pour Olivier Fimbry, l'ancien militaire, et Patrick Laonegro, considéré comme l'intellectuel du groupe

Le substitut du procureur de la République, Fabienne Roze, a requis devant le tribunal correctionnel de Marseille, jeudi matin 20 mars, deux années d'emprisonnement ferme contre Olivier Fimbry et Patrick Laonegro, et dix-huit mois contre Yannick Garnier et Bertrand Nouveau, les quatre anciens skinheads accusés d'être les auteurs de la profanation du cimetière de Carpentras, en mai 1990. La veille, plusieurs avo-

cats des parties civiles avaient vivement mis en cause le Front national (FN), accusant Jean-Marie Le Pen d'être « le responsable moral » de la profanation du cimetière juif. L'avocat de la Licra a dénoncé

la façon dont le parti d'extrême droite chercha à nier l'évidence en prétendant encore que les quatre accusés ont été « manipulés » par les renseignements généraux. Le défenseur de la ville de Car-

pentras, M. Laurent Penard, s'en est également pris au FN, en la personne de M. Guy Macary, tête de liste de ce parti aux élections municipales de Carpentras et présent dans le prétoire en tant qu'avocat d'une partie civile. M. Penard s'est adressé au FN à travers son confrère : « Vous êtes

est également pris au FN, visant M. Guy Macary, tête de liste de ce parti aux élections municipales de Carpentras, et présent dans le prétoire en tant qu'avocat d'une partie civile.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Le substitut du procureur de la République, Fabienne Roze, a requis, jeudi matin 20 mars, devant le tribunal correctionnel de Marseille, des peines d'emprisonnement ferme de dix-huit mois à deux ans à l'encontre des quatre profanateurs du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse), prévenus d'avoir exhumé le corps de Félix Germon et saccagé trente-quatre tombes, le 8 mai 1990.

La peine maximale prévue pour ce genre de délit - deux ans - a été demandée pour Olivier Fimbry, l'ancien militaire, et Patrick Laonegro, considéré comme l'intellectuel du groupe. Les deux autres anciens skinheads, Bertrand Nouveau, et le « repenté » Yannick Garnier ont bénéficié d'une relative indulgence : dix-huit mois ont été re-

quis à leur encontre. Le substitut a précisé que sans les aveux de Yannick Garnier, le 30 juillet 1996, « il n'y aurait pas eu de procès ».

Au cours de son réquisitoire, le substitut ne s'en est pas pris au Front national que plusieurs avocats des parties civiles avaient mis en cause la veille.

Sans les aveux

de Yannick Garnier,

« il n'y aurait pas

eu de procès »,

précise le substitut

Comme c'était prévisible, le procès avait alors pris une tournure nettement politique. Certains avocats n'ont pas seulement plaidé sur les faits. Ils ont aussi accusé Jean-Marie Le Pen d'avoir exploité cette affaire et d'en être « le responsable » ou « l'instigateur moral ».

M. Patrick Quentin, l'un des défenseurs de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), a dénoncé la manière dont l'extrême droite, aujourd'hui encore, cherche à nier l'évidence en prétendant que les quatre hommes n'ont été « manipulés » par les services de police.

M. Quentin s'est indigné des articles publiés récemment dans *Présent* et *National Hebdo*, des organes de presse proches des idées du Front national. « On nous ressort la manipulation alors que ces quatre là ont avoué ! », s'est écrié l'avocat. Ces « quatre-là », justement, assis sur leurs bancs de bois, semblaient à cent lieues du débat sur un parti auquel ils n'appartenaient pas.

Au nom du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), M. Alain Lhote est revenu sur la manifestation organisée par le Front national à Carpentras, le 11 novembre 1995, ce fameux jour où les militants « frontistes », estimant que l'extrême droite avait

été injustement accusée, avaient exigé des « excuses ».

M. Lhote a qualifié d'« indécence absolue » cette manifestation, puis il a dit aux prévenus : « Que vous le vouliez ou non, vous êtes les enfants de Le Pen, le boutiquier de l'immonde ».

Le défenseur de la ville de Car-

M. Lhote, avocat du MRAP, s'adressant aux prévenus :

« Que vous le vouliez ou non, vous êtes les enfants de Le Pen, le boutiquier de l'immonde »

pentras, M. Laurent Penard, s'en est également pris au FN, en la personne de M. Guy Macary, tête de liste de ce parti aux élections municipales de Carpentras et présent dans le prétoire en tant qu'avocat d'une partie civile. M. Penard s'est adressé au FN à travers son confrère : « Vous êtes

sur le banc des prévenus en même temps qu'eux, c'est vous qui, intellectuellement, les avez armés ! »

M. Macary a riposté en soulignant une vérité du dossier : rien n'a permis d'établir un lien quelconque entre les profanateurs et le Front national. Aucun document du mouvement de M. Le

Pen, pas même un tract, n'a été découvert chez eux. M. Macary a rappelé que son parti n'était donc « pas dans ce procès, ni comme partie civile ni comme prévenu ».

Enfin, il a insisté sur le fait qu'aux yeux des profanateurs, le FN était un parti « trop démocratique, trop modéré ».

En cette journée de plaidoiries, un seul avocat a vraiment recentré le débat sur la profanation. M. Jean-Marc Fedida, le défenseur de Magdeleine Germon, n'a pas cité une seule fois le Front national. Il s'en est tenu presque uniquement à la vie de sa cliente depuis l'exhumation du corps de son mari. M. Fedida a rappelé combien, dans une ville en proie à la rumeur et à la médisance, M. Germon s'était souvent senti « seul ».

Au moment des faits, elle n'avait pas bénéficié du soutien de la communauté juive. Par la suite, alors que l'enquête s'éclaircissait, elle avait reçu des centaines de lettres de menaces et d'insultes.

Selon M. Fedida, la vieille dame est ainsi devenue, « malgré elle, le symbole de quelque chose qui la dépassait ». Elle souhaitait aujourd'hui démentir « parce qu'elle se sait indésirable à Carpentras ».

Philippe Broussard

Il N'y a Que Clovis Location Qui Connaisse Ses Camions Comme Sa Poche.



Clovis Location ne loue que des utilitaires et camions Renault. Inutile de chercher, personne ne connaît aussi bien ses matériels et leurs équipements que les 160 membres du réseau Clovis Location.

A cette maîtrise technique s'ajoutent une rapidité d'intervention inégalable et une connaissance parfaite de votre métier et de vos impératifs d'exploitation. Clovis Location peut ainsi vous apporter les meilleurs conseils, nécessaires à la réussite de votre entreprise.

clovis
LOCATION

La force d'un réseau.

Clovis Location : Centre d'Affaires La Boursillière - BP 101 - 92357 Le Plessis Robinson - Tél. 01 46 30 32 99 - Fax 01 46 30 68 30

Avec 160 établissements répartis sur toute la France et un parc de 6 000 camions à votre disposition, Clovis Location est désormais le loueur incontournable du marché.

Conseils, compétence technique, qualité d'accueil et proximité vont très vite devenir les atouts de votre réussite. Quand vous saurez que Clovis Location est la société de location de véhicules industriels du réseau Renault Vi en France, vous aurez tout compris !

Devant les assises, Jean-Louis Turquin se heurte à son propre « jeu de rôle »

NICE

Petite et fine, vêtue de noir, elle témoigne calmement, mercredi 19 mars, d'une voix fluette, dans la salle d'assises surchauffée. On fait silence. Michèle Turquin finit de répondre aux questions de l'avocat général Didier Durand. « Quels sont, aujourd'hui, vos sentiments vis-à-vis de votre époux, madame ? - Je pense que c'est un assassin ».

La femme en noir, dont on n'avait pas encore entendu la voix depuis ce 300 mari, Jean-Louis, comparait devant les jurés des Alpes-Maritimes pour l'assassinat de leur enfant Charles-Edouard, disparu dans la nuit du 20 au 21 mars 1991, se met à parler. Elle détaille le long cheminement qui l'a conduite, six semaines plus tard, le 6 mai, à recueillir, à son insu, les aveux de son époux, à l'instigation de la police (*Le Monde* du 20 mars). « Petit à petit, mon mari m'a dit qu'il n'était pas étranger à la disparition de Charles-Edouard, qu'il l'avait caché pour me faire du mal. » A l'époque des faits, M. Turquin avait engagé une procédure de divorce.

L'épouse du vétérinaire a rappelé comment celui-ci, subordonnant ses infirmités à la reprise de la vie commune, avait tout d'abord dit que l'enfant, dont il avait appris, trois mois avant sa disparition, qu'il n'était vraisemblablement pas son père naturel, était retenu au Maroc, puis qu'il avait été confié à un réseau d'homosexuels contacté par Minitel. « Il avait des phrases qui me choquaient, a-t-elle raconté. Il disait qu'il ne fallait plus penser à Charles-Edouard, que c'était un « bâtard juif ». Ses idées antisémites, ça devenait pesant. » L'avocat général a demandé des précisions. « Quand on était à l'école vétérinaire, il lisait Mein Kampf. Puis il a été membre du Front national. » « Je lisais aussi Karl Marx ! », s'est insurgé l'accusé.

« EN ÉTAT DE CHOC »

« Je continuais à lui poser des questions, mais (...) je n'aboutissais à rien, a poursuivi l'épouse. Et puis, j'ai accepté des relations sexuelles. Après, il s'est mis à pleurer. Il m'a dit qu'il l'avait tué. J'ai essayé de ne pas réagir, je lui ai dit que s'il me disait la vérité je reviendrais. Je ne voulais pas cracher. Il disait que c'était une catastrophe si c'était son enfant. Je me suis sentie en état de choc. Je suis allée voir les policiers. Ils m'ont dit que mes paroles n'étaient pas suffisantes. On a essayé de le refaire parler dans un restaurant, mais ça n'a pas marché. Alors, le 6 mai, j'ai acheté un dictaphone (...) ».

A l'opposé, Jean-Louis Turquin se lève. Il conteste, redit mot pour mot sa version des faits énoncée le matin même. « A la disparition de

mon enfant, ma femme souffrait. Elle voulait que je m'accuse. Elle me disait : « Dis-moi que c'est toi qui l'as tué ! » Alors je la sentais heureuse d'avoir sa vérité ».

La voix nasillarde est comme mécanique. « Je lui ai dit que j'avais tué, j'ai pleuré à grosses larmes et on a fait l'amour. Elle a soulevé sa jupe et m'a dit : « J'ai mis un porte-jarretelles noir et j'aurais dû en mettre un rouge ». Elle m'a aussi mis un petit mot sur le bureau : « Pense à la sépulture ». Soudain, celui que les experts ont présenté comme un « mori dominateur » s'adresse à sa femme, mais curieusement sans la regarder : « Je voulais te dire... Je n'ai rien fait du tout. Comment peux-tu dire des choses comme ça ? » Michèle Turquin craque, s'effondre de côté, sur l'un de ses avocats.

Alors M. Christian Scolar et Jean-Louis Pelletier, ses conseils, tiennent et tentent de fausser la mécanique de l'accusé qui plaide, pour sa défense, ce pervers jeu de rôle. M. Pelletier relève que Jean-Louis Turquin a envoyé, un mois après la disparition de l'enfant, le 18 avril, une lettre adressée à « Papa et Maman Turquin », dans laquelle il a imité l'écriture de son fils. Il a glissé dans l'enveloppe une cassette de valses de Vienne que l'enfant aimait bien, avec une photo de Charles-Edouard dessus. Le scellé circule parmi les jurés.

« C'est ma femme qui voulait que je lui envoie, dit l'accusé sans ciller. J'avais prévenu les policiers que c'était un jeu de rôle. » M. Pelletier s'engouffre alors prestement dans un raisonnement par l'absurde. « Soit, admettons. Et lorsque les policiers vous demandent de vous expliquer sur les aveux formulés à votre épouse le 6 mai, vous ne dites pas que c'est un jeu de rôle, là ! Vous n'avez rien prononcé... »

« C'était des conversations intimes, des conversations d'amour... »

« Vous avez déclaré que vous aviez tué votre fils ! »

« Non. On ne peut pas dire... Je n'avais pas déclaré... J'avais répété ce que ma femme me disait. »

« Mais alors, pourquoi avoir nié par trois fois que vous aviez effectivement prononcé ces paroles, avant qu'on ne vous présente la preuve de l'enregistrement ? Vous voulez porter plainte pour dénonciation calomnieuse ! Pourquoi n'avez-vous pas dit alors que c'était un jeu de rôle ? »

L'accusé semble vaciller. « J'avais envie de retrouver au plus vite mon épouse à la maison. J'avais déjà été placé en garde à vue, je savais ce que c'était. Si j'avais parlé du jeu de rôle, on m'aurait encore gardé huit jours... » Et l'avocat, l'interrompant : « Et même peut-être des années. »

Jean-Michel Dumay

مكتبة الأمل

ateurs de Carpentras

Six mois d'emprisonnement ferme sont requis contre Pierre Suard

L'accusation demande au tribunal de faire jurisprudence

Dix-huit mois d'emprisonnement, dont six mois ferme, ont été requis, mercredi 19 mars, contre Pierre Suard, ancien PDG d'Alcatel Alsthom, accusé d'abus de biens sociaux pour des travaux de sécurité réalisés à son domicile. Le substitut a vivement dénoncé le « système » mis en place au sein du groupe.

« NOUS DEVONS rappeler qu'il est inacceptable qu'il y ait confusion entre le patrimoine de l'entreprise et celui du dirigeant (...). L'idée doit s'imposer qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais de fatidité à participer à un système de corruption économique. »



En requérant, mercredi 19 mars, dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis contre Pierre Suard, l'ancien PDG d'Alcatel Alsthom, le premier substitut Frédéric Campi a demandé au tribunal correctionnel d'Evry (Essonne) de prononcer une peine exemplaire, destinée à dissuader la délinquance économique. Prévenu « d'abus de biens sociaux », Pierre Suard comparait depuis le 4 mars en compagnie d'une quarantaine de chefs d'entreprise et de cadres d'Alcatel, poursuivis pour avoir participé à une série d'escroqueries, corruptions et délits financiers au préjudice du groupe (Le Monde des 16 et 17 mars).

Démontant les rouages de ce « système », le substitut a d'abord évoqué les cas d'Antonio Léal et de José Corral, anciens cadres de filiales d'Alcatel, soupçonnés d'avoir perçu, entre 1989 et 1993, plusieurs millions de francs de commissions occultes et avantages en nature, versés par des entrepreneurs contre l'octroi de marchés passés avec le groupe. Les chefs d'entreprise auraient ensuite surfacturé leurs travaux à Alcatel afin de récupérer le manque à gagner.

Le substitut a requis une peine de trois ans d'emprisonnement,

dont deux avec sursis, contre Antonio Léal, et une peine de deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, pour José Corral. Tous deux sont accusés d'avoir « mis à sac la société, utilisant leur pouvoir à des fins purement personnelles ».

Contre les chefs d'entreprise, qui « ont participé au système en connaissance de cause », Frédéric Campi a demandé des peines de quatre à huit mois d'emprisonnement avec sursis. Enfin, il a requis deux à huit mois de prison avec sursis pour les autres cadres impliqués.

« ILS ÉTAIENT DES EXEMPLES »

Mais c'est surtout aux deux dirigeants du groupe que l'essentiel du réquisitoire était destiné. Pour le substitut, les responsabilités de Pierre Guichet, ancien PDG d'Alcatel CIT, et de Pierre Suard sont engagées, car « à l'époque ils étaient des exemples, et ils n'ont pu, en participant eux-mêmes à un système frauduleux, que générer d'autres systèmes frauduleux, au sein de l'entreprise ».

Pour Pierre Guichet, soupçonné de ne pas avoir payé des travaux effectués à son domicile par des fournisseurs réguliers d'Alcatel, le substitut a dénoncé un « état d'esprit, le principe communément admis que c'est à la société de prendre en charge ces prestations ». Le substitut a cependant tenu compte de la relative modicité des sommes en cause - qui n'ont pas été évaluées par l'accusation - et a requis quatre à six mois d'emprisonnement avec sursis, à titre « d'avertissement ».

En revanche, le représentant du ministère public s'est montré beaucoup plus sévère à l'égard de

Pierre Suard. L'ancien PDG est accusé d'avoir fait payer par Alcatel des travaux effectués dans ses domiciles de Boulogne et de Neuilly (Hauts-de-Seine). A elle seule, la sécurisation de ce dernier logement aurait coûté 4 millions de francs à différentes sociétés du groupe. Devant le tribunal, Pierre Suard avait fait valoir qu'il était de l'intérêt de l'entreprise de préserver la sécurité de son dirigeant. Frédéric Campi, pour sa part, estime « que le coût de ces prestations est sans commune mesure avec l'enjeu », et que « la prise en charge de ces travaux constitue un abus de biens sociaux ».

Estimant que le montant des sommes détournées par Pierre Suard justifie une sévérité accrue, le substitut a créé la surprise en requérant dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis contre l'ancien dirigeant, accusé d'avoir détourné 2 millions de francs. Le magistrat estime en effet que la justice fait preuve d'une « timidité répressive » devant la délinquance financière.

« Aujourd'hui, il est essentiel de mettre en place un système qui permette de poursuivre ces infractions, et donc de rester dans le régime actuel de prescription de l'abus de biens sociaux », qui débute au jour où les faits sont découverts. « Si les juridictions répressives ne donnent pas aux abus de biens sociaux et aux détournements de fonds la gravité qui est la leur, nous aurons toujours une multiplication de ce type de faits », a expliqué le magistrat. Frédéric Campi a demandé au tribunal « d'appliquer, par là même, une jurisprudence de droit commun ».

Cécile Prieur

A Issy-les-Moulineaux, un vaste squat embarrasse pouvoirs publics et EDF

Soixante familles d'origine africaine jugées indésirables sont installées dans un immeuble où l'électricité a été coupée. L'audience de référé a été repoussée au 23 mai.

EN MONTANT, le 4 février, sur le toit d'un des immeubles du 142, avenue de Verdun, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), Frédéric Probel pensait simplement s'acquiescer d'une des tâches les moins agréables de son travail d'agent d'EDF. La police avait été dépêchée sur les lieux. Les occupants de cet immeuble, avait-il entendu dire, étaient des squatters « sans doute dangereux et qui avaient accumulé suffisamment d'impayés pour qu'on leur coupe l'électricité ». C'est en pénétrant dans l'immeuble que Frédéric Probel s'est rendu compte que la réalité était un peu différente. Dans ces bâtiments du début du siècle, propriété de l'Office public départemental (OPDHLM) des Hauts-de-Seine, plus de soixante familles d'origine africaine s'étaient installées, pour certaines depuis l'automne 1996. Comment avaient-elles appris l'existence de ces immeubles pramis à démolition ? Elles évoquent évasivement le « téléphone africain » et l'entraide communautaire. Dès leur arrivée, elles se sont lancées dans des travaux de restauration. A la mi-janvier, quelques-unes ont obtenu la remise en service des compteurs électriques.

Le 4 février, Frédéric Probel, syndiqué CGT, a donc avisé son supérieur qu'il refusait de couper. Un autre agent a achevé le travail le jour même, mais le refus de M. Probel a brusquement mis en lumière l'existence du squat et a réveillé les solidarités. Des menaces de sanction pour « abandon de poste » ont été adressées à l'agent indiscret et, depuis le 18 mars, un étage de l'agence EDF de Bagneux est occupé par des représentants des familles, des militants de

Droit au logement (DAL) et des salariés CGT et FO d'EDF. Tous réclament le rétablissement de l'alimentation dans l'immeuble et l'abandon des sanctions contre l'employé.

Pour EDF, qui a fait de la lutte contre la pauvreté l'un de ses arguments de communication, cette mauvaise publicité tombe mal. Quant aux autres parties embarquées dans l'histoire, le maire d'Issy-les-Moulineaux et député (UDF) des Hauts-de-Seine, André Santini, l'OPDHLM et la préfecture, elles se renvoient ouvertement la responsabilité de ces familles tombées du ciel.

Hervé Bolze, directeur de cabinet de Patrick Balkany, toujours président de l'OPDHLM, entend « utiliser les voies judiciaires et aucune autre ». Si l'électricité a été coupée c'est bien à sa demande, dit-il, en application d'un arrêté d'insalubrité « irrémédiable », interdisant l'habitation, pris le 29 janvier par le préfet des Hauts-de-Seine. L'arrêté fait notamment état d'une « cote d'insalubrité élevée » d'un « risque d'intoxication par le plomb » et d'une installation électrique « non sécurisée ».

AVALANCHE ADMINISTRATIVE

L'arrivée des squatters a effectivement déclenché une avalanche administrative. L'enquête sanitaire demandée par l'Office public départemental a débouché sur la décision du préfet, qui a elle-même motivé la décision de coupure de l'agence EDF. L'Office a assigné en référé les occupants de l'immeuble dès le 6 février et déposé, dans la foulée, une demande de permis de démolir qui n'a pas encore abouti. L'audience de référé a finalement

été repoussée au 23 mai. « En aucun cas, nous ne nous occuperons du logement de ces personnes », précise le collaborateur de Patrick Balkany à l'OPDHLM, qui affirme que « beaucoup sont des étrangers en situation irrégulière ». M. Santini affirme, de son côté, ne vouloir être « ni atout ni obstacle ». Les squatters n'ont « aucun lien avec la ville », dit-il. Quinze ont déposé des demandes de logement à la mairie, mais les dossiers étant incomplets, « aucun logement ne peut être envisagé ».

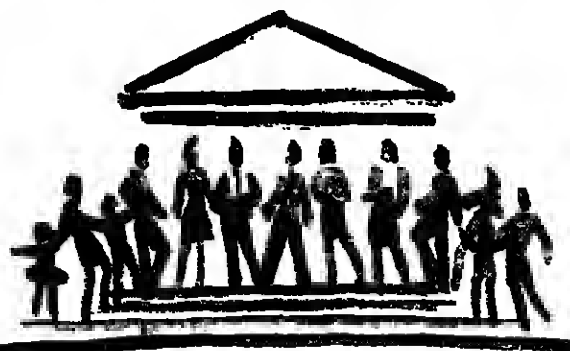
La direction de l'agence EDF de Bagneux se refuse à tout commentaire. La direction générale, pour sa part, précise dans un communiqué que « l'interruption du courant répond exclusivement à une mesure de sécurité prise en application d'un arrêté d'insalubrité ». « Aucun tiers, administrateur ou propriétaire, ne peut exiger la résiliation d'un contrat d'abonnement en évoquant une absence de titre d'occupation ». En revanche, à la demande du préfet ou du maire, la résiliation « s'impose au distributeur » si les installations ne sont pas conformes.

En attendant leur jugement d'expulsion, les soixante familles de l'avenue de Verdun devront donc se passer d'électricité. L'eau est également coupée, le courrier n'est plus distribué. Enfin, selon le maire d'Issy-les-Moulineaux, « la mise en place d'un point d'eau à proximité de l'immeuble contribuerait à maintenir les squatters dans les lieux, en état de danger. Une telle mesure, que les voisins ne comprendraient pas, précise-t-il, ne peut être envisagée ».

Jérôme Fenoglio et Christine Garin

Journées de la Justice

Dans toute la France, les Palais de Justice ouvrent leurs portes les samedi 22 et dimanche 23 mars 1997. Les professionnels de la justice vous y accueillent pour des rencontres, des débats, des visites...

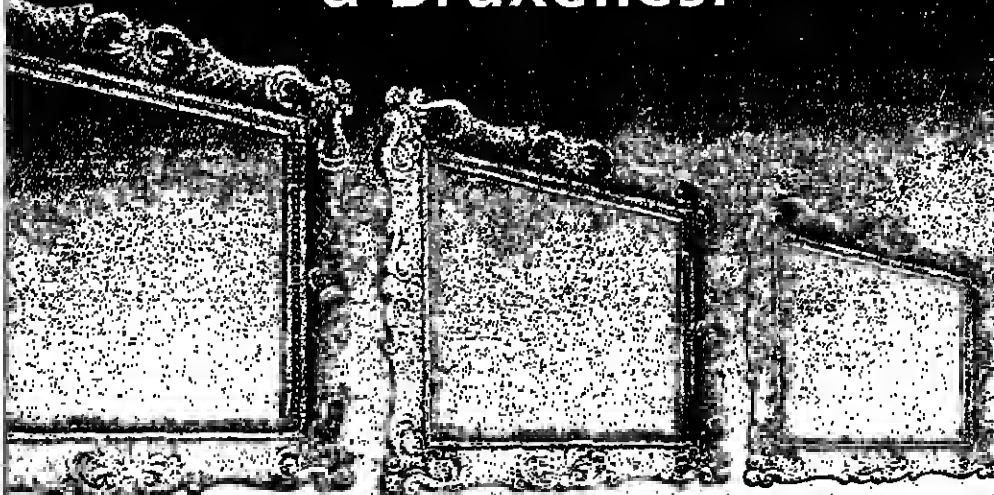


Samedi 22 mars 1997
Dimanche 23 mars 1997

Pour toute information : 01 42 96 31 31
<http://www.justice.gouv.fr>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

1h58 avec Thalys : l'art et la manière d'aller à Bruxelles.



Exposition Paul Delvaux

L'art, c'est à Bruxelles. Du 21 mars au 27 juillet 1997, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique proposent une rétrospective unique de l'œuvre de Paul Delvaux, grand maître de la peinture du 20^e siècle. Alors bien sûr, la manière, c'est Thalys. 1h58 depuis Paris, 14 fois par jour, en toute tranquillité. Sans oublier l'offre spéciale "Delvaux". A l'achat de votre ticket d'entrée à l'exposition (58 F), vous recevez un bon à valoir Thalys*. Sur remise de ce bon dans les gares et les boutiques SNCF, le trajet Paris-Bruxelles ne vous coûte que 300 F** aller-retour en Confort 2 et 500 F** en Confort 1.



* Disponible dans les magasins FNAC de Paris, La Défense, Val de France, Paris 2, Bordeaux, La Marse, Lyon Part-Dieu, Nantes, Orléans, Rennes, Rouen et Tours, au 01 49 82-64 54 ou taping 3615 BILLET (L.23 F la minute).
** Non échangeable, non remboursable. Offre valable dans la limite des disponibilités pour les voyages effectués entre le 21/03/97 et le 27/07/97 et non cumulable avec d'autres réductions Thalys.



هكذا من الأهل

L'académie juge « inopportune » la venue de M^{me} Mitterrand dans une école toulonnaise

TOULON
de notre correspondant
L'initiative prise par le directeur de l'école mixte de La Beaucroix de faire intervenir M^{me} Danielle Mitterrand et M. Fodé Syllo dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme est inopportune. La sentence aurait pu être celle de Jean-Marie Le Chevallier, maire Front national de Toulon qui, en novembre 1996, avait également jugé « inopportune » l'invitation de Marek Halter à la fête du livre. Mais, cette fois, c'est Raoul Darras, inspecteur d'académie du Var, qui justifie ainsi la décision qu'il a prise et qu'il veut strictement administrative.

Le 12 mars, à la lecture de la presse locale, l'inspecteur découvre que la présidente de la fondation France Libertés est invitée, le 21 mars, à rencontrer les 215 élèves de cette école toulonnaise, classée en zone d'éducation prioritaire, pour parler de racisme. Il s'étonne auprès du directeur d'établissement de ne pas avoir été informé et lui oppose le Bulletin officiel du 6 mars, dans lequel il est effectivement précisé que ce type de rencontre ne peut se faire

durant les heures scolaires et doit obtenir l'accord de l'inspecteur d'académie. Le responsable de la Fédération varoise des œuvres laïques trouve dans l'urgence une solution de repli : M^{me} Mitterrand et M. Syllo seront reçus, toujours durant les heures scolaires, dans une salle paroissiale du quartier mise à leur disposition.

« LIEU SACRÉ »

L'inspecteur d'académie n'avait-il pas la possibilité de trouver un arrangement pour que cette rencontre ait lieu dans l'école ? « Nous sommes toujours sous le régime du plan Vigipirate », lance-t-il comme argument. Argument souvent avancé ces derniers mois par la municipalité toulonnaise pour refuser des salles à des associations qui ne lui sont pas assez proches. « Toulon est donc une situation sensible », précise d'ailleurs M. Darras, qui nie avoir subi une quelconque pression de la part de la mairie.

Jean Moura, maire adjoint à l'éducation, s'est pourtant inquiété auprès des services académiques de la légalité de cette réception

« dirigée de toute évidence contre la mairie de Toulon ». « Tout ce qui est fait ici contre le xénophobie ou le racisme est fait contre la municipalité », dit l'élus. Aujourd'hui, M. Moura se « félicite de la position de M. Darras » face à « ce genre de provocation au sein d'une école qui est un lieu sacré, à maintenir hors des questions politiques ». Le maire adjoint se plaît à rappeler : « Je suis un ancien principal de collège et je peux dire que je passe bien auprès de l'inspecteur d'académie ». En novembre 1996, M. Moura avait pris l'initiative de demander à tous les principaux de collège le détail de leurs effectifs par classe et le nombre d'élèves toulonnais de plus de seize ans. Peu de principaux avaient répondu.

L'inspecteur d'académie voit dans la décision concernant M^{me} Mitterrand une « manière de ménager les uns et les autres, en permettant un débat avec les enfants à l'extérieur de l'établissement, ce qui est important pour cette école inscrite dans le cadre d'une zone d'éducation prioritaire et du contrat de ville ». Un contrat de ville d'ailleurs remis en cause par la mairie qui avait fait savoir, dès novembre

1995, qu'elle réduirait son engagement de moitié. « Je ne voulais pas des associations qui font de la préférence étrangère ou qui ont dans leurs statuts la lutte contre le racisme ». Les élus frontistes avaient même modifié une des phrases-clés justifiant les actions de ce contrat de ville : « Organiser une action pédagogique auprès de tous les publics français ». La préfecture n'a pas cru bon de relever cette anomalie.

De son côté, mardi 18 mars, la Maison de l'étudiant, récemment passée sous le contrôle de la mairie, a accueilli une journée nationale contre le racisme « afin de montrer notre intérêt à agir contre le racisme en général, et le racisme anti-français en particulier ». Cette manifestation organisée par le Renouveau étudiant varois, « une association pour défendre les étudiants français », a fait l'objet de larges distributions de tracts à l'université. Les services académiques ou rectoraux ne s'en sont pas alarmés.

José Lenzini

Les manifestations continuent contre la prochaine carte scolaire

LES PROTESTATIONS contre les suppressions de postes prévues par la carte scolaire à la rentrée 1997 se poursuivent depuis deux mois et vont s'amplifiant. Mercredi 19 mars, plus de 500 personnes ont manifesté à Roanne (Loire) pour dénoncer la diminution des moyens accordés au département, soit quarante postes supprimés, tandis que des parents d'élèves et des enseignants occupent l'inspection depuis le 13 mars ; à Tarbes (Hautes-Pyrénées), 700 personnes ont défilé dans les rues aux cris de « Halte à la casse, touche pas à ma classe » ; à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), parents d'élèves et enseignants ont installé une classe en plein air. Pour sa part, Marcel Duhamel, directeur des écoles du ministère affirme que « jamais, depuis Jules Ferry, il n'y a eu autant de maîtres par rapport au nombre d'élèves ».

DÉPÊCHES

■ **DROGUES** : 2,5 tonnes de cannabis ont été saisies sur un bateau venant du Maroc, le 14 mars dans le port de Marseille (Bouches-du-Rhône), par les douaniers. La drogue était dissimulée à l'intérieur d'un camion citerne, contenant de l'huile d'olive marocaine, qui avait été embarqué sur le navire à Casablanca. Le camion, convoyé par deux ressortissants tchèques, devait se rendre en République tchèque.

■ **VIOLENCE** : la voiture de Jean-Pierre Bosino, maire communiste de Montataire (Oise), a été incendiée devant son domicile dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 mars, alors qu'il venait de présider un rassemblement contre la violence. M. Bosino, qui s'est déclaré « choqué mais pas terrorisé et toujours aussi déterminé », venait d'annoncer qu'il envisageait de priver du bénéfice de certains services municipaux les auteurs d'actes de vandalisme reconnus coupables par la justice.

■ **SÉCURITÉ ROUTIÈRE** : 474 personnes ont été tuées dans des accidents de la route en janvier, soit 24,3 % de moins qu'en janvier 1996. C'est la première fois que le nombre de morts sur les routes tombe sous la barre des 500 pour un mois. Sur les 12 derniers mois, le nombre des tués s'établit à 7 928, soit une amélioration sensible, la barre symbolique des 8 000 tués étant franchie pour la première fois.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Brigitte et Bernard
ETLICH-GODELIER.
Cyril et Aline ETLICH-
IER, Isidre et Julia RAMIREZ,
sont heureux de vous annoncer la naissance de leur fille et sœur

Béatrice Cerise Paola,

le vendredi 14 mars 1997.

42, avenue du Général-de-Gaulle,
94700 Maisons-Alfort.

— Amélie, Victor et Simon,
font part de la naissance de

Marie-Louise FONTAINE,

le 12 mars 1997, à Lisieux.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Décès

Jean-Paul DURAND,
lieutenant-colonel,
chevalier de la Légion d'honneur,
est décédé le 17 mars 1997.

Une messe sera célébrée le vendredi 21 mars, à 11 heures, à la chapelle de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce.

Obsèques samedi 22 mars, à Brantôme (24). Messe à 10 heures, en l'église, inhumation au cimetière.

De la part de sa famille,

— M. Jean-Pierre Francillon,
M. et M^{me} Jacques Francillon,
M. et M^{me} Claude Francillon,
et leurs enfants,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès, le 18 mars 1997, de

M. Camille FRANCILLON,
ancien bachelier de la Haute-Savoie,
ancien conseiller municipal d'Annecy,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Annecy, le samedi 22 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre.

— M. Georges GUSDORF,
Florent et Anne GUSDORF,
André, François, Antoine et Laurence,
Nicolas et Monique GUSDORF,
Raphaël, Laurent et Veronique,
Anne-Lise et Jean-Pierre Volmer,
Lucie, Thomas et Sophie,
Pierre et Martine GUSDORF,
Vincent, Maxime et Aurélien,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Simone GUSDORF,
née LE BRETON,
professeur agrégé de lettres,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 16 mars 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 22 mars, au cimetière d'Arcachon, dans l'intimité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

67000 Strasbourg.
53115 Pyla-sur-Mer.

— M^{me} Maurice de Libera,
son épouse,
M. et M^{me} Alain de Libera,
ses enfants,
Maximilien et Clémence,
ses petits-enfants,
M^{me} Rose Galin,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice de LIBERA,

survenu, le 14 mars 1997, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 19 mars, dans l'intimité familiale.

5, allée d'Orléans,
92200 Neuilly-sur-Seine.
18, rue Saulnier,
75009 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

— M^{me} Yvonne Mamberi,
sa sœur,
M^{me} et le docteur Jacques Monfray,
ses sœur et beau-frère,
Ses neveux et nièces.

Les familles Maury, Mamberi,
Monfray, Pfundel, Kiefer, Goudon,
Dameron, Carraz,
ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne MOATY,
« Pomme Fleuri »,
Enseignante honoraire,
ancienne commissaire
des Éclaireuses de France,
présidente du Club de l'âge d'or
de Paris-15^e,

survenue, à Verneuil-sur-Avre, le 18 mars 1997.

« Je suis prête, le fleuve a atteint la mer »,
Khalil Gibran.

Inhumation dans l'intimité familiale, à Verneuil.

Une réunion œcuménique est prévue au Foyer de Gravelle, ultérieurement.

— Albert MERMOUD,

éditeur,

s'est éteint à Lausanne, le 18 mars 1997.

14, avenue Florimont,
1006 Lausanne (Suisse).

— Le président de l'Institut Curie,
Le directeur de la section recherche,
Le directeur et le personnel de l'unité
recherche 176 CNRS/IC,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur
collègue et ami

Michel MOMENTEAU,
directeur de recherche au CNRS,
survenu le 17 mars 1997.

Les obsèques religieuses auront lieu le
vendredi 21 mars, à 15 h 45, en l'église
Saint-Etienne d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes.

Conformément à sa volonté, les personnes qui le souhaitent peuvent effectuer un don pour la recherche contre le cancer ou à l'ANCRE, association œuvrant dans le cadre de soins palliatifs à l'hôpital de la Cité universitaire.

— Golda Sauphar,
son épouse,
Antoinette Ashworth
et Raymond Sauphar,
ses enfants,

Ainsi que leurs conjoints,
Daniel et Maryse,
Catherine et Elizabeth Ashworth,
ainsi que leurs conjoints,
Henry et Marie-Agnès Sauphar,
ses petits-enfants,

François Pierrat-Ashworth,
son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Roger SAUPHAR,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

Médail of Freedom,
membre de l'Institut Charles-de-Gaulle,

survenu, le 11 mars 1997, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Selon son vœu, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

45, bd Saint-Jacques,
75014 Paris.
3, rue Ballu,
75009 Paris.
4, rue Edmond-Roussel,
75014 Paris.

— La famille et les amis de

Charles SCHARR,
officier de l'ordre national
du Mérite,
avocat honoraire,

ont la douleur de faire part de son décès,
le 19 mars 1997.

La cérémonie religieuse aura lieu en la
basilique Notre-Dame-de-Bonne-Garde
de Longpont-sur-Orge, le lundi 24 mars, à
10 heures.

Les condoléances seront reçues sur
registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Guy-Moquet,
91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

— M^{me} Huguette Serbource,
Catherine et Christine,
Lucas,
son petit-fils,
Et sa famille,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Philippe SERBOURCE,

le 16 mars 1997, à l'âge de soixante-
quatre ans.

106, rue de la Folie-Méricourt,
75011 Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— Les amis de Philippe,
Les fidèles de l'auberge « Chez
Philippe »,
ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe SERBOURCE,

homme de cœur.

Remerciements

— Yves Maryvonne
et Yvonne-Lucie Davidsoo,
profondément touchés des marques de
sympathie que vous leur avez témoignées
lors du décès de

Yvette

CARLU-DAVIDSON,

vous prient de croire à toute leur gratitude
et vous adressent leurs sincères remercie-
ments.

— Soussie Paris, Natanya.

Les familles Cohen-Visco,

Levy, Zeitoun et Habib,

remercient tous ceux qui se sont associés
à leur peine pour le décès de leur très
chère

Marie COHEN-VIDISCO,

née Habib.

Les prières du mois auront lieu à la syn-
agogue du séminaire israélite, 9, rue
Vauquelin, Paris-5^e, lundi 24 mars 1997,
à 19 h 30.

Anniversaires de décès

— « Je me souviens... »

Il y a un an.

Maurice METAYER

quitte les siens.

Il est toujours dans le cœur de sa fa-
mille, de ses amis, de ses collaborateurs.

— Le 20 mars 1989, disparaissait

France POUMIRAU.

Souvent, nous pensons à elle.

« Je suis auprès de vous...
Mais moi je marche
dans les vents du monde »,
Rainer Maria Rilke.

Séminaires

— Dans le cadre du séminaire « Actualité ou incantation du judaïsme », l'Association des amis de Passages et la revue Passages organisent une soirée-débat sur le thème :

« De la loi au loi, anniversaire du Grand Sanhedrin ».

Le mardi 25 mars 1997, 20 heures,
dans les locaux de la revue Passages.

Autour d'Emile Malet et de la rédaction de Passages, avec Charles Melman, Philippe Luzzo, le grand rabbin de France, Joseph Shink, le recteur de la Mosquée de Paris, Daniel Boubakeur, Gérard Leclerc, éditeur de la presse catholique, les professeurs Danièle Lochak et Olivier Reuvenit d'Alloues, Harry Cassano.

Réservation et inscriptions au :
Tél. : 01-43-86-30-02.
Fax : 01-44-23-98-24.
La revue Passages : 17, rue Simone-
Weil, 75013 Paris. (Accès par le 79-83,
avenue d'Ivry, 75013 Paris.)

Expositions

19-1941, UNE JOURNÉE
EN ENFER - LE GHETTO
DE VARSOVIE

Jusqu'au 30 mars 1997
Du mercredi au dimanche, de 9 heures
à 17 h 30. Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation, Lyon-7.
130 photographies prises illégalement, qui fixent à jamais les scènes bouleversantes du ghetto.

Communications diverses

— Dimanche 23 mars 1997, à 20 h 30 :
concert de musique classique avec
Sarah Inoué au violoncelle et Michaël
Inoué au violon.
P.A.F. au Centre communautaire de Paris,
5, rue de Rochechouart, 75009 Paris,
métro Cadet. Réservations au 01-49-95-
95-92.

— Mercredi 26 mars 1997, à 20 h 30 :
Leçon biblique d'Elie Wiesner, prix
Nobel de la paix. « La fille de Jephté ou les
pétals du pouvoir ».

Dans les salons CAP 15 (Les grands
espaces Schœl, 1-13, quai de Grenelle,
Paris-15^e, métro Bir-Hakeim).

P.A.F. : Centre communautaire de
Paris. Réservations au 01-49-95-95-92.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75002 Paris Cedex 05

Renseignements :

01-42-17-29-94

ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 01-42-17-21-26

Tarif de la ligne H.T.

Tauxes réductions : 108 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Thèses étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont

facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

مكتبة العالم

CONCOURS Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, ainsi que Corinne Lepage, ministre de l'environnement, ont assisté, mercredi 19 mars, à la remise

du palmarès national des villes et villages fleuris décerné par le Comité national pour le fleurissement de la France. Cette compétition annuelle, à laquelle participent un tiers

des communes françaises, incite les élus à agir sur l'ensemble du cadre de vie de leurs administrés. ■ **MOUTIERS-EN-BEAUCE**, village de 207 habitants, veille à son fleurissement,

aussi bien que Vénissieux, qui tente ainsi d'améliorer son image de cité « difficile ». ■ **LES COLLECTIVITÉS LOCALES** ont dépensé, en 1996, 16 milliards de francs pour l'environnement, dont 1 milliard pour le seul fleurissement. ■ **LE CADRE DE VIE** fait désormais partie des éléments développés par les municipalités pour attirer les entreprises.

L'embellissement des villes devient un enjeu économique

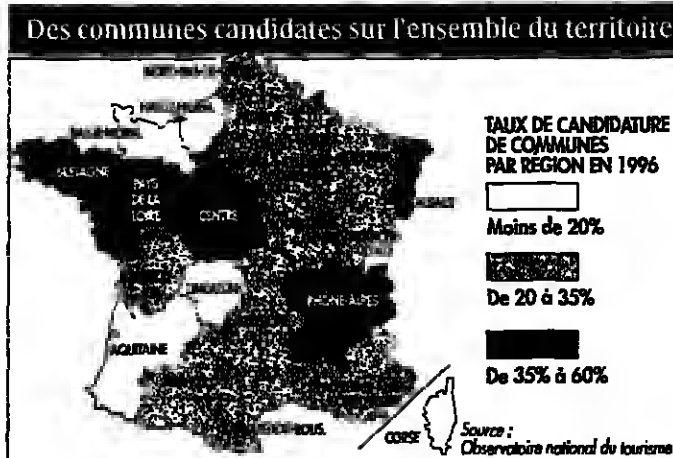
Le traditionnel concours des villages fleuris permet de mesurer la qualité de l'environnement et du cadre de vie des 10 000 communes qui y participent. Les collectivités locales y sont de plus en plus attentives

MOUTIERS-EN-BEAUCE de notre envoyé spécial
Bourgade de 207 habitants et de 2 200 hectares, Moutiers-en-Beauce, à une trentaine de kilomètres de Chartres, se love autour de son église. Pas de commerce, pas de boulangerie, pas de drugstore du rural - qui sont un peu les centres de vie des communes de la France profonde. Un hameau presque, mais tapé plus qu'assorti au cœur des riches terres à blé beauceronnes, qui peut s'enorgueillir d'être le village le plus fleuri de la région Centre : label « quatre fleurs » depuis 1992 ; en 1995, le Grand Prix national de fleurissement. Les Moustériens ne sont pas fiers de cette distinction, à

commencer par le maire Jean Billard (div.) et le garde champêtre Lionel Pichard : rue des Trois-Fleurs, rue des Troènes, rue de la Garenne-Flenrie... Le ton est donné si, par mégarde, l'on a raté les plaques à l'entrée du village qui annoncent le palmarès.
« Tout a commencé en 1960, explique le maire, à l'initiative de Paul Connay, conseiller municipal qui a eu l'idée de fleurir le devant de sa maison, puis toute la rue. Petit à petit, l'idée plaisante a gagné, par émulation, les voisins, puis la municipalité. Depuis on ne s'est pas arrêté. Mais il nous faut trente-cinq ans de travail suivi, de ténacité, pour arriver, avec peu de moyens, à ce top niveau où nous entendons, bien sûr, nous maintenir. »

Moutiers est le premier village d'Eure-et-Loir à obtenir le label « deux fleurs » en 1961. Il attendra dix ans pour gagner celui des « trois fleurs ». « En 1986, raconte M. Billard, grand chambordeur : les choses sont prises en main par Lionel, le nouveau garde champêtre, avec qui, depuis mon élection au poste de maire, je travaille en parfaite collaboration. En ce qui concerne le fleurissement, il a les pleins pouvoirs. » Apparemment, Lionel Pichard, dit Nono, la cinquantaine, ancien chef

d'atelier en menuiserie métallique, qui s'occupe aussi du ramassage scolaire, est de taille à les assumer, lui qui s'est formé sur le tas à passer ses loisirs à bouquiner des brochures d'horticulture et a reçu le prix du meilleur jardinier de France et, en 1996, la médaille d'argent du département.
GOÛTE-À-GOUTTE
Il veille maniaquement à la propreté du village, bine, sarclé, désherbe, répand les engrais, taille, imagine les compositions florales. Les photos exposées à la mairie en témoignent : en été, le bougroule sous les fleurs, savamment disposées en bouquets, sur de minuscules parterres, le long des façades des maisons. « Notre fleurissement est linéaire, avec des plantations de pleine terre. » L'arrosage, fastidieux, a été amélioré en 1989, par le goutte-à-goutte. « Nous avons posé 2,5 kilomètres de tuyaux, enfouis sous terre, qui nous font faire une énorme économie de temps, d'eau et d'argent », dit-il encore avec un brin de satisfaction. La commune a peu de moyens, mais consacre 15 000 francs annuels à son fleurissement, aidé en cela pour moitié par le comité des fêtes. Chaque habitant donne ce



qu'il peut, environ 150 francs par an. Lionel Pichard s'occupe de tout, donne un coup de main pour conseiller et entretenir les jardins privatifs des « anciens ».

Roses, géraniums, tulipes, impatiens, ceillests, etc. Sans oublier les haies d'ifs et de troènes qui courent, superbement taillées, le long des murs. Ils font la gloire du village, qui, en saison, reçoit des centaines d'admirateurs. M. Pichard est fier de l'embellissement en arceaux de la mare communale, réalisée l'année dernière et des somptueux ifs qui

tous les quartiers. Certains maires sont conscients que le fleurissement fait partie des équipements sociaux de première nécessité, qui n'impliquent pas une augmentation des budgets. M. Maugey entend donner une nouvelle impulsion au Comité, lui faire perdre son côté « petites fleurettes ringard » : « Il s'agit de mieux fleurir plutôt que de fleurir plus et, surtout, en tenant compte du critère d'environnement, de faire comprendre qu'il n'y a pas de politique de fleurissement sans mise en valeur de la ville. »

Le concours des villes et villages fleuris touche près d'une commune sur trois. En 1996, 10 567 communes y ont participé. Les maires sont incités par le comité à valoriser le cadre de vie quotidien de leurs administrés, notamment dans les quartiers en difficulté, 100 communes sont titulaires du label « quatre fleurs ». 60 d'entre elles ont le Grand Prix national, et 9 départements ont reçu le trophée du département fleuri. Sur les 16 milliards de francs dépensés l'année dernière par les communes pour leurs espaces verts, 1 milliard a été consacré au fleurissement proprement dit.

Ab Habib

Le palmarès 1996 des villes et villages fleuris

Communes promues grand prix national : Forest-l'Abbaye (Somme), Le Rhen (Ille-et-Vilaine), Martignes (Bouches-du-Rhône), Rongegontte (Territoire-de-Belfort) et Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Trophée du département fleuri : Bas-Rhin et Côtes-d'Armor.

Les pelouses contre le chômage

Il y a trente ans, quand la croissance affichait des taux à deux chiffres, la force d'une ville se mesurait en termes d'usines nouvelles avides de main-d'œuvre, de

ANALYSE
Demain, la qualité vaudra autant que la quantité, et la forme que le fond

zones d'activités couvrant des centaines d'hectares ou de ports accessibles aux pétroliers géants. C'était l'âge d'or de la Datar, qui arbitrait entre les projets prestigieux et massifs qu'elle avait dans ses cartons : 1 000 emplois pour La Rochelle, une usine d'automobiles pour remédier aux pertes d'emplois du bassin charbonnier du Nord, des terrains en vau-tu, en-vollà dans les plaines alluviales des estuaires de la Seine, de la Loire, de la Gironde ou à Fos !

Ensuite vint l'ère des technopoles, des centres de recherche et des universités. La métropole qui n'avait pas ses experts en haute technologie, ses terminaux d'ordinateurs, ses sociétés de service planétaires, son quartier d'affaires avec tours en verre, ses batteries de laboratoires, serait vite mise hors course. Grenoble et Strasbourg se disputèrent le synchrotron, Nantes et Rennes se livrèrent à une rude bataille universitaire. Plus on mettait de haut diplômés sur le marché, plus le succès et la réputation, localement, semblaient assurés.

Nouvelles techniques, nouveaux besoins : on est passé aujourd'hui

au temps des échanges. Qui n'a pas construit son aéroport international, sa gare de TGV, son complexe autoroutier et multimodal reste de seconde zone. Il faut pouvoir afficher sa place de carrefour, de plate-forme d'éclatement et de redistribution. La géographie triomphe. La région Champagne-Ardenne attend son salut de la plate-forme aéroportuaire de fret de Votry. Le destin de la technopole du plateau de l'Arbois, au nord de Marseille, est lié à la présence d'une future gare du TGV Sud-Est.

Demain, de plus en plus, la qualité vaudra autant que la quantité, et la forme autant que le fond. L'expansion d'une cité dépendra toujours des emplois qu'elle sera capable d'offrir à ses habitants, mais aussi du pouvoir d'en attirer d'autres dans ses murs. Si elle est agréable à vivre, coquette, soignée, soucieuse de son environnement et de son habitat, vivante par l'action de ses élus et de ses associations, une ville n'aura tant d'atouts et de force de rayonnement que si elle est capable de parler puissance financière, rentées de taxe professionnelle, chiffres d'affaires commerciaux ou bancaires.

Des pelouses bien peignées ne remplaceront jamais une feuille de paie, et des jardiniers consciencieux ne peuvent évidemment pas, à eux seuls, être les armes absolues contre le chômage. Mais les territoires (petits ou grands, urbains ou ruraux) bien faits - comme les têtes bien faites - n'ont jamais été un bandicap.

François Grosrichard

LES FRANÇAIS sèment, plantent, toulent huiques, arbrés et arbustes, jouent du sécateur et du râteau pour 30 milliards de francs par an. Ce « marché vert », sensiblement équivalent à celui du sport, progresse chaque année de 3,7 %, selon une étude du cabinet spécialisé France Jardin.

Parce qu'il y a une réelle demande émanant des habitants de la collectivité locale ne sont pas en reste. Les villes consacrent une part croissante de leur budget à leurs parcs et jardins. Ainsi Chartres (Eure-et-Loir) ne saurait attirer 1,5 million de visiteurs chaque année par sa seule cathédrale sans un environnement attractif. Son maire, Georges Le-

moine (PS), l'a bien compris qui consacre 3 % du budget global de la ville - soit 11 millions de francs - aux espaces verts. Originalité : les soixante agents communaux sont intégrés dans un service dont les jardiniers produisent et plantent 300 000 fleurs chaque année.

Orléans (Loiret), elle, consacre près de 6 % de son budget à ses espaces verts et à son fleurissement. « Nous n'achetons aucune plante, tout est produit sur place », précise-t-on à la mairie qui emploie 154 agents à ces tâches sur les 2 200 de la ville.

Prestige ohligé mais aussi demande forte des habitants, le budget de la ville de Paris s'élève à 1,144 milliard de francs - un bud-

get à peu près constant d'une année sur l'autre - pour la gestion d'un patrimoine de 3 000 hectares.

L'école d'horticulture Du Breuil, dans le bois de Vincennes, le centre horticole d'Auteuil et un établissement de production de 44 hectares situé sur les communes de Rungis et de Fresnes (Val-de-Marne) contribuent à l'effort du service des parcs, jardins et espaces verts de la capitale. Depuis 1977, Paris s'est enrichi de 150 jardins, soit 140 hectares de verdure.

Du personnel ouvrier aux professeurs de l'école Du Breuil en passant par le personnel technique et administratif, Paris emploie 2 832 personnes dans ce sec-

teur. Un chiffre révélateur des « emplois verts » ainsi créés par les collectivités en France, quels que soient leurs moyens financiers, en fonction de considérations singulières. Ainsi, à titre d'exemple - le phénomène est visible ailleurs dans la Loire ou dans le Nord-Pas-de-Calais - la ville de Longwy (Meurthe-et-Moselle) a-t-elle mobilisé une nombreuse main-d'œuvre pour planter quelque 300 000 arbres sur les anciennes friches de la sidérurgie. But : casser une image négative, rendre le site accueillant aux futurs investisseurs, séduire le personnel d'encadrement.

Jean Menanteau

Les « trois fleurs » de Vénissieux

et près de 20 millions de francs de budget annuel. Vénissieux, c'est 1 500 hectares, dont 600 d'espaces verts. La municipalité entretient 170 hectares de parcs, de squares, d'abords, d'arbres et de plantations. « C'est un travail permanent, il faut veiller sans cesse sur ce patrimoine », explique François Roux, ingénieur horticole responsable du service espaces verts de la commune.

Avec François Roux comme guide, la visite de Vénissieux, du vieux bourg jusqu'au plateau de la ZUR, est semée de fleurs, de végétaux, d'arbustes. Dans le parc des Minguettes, il montre les premières espèces d'arbres rares du futur arborétum. Les cèdres plantés au moment de la construction des Minguettes ont maintenant

fière allure. M. Roux surveille aussi, de près, ce qu'il appelle « les délaissés », ces espaces en attente d'urbanisation et que son service « végétalise », « pour cocher la tristesse d'un mur ».

LA CRAINTE D'ÉCONOMIES
« Nous cherchons avant tout à diversifier le paysage », souligne-t-il. Ce choix est aussi le fruit d'une contrainte, la nécessité de réaliser des économies, notamment sur l'arrosage : l'eau représente un cinquième du budget de fonctionnement annuel du service.

Selon un récent sondage réalisé par la municipalité, les Vénissiens se sont déclarés, à 87 %, satisfaits de l'environnement et de la qualité de la vie. « Nos efforts

sont très bien ressentis par la population, estime Michel Perret, l'adjoint chargé de ce secteur. Il est essentiel pour les habitants des logements sociaux qui ne disposent pas toujours de balcon de pouvoir profiter de plantations ou pieds des tours. » Mais il craint que la commune, confrontée comme toutes les villes, à de sérieuses difficultés de ressources, ne tienne dans le budget espaces verts : « Certains élus me disent que, finalement, « deux fleurs » suffiraient à Vénissieux. Pourtant, « trois fleurs », c'est important pour l'image de la cité. C'est en juin que le jury des Villes fleuries viendra apprécier sur place.

Bruno Causse

ZZZZZZ

ZZZZZZ

ZZZZZZ

ZZZZZZ

ZZZZZZ

ZZZZZZ

Espace, confort, tranquillité, quinze salons Executive Club Club Europe sont à votre disposition dans les grandes métropoles européennes.

CLUB EUROPE
BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

هكذا من الأول

HORIZONS

REPORTAGE

Les nouvelles victoires de Toulon

LA FRANCE DU FRONT

Fin d'une enquête en quatre épisodes sur une résistante ascension

DANS son appartement de la cité des Célestins, Faïma se balade en robe de chambre et se maque d'une de ses copines qui d'arriver pas à faire ses courses avec 500 francs par semaine. « Tu te rends compte 500 francs ! raconte-t-elle à une voisine. Je lui ai dit qu'elle savait pas se débrouiller. Moi, j'ai trois enfants, je m'en sors avec moins. Elle doit acheter des surgelés. »

Elle sourit, et il lui manque une dent devant. Elle crie, en levant les bras : « Moi, je suis la fierté de la France, faut pas salir mon pays. » Aux Célestins, à Toulon, on a entassé les Arabes et les gitans. « C'est pas Le Pen, ni Le Chevallier, l'actuel maire de Toulon, qui nous ont mis ici en attendant qu'on se mange entre nous. Mais elle sait qu'il y a maintenant danger. Parfois, les « minas », les tout-petits, prennent plaisir à narguer les militants de gauche ou les éducateurs qui font des incursions dans la cité. Ils leur crient : « Front national ! Front national ! », eux, les petits Français enfants d'immigrés. En même temps, ça leur fait du bien aux bémols-out-out, se dit Faïma. « Entre le diable et les anges du diable, je préfère le diable, au fait à qui on a à faire. Les autres sont des faux-culs. Ça fait des années qu'ils font semblant d'être avec nous. Le mensonge, c'est quotidien chez eux, à la fin ils ne s'en rendent même plus compte. Ils ont toujours préféré qu'on tende la main plutôt qu'on se lève. » Elle dit que plus personne ne pourra les arrêter, elle et ses copines. « Le peuple s'est réveillé ! », plaisante-t-elle.

Un jour, Faïma et ses voisines « analphabètes » se sont décidées. « Les hommes politiques nous donnent des missions, on est dans la merde et on ne veut même pas qu'on lo ramasse nous-même. Moi, j'ai peur pour mes minas », dit-elle. Les militants de quartier se contentent d'avoir « autorisé sur nous les illettrés, de nous faire baisser les bras. En attendant, ce ne sont pas eux qui ont les gamins qui traînent en bas de la cité, le dos au mur en train de fumer. » Faïma et ses voisines n'ont rien demandé. Rédiger les statuts de l'association leur a pris trois mois. « On ne savait rien, on avait l'impression d'accoucher. Après, on était fières, on a fait le tour de Toulon, avec nos papiers. On disait : regardez, on a notre association ! » L'association s'appelle « SOS HLM ».

Dans la cité, qu'ils soient gitans ou Maghrébins, certains habitants n'ont pas échappé à la tradition de s'inféoder au nouveau pouvoir en place à la mairie. « Du temps de l'ancienne mairie, c'était déjà comme ça. Certains ont des emplois communs, ils se sentent obligés de prendre leur carte pour garder leur place », explique une voisine de Faïma. Faïma pense qu'on n'a « pas le droit de se vendre pour un bout de pain », alors elle les engueule. « Faut pas oublier ce qu'ils ont fait dans les années 40 ! », leur dit-elle. « Il y a des familles qui ont vu le FN gagner les élections. Pour elles, c'était naturel de prendre sa carte FN pour l'appartement. Quand vous ne savez même pas que vous avez le droit de garder votre logement en HLM quand le maire change, que c'est un vrai droit, qu'est-ce que vous faites ? » Faïma dit : « Moi, personne ne m'a réveillée. Ma conscience est née toute seule et maintenant, je découvre qu'on a plein de droits. » Et elle éclate de rire : « C'est incroyable, tous les droits qu'on a ! » Elle appelle les ministères, va dans les administrations, fait le siège des huissiers à la préfecture. Elle répète la même chose : « On a des droits, pourquoi vous ne nous les dites pas ? » Un huissier lui aurait répondu un jour, assez amusé : « Parce que ça ferait longtemps qu'on aurait mis la clé sous la porte. »

A la mairie, Jean-Marie Le Chevallier reçoit dans son bureau et sirotant une bière. Sur le mur, une peinture représente le port de Toulon avant la guerre, avec ses façades provençales et colorées. « C'était comme Saint-Tropez avant le bombardement des Alliés », regrette le Breton exilé. C'est vrai qu'il y a des adhésions FN dans les cités et chez les communaux. « On dit qu'il y avait 700 adhérents sur nos 3 400 agents », croit savoir le maire. Quant aux Toulonnais d'origine immigrée, le maire s'arrondit : « Moi, j'aime les gens, je souhaite

que les gens soient heureux. On vient tous de quelque part. Ce qui est angoissant, c'est le nombre. » Les Français d'origine immigrée, Jean-Marie Le Chevallier les appelle « les bi-nationaux » : « Je cherche à leur faire savoir ce que nous sommes. On nous présente comme des affreux alors que notre discours n'est pas dirigé contre eux, mais contre les politiques d'immigration depuis 1974. » En même temps, ces « immigrés » il faut bien les « inciter à respecter nos usages et les assimiler. C'est évidemment bien difficile. » Le maire explique que, quand vous avez « les effets conjugués du déracinement, de la misère, de la difficulté d'un refus de s'assimiler »,

« Nous, les commerçants, si on n'avait pas les Arabes, qui sont restés dans le centre, on mettrait la clé sous la porte »

n'importe quelle exacerbation par des éléments extérieurs est possible. « La révolution iranienne s'est faite depuis la banlieue parisienne. Alors maintenant, avec les paraboles... »

« A force d'avoir tiré sur le centre-ville, ils ont réussi à le tuer », résume un patron de café-PMU du cours Lafayette, la grande rue historique du Front national avaient incendié ces quartiers. On y avait dénoncé pêle-mêle le marché - quotidien - car on y voyait un « souk », une grande insécurité, une « invasion » d'immigrés. La mairie a réussi à chasser plusieurs vendeurs africains. Mais les cours de l'immobilier ont chuté, le Palais des congrès a un « problème d'image » pour ne pas dire de faillite.

« Il y a encore deux ans, les gens de tous les quartiers venaient dans le centre, raconte le cafetier. Ils ont réussi à contaminer les esprits. Les Toulonnais ont sans doute peur. Nous, les commerçants, si on n'avait pas les Arabes qui sont restés dans le centre, on mettrait la clé sous la porte. » Le patron de bar estime la

chute de son chiffre d'affaires à 10 % en un an. Le Front national a gagné. La ville s'est partagée. Il reste les immigrés dans le centre. Ce qui confirme les convictions de Victor, propriétaire d'une boutique de bricolage et « électeur actif » du Front national : « Dans trois ans, ils vont tenir tout le quartier. C'est la preuve que le Front avait raison. » Victor pense qu'avec « tous les enfants qu'ils font », ils seront majoritaires en France en 2010. « C'est mathématique, le pays sera comme aux Etats-Unis. Il y aura des villes françaises et d'autres musulmanes. Si ça se trouve, nous, on sera à Cannes et eux, resteront à Toulon. »

SUR le plan de la gestion municipale, il a fallu s'habituer à voir l'Association des amis des chats encouragée financièrement et la Fédération des œuvres laïques ou Aïdes mis à l'index. Un tarif réduit pour les chômeurs et RMistes a été institué, les maisons de quartier et le travail de proximité ont été développés. La grande affaire de la mairie est de convaincre aujourd'hui qu'elle

peut, sur un simple coup de fil, remplacer une dalle d'égoût, nettoyer des gravats ou réparer un éclairage public.

A son arrivée au pouvoir, l'équipe du FN semble d'avoir fait aucune distinction ethnique pour attribuer deux cents logements qui étaient vacants, si l'on en croit les associations. De même, lorsque la structure d'animation de la ville a été remplacée par la « Jeunesse Toulonnaise », dirigée par la femme du maire, Cendrille Le Chevallier, conseillère municipale, le personnel socio-culturel n'a pas été aussi malmené qu'on pouvait s'y attendre. Des animateurs de quartier maghrébins ont été maintenus, ce qui posait des problèmes chez des

demiers. « Fallait-il continuer à travailler dans l'intérêt des quartiers ? », se sont interrogés certains. D'autres se sont déculpabilisés en disant : « Oui, je travaille pour le Front national et je vous en remercie. »

Aujourd'hui, il est de moins en moins facile de distinguer la vie publique de la vie politique. Le siège du FN est adjacent à la mairie, le Renouveau étudiant, organisation du FN, emprunte le siège de la ville. Les comités d'intérêt local, officiellement des lieux de rencontre des habitants des quartiers, semblent « travaillés » par des militants. Difficile aussi de séparer la vie de famille de la vie municipale puisque

les épouses du maire et d'un adjoint sont, elles aussi, élues. Plusieurs enfants d'élus sont entrés dans les cabinets d'autres élus. L'équipe au pouvoir demeure cependant très réactive à son opinion locale. Une hausse brutale des tarifs de cantine mal ressentie et la municipalité recule. « Il faut reconnaître qu'on est un peu désemparé. La ville était tellement en faillite que, petit à petit, ils sont en train de la faire fonctionner, tout le monde trouve ça déjà extraordinaire », reconnaissent leurs adversaires. L'enjeu semble ailleurs. Il y a une autre prise de pouvoir du Front national : elle est dans la rue.

Brigitte, âgée de 18 ans, écoute un de ses copains lui raconter qu'il ne faut pas avoir peur : « Attends, on est encore en démocratie. Dépose plainte. » Elle a fait comme de nombreux jeunes aujourd'hui à la sortie du lycée. « J'ai décollé une affiche toute fraîche du FN - Y a des périodes où ils collent tous les deux jours -, j'ai entendu une voiture arriver sur le trottoir derrière moi, un mec m'a bousculée et o fappé mon copain en disant : "Toulon, c'est Toulon, c'est une ville FN. Des fascistes, si voulez en voir, vous allez en voir." »

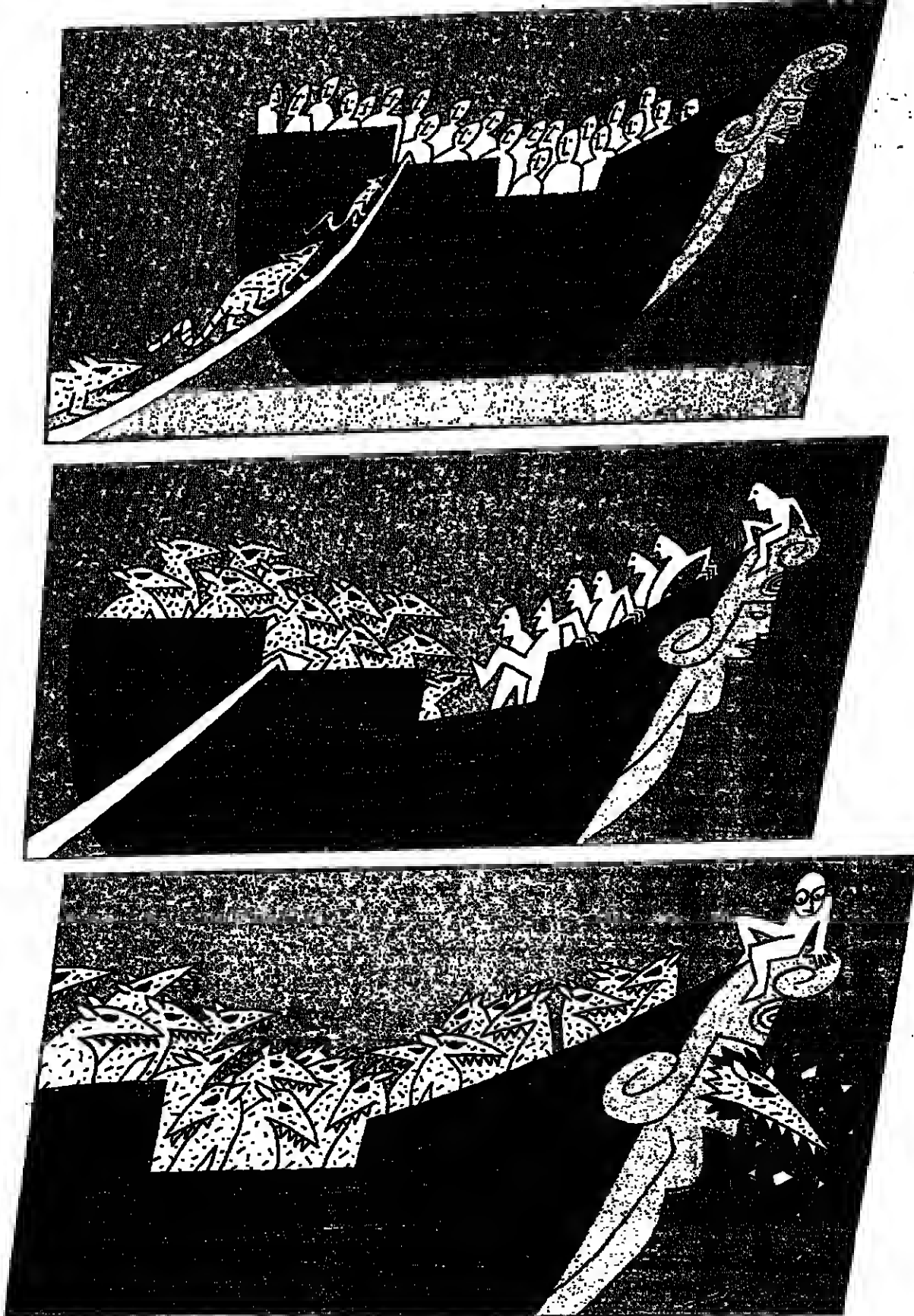
Au début du mois, dans les mêmes circonstances à la sortie d'un autre lycée, trois jeunes ont reçu à la figure un produit contenant de l'ammoniaque. Sur la plage du Mourillon à Toulon, on a ajouté sur la pancarte « Plage interdite aux chiens même tenus en laisse » le mot « Arabes ». Il est courant d'entendre certains fustiger des hommes ou des femmes maghrébins qui se retrouvent et discutent sur le marché : « Regardez-les, ils prennent toute la place. » Un tabou a été levé depuis la victoire aux municipales. « Dans les bus, à la caisse d'un supermarché, on entend des choses hallucinantes. Les gens en sont arrivés à dire : "Il faudrait les tuer". » L'annonce de nombreux Toulonnais. Samira, elle, attendait son tour dans un fast-food, ses enfants sont venus la rejoindre quand une femme derrière elle s'est écriée : « Ben, quand y a de la gène, y a pas de plaisir. » Samira lui précise que ce sont ses enfants quand la femme lui jette quatre mots et un regard : « Espèce de sale juive. » « J'étais complètement interloquée. Je lui réponds : "D'abord je suis Arabe mais moi, j'ai des amis juifs et vous vous êtes une fach". Les gens derrière disaient : "Bon, nous on a faim, avancez, on n'en a rien à foutre". La fille du fast-food me suppliait d'arrêter, sinon elle allait avoir des ennuis avec son patron. »

VICTOR, le commerçant, électeur du FN, pense que « si on n'a pas les rationales qu'on a connues il y a vingt ans, c'est que le Front national est bien représenté. Les gens, aujourd'hui, ils peuvent s'exprimer autrement que par la violence ». Samira ne sait plus comment faire maintenant avec les enfants : « Quand je reçois une injure raciste, si je me tais, je leur donne l'image d'une femme qui baisse les bras. Si je réagis, je donne le spectacle de quelqu'un qui se dispute tout le temps. »

Dans son appartement-bureau de « SOS HLM », Faïma s'apprête à organiser son « challenge contre la drogue ». Elle a déjà maté un petit meneur du quartier : « J'en ai fait un meneur du bien : benévole à l'association - et tous ses copains se faisaient de sa gueule -, maintenant il est en formation pour être animateur. » Elle a noué des contacts avec les mères des quartiers nord de Marseille qui luttent elles aussi contre la toxicomanie. Elle fait l'écrivain public, monte des dossiers de formation, ne veut pas de subvention car elle n'a pas « envie d'être une marionnette ».

Depuis peu, des professeurs de lycée lui rendent visite. Les femmes, engagées dans le mouvement de résistance contre le Front national, réalisaient qu'au-delà de Châteauroux, il fallait « être désormais sur le terrain social ». Elles envisagent de recruter des collègues pour donner des cours d'instruction civique, de répondre aux demandes de Faïma. Celle-ci trouve que ce serait bien « un truc sur le Parlement. Expliquer ce que c'est qu'un bordel, avec les législatives l'année prochaine ». Elle fait une dernière recommandation : « N'oubliez pas les filles, trouvez-nous des gens qui sachent nous parler à nous, les illettrés ! »

Dominique Le Guilledoux
Dessin de Sergueï



الحكماء من الأصول

هكذا من الأهل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les couleurs de Paris

LE hasard a voulu que les défilés des collections de prêt-à-porter de l'hiver 1997-1998 coïncident avec la publication des résultats de la société française LVMH, emblématique de l'industrie du luxe. Cette conjonction dissipe le doute qui entourait depuis quelques mois la capacité de la France à tenir son rang en la matière. Revenant au défi de Milan et de New York, Paris reste la capitale de la mode et du luxe.

Cinquante ans après le choc du new-look administré par Christian Dior à une Amérique étourdie par les sacrifices de la guerre, la presse anglo-saxonne a donc signalé avec éclat le retour de la France à ce premier rang que les empires commerciaux avaient menacé de lui ravir. « C'est chic, c'est French », « Romance is back », se sont exaltés respectivement *Newsweek* du 17 mars et *Time* du 24 mars. Après la haute couture en janvier, les présentations de prêt-à-porter, du 9 au 19 mars, ont plus que jamais attiré cette clientèle internationale où japonais et Coréens, nouveaux riches de la planète, se remarquent de plus en plus.

Comment faire sensation, règle numéro un dans ce monde de l'artifice et du spectacle, hautement soutenu par un savoir-faire, mais aussi par des capitaux qui misent sur le succès du show sans oublier la réalité chiffrée des commandes ? A l'heure de la mondialisation et de la délocalisation, Paris a choisi de donner la vedette à des Britanniques. Agé de trente-six ans, John Galiano, après dix ans de carrière

londonienne, a présenté sa dixième collection personnelle et, surtout, la première qu'il signait pour Dior. Tandis qu'un Boscail âgé de vingt-sept ans, Alexander McQueen, prenait sa succession chez Givenchy. Deux personnalités fortes, lyrique pour l'un, brutale pour l'autre, choisies par Bernard Arnault. Au vu des carnets de commande, le patron du groupe LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy) qui contrôle les deux noms, les deux marques et les chaînes de produits qu'elles déclinent, ne peut qu'être satisfait : avec eux, il a incontestablement trouvé une mise en scène spectaculaire afin de relancer ses marques sur les marchés américains et extrême-orientaux où elles étaient menacées.

Vive l'étrange, certes, mais aussi et surtout : vive l'étranger ! A travers le luxe et la mode, la France s'ouvre à l'air du grand large, à rebours des sourdes tentations de repli qui la tenaillent. Paris a su retenir les plus remarquables des créateurs japonais, Yohji Yamamoto ou Issey Miyake et attirer les jennas de l'école anglaise, Ann Demeulemeester et Dries Van Noten. Ce beau charivari qui accompagne la reprise des affaires n'est pas docteur de tous. Ainsi d'Yves Saint Laurent, prince de l'élégance dont nul ne songe à contester la maîtrise, lançant une amère mise en garde contre le « cirque » des défilés.

Contre ces esprits chagrins – les mêmes peut-être qui s'en prennent à l'art contemporain –, on préférera le risque et l'invention, le mélange et la couleur.

Le Monde, est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani (fondateur) ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Sylvie Plassat
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis, Bruno de Castelnau, Pierre Georges, Laurent Gribaud, Erik Jurewicz, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Reynaud
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Médiateur : Thierry Fournier
Directeur exécutif : Eric Plassat ; directeur délégué : Anne Chavronne
Coéditeurs de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations institutionnelles : Daniel Veaux
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Cornille, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonneval (1944-1949), Jacques Favre (1949-1952), André Laurens (1952-1953), André Fontaine (1953-1954), Jacques Lecomte (1954-1959)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 933 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Bonneval, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Éditions, Le Monde Imprimeries, Le Monde Presse, L'Espresso, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Culture générale

LA CULTURE générale passe un mauvais moment. De bons esprits lui reprochent d'avoir formé, après les chefs civils et militaires qui viennent de conduire la France à la défaite, ceux qui s'avèrent incapables de la relever. Je suis bien loin de les contredire, mais lorsqu'ils proposent, pour nous débarrasser de cette culture générale, d'éliminer les études classiques de l'enseignement secondaire et de les réserver à l'enseignement supérieur, je pense qu'ils se méprennent sur la cause du mal, et qu'au lieu de le guérir ils vont l'aggraver.

La culture générale est chose excellente, pourvu qu'on l'acquière à l'âge convenable, c'est-à-dire précisément au cours de ses études secondaires, et que l'on n'a encore rien à dire, enseignent fort bien à s'exprimer. S'il est vrai que la culture générale de type classique, tout inséparable qu'elle soit

d'une idée de la France à laquelle on a droit de tenir, est devenue chez nous un fléau, ce n'est aucunement parce qu'elle domine l'enseignement secondaire, où elle est parfaitement à sa place, mais parce qu'elle a envahi l'enseignement supérieur, où elle ne l'est pas du tout.

Un homme n'en a jamais fini d'acquiescer une culture générale, mais il doit arriver un moment où l'enseignement l'a mis à même de continuer seul à se cultiver selon son goût. Ce moment arrive avec le baccalauréat, le rôle propre de l'enseignement supérieur, qui commence ensuite, étant d'enseigner des techniques spéciales, c'est-à-dire, avec des faits connus, l'art d'en découvrir d'autres et de les interpréter.

Etienne Gilson
(21 mars 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-26-23-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-36-63-03-78

La « vache folle », un an après

À LON DRES, le 20 mars 1996, Stephen Dorrel, secrétaire d'Etat britannique à la santé, prend solennellement la parole devant la Chambre des communes et annonce l'irréparable : contrairement à toutes les assurances données depuis près de dix ans par les autorités du Royaume-Uni, l'agent responsable de la maladie de la « vache folle » a, selon toute vraisemblance, atteint l'espèce humaine.

M. Dorrel mesurait-il alors l'ampleur des événements qu'il venait de déclencher ? Dans les mois qui suivirent, plusieurs membres du gouvernement britannique devaient, vrais ou fausse naïveté, confier ne pas avoir compris pourquoi les déclarations de M. Dorrel avaient eu un tel écho à travers le monde. Un an plus tard cet écho n'est pas éteint, et tout indique qu'on l'entendra longtemps encore.

L'annonce de l'émergence, en Grande-Bretagne, d'une nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob, due à la contamination par voie alimentaire par l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la « vache folle »), devait brutalement rappeler au monde l'existence de cette épidémie animale que Londres avait jusqu'alors fort mal

contrôlée, se refusant, notamment, à prendre des mesures drastiques qui, à l'évidence, s'imposaient, et se désintéressant avec superbe des conséquences sanitaires internationales qu'aurait inévitablement la poursuite des exportations de farines que les autorités britanniques savaient contaminées.

Un an plus tard quels principaux enseignements peut-on tirer de cette affaire médicale, scientifique, économique, agricole et diplomatique ? Le recul et les nombreuses enquêtes conduites ces derniers mois pour préciser la chronologie des faits et des décisions imposent aujourd'hui de faire une analyse extrêmement critique de la gestion, britannique tout d'abord, européenne ensuite, de cette épidémie.

La mission d'enquête du Parlement européen ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui a rédigé sur ce thème un rapport accablant pour Londres et très critique vis-à-vis de la Commission de Bruxelles. Le plus remarquable – et sans aucun doute le plus difficile à comprendre – réside dans le décalage entre la découverte de l'origine du mal et les mesures prises pour en limiter la portée, en réduire la

progression. Alors que les premiers cas d'ESB furent diagnostiqués en novembre 1986, l'hypothèse de la contamination bovine par les farines d'origine animale incorporées dans les rations alimentaires des bovins fut, au vu des données épidémiologiques, tenue pour la plus probable dès le mois de décembre 1987.

Il fallut pourtant alors attendre une année pour que le ministère britannique interdise ces farines, que l'on savait insuffisamment décontaminées à la suite d'une modification dans le processus industriel de leur fabrication. Mais, plutôt que de revenir à de bonnes pratiques industrielles, les autorités britanniques laissèrent se poursuivre une production dangereuse du point de vue sanitaire. Pis, faute d'avoir su organiser un contrôle effectif de l'usage de ces farines, ces dernières furent utilisées jusqu'à une période très récente, de manière frauduleuse.

PROFOND TRAUMATISME

Plus généralement, la lecture de toutes les mesures prises depuis 1988 montre que, faute d'avoir fait jouer en temps utile le principe de précaution, Londres a toujours été en retard d'une étape et, en définitive, est aujourd'hui obligé d'abandonner et de détruire une fraction importante du cheptel bovin tout en ayant à souffrir d'un embargo qui ne sera pas levé par l'Union européenne avant plusieurs mois ou plusieurs années. Le bilan pourrait-il être plus catastrophique ?

Après une première crise, qui, en 1990, avait vu la France, l'Allemagne et l'Italie décréter des interdictions d'importation des viandes britanniques, le gouvernement britannique, fort des données médicales inquiétantes qu'il possédait en réalité depuis quelques temps déjà, déclencha donc, le 20 mars 1996, un vent de panique, une crise qui provoqua la modification des comportements alimentaires de millions de personnes et un profond sisme dans les milieux de l'élevage et de la filière bovine.

Londres a ainsi fait payer à l'Union européenne le profond désintérêt de cette dernière pour les questions de santé publique, animale et humaine. Le profond traumatisme de la crise de la « vache folle » a brutalement mis en lumière les faiblesses d'un système qui, sur le fond, organise la libre circulation des personnes, des animaux et des marchandises dans l'espace de l'Union sans prévoir les dispositions sanitaires qu'imposent de tels mouvements. Sur le plan de la médecine et de la recherche fondamentale, deux faits majeurs doivent être retenus. Le premier réside dans l'identification d'un nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, dont 16 cas ont été identifiés au Royaume-Uni et un en France. Le second est le développement notable des connaissances sur la variabilité moléculaire du prion et sur les composantes des barrières qui existent ou non entre les espèces quant à la transmission de cette structure.

Les incertitudes sont grandes. Les oppositions théoriques qui animent certaines équipes concurrentes ne doivent pas masquer l'essentiel. La crise de la « vache folle » aura été un puissant facteur qui aura aidé au progrès des connaissances dans le chapitre ignoré ou trop longtemps sous-estimé des mystérieuses encéphalopathies spongiformes transmissibles et des étonnantes agents infectieux non conventionnels qui les provoquent. Tout indique que c'est ici une nouvelle branche dans la science du vivant qui est en train de se développer.

Jean-Yves Nau

Le petit épargnant par Philippe Bertrand



Helmut Kohl choisit Bismarck contre Thatcher

Suite de la première page

La courbe démographique allemande est telle que le système de retraites sera bientôt impossible à financer. Les coûts devront bien être supportés par quelqu'un : les salariés, les employeurs ou l'Etat ? On est ici au cœur du débat social allemand, inséparable du débat sur la compétitivité économique du pays.

Pour cesser de faire porter le financement des retraites sur le « facteur travail », et aboutir ainsi à une augmentation vertigineuse des cotisations, les solutions les plus diverses sont discutées. Notamment au sein de la CDU, qui consacrait un congrès exceptionnel à ce dossier, mercredi 19 mars à Bonn, dont l'enjeu a été ainsi résumé par l'un des orateurs : « Il s'agit de s'assurer que nos enfants puissent financer les retraites de nos petits-enfants. » A une immense majorité, les délégués de ce congrès ont voté pour le maintien du système de retraite par répartition, défendu par Norbert Blum, le ministre du travail et des affaires sociales. Rejetée, la proposition du ministre-président de Saxe, Kurt Biedenkopf : celle-ci prévoyait d'introduire une re-

traite de base pour tous, financée par l'impôt, et d'ouvrir ainsi la voie à toutes les formes de retraites privées complémentaires.

Avec le « modèle Blum », l'Allemagne choisit de réformer Bismarck tout en restant dans la logique de la répartition, qui s'appuie sur la solidarité entre les générations. Pour permettre la survie du système, la CDU a donc décidé d'abaisser progressivement le montant des retraites (jusqu'à 64 % du salaire net, au lieu de 70 % aujourd'hui), et d'assurer une prise en charge par l'Etat – et donc par l'impôt – des dépenses qui dépassent les capacités financières de l'assurance-retraite.

Combien de temps le système par répartition survivra-t-il ? Bien des économistes estiment que des réformes encore plus douloureuses sont indispensables à court terme. Le système par répartition conduit à une impasse, soulignent nombre d'observateurs proches du parti libéral, qui veut renforcer systématiquement le principe de la responsabilité individuelle tout en accompagnant cette réforme des retraites d'une loi généreuse sur l'immigration, elle-même conçue pour compenser le recul démographique du pays. Mais l'Allemagne est profondément conservatrice. Elle ne manifeste aucune affinité pour un modèle néolibéral « à l'anglo-saxonne ».

On le voit bien à propos d'un autre dossier fondamental, celui de l'assurance-maladie. Là aussi, on assiste à de nombreuses ten-

tatives pour sortir d'un système institué à la fin du siècle dernier. Un système dont tout le monde déplore la tendance à encourager les dépenses, au prix d'un relèvement permanent des cotisations qui pèse naturellement sur l'emploi.

Comment faire pour renforcer le principe de la responsabilité individuelle ? Les idées en vogue sont d'inspiration libérale : tous les experts affirment que la solution idéale passe par un modèle inspiré de l'assurance automobile. Chacun serait obligé de se couvrir contre les grands risques de la vie et pourrait, en sus, choisir une assurance individuelle. La concurrence entre les médecins serait renforcée grâce à un système où les caisses auraient la liberté de négocier les prix avec chacun d'entre eux. Mais ces idées n'ont aucune chance de s'imposer dans l'état actuel des choses.

EXCEPTION

Le ministre de la santé, Horst Seehofer, a proposé une autre formule : les futures hausses de cotisations seraient exclusivement supportées par les salariés, et plus par les employeurs (au nom de la lutte contre l'augmentation des coûts du travail). Devant le tollé suscité par cette idée, le ministre a dû faire marche arrière. On en revient à une solution classique : l'augmentation du ticket modérateur sur tous les médicaments et la hausse du forfait hospitalier, accompagnées de « cadeaux » à

l'industrie pharmaceutique et aux médecins (comme la suppression de l'enveloppe budgétaire conçue pour limiter les dépenses médicales). Ici aussi, en définitive, Bismarck l'emporte une fois de plus sur M^{me} Thatcher.

La seule réforme allemande d'inspiration véritablement « anglo-saxonne » concerne la fiscalité. De toutes les réformes structurelles en cours, c'est sans doute la plus ambitieuse. Si les projets du ministre Theo Waigel finissent par être appliqués à l'issue d'un long processus parlementaire, l'Allemagne aura abandonné, avant la fin du siècle, un système fiscal extrêmement lourd. Au total, l'allègement de la fiscalité devrait porter sur 30 milliards de marks (autour de 100 milliards de francs). L'impôt sur le revenu sera simplifié, baissera et encouragera la consommation. Quant aux entreprises, elles estiment particulièrement encourageants les projets qui concernent l'avoir de l'impôt sur les sociétés – dont le niveau devrait passer de 45 % à 35 % pour les bénéfices réinvestis, et de 30 % à 25 % pour les bénéfices distribués.

Il est trop tôt pour prédire le résultat des négociations en cours entre le gouvernement et l'opposition social-démocrate. Mais, d'ores et déjà, l'Allemagne a choisi d'adopter en ce domaine – et en ce seul domaine – une voie assez proche des leçons de M^{me} Thatcher, voire de Ronald Reagan.

Lucas Delattre

مكتبة الأمل

le », un an après

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 21 MARS 1997

17

LUXE Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy), a annoncé, jeudi 20 mars, des résultats nets en baisse de 8 % à 3,68 milliards de francs. Le parfum et

le cognac ont vu leur marge se dégrader. ● L'ACQUISITION du géant américain de la distribution des produits de luxe, la chaîne Duty Free Shoppers (DFS), ne se fera pas, pour

le moment, à 100 %, LVMH n'ayant pas trouvé de terrain d'entente avec le dernier minoritaire. ● LVMH économise ainsi 9 milliards de francs, sur un montant total de près

de 23 milliards, à l'heure où le groupe affronte un contexte concurrentiel renforcé. ● DANS LA MODE, M. Arnault se félicite d'avoir choisi les jeunes créateurs britanniques

John Galiano et Alexander McQueen pour relancer les maisons Dior et Givenchy, et l'américain Marc Jacobs pour rénover et élargir les gammes de produits Vuitton.

Le cognac et les parfums pèsent sur les résultats de LVMH

Bernard Arnault, PDG du groupe français numéro un mondial de son secteur, annonce des bénéfices de 3,6 milliards de francs et explique, dans un entretien au « Monde », pourquoi il renonce à prendre le contrôle total du géant américain du « duty free » DFS

« LVMH a annoncé, mercredi 19 mars, qu'il ne rachèterait pas la participation minoritaire de Robert Miller dans le géant américain du Duty Free DFS, dont vous avez pris le contrôle en octobre 1996. L'acquisition de 100 % vous a-t-elle finalement paru trop chère ?

« L'acquisition de DFS est un mouvement stratégique très important, dans la distribution de nos produits et dans la zone la plus porteuse du monde, l'Asie, où DFS est très puissant. Cette opération va accroître notre chiffre d'affaires de 50 % et notre résultat opérationnel de près de 30 % dès cette année. Après le rachat de 61,25 %, le conseil d'administration de LVMH a décidé, mercredi 19 mars, d'en rester là pour le moment. Les négociations avec M. Miller ne sont pas rompues, elles sont suspendues. Je n'exclus pas que nous rachetions sa participation dans l'avenir, mais cela ne se fera pas immédiatement. Devant les multiples difficultés rencontrées dans les négociations avec M. Miller, nous avons estimé qu'il n'était pas nécessaire d'investir 9 milliards de francs de plus pour rentabiliser au mieux cet investissement. LVMH a maintenant la majorité de DFS. Ayant fait le tour du groupe, nous sommes très satisfait de ses équipes de management. Et nous pensons donc que le mode de gestion décentralisé de cette entreprise ne nous pose aucun problème pour la mise en œuvre de synergies, notamment avec Louis Vuitton. Je peux vous annoncer la création prochaine de boutiques Vuitton dans certains magasins DFS.

« Où en êtes-vous de votre rachat pour 1 milliard de francs du grand cru de sauternes Château-Yquem ?

« Nous possédons 55 % de la société civile, propriétaire du stock et du vignoble de Château-Yquem. Nous avons signé un accord pour acquérir la majorité de la société d'exploitation du vignoble, gérée par Monsieur Alexandre de Lur-Saluces. Il s'agit d'un investissement à long terme très intéressant. Même si nous le payons cher aujourd'hui, et puisque nous conserverons sa politique de qualité, il vaudra encore plus dans vingt ans. Par sa simple présence, Château-Yquem valorise le groupe LVMH et donne une aura supplémentaire à nos marques, notamment dans le champagne.

« J'étais tout à fait d'accord pour que Monsieur Alexandre de Lur-Saluces en demeure le gérant. A aucun moment, nous n'avons me-



BERNARD ARNAULT

nacé sa position de dirigeant. J'ai donc du mal à comprendre pourquoi il n'a jamais voulu me recevoir. Monsieur de Lur-Saluces a fait courir des bruits sur le peu de soin que nous apporterions à ses produits, ce qui est non seulement inexact mais totalement contraire à nos intentions, et d'ailleurs démenti par tout le travail de qualité que nous avons fait dans le champagne, en particulier avec Dom Pérignon.

« Pourquoi avez-vous vendu un tiers de votre participation de 21 % dans Guinness, début janvier, pour 5 milliards de francs ?

« Il nous est apparu judicieux d'alléger notre position à un moment où le cours de la livre était assez élevé et où la conjoncture économique et politique en Grande-Bretagne est assez incertaine. Nous n'avons pas l'intention de nous séparer du reste de nos actions. Nous demeurons le premier actionnaire de Guinness, et en tant que tel, les performances réalisées par l'équipe de direction nous semblent tout à fait satisfaisantes dans le contexte difficile du marché mondial des spiritueux.

« Justement, LVMH souffre dans le cognac

« L'avenir du cognac est lié à son développement international, puisque les Français en consomment peu. Au Japon, qui était le marché le plus rentable, les ventes ont baissé de moitié en quatre ans, depuis l'éclatement de la bulle financière. Nous réalisons, en revanche, une bonne performance aux États-Unis. Globalement, la situation est stabilisée. Mais la baisse du yen n'a pas été compensée par la hausse du dollar et de la livre.

« La situation du parfum reste préoccupante : les résultats de cette branche ont chuté de 50 % en 1996.

« Le nouveau président de Christian Dior, Patrick Chodé, a mis en place une politique extrême-

ment rigoureuse, visant à tarir les approvisionnements des réseaux parallèles qui concurrencent, à prix bradés, notre réseau sélectif. L'essentiel du ménage est fait, on devrait assister à une amélioration de la rentabilité des parfums en 1997. Les lancements réalisés en 1996 sont des succès : « Champs-Élysées » pour Dior, « Jungle » pour Kenzo et en particulier « Organza » de Givenchy, qui est d'ores et déjà le numéro un en France.

« La domination de créateurs britanniques chez Dior et Givenchy, John Galiano et Alexander McQueen, n'est pas passée inaperçue. Êtes-vous satisfait de votre choix ?

« Ce choix est fondé sur le talent de ces hommes, pas sur leur nationalité. Ils sont les meilleurs créateurs du moment. John Galiano est celui qui a le plus d'affinités créatrices avec Dior, il fait entrer la

modernité dans l'esprit de la marque. Ça dérange ? Mais Christian Dior dérangeait aussi en son temps. Les ventes de haute couture de Dior ont déjà augmenté d'un bon tiers. Les clientes se bousculent dans les boutiques pour acheter la collection de prêt-à-porter de l'hiver prochain, qui ne sera disponible qu'en septembre. Je n'avais jamais connu cela depuis que je dirige Dior.

« Le handicap majeur de LVMH n'est-il pas d'avoir des marques prestigieuses mais anciennes, qui touchent une clientèle plus âgée, alors que vos concurrents américains et italiens sont plus en phase avec le public jeune d'Asie et des Amériques ?

« À partir du moment où l'on met sous l'ombre de ces marques des produits créatifs, leur potentiel de développement est tout à fait considérable. Cela ne

vent pas dire que le groupe LVMH ne peut pas s'intéresser à des marques d'autres nationalités. Nous avons d'ailleurs acheté une marque espagnole, Loewe. Mais le moteur des toutes ces affaires reste la créativité. C'est pourquoi j'insiste tellement sur le rôle primordial du créateur. Sa collaboration avec des professionnels du marketing est la clé du succès de nos métiers.

« Chez Vuitton, nous avons engagé le styliste américain Marc Jacobs comme directeur artistique pour créer des extensions de gamme, un nombre limité de produits de grande qualité, par exemple des chaussures, des vêtements, des foulards, qui seront mis en place progressivement, avec l'ouverture de nouvelles boutiques, plus grandes, à Paris, Londres, New York, Tokyo. Marc Jacobs travaille aussi sur de nouvelles lignes de sacs. La marque

Vuitton reste de loin la plus forte au monde, elle va continuer son expansion. On nous dit souvent qu'aujourd'hui ce sont les Italiens qui se développent le plus, c'est vrai, mais je vous ferais observer que Vuitton a une taille trois fois plus grosse que le plus gros de ses concurrents italiens. Quant à la qualité de nos produits, elle ne souffre pas la comparaison.

« Comptez-vous investir encore dans la presse ?

« Il est hors de question que LVMH réinvestisse de manière importante dans ce secteur. Nous sommes toutefois satisfait du travail fait par la nouvelle équipe de direction de Desfossez International (La Tribune et Investir). Cette société fera des bénéfices en 1997.

Propos recueillis par
Pascal Gauthier
et Arnaud Leparmentier

Louis Vuitton et le champagne tirent les résultats du groupe

MÊME S'IL S'IMPLIQUE davantage aujourd'hui dans la gestion quotidienne de ses prestigieuses marques, Bernard Arnault, le PDG de LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy) reste un financier avisé. Mercredi 19 mars, à la veille de la publication de ses résultats annuels, le premier groupe mondial de produits de luxe a annoncé sa décision de renoncer à prendre le contrôle à 100 % de l'américain Duty Free Shoppers (DFS), premier distributeur mondial de ce type de produits. Le PDG veut économiser quelque 9 milliards de francs (sur un montant total de 23 milliards pour la totalité de DFS), soit le montant estimé de la participation minoritaire (38,75 %) du financier américain Robert Miller que LVMH renonce à acheter.

Une économie qui ne sera pas superflue, alors que LVMH a dévoilé, le 20 mars, des résultats en baisse pour 1996. Le bénéfice net (part du groupe) est revenu à 3,68 milliards de francs, après avoir dépassé les 4 milliards en 1995. Un recul dû pour l'essentiel à des « élé-

ments inhabituels », soit une moins-value de 615 millions de francs sur la cession, pour 5 milliards, de 7 % de titres Guinness réalisée en janvier 1997. Le résultat opérationnel du groupe est également en recul de 3,6 %, à 7,02 milliards.

Outre l'acquisition de DFS, le fait marquant de l'année écoulée est la dégradation de la rentabilité des spiritueux (cognac), dont le résultat opérationnel a reculé de 7 %, et surtout les parfums, dont les bénéfices se sont littéralement effondrés, en baisse de 53 %, à 592 millions de francs. En revanche, la branche champagne et vins, en crise récemment, a retrouvé le chemin de la croissance (+5 % en volume) et des profits (+17 %).

Enfin, la locomotive du groupe demeure Louis Vuitton. Le chiffre d'affaires du maroquinier a dépassé en 1996 celui des parfums et cosmétiques, à 9 milliards de francs. Sa rentabilité est de 43 %, avec 3,9 milliards de résultat opérationnel.

P. Ga.

NOKIA
Itineris
+1 FRANC
LE KIT CHARGEUR AUTO
JUSQU'AU 31 MARS AVEC LES
FORAITS NATIONAUX ITINERIS
France Telecom

هكمان الذهل

Le gouvernement veut réformer le code des marchés publics

L'objectif est de simplifier les appels d'offres et d'éliminer les propositions « anormalement basses »

ANNONCÉ par Jacques Chirac en décembre, comme l'une des grandes réformes économiques, le projet de loi sur le code des marchés publics devait être présenté au conseil des ministres, jeudi 20 mars, par Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur. Après plus d'un an et demi de discussions avec toutes les professions concernées, le texte est toujours aussi brûlant politiquement et économiquement.

L'enjeu est d'importance. A l'exception des délégations de services publics, qui ont été exclues du projet, il s'agit de modifier les règles des marchés passés par les collectivités locales et territoriales et les établissements publics por-

communes pourront passer un marché de gré à gré, mais elles devront soumettre leur choix à une commission des marchés.

A la notion de « moins-disant », qui était la règle de sélection dans l'attribution des marchés publics, Yves Galland veut substituer celle de « meilleur achat ». Pour parvenir à ce changement, le projet de loi stipule que les acheteurs publics devront à l'avenir définir précisément leurs besoins et surtout leurs choix. Une douzaine de critères environ, qui seront définis ultérieurement par décret, leur seront proposés, et chaque acheteur public devra fixer ses priorités : le prix ne devant plus être le seul élément de choix.

MOYENNE ARITHMÉTIQUE

Dans le même esprit, le projet de loi entend traquer les « offres anormalement basses ». Si une entreprise propose un service à un prix très inférieur à ses concurrents, et si sa proposition est retenue, les collectivités locales, selon le texte, devront exiger auprès de la société une justification par écrit de leur prix. A l'issue de cette interrogation, les communes seront « fondées à éliminer » l'offre, si elle paraît « anormalement basse ».

Le projet de loi ne précise pas comment devront être détectées ces propositions trop basses. Les communes devront-elles faire une simple moyenne arithmétique, sans regarder les détails, comme le souhaite la Fédération du bâtiment ? Comment seront traitées les entreprises qui ont consenti d'importants investissements ou fait de gros efforts sur leurs frais généraux ? Le projet fait en tout cas courir un risque juridique important pour les acheteurs publics. S'ils retiennent une offre « jugée anormalement basse », ils pourraient, à l'issue des travaux, se voir demander des comptes par les entreprises éliminées.

L'instabilité pour les donneurs d'ordres publics est d'autant plus grande que le projet de loi semble instaurer un étroit face-à-face entre les acheteurs publics et les entreprises. Aucune mention n'est faite dans le projet de loi aux instances de conseil des collectivités, comme les architectes ou certains services de l'Etat (DDE, direction de la concurrence).

Malgré la demande des élus, les acheteurs publics, selon le projet de loi, ne pourront pas non plus examiner les conditions économiques dans lesquelles ont été passés les contrats avec les sous-traitants, ce qui les prive d'un véritable pouvoir de contrôle sur la façon dont sont conduits les marchés publics. Les vides et les silences du projet risquent de déboucher sur une bataille parlementaire et toutes les parties régissent, déjà, des amendements.

M. O.

COMMENTAIRE

LA LOI DES PLUS GRANDS

D'une loi à l'autre, Yves Galland enracine de nouveaux concepts dans la vie économique. S'inspirant de la loi sur le grand commerce, le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur a repris pour la réforme du code des marchés publics la notion « d'offres anormalement basses ». Ce principe économique très flou risque d'avoir les mêmes effets que dans la grande distribution : renforcer les plus grands.

Très actifs tout au long de l'élaboration du texte, les grands groupes de BTP n'ont cessé de revendiquer cette mesure en mettant en avant les pertes du secteur. Aucun d'entre eux n'a gagné de l'argent en 1996. Passant sous silence les autres causes de la crise du BTP, tous accusent les commandes publiques d'être à l'origine de leur mauvaise rentabilité : le secteur public leur im-

posant, au nom de la politique du « moins-disant », de construire à perte.

En excluant les « offres anormalement basses », le BTP devrait retrouver, selon eux, un équilibre économique. Le ministre s'est rallié à cet argument. Mais retour à l'équilibre pour qui ?

La loi, si prolifique sur les appels d'offres des marchés publics, est beaucoup moins explicite sur leur réalisation. Les déviations sont pourtant légions. Tous les grands chantiers publics, dont le Grand Stade ou Eole, ont fait l'objet d'avenants dépassant parfois plusieurs centaines de millions. Rien n'est prévu dans la loi pour sanctionner ce dérapage systématique des grands du secteur. En outre, rien n'est dit non plus sur leur politique à l'égard des sous-traitants PME à qui ils imposent des prix inférieurs de 30 à 40 % par rapport à la normale. Bien curieusement, le projet ne semble pas juger que ces tarifs-là sont « anormalement bas ».

Martine Orange

L'Etat entend retirer de 30 à 50 milliards de francs de l'introduction en Bourse de France Télécom

La vente démarrera le 6 mai. La première cotation aura lieu le 9 juin

Le montant de la vente des actions de France Télécom a été revu à la hausse. La part exacte du capital qui sera vendue n'est pas encore

connue mais dépassera 20 %. Cette privatisation partielle doit notamment permettre à l'entreprise de conforter sa politique d'al-

liances. France Télécom négocierait une entrée dans le capital d'une filiale du britannique Cable & Wireless.

LE PROCESSUS de mise en Bourse d'une partie du capital de France Télécom démarrera le 6 mai, avec l'ouverture de la période de réservation des actions. Le 9 juin, les titres du quatrième exploitant téléphonique mondial (151,3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1996, en hausse de 2,3 %), seront officiellement leur entrée sur les places financières de Paris et de New York.

L'Etat français, confronté à la nécessité de recapitaliser un certain nombre d'entreprises publiques, souhaite tirer pleinement profit de cette opération. « L'Etat des marchés et l'intérêt porté à France Télécom, ont conduit l'Etat à envisager de donner à cette opération une dimension plus grande

que ce qui avait été imaginé avec une mise sur le marché d'un montant de 30 à 50 milliards de francs », a indiqué, mercredi 19 mars, Michel Bon, le président de France Télécom, à l'occasion de la présentation du bilan 1996 de l'opérateur.

Le chiffre jusqu'à présent officiellement cité par le gouvernement était de « 25 milliards au moins ». Si les 30 à 50 milliards étaient atteints, il s'agirait de « la plus grosse opération de privatisation jamais réalisée en France, dépassant le précédent record détenu par Elf », selon M. Bon.

ALLIANCES EN VUE

La valeur exacte de France Télécom n'étant toujours pas établie, M. Bon s'est refusé à indiquer quelle part du capital de France Télécom sera réellement vendue. Certains parlent de 40 %. La seule certitude est que la loi contraint l'Etat à conserver la majorité du capital (50 % plus une action).

Le téléphone fixe en baisse

Alors qu'il ne fait encore face à aucun concurrent dans le téléphone fixe, France Télécom a accusé en 1996 une baisse de 0,2 à 102,26 milliards de francs de ses ventes dans ce domaine qui représente plus des deux tiers de son activité. Une première historique. Qui ne le restera pas. En 1997, le recul sera « plus fort », prévient Michel Bon, qui justifie ces reculs par les baisses de tarifs. Celles réalisées en 1996 n'ont pas provoqué une hausse de la consommation (mesurée en minutes, elle a progressé de 4,7 %) telle qu'elle annule cet effet baisse de prix. « En 1997, la croissance des volumes ne sera pas suffisante pour compenser les baisses de tarifs », reconnaît M. Bon, dont le pari de voir « la concurrence accélérer la croissance du marché » et France Télécom « en profiter plus qu'aucun autre » ne s'annonce pas si simple.

LE 1^{er} JANVIER, France Télécom a abandonné son statut d'exploitant de droit public pour devenir une société anonyme. Son bilan et ses résultats à fin 1996 illustrent ce changement. « Il fallait présenter un bilan sans surprise aux investisseurs et, pour nous, arriver début 1998 sans handicap lié à notre passé », a expliqué, mercredi 19 mars, Pierre Dauvillier, le directeur de la branche ressources.

Les fonds propres, qui étaient de 136,3 milliards de francs fin 1995, ont chuté à 81,2 milliards sous l'effet de trois éléments : la soule de 37,5 milliards que l'opérateur versera en 1997 à l'Etat en échange de la reprise par celui-ci du paiement des retraites des agents fonctionnaires ; les provisions de 24,7 milliards (dont 16,5 milliards prélevés sur les fonds propres) destinées à couvrir les départs en préretraites à cinquante-cinq ans qui s'étaleront jusqu'en 2006 ; enfin, le transfert à l'Etat pour 1,1 milliard des actifs liés à l'enseignement supérieur dans les télécommunications.

Le prix de vente des actions ne sera connu que le 26 mai au soir. La vente elle-même aura lieu entre le 27 mai et le 3 juin. M. Bon souhaite convaincre le grand public d'acheter des titres. « Deux millions d'actionnaires individuels, ce serait formidable » note-t-il, tout en se refusant à en faire un objectif.

Cette mise en Bourse est présentée comme nécessaire pour donner à l'entreprise suffisamment d'agilité financière pour faire face à l'ouverture totale à la concurrence, le 1^{er} janvier 1998. Elle n'exclut cependant pas les adaptations à la fois en matière d'organisation, d'évolution des compétences, auxquelles l'opérateur doit continuer à procéder.

Disposer d'un capital doit aussi permettre à l'opérateur de renforcer ses alliances à l'international en payant, non plus en bourse comme il l'a fait pour acquérir 10 % de l'américain Sprint par exemple (10 milliards de francs),

mais par échanges d'actions. Des participations croisées d'environ 10 % avec l'allié allemand Deutsche Telekom sont, par exemple, envisagées d'ici un an.

Le développement international sera d'ailleurs une nécessité de plus en plus forte. L'opérateur a déjà engagé un certain nombre d'actions, au premier rang desquelles l'alliance avec Deutsche Telekom et Sprint. Il négocie toujours son entrée au capital de la société italienne Infostrada, créée par Olivetti. Selon une information du Financial Times du 20 mars citant Michel Bon, « mais que des discussions seraient également en cours avec le britannique Cable & Wireless afin d'entrer dans l'une de ses filiales, Cable & Wireless communication, née en 1996 par fusion de l'opérateur téléphonique Mercury avec trois opérateurs de télévision câblée.

Philippe le Cour

Le passé d'entreprise publique a été soldé

Le résultat financier supporte quant à lui d'autres charges non récurrentes. Si le bénéfice net a chuté à 2,1 milliards de francs en 1996, contre 9,2 milliards en 1995 et 9,9 milliards en 1994, c'est sous l'effet de dépréciations d'actifs immobiliers et opérationnels (les équipements) : 34,6 milliards de francs bruts, la perte exceptionnelle nette en résultant étant de 26,8 milliards.

Ce chiffre n'a été que partiellement compensé par un bénéfice exceptionnel de 14,4 milliards, généré par la reprise des provisions que l'entreprise, jusqu'en 1996, passait afin d'anticiper le paiement des retraites. Au total, les éléments exceptionnels ont pesé négativement de 12,4 milliards sur le bénéfice net. Recalculé pro forma, celui-ci aurait été, sans cet impact, de 14,5 milliards en 1996, contre 14 milliards en 1995. Pour 1997, Michel Bon, le président de France Télécom, prévoit un résultat net « qui devrait se stabiliser au niveau de 1996 hors éléments exceptionnels ».

M. Kohl s'inquiète du rapprochement entre Krupp et Thyssen

COLOGNE

correspondant

Une sensation de répit pour le sidérurgiste Thyssen. Contre toute attente, des pourparlers entre Dieter Vogel et Gerhard Cromme, les présidents du directoire respectifs de Thyssen et Krupp, devraient débiter, jeudi 20 mars, afin de fusionner leurs activités dans l'acier au sein d'une société commune (Le Monde du 20 mars). Les deux hommes se sont mis d'accord sur le principe des négociations en toute discrétion, dans la nuit de mardi à mercredi, grâce à la médiation du ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Johannes Rau. Pour l'instant, Krupp-Hoesch suspend donc son projet de prise de contrôle de son rival mais lancera son OPA hostile si aucun accord n'est trouvé dans les huit jours.

L'émotion suscitée par l'initiative de Krupp dans un pays où les prises de contrôle inamicales sont rares, les pressions politiques et les protestations des salariés inquiètent pour leur emploi expliquent ce revirement soudain. Le chancelier Kohl en personne a fait part de ses « gros soucis » et demande aux deux groupes, dans le quotidien populaire Bild, de trouver « une solution dans l'intérêt des salariés et du climat économique ».

L'ouverture des pourparlers constitue pour Thyssen une des seules parades lui permettant de rester autonome. Le capital du premier

sidérurgiste allemand est très dispersé, et il ne semble pas avoir les moyens financiers ni les partenaires susceptibles de contrer une éventuelle OPA. L'offre de Krupp auprès des actionnaires (495 DM par titre) et le soutien de la Deutsche Bank, de la Dresdner Bank et de Goldman Sachs laissent peu de chances à Thyssen, selon les observateurs, même si la Commerzbank s'est mise de son côté.

Les pourparlers qui commencent ne porteront que sur l'acier et non sur les autres activités des deux groupes comme le commerce, les services et les biens d'équipement. L'idée de rapprocher ces deux portefeuilles de l'industrie allemande n'est pas nouvelle. Elle permettrait, selon un communiqué commun, de résoudre les difficultés rencontrées dans le secteur de l'acier, tout en prenant la première place en Europe.

Alors que les salariés de Thyssen reprennent le travail après l'avoir suspendu ces derniers jours, ceux de Krupp ont poursuivi, mercredi, à Dortmund, les débrayages pour protester contre d'éventuels suppressions d'emplois. La fusion à l'amiable devrait, en effet, sacrifier quelque milliers de postes, surtout dans les sites de Krupp qui sont moins performants que ceux de son frère ennemi.

Philippe Ricard

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le Conseil d'Administration de la Société de la Tour Eiffel s'est réuni le 7 mars 1997 pour arrêter les comptes sociaux de l'exercice 1996 se terminant par un bénéfice net de F. 543.304 contre F. 1.019.845 pour l'exercice 1995. Cette diminution du bénéfice est due à la baisse des taux d'intérêt qui a affecté très sensiblement les produits financiers de la Société.

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine assemblée générale le versement d'un dividende de F. 6 par action, assorti d'un avoir fiscal de F. 3, soit un dividende global de F. 9 par action, contre F. 12 de dividende et F. 6 d'avoir fiscal, au titre de l'exercice précédent.

SOPRA.

RÉSULTATS 1996

Le chiffre d'affaires consolidé 1996 du groupe SOPRA a dépassé le milliard de francs pour s'établir à 1 055 millions de francs, en progression de 21,3 %.

Outre la croissance organique, ce chiffre intègre l'activité de la branche ingénierie de SG2 et des sociétés PLEIADÉS et PRO BF consolidées depuis leurs dates d'acquisitions en 1996.

En année pleine, le chiffre d'affaires 1996 aurait été de l'ordre de 1 200 millions de francs.

L'activité à l'international s'est établie à 106 millions de francs, en progression de 28 %.

Le résultat net consolidé, part du Groupe, sur l'ensemble du périmètre, s'élève à 19,4 millions de francs et à 31,9 millions de francs avant amortissement des survalues et des immobilisations incorporelles.

Comme annoncé, la branche ingénierie de SG2 a été équilibrée au 2ème semestre 1996.

Les investissements d'infrastructure se sont élevés à 15 millions de francs et la Recherche & Développement à 10 % du chiffre d'affaires total, soit plus de 100 millions de francs.

Dans le même temps, les capitaux propres ont été renforcés pour atteindre plus de 240 millions de francs et l'endettement d'exploitation totalement résorbé.

En capitalisant sur sa crédibilité en intégration de Systèmes, en amplifiant l'édition, la distribution et l'intégration de ses Progiciels, et en tirant le meilleur profit de la demande engendrée par l'Euro, l'An 2000 et les Nouvelles Technologies, SOPRA confirme pour les années 1997 à 2000, une stratégie offensive, en France et à l'international, avec une amélioration sensible de son activité et de ses marges.

* Audit en cours.

SA au capital de 90 813 500 FF
RCS Annecy B 326820065 - SIRET 326820065 APE 722 Z
Siège social : PAZ - Les Glaciers - 74940 Annecy-le-Vieux - Tél : 04 50 33 30 30
Direction Générale : 3, rue Laurison - 75116 Paris - Tél : 01 40 67 29 29

Les pertes du Crédit Lyonnais
du CDR seront de 100 m

مكتبة الشرح

Les pertes du Crédit lyonnais à la charge du CDR seront de 100 milliards de francs

Le PDG du consortium prône une vente rapide des actifs

Les pertes finales de la structure de cantonnement des actifs du Crédit lyonnais semblent maintenant bien identifiées. Michel Rouger, le

président de cette structure (le Consortium de réalisation-CDR) veut accélérer le programme de cessions avant les élections législatives. Le dépu-

té (UDF-FD, Maine) Charles de Courson, membre de la commission des finances, s'interroge sur l'opportunité de faire gérer le CDR par des tiers.

Auditionné mercredi 19 mars, par la commission des finances de l'Assemblée nationale, Michel Rouger, le président du Consortium de réalisation (CDR), la structure de cantonnement du Crédit lyonnais, a avancé le chiffre de 100 milliards de pertes. Elles seraient générées par la liquidation de l'énorme portefeuille de 186 milliards de francs d'actifs et de créances venant du lyonnais, où se trouvent, pêle-mêle, des participations majoritaires ou minoritaires, des créances et de l'immobilier sortis, en 1994, du bilan de la banque et qu'il a, depuis deux ans, pour mission de vendre.

La veille, également auditionné par la même commission des finances, Jean Peyrelevade, le PDG du Crédit lyonnais, avait fait la même évaluation. Ce n'est pas pour autant que Charles de Courson (député UDF-FD, Maine) avait en la main lourde en avançant, le 14 mars, le chiffre de 130 milliards de francs. Ils ne paraissent simplement pas de la même chose.

Le député, qui parle en connaissance de cause puisqu'il représente le Parlement au conseil de l'établissement public qui contrôle et finance le CDR, l'EPFR, évalue, lui aussi, le montant des pertes du CDR à 100 milliards de francs. Il y ajoute simplement une estimation des intérêts à payer par l'EPFR pour financer les actifs regroupés dans le CDR. Deux éléments

peuvent faire varier ce coût : le taux d'intérêt auquel l'emprunt est contracté et la durée du portage. C'est pourquoi 80 % du programme de cessions imposé par l'Etat à M. Rouger doivent être réalisés d'ici 1999. En deux ans, M. Rouger a déjà cédé 40 % des actifs, dont le studio hollywoodien Metro Goldwyn Mayer.

Mais M. Rouger travaille aujourd'hui sur une autre approche de la gestion du CDR et, partant, sur un autre calendrier : la privatisation du CDR d'ici la mi-1998. Dès avril, il va tenter d'en convaincre les pouvoirs publics. Il devrait trouver un allié en la personne de Charles de Courson qui, pour sa part, se demande également s'il ne faudrait pas « céder par blocs ou faire gérer le CDR par des tiers ».

Pour faire avancer cette idée, le patron du CDR s'appuie sur deux éléments : le montant des pertes potentielles du CDR, qui « sont maintenant à peu près stabilisées », et l'organisation interne du CDR. Celle-ci s'articule autour de quatre filiales, CDR Participations, CDR Entreprises, CDR Créances et CDR Immobilier, et a été mise en place « dans ce but », confie Michel Rouger. « Nous pouvons donc vendre, c'est-à-dire privatiser, des blocs de 5 à 7 milliards de francs de participations. L'idéal serait qu'on puisse être débarrassé de tout cela avant les élections législatives de 1998 », explique M. Rouger, qui affirme qu'il

ne restera pas à la tête du CDR au-delà de son 70^e anniversaire, en décembre 1998. « J'ai toujours pensé, et je l'ai dit dès juillet 1995, qu'il fallait privatiser le lyonnais et le CDR. L'Etat est un piètre actionnaire et il est encore moins bon syndic de faillite », rappelle M. Rouger.

DÉTournEMENTS

Pour M. Rouger, ce changement de perspective ne devra ni « permettre aux vautours qui pensent que la France est à vendre de ramasser les bonnes affaires » ni « conduire à l'arrêt des poursuites pénales déjà engagées ». Celles-ci portent sur des détournements, qui concernent des dossiers qui pèsent 5 milliards de francs dans les comptes du CDR, selon les chiffres confirmés par M. Rouger. Ces dossiers, issus des banques IBSA, Colbert, Akus et SDBO, portent selon M. de Courson pour 2,7 milliards sur des affaires immobilières, 1,5 milliard sur des affaires industrielles et commerciales, dont celles concernant Bernard Tapie, et un petit milliard sur diverses af-

aires bancaires. M. de Courson a déclaré que le président du CDR « a cité les noms des quatre principaux pères de pertes : les dirigeants de la filiale hollandaise CLBN, en particulier M. Georges Vigon, qui était directeur au siège Europe jusqu'en 1991 ; la SDBO, en particulier trois noms, le président Michel Galot, et ses deux directeurs généraux dont Pierre Despeyssalles ; les dirigeants du groupe IBSA, dont M. Jean-Maxime Lévêque et ceux du groupe Colbert, dont le président, Bernard Thion, était directeur général du lyonnais ». Il s'agit, pour la plupart, de plaintes contre X... Deux plaintes ont été déposées par le CDR contre les cabinets KPMG et Ernst and Young, commissaires aux comptes d'ex-filiales du Crédit lyonnais. Par ailleurs, sur instruction de Jean Arthuis, le ministre de l'économie, des procédures sont engagées depuis août contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais « pour défaut de contrôle des filiales ».

Sophie Fay
et Babet Stern

Le PDG d'Air France met sa démission en balance

ALORS QUE LES PILOTES d'Air France ont déposé un préavis de grève du 23 au 26 mars, reconductible fin avril, le président de la compagnie aérienne, Christian Blanc, les a avertis, lors d'un conseil d'administration tenu le 19 mars, qu'il comptait « en tirer toutes les conséquences lors du prochain conseil d'administration du 27 mars ». Les pilotes refusent l'introduction d'une double échelle de salaires afin de recruter à un niveau de tarif moins élevé 450 pilotes d'ici trois ans.

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), principale organisation de navigants, qui appelle à une assemblée générale le 21 mars, a interprété cette déclaration comme une menace de démission. Pour Christian Blanc, la grève illustrerait « un refus de la stratégie d'alliance et de développement aujourd'hui engagée ». Ce serait également « une rupture du contrat moral qui lie aux salariés d'Air France depuis le référendum de 1994 », par lequel il avait fait passer son projet industriel de redressement.

DÉPÊCHES

■ **EFFRAGE** : le troisième groupe français de BTP a perdu, en 1996, près d'un milliard de francs. Le groupe prévoit le retour au bénéfice pour 1997, a souligné, mercredi 19 mars, le président d'Effage, Jean-François Roverato.

■ **ESSO** : la filiale française du groupe pétrolier américain Exxon a dégagé un bénéfice net de 504 millions de francs en 1996, contre une perte de 28 millions en 1995, indiquait mercredi 19 mars la compagnie. Après une amélioration au premier semestre, la situation s'est ensuite légèrement dégradée.

■ **MÉTRIX** : la société d'instruments de mesure (315 personnes) a été placée, mardi 18 mars, en redressement judiciaire pour six mois. Elle a affiché en 1996 des pertes de 26 millions de francs.

■ **STET** : le gouvernement italien a indiqué, mercredi 19 mars, que le noyau dur d'actionnaires stables de la holding de télécommunications, une fois qu'elle aura été privatisée, devrait porter sur 10 % du capital.

■ **SCHERING** : le groupe pharmaceutique allemand prévoit une hausse de son bénéfice net de 10 % à 15 % en 1997, a indiqué, mercredi 19 mars, son directeur financier, Klaus Poible. En 1996, Schering a dégagé un bénéfice net consolidé en hausse de 46 %, à 362 millions de marks, (1,2 milliard de francs).

■ **OPA** : la réforme des offres publiques d'achat (OPA) devrait se traduire, selon Jean Arthuis, le ministre des finances, par un allongement des périodes pendant lesquelles l'offre est proposée aux actionnaires : de 20 à 25 jours en cas d'OPA amicale, et de 20 à 35 jours en cas d'OPA hostile.

Les comptes de la structure de défaillance

● En 1995, le Consortium de réalisation (CDR) a reçu 186 milliards de francs d'actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais à leur valeur au 1^{er} janvier 1994. Compte tenu des cessions réalisées, ce montant a été ramené à 113 milliards à la fin 1996. Quelque 36 milliards de pertes ont d'ores et déjà été constatées.

● Les créances irrécouvrables et les moins-values potentielles sont estimées à 85,6 milliards, soit 46 % du total. Ces pertes proviennent de quatre grands pôles : l'immobilier (35 milliards sur 50 milliards d'actifs), la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais (15 milliards, dont 10 milliards sur MGM), les créances issues des filiales bancaires fermées (25 milliards) et les participations industrielles (un peu plus de 10 milliards).

● Les frais d'exploitation (frais généraux, de conseil, d'avocats...) du CDR jusqu'à son extinction (en 2014) sont évalués à 5 milliards (dont 300 millions pour 1996).

● Le CDR a donné des garanties hors bilan au Crédit lyonnais, dont 11,4 milliards seront perdus.

● Au total, les pertes du CDR devraient atteindre 102 milliards, ramenées à 97 milliards compte tenu de l'existence de 5 milliards de provisions.

● S'y ajoutent les coûts de portage supportés par l'EPFR, l'établissement public qui finance le CDR, évalués à une trentaine de milliards de francs. Cela porte l'addition totale à 130 milliards, sans prendre en compte les 20 milliards de pertes du Crédit lyonnais de 1993 à 1995.

Michel Rouger s'inquiète des 12 milliards d'engagements sur le groupe Pinault

LE RISQUE que porte aujourd'hui le Consortium de réalisation (CDR) sur le groupe de l'industriel François Pinault s'élève à 12 milliards de francs, soit près de 12 % du bilan actuel du CDR. « Est-ce raisonnable de garder un tel risque sur une personne physique ? », s'interroge Michel Rouger, le président du CDR. Outre une participation de 24,5 % dans le capital d'Artemis, holding de tête de Pinault-Printemps-Redoute, qui figure pour 2 milliards de francs dans les comptes du CDR, le Consortium détient des obligations remboursables en actions émises par la Financière Pinault (une autre holding qui cofinancie Artemis) pour un montant d'environ 1,5 milliard de francs. Au total, les engagements en capital du CDR s'élèvent donc en valeur nette comptable à 3,5 milliards de francs. Ce ne sont toutefois pas tant ces investissements qui inquiètent aujourd'hui le CDR que la ligne de crédit de 8,5 milliards de francs à échéance 2002-2004 consentie à Artemis dès la fin 1992 pour lui permettre de racheter le portefeuille de junk bonds d'Albus Finance, et au passage permettre au Crédit lyonnais d'afficher dans ses comptes une solide plus-value.

En cas de retournement de l'activité et des marchés aux Etats-Unis, ce crédit, gagé sur le portefeuille d'actifs américains d'Artemis et consenti à un taux intéressant pour le CDR, représenterait un risque

réel, jugé insupportable. « Ce ne sont pas les dividendes de PPR qui financent aujourd'hui les intérêts, mais les cessions », explique un proche du dossier. Il est apparu impératif pour le CDR d'alléger ce risque et de céder l'ensemble des engagements en capital sur le groupe Pinault d'ici au 31 mai, tout en se débarrassant en parallèle de sa ligne de crédit. « Si la proportion crédit/capital était inverse, nous n'aurions pas la même attitude », reconnaît-on au CDR.

Craignant de ne pas trouver de repreneur d'ici au 31 mai, la date d'échéance du mandat confié à Goldman Sachs, le CDR a négocié un mode de sortie avec François Pinault. Celui-ci reprendrait les 3,5 milliards de francs d'engagements en capital du CDR en lui versant un à-valoir de 1,5 milliard de francs accompagné d'une clause de retour à meilleure fortune. Ce montant a été sensiblement amélioré, puisque, dans un premier temps, le groupe Pinault ne proposait que 1 milliard. Rien ne dit toutefois que la clause de contrepartie liée à la cession des actifs américains permette de compenser la moins-value... D'où le risque de moins-value de 1 à 1,5 milliard de francs évoqué par le député Patrick Devedjian. Il ne sera guère facile par ailleurs pour le groupe Pinault de trouver un autre bailleur de fonds pour les 8 milliards de crédit en jeu.

S. F.



ATTENTION
CET ORDINATEUR EST COMPLET
POUR SEULEMENT 6.990 FHT

Non :
Compaq Deskpro
Matricielle
2000 5133
Mis à prix :
6.990 FHT (au lieu de 10.990 FHT)

Signes particuliers :
Equipé du processeur Intel Pentium 133MHz,
garanti 3 ans, moniteur 14" inclus.

Observations : Cet ordinateur de bureau fait partie d'une bande également recherchée. On signale entre autre la présence de portables et de serveurs aux
aussi mis à prix. Les offres exclusives de ces ordinateurs sont les entreprises.

COMPAG
A SUIVRE...

0 803 804 805*

DATE DE RÉCEPTION DU 20/03/97

محضان النجل

■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi 20 mars, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 351,80-352,20 dollars, contre 348,80-349,20 dollars, la veille, en clôture.

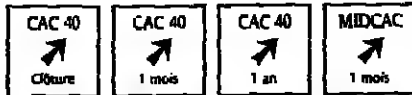
■ LES COURS du pétrole brut sont restés stables mercredi sur le marché à terme new-yorkais. Le baril a perdu 2 cents, à 22,04 dollars. Mardi, il avait gagné 1,14 dollar.

■ LA BOURSE DU BRÉSIL a enregistré depuis le début de l'année la plus forte rentabilité des marchés latino-américains. Elle a gagné 26 %, suivie par la Colombie (22,8 %) et le Chili (14,9 %).

■ LE LONDON Metal Exchange (LME) publiera quotidiennement et non plus deux fois par semaine, à partir du 7 avril, le niveau des stocks officiels de métaux.

■ LE PRIX DU CUIVRE a de nouveau reculé, mercredi, sur le LME, alors que les opérateurs craignent une baisse de la demande. Le prix de référence a cédé 29 dollars, à 2 314 dollars la tonne.

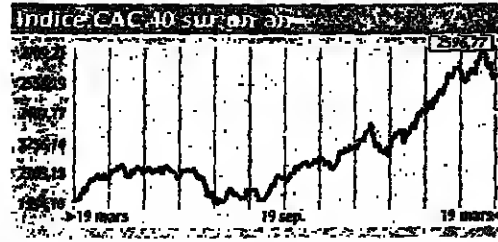
LES PLACES BOURSILIÈRES



Rechute à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS rechutait sensiblement jeudi 20 mars pour la dernière séance du terme boursier qui, si le mouvement de baisse s'accroissait dans la journée, devrait se solder par un léger déficit. Le repli de 0,94 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure un quart plus tard une perte de 1,14 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne un repli de 0,95 % à 2 572,18 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel dont 2,5 milliards de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Le marché français réagit également aux résultats des entreprises françaises pour 1996 et à leurs perspectives pour 1997. Après une série de bons résultats, les derniers publiés s'avèrent plus contrastés. Le groupe LVMH par exemple, dont les bénéfices progressaient régulièrement ces dernières années, voit ses résultats reculer en 1996. Elf-Énergie accuse une perte de près d'un milliard de francs en 1996 et Essilor



a vu ses bénéfices progresser de 4 % seulement l'an dernier.

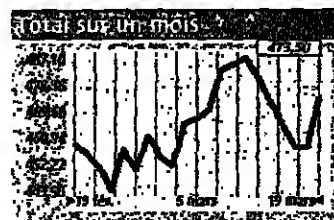
En conséquence, les analystes sur graphiques se montrent plus réservés sur le comportement du mar-

ché à court terme. Certains estiment que le niveau des 2 500 points est un important seuil qui, si il est enfoncé, pour conduire le CAC 40 sous les 2 500 points.

Total, valeur du jour

LA RÉUNION d'analystes organisée, mercredi 19 mars, par Total a eu un effet direct sur le cours du titre du groupe pétrolier. L'action a gagné 3,50 % à 473,50 francs avec des échanges portés sur 365 000 titres. Les boursiers ont été sensibles à l'annonce du versement d'un dividende 1996 plus élevé que prévu. Ce dernier sera augmenté de 21 % à 10,50 francs. Depuis le début de l'année, Total affiche une progression de 12,2 % alors que sur la même période, Elf

Aquitaine a déjà gagné 18,8 %. Au cours de la séance de mercredi, Elf Aquitaine n'a progressé que de 0,7 % avec 554 000 titres échangés.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/03/97	Var. %	Var. %
LYMHI Most Hen	1352	+3,43	-6,48
Lafayette	274	+3,17	+25,50
Euro Disney	9,85	+3,14	-4,36
Christian Dior	82	+2,84	-0,89
Mercedes-Benz	20,20	+2,53	+3,58
Chapman Dubouche	875	+1,98	-2,25
Calsonic	256	+1,78	+5,96
Schneider SA	268	+1,73	+2,13
Cougar Cagocine	1899	+1,55	-6,69
Range 1	1179	+1,38	+7,18

BAISSES, 12h30	Cours au 20/03/97	Var. %	Var. %
Imetel	884	-4,22	+15,40
Renault	132,70	-3,84	+19,01
Legos	201,50	-2,48	+1,75
Pathe	1,01	-1,56	+13,68
Salomon (Ly)	419,10	-3,21	-5,82
S.L.T.A.	1082	-3,13	-1,63
Perrier-Ricard	219	-3,09	+17,14
Lafarge	378,90	-2,51	+2,71
Cassio Guichard	205,10	-2,28	+6,89
R.N.P.	249	-2,80	+21,01

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	2003 Titres	Capitalisation en F
LYMHI Most Hen	51608	68478815
Carrefour	132565	45161640
Alcatel Alsthom	46747	31397477
Christian Dior	191843	15612491
Air Liquide	173875	14910040
Elf	254587	923590130
Elf Aquitaine	151716	8273460
Sanofi	91211	7916856
Paribas	167278	648456210
Total	137536	640011960

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/03/97	Var. %	Var. %
Neslan France SA	400,60	+2,45	+205,80
Sopra	510	+2,30	+30,10
Corfide CB	205	+2,28	+84
Carrefour SA	29	+2,18	+19,50
Mc-Metropole TV	580	+2,64	+25

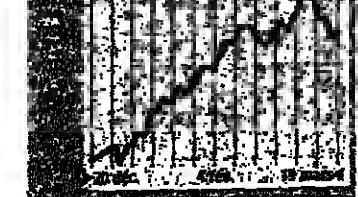
BAISSES, 12h30	Cours au 20/03/97	Var. %	Var. %
Sodexis (RM)	34	-12,82	-5,35
Info Realisat	238,40	-5,28	-
Info Realisat	238,40	-5,28	-
Moncler	80,10	-4,08	-1,11
Info Realisat	238	-4,47	+20,59

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

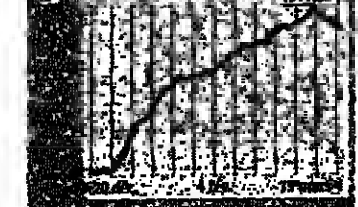
Ind. gén. SBF 120	1812,20	+0,64
Ind. gén. SBF 250	1749,05	+0,54
Ind. Second Marché	1911,66	+0,39
Indice MidCAC	1584,87	+0,35

Valeurs index	1996-20	1994-95	Var. %
1 - Energie	2111,41	2034,50	+3,79
2 - Produits de base	1783,04	1794,54	-0,61
3 - Construction	1820,25	1796,58	+1,29
4 - Biens d'équip.	1524,20	1504,40	+1,34
5 - Automobile	1122,45	1044,40	+7,46
6 - Biens consom.	1266,15	1239,34	+2,16
7 - Indus. agro-alim.	1080,30	1044,40	+3,41
8 - Distribution	1699,94	1688,30	+0,69
9 - Services	1771,25	1724,58	+2,70
10 - Secteur financier	1280,99	1240,89	+3,23
11 - Immobilier	831,28	835,24	-0,47
12 - Services financ.	1267,51	1268,25	-0,06
13 - Stocks invest.	1707,65	1710,25	-0,12

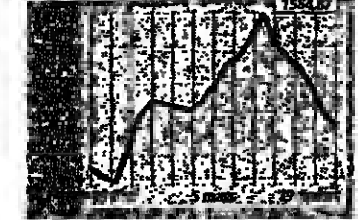
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Wall Street réduit ses pertes en clôture

LES MARCHÉS FINANCIERS japonais étaient fermés, jeudi 20 mars, pour la fête de l'Équinoxe de printemps. En revanche, pas de répit à Wall Street, où les valeurs américaines ont réussi à limiter leurs pertes en clôture, après avoir nettement reculé, dans le sillage du marché obligataire. L'indice Dow Jones a perdu 18,88 points (-0,27 %), à 6 877,68 points. Les coupe-circuit, qui limitent les transactions informatisées lorsque la variation atteint les 50 points, ont été mis en œuvre depuis la mi-journée jusqu'à une demi-heure environ de la clôture. Les prises de positions avant l'expiration trimestrielle, vendredi, d'options et de contrats à terme sur des actions et des indices boursiers (« journée des Trois sorcières ») ont également contri-

bué au déclin. Les principales victimes des liquidations ont été les titres de la haute technologie, qui ont déjà perdu la moitié des gains enregistrés en 1996 (20 %).

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en baisse de 24,6 points, soit 0,56 %, à 4 332,2 points. En revanche, la Bourse de Francfort a fini la séance officielle sur une hausse de 0,75 %, à 3 315,93 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 20/03/97	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2581,48	-0,94	-0,29
New-York DJI Indus.	6877,68	-0,27	+0,01
Tokyo Nikkei	14493,70	-0,26	-0,26
Londres FT100	4332,20	-0,56	-0,56
Francfort Dax 30	3315,93	+0,75	+0,75
Frankfurt Commer.	1138,54	+0,74	+0,74
Bruelles Euronext	2540,93	-0,29	-0,29
Bruelles Euronext	2127,26	-0,54	-0,54
Milan MIB 30	1047	-0,47	-0,47
Amsterdam AEX	429,50	-0,18	-0,18
Madrid IBEX 35	4751,15	+0,42	+0,42
Stockholm Allshare	2118,99	+0,19	+0,19
Londres FT30	3861,80	-0,33	-0,33
Hong Kong Hang Seng	12561,40	-0,77	-0,77
Singapore Strait	2120,56	-0,18	-0,18

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones	1996	1997
Alcoa	73,75	73,75
Allied Signal	72,75	73,12
American Express	63,87	63,50
AT & T	34,87	35,25
Bethlehem	8,50	8,50
Boeing Co	103,87	103,75
Caterpillar Inc.	80,62	80,12
Chesapeake Corp.	67,62	66,87
Coca-Cola Co	59,62	60,50
Disney Corp.	75	75,50
Du Pont Nemours & Co	109,62	111
Eastman Kodak Co	87,12	87,87
Exxon Corp.	101,37	101,25
Gen. Motors Corp.	54,37	55,75
Gen. Electric Co	103,37	103
Goodyear T & Rubber	54,37	54,37
IBM	138,12	139,37
Intl Paper	42,50	42,25
JP Morgan	105,62	105,12
McDonalds Corp.	47,25	47
Merck & Co Inc.	91,50	90,37
Minnesota Mining & Mfg	86,50	89,37
Philip Morris	121,87	125,25
Procter & Gamble Co	121,62	124,25
Schlumberger & Co	52,75	54,25
Sealed Air Corp.	101,50	100,62
Tesco	47,87	48,12
Union Carb.	76,12	73,75
Unilever Ltd	16,50	16,50
Westinghouse Electric	23,12	22,62
Woolworth	23,12	22,62

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	1996	1997
Allied Lyons	73,75	73,75
Barclays Bank	10,64	10,58
B.A.T. Industries	5,11	5,17
British Aerospace	13,33	13,33
British Airways	6,49	6,53
British Petroleum	7,04	7,09
British Telecom	4,61	4,41
S.T.R.	2,64	2,69
Chubb & Son	5,33	5,35
Eurotunnel	0,76	0,75
Foris	10,91	11,01
Glaxo Wellcome	9,25	9,24
Grain Processing PLC	9,25	9,24
Grand Metropolitan	4,92	4,90
Guinness	4,83	4,80
Hanson PLC	0,87	0,87
Great O	6,43	6,41
M.S.B.A.	14,63	14,83
Imperial Chemical	7,12	7,13
Legal & Gen. Grp	4,10	4,14
Martins & Spencer	4,72	4,65
National Westminster	7,06	7,12
Peninsular Oriental	6,58	6,60
Reivers	6,23	6,29
Sainsbury & Sainsbury	14,24	14,14
Shell Transport	10,81	10,89
Tate & Lyle	4,33	4,32
Unilever Ltd	16,13	16,17
Zeneca	17,26	17,84

FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30	1996	1997
Allianz Holding AG	3307	3295
Bank AG	62,68	61,51
Bayer AG	68,70	68,70
Bay HypoWechselsk.	51,50	50,39
Bayer Vereinsbank	61,90	61,60
BWV	1194	1194
Commerzbank	74	74,55
Daimler-Benz AG	127,20	126
Deutsche Bank AG	90,43	90,30
Deutsche Telekom	36,37	36,37
Dresdner Bank AG	55,65	55,20
Hessische ZV	68,05	68,05
Hochr AG	66,98	67,05
Karstadt AG	586	585,50
Linde AG	1117	1110
DT, Lufttransport AG	23,78	23,40
Man AG	472,40	473
Mannesmann AG	141,50	141,50
Metro	161,50	161,50
Muenchener R. N.	4185	4145
Preussag AG	454	457,70
RWE	72,60	74,80
Sap AG	273	277,50
Schering AG	148,25	148,20
Siemens AG	85,70	84,95
Thyssen	346,80	346,80
Veolia AG	96,75	96,10
Viel AG	755	747
Volkswagen AG	702,50	695

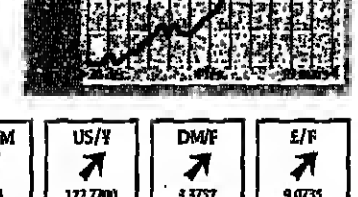
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Accès de faiblesse du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en nette baisse, jeudi 20 mars. L'échéance juin du contrat abandonnait dès les premières transactions 58 centimes, à 127,32.

La veille, le Matif avait marqué une pause - à l'image des autres marchés européens -, ne perdant que 2 centimes, à 127,90. Malmené en début de semaine en raison des

craintes d'un report de l'euro, les marchés européens se sont calmés, mais les opérateurs restent sur la réserve tant que subsistent les incertitudes sur la capacité des pays européens, et en particulier l'Allemagne, à respecter les critères de Maastricht en 1997.

La Banque de France a maintenu le taux au jour le jour, à 3,19 %, et les analystes estiment généralement que la Bundesbank devrait maintenir jeudi ses taux directeurs.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Ach. 1996	Vente 1996	Ach. 1997	Vente 1997
Jour le jour	3,1875	3,1875	3,1875	3,1875
1 mois	3,24	3,38	3,21	3,31
3 mois	3,28	3,38	3,27	3,37
6 mois	3,35	3,45	3,34	3,44
1 an	3,51	3,56	3,47	3,60

MATIF

Echéances 1993	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
juin 97	—	127,30	128,16	127,24	127,86
sept. 97	—	126,32	126,40	126,30	126,50
dec. 97	—	96	96	96	96

PIBOR 3 MOIS

	juin 97	sept. 97	dec. 97	juin 98
PIBOR 3 mois	46,37	46,33	46,30	46,50
PIBOR 6 mois	46,40	46,42	46,38	46,39
PIBOR 9 mois	46,29	46,31	46,27	46,28
PIBOR 12 mois	46,13	46,13	46,12	46,14

ECU LONG TERME

	juin 97	sept. 97	dec. 97	juin 98
ECU long terme	92,18	92,50	92	92

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 1993	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 97	—	2600	2608	2592	2596
Avril 97	—	2601,50	2607	2596	2598,50
Mai 97	—	2595,50	2595,50	2595,50	2595,50
Juin 97	—	2571	2571,50	2552	2554

PATINAGE La jeune Américaine Tara Lipinski, quatorze ans, championne des États-Unis, est l'une des favorites pour remporter le titre mondial de patinage artistique, les

21 et 22 mars, à Lausanne. ● **QUINZIÈME** aux derniers championnats du monde, à Edmonton (Canada), cette athlète qui a séduit l'Amérique avec son format de poche

(1,45 m pour 35 kilos) et ses manières de jeune femme a fait de gros progrès sous les yeux de son entraîneur Richard Callaghan et de sa mère, Patricia. ● **LA TENANTE** du

titre, Michelle Kwan, qui aura elle dix-sept ans dans quatre mois, a été battue par Tara Lipinski lors des championnats des États-Unis. ● Les Allemands Mandy Woetzel et Ingo

Steuer ont remporté à Lausanne leur premier titre de champions du monde en couple, les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis se classant septièmes.

A Lausanne, les petites fées de la glace jouent les grandes dames

Tara Lipinski, princesse miniature du patinage artistique, concourra, vendredi 21 et samedi 22 mars, pour le titre mondial. A seulement quatorze ans. Sa rivale, Michelle Kwan, n'en a pas encore dix-sept

LAUSANNE

de notre envoyée spéciale
Elle s'élance pour exécuter un saut, puis file d'arrêt se réfugier le long de la rambarde à portée de la voix rassurante de son entraîneur, Richard Callaghan. Tara Lipinski sait ses chances réelles. A la mi-février, elle a été sacrée plus jeune championne des États-Unis, devant la championne du monde en titre, Michelle Kwan, seize ans et quelques mois. Toute la saison, elle s'est appliquée à gagner l'estime des juges. En remportant la finale de la série des champions, début mars, à Hamilton (Canada), après s'être classée deuxième du Skate Canada, troisième du Trophée Lalique à Paris et deuxième de la Coupe des nations en Allemagne, elle est devenue une prétendante légitime au titre mondial.

L'an passé, au mondial d'Edmonton (Canada), où elle avait décroché une prometteuse quinzième place, ne la coiffait pas avec les minuscules ramasseuses de fleurs qui déhalaient la glace après le passage des compétiteurs. Aujourd'hui, son corps inachevé d'enfant prépubère singe à merveille les allures de ses rivales, plus âgées. Elle a appris à feindre la morgue de mise lors des échauffements. Elle est devenue une virtuose de l'« in-tox » chère aux patineurs. De ses



Tara Lipinski.

programmes riches en éléments, elle a travaillé la vitesse d'exécution. Naturellement fiable sur les sauts, elle s'applique à avoir

l'air « d'une jeune fille sophistiquée » en évoluant, dans un clin d'œil aux juges, sur la bande originale de Little Women (un remake des Quatre filles du docteur March) pour le programme technique, Roisin et Sentiments et Beaucoup de bruit pour rien pour le programme libre.

Alors que Michelle Kwan doute et tente d'apprivoiser un corps en pleine mutation (environ 1,60 m pour 50 kg), Tara Lipinski vit ses années d'insouciance. « Les références à sa petite taille lo chagrinent un peu, confie son coach. Elle espère secrètement atteindre 1,50 m ». Mais ses radiographies de croissance sont peu encourageantes. Tara Lipinski jouit donc de la confiance et d'une forme d'inconscience idéale pour succéder à Kwan.

Elle incarne aussi ce dont l'Amérique raffole. Originaire de Sugar Land - le « pays du sucre » - au Texas, elle allie le physique troublant des petites reines de beauté aux qualités athlétiques d'une Jeolifer Capriati et à l'esprit d'une Shirley Temple. Elle semble avoir emprunté le maquillage et les accessoires à chignon de sa mère lorsqu'elle délivre, à grands renforts d'efforts d'ongles soigneusement manucurés, les discours préfabriqués des bébés-stars.

Ses parents, Patricia et Jack, qui avouent ne rien connaître au patinage, o'eo finissent pas de s'étonner d'avoir egeodré une telle merveille. Ils apprennent sur le tas, s'adaptent au rythme effréné dicté par leur dynamique rejetno depuis sa oaissance. Il y

eut d'abord l'ours eo peluche offert par un ceetre commercial et qu'elle voulut à quatre ans : fallait-il s'inscrire pour l'obtenir à un cours de patin à roulettes ? Qu'à cela ne tienne. A cinq ans, elle faisait la loi dans une équipe de hockey de garçons de trois ans ses aînés. A six ans, elle o'avait pas chaussé des patins d'artistique depuis une demie-heure qu'elle chaloupait comme une professionnelle sur la musique d'ambiance.

A onze ans, puisque Tara maltraitait tous les sauts triples, sa maman a opté pour l'enseignement à domicile et l'a suivie à l'université du Delaware, un ceetre d'entraînement principalement dévolu à la formation des couples et des danseurs sur glace. Très vite, la petite a eu besoin « d'une glace de meilleure qualité et d'une attention particulière ».

ADOLESCENTE TRÈS NORMALE

Sa mère l'a emmenée, fin 1995, dans la banlieue de Detroit (Michigan), où Richard Callaghan, coach du champion du monde 1996 Todd Eldredge, a pris la direction des opérations : entraînement de 9 heures à 12 h 30, une pause d'une heure pour déjeuner, puis les cours à la maison de 15 heures à 19 heures. Chauffeur, cuisinier et superviseur, Pat Lipinski attend sa fille en bord de piste, résignée. « Toro o toujours pris toutes les décisions lo concernant, dit-elle, et ce qu'elle veut, c'est patiner. Nous ne pouvions qu'être là pour l'aider à se réaliser. Elle est notre seule enfant ».

Richard Callaghan ne s'alarme pas de cette dévotion : « Pat et Jack sont soucieux de voir Toro réussir parce que c'est elle-même qui le désire ». Depuis deux ans, les parents de Tara ont cédé du terrain à Mike Burgh, M-agent, m-organisateur de shows de gymnastique ou de patinage coocus pour la télévision. Il assure à Tara, cootre sa participation épisodique, un dédommagement

des lourds investissements consentis par ses parents. Plus de 50 000 dollars (environ 280 000 francs) certaines années entre vnages, double loyer, matériel, leçons particulières et précepteurs. « Mike était le seul des nombreux agents nous courtisant que Tara oimait bien, disent ses parents. Avec lui et grâce à ses résultats en compétition, elle gagne de l'argent sans avoir à sacrifier son entraînement. » Et Tara fait un tabac. Un héritier de la famille Romannv installé à Los Angeles n'a eu de cesse de la rencontrer après l'avoir vue à la télé. Lors d'un show à Santa Monica (Californie), il est venu lui offrir un des fameux œufs Fabergé.

Tara Lipinski est irrésistible. Pourquoi, d'ailleurs, cootrarier cette élève de troisième qui ravit ses trois précepteurs et promet de devenir avocate « comme papa ». « La situation n'est pas parfaite, reconnaît Jack Lipinski, employé par une compagnie pétrolière et séparé de « ses femmes » par le patinage, mais nous nous appelons tous les jours, nous nous voyons nu minimum deux fois par mois. » Au Texas, oo a vendu le cheval de Tara. Elle o'a plus de temps pour les mini-rodéos, mais les cinq chiens gardeot la maison où vit toujours Jack. « Pour qu'on oit un chez nous. » Chaque année pour les vacances, la gamine traîne ses parents dix jours à Disneyworld. « Elle connaît tous les personnages, elle est même devenue amie avec Blanche Neige, soupire sa mère. Mais elle grandit. » Selon Richard Callaghan, qui a vu d'autres petits génies, Tara n'est tont de même pas précoce dans tous les domaines. « Elle est douée, mais c'est aussi une adolescente très normale qui joccasse nu téléphone, odore troirner avec ses copines de la potinoire nu centre commercial et écouter à tue-tête une musique détestable ! »

Patricia Jolly

Premier titre pour le couple Woetzel et Steuer

Les Allemands Mandy Woetzel et Ingo Steuer ont obtenu leur premier titre de champions du monde en couple, mercredi 19 mars. Déjà en tête du programme court la veille, ils ont interprété un programme libre mieux « payé » que celui des tenants du titre, Marina Elstova et Andreï Bushkov, malgré deux chutes de Woetzel. Les Russes ont été relégués à la deuxième place sur une chute de Bushkov dans la rambarde sur le triple boucle piqué. Le même saut a perturbé leurs compatriotes Oksana Kasakova et Artur Dmitriev dans le programme technique comme dans le programme libre. Pourtant considérés comme favoris, avec la paire allemande, ils doivent leur troisième place à l'incroyable malchance et aux trous de concentration du troisième couple russe engagé : Elena Berezhnaya et Anton Sikharulidze, victimes de deux chutes chacun, ont été relégués à la onzième place, alors qu'ils pointaient en troisième position après le programme technique. Les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis se sont classés septièmes.

Dortmund stoppe net l'aventure d'Auxerre

AUXERRE

de notre envoyée spéciale
Chaque club a sa hâte noire. Celle d'Auxerre est noir et jaune. Le Borussia Dortmund vient de briser les rêves de grandeur d'une petite ville de l'Yonne pour la deuxième fois en quatre ans. Après les avoir privés d'une finale de Coupe de l'UEFA en 1995, les Allemands ont coupé aux Bourguignons l'accès aux demi-finales de la Ligue des champions. Leur victoire (1-0) au stade Abbé-Deschamps, mercredi 19 mars, a sonné le glas pour le champion de France.

Noir et jaune : le Westfalenstadion était tout entier. Il y a quinze jours, lors du match aller, remporté par Dortmund (3-1), il n'était pas un spectateur qui ne revêtait le maillot de son club fétiche. Cet engouement nicolare était beau à voir. Accessoirement, il rapporte 80 millions de francs par saison au club en marchandage. Cela avait fait réfléchir Guy Roux. Depuis une semaine, l'entraîneur menait campagne pour que le stade Abbé-Deschamps se pare de bleu et blanc. Les deux camionnettes de la Boutique du supporter furent largement sollicitées avant le début de la rencontre. Mais les spectateurs avaient préféré se revêtir avec des accessoires sortis du placard, répondant à la dominante du jour. Certains se présentèrent même au guichet recouverts de sacs-poubelle ! Plus économe que Guy Roux, il y a guère que le supporter auxerrois...

Pingre, mais pas voleur. L'entraîneur l'a fait savoir aux millions de téléspectateurs de manière démonstrative. En plein courroux,

« le » Guy s'en est allé lui-même exiger de ses ouailles qu'ils restent le ballon, retenu dans une tribune. D'un pas trotinant, il a échappé à la surveillance du délégué de la rencontre, Justice et ballon ne tardèrent pas à être rendus...

« Le jour où les gens ne rendront pas le ballon à Auxerre, je ne serai plus entraîneur de ce club », affirmait par la suite l'auteur de ce geste rempli, sinon de noblesse, du moins de la plus franche honnêteté. Mais, dans la minute qui suivit, l'homme se lança dans une violente diatribe sur les accointances germanophones de l'arbitre autrichien et des joueurs de Dortmund, n'étant pas loin de se dire victime d'un anchluss moral.

« CET AUTRE MONDE »

Bref, Auxerre est éliminé. La Ligue des champions, « cet autre monde », comme la déçit Jean-Claude Hamel, le président du club, continuera sans demi-portion. L'Ajax Amsterdam, le Borussia Dortmund, Manchester United et la Juventus Turin : les ngrs o'ont plus qu'à se manger entre eux. Le cinquantième match en Coupe d'Europe de Guy Roux ne lui aura pas porté chance. Il est bien un peu ennuyé d'être le premier champion de France depuis 1992 à oe pas atteindre les demi-finales de la plus prestigieuse des compétitions continentales. Mais cela n'empêchera pas l'Yonne de couler. Dès dimanche, Auxerre retrouvera le championnat et tentera de décrocher une onzième qualification européenne.

Un ancien Auxerrois jouera pourtant les demi-finales. On sou-

haite bien du plaisir à Eric Cantona. Gott Im Himmel, Dieu du ciel, le Borussia Dortmund est une fière équipe ! Elle prétend remporter la Ligue des champions, vingt et un ans après le dernier succès d'un club allemand, le Bayern Munich. Elle eo a les moyens. Mercredi, Auxerre a tourné une bonne heure autour de cette montagne sans y trouver de failles, à l'exception de deux coups de tête de Franck Silvestre dans la première demie-heure. Après le but chanceux, sur un tir détourné de Lars Ricken (61'), les Bourguignons ont renoncé à chercher plus longtemps, abandonnant littéralement la partie. À Manchester de reprendre les investigations, en avril.

La plus belle scène de cette soirée sera finalement survenue après la rencontre. Une centaine de supporters auxerrois en bleu et blanc traversèrent la pelouse pour venir applaudir leurs 1 300 hôtes allemands. La tribune jaune et noir répondit par des « Allez Auxerre ! » en français dans le texte. A la sortie, chacun échangea des poignées de main, des remerciements, visiblement ému de cet inhabituel élan d'amitié.

Benoît Hopquin

Un match nul à Porto (0-0) a suffi à Manchester United pour rejoindre en demi-finales de la Ligue des champions, le Borussia Dortmund. L'autre demi-finale, disputée les 9 et 23 avril, opposera la Juventus Turin, vainqueur de Rosenborg (2-0), à l'Ajax Amsterdam, qui s'est qualifié aux dépens de l'Atletico Madrid à la fin de la prolongation (3-2).

Bataille grenobloise autour du match France-Italie de rugby

A MOINS de trois jours du coup d'envoi du match de rugby France-Italie qui doit avoir lieu, samedi 22 mars, sur la pelouse du stade Lesdiguières à Grenoble, une tout autre dispute, révélatrice, en dépit des assurances de chacun, de la persistance d'un climat particulier à la ville, s'est jouée hors terrain entre la municipalité, conduite par le maire socialiste Michel Destot et le conseil général de l'Isère, dirigé par Michel Hannoun (RPR), en charge de l'interim d'Alain Carignon.

Répondant à une offre présentée par la société France-Rugby Promotion, chargée de la commercialisation des événements sportifs de la Fédération française de rugby (FFR), le département s'est en effet rendu acquiescent d'un espace publicitaire au ceetre de la pelouse, qu'aujourd'hui la ville lui conteste, au motif qu'elle « n'a pas été associée à ce choix ».

Dans une lettre adressée le 17 mars à la Fédération, l'adjoint chargé des sports, Yves Brouzet, a ainsi demandé qu'« aucune inscription, nu logo, relevant d'une collectivité territoriale ne soit inscrit sur le terrain ou affiché sur le pourtour ». « S'il doit y avoir un logo, c'est celui de Grenoble, propriétaire du terrain », a justifié l'élu, qui a en revanche démenté que la municipalité ait jamais eu l'intention de faire interdire le match. « Il y a une vraie tradition du rugby à Grenoble et nous nous réjouissons d'accueillir cette rencontre », a-t-il affirmé.

Le conseil général, mis en cause, a de son côté réagi et publié un communiqué dans lequel il précise avoir « passé un contrat en bonne et due forme » et n'avoir pas « l'intention aujourd'hui de [le] remettre en cause ». Visiblement embarrassé par une querelle dont elle se serait bien passée, la Fédération a pour sa part hôté en touche. « Apparemment, toutes les collectivités territoriales concernées ont bien été contactées », a confirmé un de ses représentants, précisant que la Fédération allait s'efforcer de « calmer le jeu ».

Pas totalement neutre puisque présidé par le professeur Max Minoud, conseiller municipal d'opposition (div. droite) de Grenoble, le Comité des Alpes de rugby, organisateur de la rencontre a, lui aussi, passé le ballon. « Nous nous sentons aujourd'hui pris en otage par une querelle politique qui ne sera profitable, ni au rugby ni à Grenoble », a regretté un de ses dirigeants.

Nicole Cabret

SPORTS D'HIVER
LOCATIONS
(France et étranger)
Sur Minitel
3615 LEMONDE

Mode à Paris.
underground
le podium

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

هكذا من الأهل

Mode à Paris, l'underground sur le podium

Prêt-à-porter pour l'hiver 1997-1998. Quand forces de l'ombre et couleurs du métissage s'affrontent... Reflets d'une époque de toutes les fractures

APRÈS LONDRES ET MILAN, avant New York, les défilés parisiens du prêt-à-porter pour l'hiver 1997-1998, organisés du 10 au 19 mars, s'achèvent, laissant derrière eux une odeur de tabac froid dans un matin blême. Entre messes noires et rêve d'ailleurs, la future et cosmopolitisme, le scénario à facettes d'une saison placée sous le signe des extrêmes. Vingt ans après le *God Save the Queen* des Sex Pistols, on a vu le noir se répandre sur les podiums, révélant zones d'ombre, exorcismes, mutilations et déchirures, dans des Métropolis saisies par la peur. Entre les sudettes de nylon néo-trashy, les remakes réalistes des *Damnés* de Visconti, et les scènes de chasse dans un bordel berlinois, les fantômes s'interpellent.

La déchéance devient un effet de style, la prostitution et la drogue, des classiques, dans des parodies douteuses des photos de Nan Goldin. Jean Colonna avec son défilé *Lune dans le caniveau*, à Pigalle, est la référence obligée. Les nouveaux spectres pronés par les stylistes-photos expriment une fascination pour les cheveux blonds en pétard, le regard déglissant de rimmel, la silhouette osseuse, le torse nu sous une grande veste d'homme : « C'est très choc, très cut, très sharp... », expliquait Sonia Rykiel en coulisses à Marie-Françoise Marck, animatrice de « Paris-Mode » sur la chaîne câblée Paris-Première : « J'avais envie de ce côté Mars Attacks, tu vois, mais sans l'overdose... »

Le noir, cette saison, a servi de ligne de rupture entre deux mondes. Toutes les couleurs du noir sont au rendez-vous. Il y a le noir qui crispe, et le noir qui pleure. Le noir ténu dans ses bottes pointues (*Costume National*) et le noir silencieux qui avance à pas d'ombre, avec Ann Demeulemeester. Ou encore Helmut Lang renouvelant d'une manière moderne et poétique, la robe noire, portée comme un tee-shirt voilé de tulle, comme une esquisse au fusain sur une page blanche.

ENVIE DE LIBERTÉ

Des petites tribus se forment, avec leur chef de file. Ecarlate et noir, le monde fantastique de Martine Sitbon, aux robes-filaments de velours dévorés, trouve un écho chez la néo-romantique et marseillaise Fred Sathal : surgies d'un château hanté, ou d'une grotte rongée par la mousse, ses princesses aux manteaux-ailles de papillon, ongles crochus et pailletés, libèrent les fantômes de Barbey d'Aurevilly.

A l'Elysée-Montmartre, le Belge Dirk Van Saene fait défiler un cortège de pensionnaires en deuil, sarraus gris, visages de porcelaine voilés d'un casque d'escrime en résille sur lesquels on lit des broderies comme des tags : *Black angel* (Ange noir), *Prettiest* (la plus jolie), ou *Tears of Love* (larmes d'amour). C'est l'image qu'emportent avec eux, les Coréens et les Japonais - très nombreux dans le public - venus chercher ici les fidèles



Le monde fantastique de Martine Sitbon.

sons de l'underground européen. Comme l'explique la Japonaise Keiko Hirayama, directrice d'un magazine de mode édité par Shiseido, « ou Japon, les marques italiennes ou américaines sont plus populaires aujourd'hui que les couturiers français. Leurs images servent de modèles d'identification. Mais après Londres, c'est à Paris qu'on vient rechercher l'avant-garde ».

Époque de toutes les fractures traduites dans les couleurs, le choix des mannequins, ou des musiques - techno et batcave contre chants du monde ou blues. Les vêtements

habillent des attitudes, une manière de s'exposer ou de se durcir, d'aller vers les autres ou de se caparaçonner. L'habit n'aura jamais fait autant le moine. Épaulée, réveillonnante dans ses robes dorées façon « soir de victoire à Vindobona », ou coincée dans ses tailleurs, l'image de la bourgeoisie française retrouve en arrogance ce qu'elle perd en audience internationale. Ce n'est certainement pas avec la couture pour dames décorées à bergers allemands, et autres para-Mariene (Stéphane Rolland) que Paris reconquiert une allure.



Les feux d'artifice de Christian Lacroix.

Au moment où les Américains applaudissent Paris comme capitale de la haute couture (« *Romance is back* », écrit l'hebdomadaire *Time* du 24 mars, « *C'est chic, c'est French* », constate *Newsweek* du 17 mars), des télescopes d'influences venues d'ailleurs rendent à Paris son souffle. En marge des frou-frous Belle Époque et de la mode cancelat, loin des petites culottes de Londres et des bruits de bottes de Milan, des couturiers et des créateurs manifestent leur envie de liberté, d'ouverture, exactement comme à la fin des années 70. Brisant ainsi le carcan d'un système de la mode qui se réduisait à des images muettes, des femmes au regard candeur, et aux bouches effacées.

TELS DES MANIFESTES

Deux visions, auxquelles les années 80 servent de repères, s'affrontent : no future contre métissage, clones de rédactrices de mode contre corps en mouvement. Dans ce contexte, certaines collections s'imposent comme des manifestes : avec ses « *reines de tous les continents* », Jean-Paul Gaultier aura suscité une émotion très rare. Le monde de Xuly Bet remue, secoué de rythmes et de désirs.

Dans un feu d'artifice de couleurs, rases posés comme des touches de fards, pépites d'or tissées, satins arlequins, lamés masaiques, Christian Lacroix donne à ses « *ciadines migrantes* » un peu tribales « l'étoffe des

Photographies de Françoise Huguer

hérounes du monde. La joie de l'accumulation se fonde dans une allure, silhouette d'égérie qui mène la danse.

Loin des visages hagards, la parure redevient le symbole d'une fin de siècle planétaire : merveilleuses en bouillotte et manteau militaire d'Isabel Marant, africaines tibétaines de l'Anversois Dries Van Noten, chinoises coréennes de Lee Young Hee. Paris s'abre encore dans ce nouveau « *street couture* » griffé Bertrand Maréchal, alsacien qui cherche à définir Albert Elbaz, nouveau stylistes de Guy Laroche. Certains éliminent, simplifient. D'autres se protègent.

Les noirs fluides de Yohji Yamamoto, comme des épis d'ombre sous le vent, s'encombre parfois de constructions trop académiques sur un corps improbable. Martin Margiela, lui, n'organise pas un défilé, mais trois, laissant sortir d'un car de tourisme quelques filles en tailleur « *inachevé* », aux épaulettes piquées d'épingles. La pression est intense. Et comme l'explique un couturier retrouvant après les fureurs du show, le calme du showroom : « Le problème, c'est que nous n'avons plus le temps de rêver... »

Laurence Benaim

Ann Demeulemeester, princesse du noir

BAPTISÉE « DÈSSE ROCK » (« Rock Goddess ») par le quotidien américain *Women's Wear Daily*, Ann Demeulemeester est sans doute l'une des stylistes européennes les mieux reconnues aux États-Unis. Née à Kortrijk (Courtrai [Belgique]) en 1959, cette ancienne élève de l'Académie royale des Beaux-Arts d'Anvers fête en 1997 les dix ans de sa griffe, diffusée dans cent soixante points de vente à travers le monde.

Styliste, chef d'entreprise à la tête d'une société de vingt personnes, elle vit et travaille en autarcie à Anvers et présente deux fois par an à Paris, depuis 1992, ses collections. « J'ai besoin du vide pour pouvoir construire », dit Ann Demeulemeester. J'aime être dans une île plutôt qu'au milieu de tout. C'est dans la solitude que je trouve la force. Elle reprend, là où les couturiers japonais Pont laissés, le travail sur l'espace entre le

corps et le vêtement, avec ses silhouettes moitié sculptées, moitié abstraites. Un dos devient un devant, un drapé se fonde dans une robe, simulant une légère torsion ; une épaule glisse, le flou et le tailleur se croisent dans l'ombre.

LE MOUVEMENT COUPE

De cette nonchalance faite de hasards provoqués et d'asymétries, la collectionneuse de roses sauvages qu'elle est a fait un style, aux couleurs du blanc et du noir, un art de vivre, une musique apprise auprès de ses idoles, Lou Reed et Patti Smith.

Comme des mouches dans un aquarium immaculé, les acheteurs se précipitent, cette saison, sur ses pardessus d'ombre, ses tee-shirts à pinces cicatrices ou ses tuniques impalpables de tulle de sole frangées de perles de verre noir, à l'image d'une silhouette à la fois « plus près du corps, et

plus oérée ». « Je ne veux pas être distrait par la couleur, dit la créatrice. Le noir, c'est une forme, c'est un ton, une recherche qui fait partie de moi. Il y a des noirs rock and roll et des noirs pastels, agressifs, masculins, chics, vulgaires. Avec lui, tout est possible, il exige, on ne peut pas se permettre de faire des erreurs ».

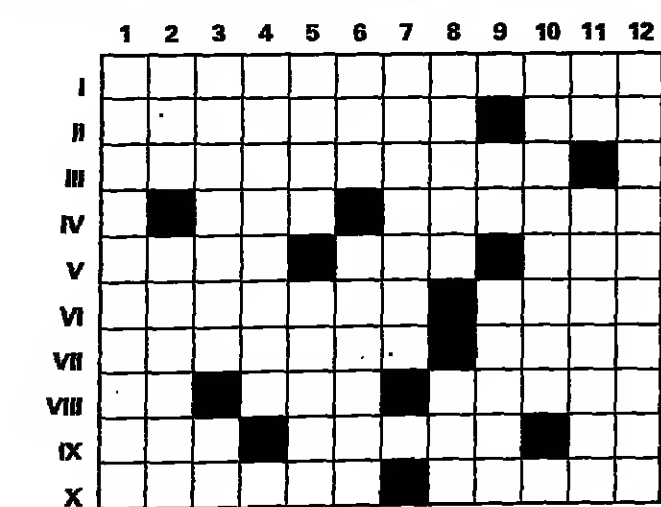
« Je commence par le dessin, dit encore Ann Demeulemeester. Je le donne aux modélistes qui travaillent avec moi. Je les laisse recommencer jusqu'à ce qu'on trouve la traduction parfaite du croquis. On étudie, on avance. Depuis le début, je cherche à capter le mouvement dans un vêtement. Faire qu'il se confonde avec un geste. La fin de l'histoire, c'est avoir envie de porter les vêtements et de se sentir belle dedans. Mon luxe, c'est de faire ce que je veux. »

L. B.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97052

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Des ouvertures avec de drôles de regards. - 2. Sur les pas de sainte Angèle. Renforce le cor en appel. - 3. III. Rendra puisque mal pris. - 4. Un classement pour ceux qui sont bien en court. Fit une tête ondulée. - 5. Tout feu tout flamme. Doublié ou triplé dans la bavette. Un peu de gaspillage. - 6. Elle en a par-dessus la tête. Des bains chez Degas. - 7. Sans aucune imagination et heureusement sans suite. Mis dans un ensemble. - 8. Nobel nippon. Précieuse essence indienne. Fleurs

cueillies à l'envers. - 9. Vieille rogne. Poitrines familiaires. Voyelles. - 10. Courts et gros chez les animaux. Toujours bon pour le service.

VERTICALEMENT

1. Pour une bonne tension de la chaîne. - 2. Découpage historique. S'attaquera au fruit. - 3. Comme une lionne sortant de l'écu. Lettres de l'église. - 4. Se battent pour gagner. - 5. Pour mettre le bateau à l'eau et prendre un bain. De nature agréable. - 6. Petite pièce au Moyen Âge. Les parties qu'il

faut gagner absolument. - 7. Sorti à l'arraché. - 8. Fera la grande ouverture. Possessif. - 9. Un début de roulement. L'art de couper les mots. - 10. Pour tirer les fils du lin. - 11. Cité d'Abraham. Libération, mais pas *Le Monde* ni *Le Figaro*. - 12. En douceur mais pas toujours en ligne droite.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97051

HORIZONTALEMENT
1. Agriculteurs. - 2. Ruilé. Métrée. - 3. Rivets. L. CD. - 4. INA. Oculaire. - 5. Édition. Grün. - 6. Retenon. Bérét. - 7. Lm. Un. Alep. - 8. Tell. Blair. - 9. Édage. - 10. Ur. Irrigée. - 11. Recrues. Nt. - 12. Sédateur.

VERTICALEMENT
1. Arrière-ban. - 2. Guinder. Dû. - 3. Rivait. Ohé. - 4. Ile. Teloop. (poulet). - 5. Cétoine. Cr. - 6. Scouts. - 7. Lm. Un. Alep. - 8. Tell. Blair. - 9. Édage. - 10. Ur. Irrigée. - 11. Recrues. Nt. - 12. Sédateur.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé par le Monde 12, rue M. Guebrou 94852 Ivry cedex

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris cedex 08

L'ART EN QUESTION

N° 9

En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

La mode au musée

LE 24 JANVIER, le Musée de la mode et du textile s'installe dans la partie ouest de l'aile de Rohan, rue de Rivoli, à Paris. Attribuée sous le Second Empire au ministère d'État, aux bureaux de la Maison de l'Empereur, et plus tard au ministère des finances, l'aile de Rohan constitue un précieux témoignage de l'architecture du Louvre. Tout ce qui concerne l'habillement, la mode, a aujourd'hui son musée où seront exposées des collections faites au sein des collections. Celles-ci comprennent près de 60 000 costumes, des accessoires, des textiles et des documents d'archives.

Quel ministre a offert au Musée de la mode et du textile le costume qu'il portait lors d'une séance à l'Assemblée nationale ?

■ Raymond Barre
■ Jacques Chaban-Delmas
■ Jack Lang
Réponse dans *Le Monde* du 28 mars.



Costume d'apparat masculin, en velours de soie vert foncé brodé, 1800-1818.

Solution du jeu n° 8 (*Le Monde* du 14 mars). Les vitraux de la Sainte-Chapelle (1243-1248), situés dans l'enceinte de l'actuel Palais de justice de Paris, sont contemporains de la tête de Jayavarman VII réalisée par un sculpteur khmer.

مكتبة الزهر

Le fast-food est atteint par la crise de la restauration

En 1996, pour la première fois, McDonald's et ses concurrents n'ont pas progressé. La crise de la « vache folle » a pesé lourd, mais certains s'interrogent aussi sur l'apparition d'un phénomène de lassitude chez les consommateurs

En 1996, l'activité de McDonald's et de Quick, les principales chaînes de fast-food en France, n'a progressé que grâce à la création de nouveaux restaurants. En raison du nombre d'établissements

constant, apparaît une baisse de l'ordre de 5 % en un an. Les effets de la crise de la « vache folle » n'expliquent pas tout. L'environnement économique et social n'est guère favorable, et peut-être faut-il aussi

compter avec un phénomène de lassitude. A l'instar des autres secteurs de la restauration, les fast-foods multiplient les références aux valeurs-refuges, fondées sur l'authenticité. McDonald's lance, le 21 mars,

un hamburger « au goût français », avec une sauce au poivre et à la moutarde ancienne, et Quick devrait suivre, dès le 24 mars, avec « un nouveau hamburger au bœuf, sur toast ». Deux études menées

viennent rappeler que l'engouement actuel en faveur du « terroir » peut revêtir un caractère artificiel. Le plus souvent, les consommateurs se révèlent incapables de distinguer l'industriel de l'artisanal.

LE HAMBURGER a sans doute mangé son pain blanc. Pour la première fois de l'histoire de ce secteur qui n'avait connu que des années de forte croissance, 1996 marque un recul. A périmètre comparable – c'est-à-dire en ne prenant pas en compte les restaurants ouverts au cours de l'année –, la baisse d'activité de la chaîne belge Quick (270 établissements) atteint environ 5 %. Leader incontesté du hamburger (7 milliards de francs et 500 établissements en France), McDonald's fait état d'une baisse du même ordre. Là encore, seules les implantations nouvelles ont permis d'accroître les ventes.

Bien sûr, la crise de la vache folle a pesé lourd, même si l'organisation propre aux grandes chaînes de restauration rapide (l'existence de filières garantissant la « traçabilité » de la viande bovine) leur a permis de limiter les dégâts. Cependant, les responsables de la profession admettent que d'autres facteurs sont intervenus. De toute évidence, le fast-food est atteint à son tour par la crise qui touche depuis deux ans l'ensemble de la restauration.

« Les gens sortent moins, et la qualité grandissante des produits sur-gelés à consommer à domicile commence à exercer une certaine concurrence », assure-t-on chez McDonald's. Chez Quick, on insiste également sur « les difficultés économiques, notamment le chômage des moins de vingt-cinq ans, qui représentent la moitié de notre clientèle ».

« Une autre attente » : Directeur de Coach Omnium, cabinet spécialisé dans l'hôtellerie et la restauration, Mark Watkins va plus loin. « Un phénomène de lassitude commence à affecter le fast-food, analyse-t-il. Pour y faire face, les chaînes multiplient les nouveautés, mais il va aussi leur falloir renouveler l'animation, car les enfants y viennent surtout pour l'ambiance. Ces derniers temps, l'espérance de vie d'un concept de restaurant s'est raccourcie. »

« Le hamburger a vingt ans, et il n'étonne plus personne, renchérit le consultant Bernard Boutboul (Gira-Sic). Les sandwicheries

ant réalisé de gros progrès et lui font de l'ombre. Une autre attente se dessine », affirme-t-il tout en reconnaissant que les chaînes font preuve d'un réel dynamisme.

« Ce n'est pas parce que l'environnement est difficile que notre concept de restaurant est en déclin », rétorque Pierre Woreczek, directeur du marketing de McDonald's. Nous ne provoquons plus autant de curiosité, mais nous conservons de solides arguments : propreté des locaux, qualité et régularité des pro-

duits, sens de l'accueil mais aussi capacité de s'adapter à l'évolution des goûts. Nous disposons de vraies réserves de croissance. »

VENTES DÉFAVORABLES En fait, les géants du fast-food (65 000 emplois et plus de 10 milliards de chiffre d'affaires en France) ont déjà réagi face aux vents défavorables qui se lèvent. McDonald's France – qui n'envisage pas de casser les prix comme aux Etats-Unis – s'est lancé, avec

le Mc Morning, la conquête du marché du petit déjeuner. Le groupe américain montre aussi qu'il sait se plier à la culture alimentaire locale lorsqu'il le juge nécessaire. Le 21 mars, le Mc Deluxe, hamburger « au goût français », fera son apparition. Une initiative à laquelle Quick répondra, dès le 24 mars, avec « un nouveau hamburger au bœuf, sur toast ».

Toujours en quête de proximité avec un consommateur dont on sait qu'il apprécie d'être rassuré par l'évocation d'une tradition plus ou moins idéalisée, l'industrie du fast-food multiplie les références aux valeurs-refuges, à l'image d'un nombre grandissant de restaurants et de chaînes bôtelières. Avec le Mc Deluxe, McDonald's rend hommage aux préférences des adultes français pour le salé et les légumes frais. Une façon de sacrifier à la mode du retour au naturel.

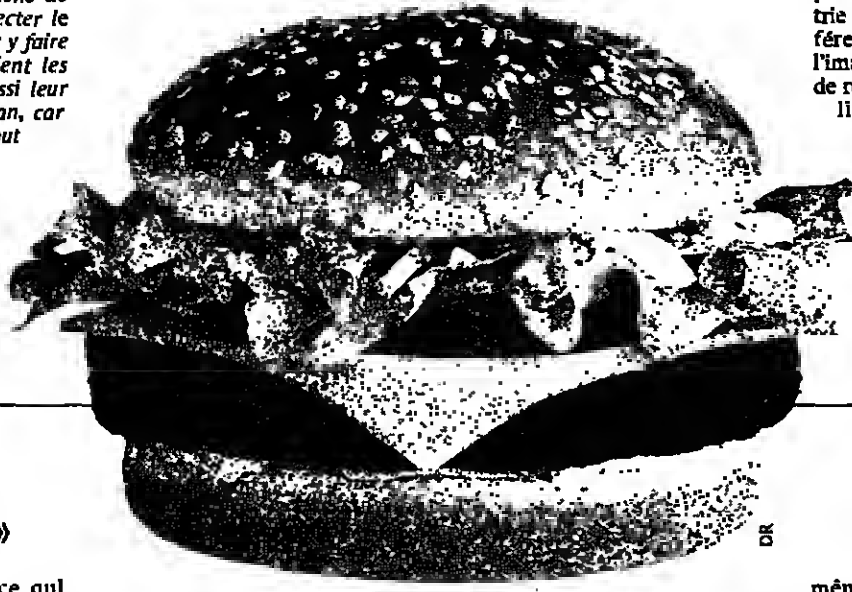
Pour sa part, Kentucky Fried Chicken, chaîne de fast-food industrielle, axe son discours sur la recette

du poulet aux épices inventée il y a fort longtemps par son créateur. Commercialement prometteuse, cette sensibilité n'est pas pour autant une recette-miracle. Quick, qui s'est imposé derrière McDonald's en multipliant les innovations, reconnaît que son hamburger à la sauce béarnaise s'est soldé par un cuisant échec.

NOUVEAUX TERRITOIRES Les années d'expansion à tout va du fast-food sont révolues. La croissance se poursuivra, mais à un rythme moins effréné. McDonald's et Quick, qui ont ouvert respectivement une centaine et quarante-cinq nouveaux restaurants l'an passé, prévoient d'en ouvrir beaucoup moins en 1997, mais il leur reste encore de nouveaux territoires à conquérir, surtout dans les villes moyennes.

Actuellement, il se vend un hamburger pour sept sandwiches, et la France compte un fast-food pour 75 000 habitants. Elle pourrait en compter un pour 40 000 habitants au début du siècle prochain.

Jean-Michel Normand



Le Mc Deluxe : délibérément salé

McDonald's lance le hamburger « au goût français »

L'HOMMAGE est symbolique, mais il faut l'apprécier à sa juste valeur. A partir de vendredi 21 mars, McDonald's propose un hamburger « au goût français ». Premier sandwich gratifié d'une dénomination « explicitement compréhensible dans la langue française », le Mc Deluxe sera servi avec une nouvelle sauce à base de moutarde à l'ancienne et de poivre. « Légèrement relevé », cet assaisonnement rompt avec la traditionnelle sauce sucrée-salée qui caractérise, avec force ketchup, la signature des hamburgers classiques. Le Mc Deluxe est composé d'un steak haché de 113 grammes, d'une rondelle de tomate au calibre revu à la hausse, d'une tranche de cheddar, d'oignons frais et, pour la première fois, d'une feuille de salade entière et non plus coupée en petits morceaux.

Ces marques d'estime adressées à quelques standards de la cuisine française ne sont évidemment pas gratuites. Pour McDonald's, il s'agit de proposer à sa clientèle « un goût différent » avec ce produit spécifique à notre pays qui, précise le groupe, est destiné à s'inscrire de façon permanente dans la gamme des produits proposés dans ses plus de 500 restaurants.

MÉTISSEGE GASTRONOMIQUE

Le résultat escompté est d'élargir la gamme afin d'inciter les inconditionnels à revenir plus souvent et, surtout, attirer l'attention de ceux qui ne trouvent pas chez « McDo » les saveurs qu'ils apprécient en général. « Les préférences gustatives évoluent, remarque un dirigeant du groupe américain. Les gens souhaitent un goût plus rond et, en même temps, plus marqué. Ils recherchent aussi davantage de légumes, pour plus de fraîcheur et de qualité. A travers la recherche d'un saveur plus proche des produits, s'exprime une demande de rassurance. D'une certaine manière, ce phénomène nous rattrape. »

Le Mc Deluxe sera vendu un peu moins de 20

francs, ce qui le situe dans la même tranche de prix que les autres hamburgers de bonne taille. Ce lancement d'un hamburger délibérément salé illustre la nécessité de couvrir les différentes sensibilités alimentaires. S'il marque aussi la force des reticences culturelles qu'expriment les papilles françaises à l'égard du mélange sucré-salé, il constitue aussi une forme de métissage gastronomique plutôt sympathique et, en tout cas, parfaitement en phase avec les tendances alimentaires actuelles.

DIVERSIFICATION

D'après les études menées auprès de 1 500 clients, le Mc Deluxe (appellation déjà connue à l'étranger mais pour des produits différents) est particulièrement apprécié des plus de 35 ans, des femmes et des consommateurs n'habitant pas en région parisienne. Il semble également convenir aux 12-14 ans qui, contrairement à certaines idées reçues, ne sont pas forcément prêts à mettre le ketchup à toutes les sauces.

En proposant ce produit, McDonald's poursuit sa stratégie de diversification – déjà expérimentée avec la création de hamburgers au poulet, au poisson, l'introduction de salades composées et, fin 1996, de la formule de petit déjeuner Mc Morning – tout en la recentrant. Tout en commercialisant le Mc Deluxe, la chaîne américaine entend remettre de l'ordre dans son menu. En dix-huit mois, pas moins de sept hamburgers « saisonniers » (Mc Timber, Mc Wanted, etc.), qui ne constituaient pas toujours de véritables nouveautés, ont vu le jour. Désormais, l'accent est mis sur une meilleure lisibilité de la carte.

J.-M. N.

Le « terroir », concept à géométrie variable

mêmes pâtés leur ont été présentés avec, cette fois, une étiquette précisant de quel type de fabrication il s'agissait.

Lors de la première séance, la dégustation en aveugle a vu « les pâtés non traditionnels obtenir des notes significativement plus élevées que les pâtés traditionnels ».

En revanche, après information sur la technique de réalisation du produit, l'ordre des préférences s'est trouvé bouleversé. Visible-ment, la seule présence d'une étiquette évoquant une fabrication artisanale a fait bondir la note (de 22 % en moyenne) alors que, pour les autres pâtés, l'indice de satisfaction n'a pas varié.

Conclusion : « Une information relative à une fabrication traditionnelle joue un rôle positif important, tant sur l'attente que sur l'appréciation après dégustation, et une information relative à une recette non traditionnelle joue un rôle négatif, mais uniquement sur l'attente. »

Une deuxième expérience a été tentée auprès de cent cinq Parisiens et Dijonnais auxquels il a été demandé de goûter douze jambons cuits différents. Parmi ceux-là, six avaient été fabriqués à partir d'une technologie industrielle classique. Toutefois, leur appellation évoquait une tradition artisanale immémoriale. L'autre moitié était composée de

produits fabriqués par des artisans selon une technologie datant des années 70.

Première observation : les consommateurs, auxquels l'emballage des produits n'a pas été présenté, ont largement plébiscité les jambons non traditionnels. Deuxième observation : « Un grand nombre de jambons non traditionnels ont été notés comme traditionnels » et cela quel que soit l'âge ou l'origine géographique des personnes interrogées.

RASSURER LES CONSOMMATEURS

« La tradition au sens du technicien ou du sens du consommateur », concluent non sans flegme les deux auteurs de l'étude, qui soulèverait que des recherches soient menées sur d'autres produits et avec d'autres échantillons afin de confirmer ce constat. « Un produit présenté comme traditionnel permet surtout de rassurer les consommateurs, incapables d'identifier une fabrication artisanale », note Françoise Siret, qui constate que « cette notion reste largement du domaine de l'immatériel ». Dès lors, on comprend que, désormais, les industriels de l'agroalimentaire ne jurent plus que par le « terroir ».

J.-M. N.

SI C'EST QUELQUE PART DANS LE MONDE, C'EST AU

SALON MONDIAL DU TOURISME

PARIS- PORTE DE VERSAILLES-HALL 5

JEUDI-VENDREDI (NOCTURNES) 11H À 22H

SAMEDI-DIMANCHE-LUNDI 10H À 19H

20 AU 24 MARS

Venez construire les vacances dont vous rêvez !

TARIF RÉDUIT 40% au lieu de 50%

SUR PRÉSENTATION DE CETTE ANNONCE À L'ENTRÉE.

Offre valable pour une personne.

VENTES

Peintures de l'entre-deux-guerres

TOUT LE MONDE le sait : la peinture moderne renaitra forcément de ses cendres. En attendant, c'est le moment d'acheter des œuvres dont les prix n'ont cessé de baisser pendant plus de six ans. A Drouot, un ensemble de plus de deux cents tableaux modernes, qui sera vendu le 24 mars, propose notamment de nombreuses toiles des années 30-40, dont les estimations moyennes vont de 5 000 à 35 000 F. Entre les deux guerres, le malaise qui pèse sur l'Europe est ressenti par tous les artistes, et les peintres vont l'exprimer d'une manière particulière. Apparu vers 1906, le cubisme a déjà préparé le terrain, en imposant une traduction géométrique des formes figuratives, qui se prolonge tout naturellement dans l'abstraction.

Serge Charchoune (1888-1975) élabore son œuvre de manière progressive, comme le montre une suite de quatorze toiles, datées en 1926 et 1936 et estimées entre 10 000 et 18 000 F. Elles illustrent en même temps unité et diversité.

Douze œuvres de Marcelle Cahn (1895-1981) sont typiques de l'esthétique puriste, un mouvement qui prône des formes synthétiques entre le cubisme et l'abstraction. *Instruments de musique* (1926), dans l'esprit de Fernand Léger, est annoncé à 60 000-80 000 F. *Le Bourg* (1923), de 25 000 à 30 000 F, *Verre de vin et Cartes à jouer* (1922), de 12 000 à 15 000 F.

Pierre Tal-Coat (1905-1985) est un des peintres français dont la cote se consolide peu à peu. Bien que sa période la plus appréciée concerne l'après-guerre, où il se lance dans l'abstraction pure, les créations des années 30 ne sont pas dédaignées. On trouvera ici *La Discorde* (Vers 1939) dont on attend 30 000-40 000 F et *Deux têtes* (1934), 30 000 à 35 000 F.

André Lhôte (1885-1962) jouit d'une demande internationale pour sa période cubiste, la plus recherchée. Un paysage d'esprit cubiste, mais un peu tardif, figurant des Maisons au toit rouge dans des collines, est estimé à 60 000 F

et un *Nu* postcubiste (1929), de 70 000 à 80 000 F.

Louis Marcoussis (1883-1941), d'abord impressionniste, se rallie ensuite au cubisme. On trouve ici *Les Abeilles au jardin aux abeilles*, une composition abstraite de 1940 où des figures géométriques, mélangées à des éléments figuratifs, dégagent une fantaisie pleine de mouvement et de couleur (140 000-160 000 F).

Dans un genre différent, pas du tout abstrait, Alfred Courmes (1896-1993) tourne en dérision son époque et l'art lui-même. *Le Bain à Ostende ou la Naissance de Vénus*, parodie de Botticelli, est proposé à 25 000-30 000 F. Plusieurs dessins valent leur prix varier de 1 200 à 6 000 F.

Catherine Bedel

★ Richelieu-Drouot, Lundi 24 mars. Exposition sur place, le samedi 22 mars, de 11 heures à 18 heures. Etude Loudmer, 7, rue Rossini, 75009 Paris, tél. : 01-44-79-80-50.

Calendrier

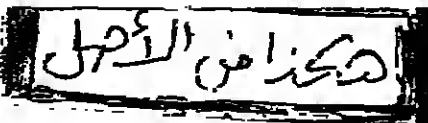
● ANTIQUITÉS

Gex (Ain), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, de 9 à 20 heures, 70 exposants, 35 F.

Tours (Indre-et-Loire), palais des congrès, du vendredi 21 au lundi 24 mars, vendredi de 10 à 23 heures, samedi-dimanche de 10 à 20 heures, lundi de 10 à 18 heures, 50 exposants, 35 F. Châlons (Marne), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, vendredi de 12 à 21 heures, samedi de 10 à 20 heures, dimanche de 10 à 19 heures, 50 exposants, 20 F. Chaville (Hauts-de-Seine), gymnase Lagrange, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, de 10 à 20 heures (vendredi de 16 à 20 heures), 50 exposants, 10 F.

● BROCANTES

Bordeaux-Lac (Gironde), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, 120 exposants. Alençon (Orne), parc expo, du vendredi 21 au dimanche 23 mars, 150 exposants. Agen (Lot-et-Garonne), sous les Cornières, samedi 22 mars, 30 exposants.



a restauration

Les taxis vont servir d'indicateurs de la fluidité du trafic pour les automobilistes

En donnant leur position toutes les 20 à 60 secondes grâce à un capteur GPS, les voitures permettent d'évaluer l'état de la circulation et d'alerter les véhicules équipés du système Skipper

« UN CLIN D'OEIL... » Bruno Robert, chef de projet RDS chez Europe Grolier, qualifie ainsi le système Skipper, commercialisé depuis quelques jours, pour informer en temps réel les automobilistes de Paris et de l'Île-de-France sur les encombrements de circulation. De fait, le principe utilisé jette une ombre sur les centaines de millions de francs investis pour équiper les chaussées du boulevard périphérique parisien et des autoroutes urbaines de boucles magnétiques et de panneaux lumineux qui affichent les temps de parcours et signalent les bouchons.

Europe Grolier, filiale commune du Groupe Europe Communication et de Grober Interactive, utilise une méthode qui semble plus astucieuse. Elle transforme les taxis en capteurs de la densité de trafic en les équipant d'un émetteur qui transmet toutes les 20 à 60 secondes leur position déterminée par le capteur GPS (Global Positioning System) dont ils sont également dotés. En calculant la vitesse de parcours entre deux points, il est facile d'en déduire l'état du trafic. « Nous considérons

qu'il y a embouteillage lorsque le temps de parcours obtenu est quatre fois supérieur à celui que nous avons mesuré à 2 heures du matin », précise Bruno Robert.

A partir de cette information, Skipper émet une alarme en direction des automobilistes qui sont équipés du système. Dans ces dernières, une carte lumineuse logée derrière le pare-soleil du conducteur ou du passager affiche 300 points critiques. Chaque point lumineux désigne un embouteillage. Fixe, il indique un fort ralentissement ; clignotant, un accident ou une fermeture à la circulation. D'un coup d'oeil, le conducteur peut donc identifier les zones encombrées et modifier son trajet en conséquence. Les informations sont actualisées toutes les 20 à 60 secondes. L'automobiliste peut donc profiter d'un arrêt à un feu rouge pour vérifier régulièrement que la circulation sur le parcours choisi reste fluide.

Chez Europe Grolier, quatre PC Compaq équipés de microprocesseurs Pentium, de 64 mégaoctets de mémoire vive, sont branchés en réseau pour traiter les 2 000 positions reçues toutes les minutes.

Après analyse, ces données permettent d'identifier l'état des 300 points névralgiques. Le résultat est diffusé par radio (codage RDS, radio data system) et reçu par la carte électronique du Skipper. Et les lampes s'allument sur la carte lumineuse dans le pare-soleil spécialement conçu par Rockwell. La fabrication de la carte électronique a été confiée à une PME française, Desi. Commercialisée depuis quelques semaines au prix de 2 900 francs, le système est adaptable sur n'importe quelle voiture en une heure.

DE NOMBREUSES SYNERGIES

« Nous avons développé notre propre source d'information », explique Bruno Robert. Au sein du groupe Lagardère, de nombreuses synergies existent avec la cartographie d'Hachette (les Guides bleus), la transmission par radio d'Europe 1 et d'Europe Grolier, l'électronique de Matra... Il manquait les capteurs d'état du trafic. « Nous nous sommes rapprochés de la compagnie Taxis bleus et nous négocions avec Alpha Taxis », indique Bruno Robert. Les taxis offrent une solution élégante dont les

chauffeurs eux-mêmes sont les premiers clients. Près de deux cents d'entre eux sont déjà équipés de Skipper. La seconde astuce consiste à vendre le système abordablement compris, ce qui simplifie notablement son utilisation. « Nous avons préféré augmenter un peu le prix de vente pour offrir un abonnement à vie », précise Bruno Robert.

Mais Skipper ne se bornera pas à aider les automobilistes à éviter les bouchons. Sa seconde version, qui sortira dans le courant de l'année, devrait indiquer des temps de parcours. Certains constructeurs automobiles pourraient l'installer sur des séries limitées. Grolier Europe, parti après tout le monde, grille la politesse à des projets plus ambitieux comme celui du système Carin de Philips, commercialisé à plus de 25 000 francs sur les Safrane de Renault (Le Monde du 25 janvier 1996). Son succès pourrait stimuler la diffusion de systèmes d'aide à la circulation plus simples que les équipements sophistiqués de guidage.

Michel Alberganti

MÉTÉOROLOGIE

Plus de soleil à l'ouest

La grève à Météo-France nous met dans l'impossibilité de publier les prévisions habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

LES HAUTES PRESSIONS se renforcent par l'ouest du pays. Vendredi, sur le Nord-Est, le temps sera instable, avec une amélioration en fin de journée. Ce sera le retour des gelées matinales, surtout sur l'est du pays.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Après dissipation de brouillards, la journée sera bien ensoleillée. Les températures avoisineront 12 à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La matinée sera bien ensoleillée, puis l'après-midi les nuages et les éclaircies alterneront. Sur les Ardennes, les nuages seront plus nombreux. Le thermomètre marquera 11 à 13 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages resteront abondants toute la journée, avec quelques averses. Des chutes de neige se produiront sur les Vosges et le Jura, au-dessus de 400 mètres. Il gèlera par endroit au lever du jour. L'après-midi, il fera de 8 à 11 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le soleil brillera toute la journée sur l'ensemble des régions. Des nuages élevés voileront le ciel sur le Sud-Ouest en cours d'après-midi. Les températures seront proches de 15 à 18 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-

Alpes. - Sur le Limousin, le soleil brillera toute la journée. Ailleurs, les nuages et les éclaircies alterneront. Il fera de 12 à 14 degrés l'après-midi.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ FRANCE. Pour inciter les Italiens à fréquenter l'aéroport de Nice, des compagnies de bus et d'hélicoptères font la navette vers San Remo et, prochainement, Savone et Gênes, permettant ainsi de gagner Paris sans transiter par Milan ou Gênes.

■ PAYS-BAS. L'aéroport de Schiphol a été élu, en 1996, « meilleur aéroport européen » par les lecteurs des magazines *Business Travel* et *Business Traveller*, totalisant ainsi, depuis 1980, un palmarès de 62 premiers prix décernés par des organes de voyages.

■ GRANDE-BRETAGNE. British Airways a mis en place sur ses vols domestiques, après sept mois d'expérimentation, une billetterie électronique pour les passagers qui voyagent avec un simple bagage à main. Le voyageur s'enregistre lui-même, grâce à une carte de crédit, et choisit sa place.

La comète Hale-Bopp illumine le ciel de printemps

4 200 ans après son précédent passage, la « nouvelle comète du siècle » et sa double queue de poussières et de gaz visite à nouveau la Terre

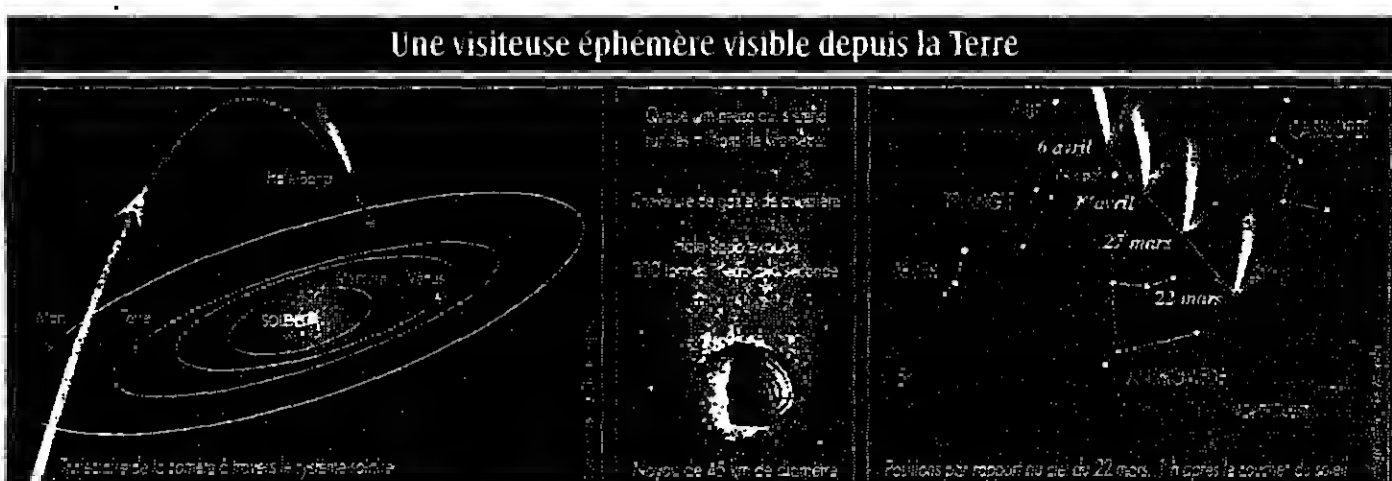
PIC DU MIDI DE BIGORRE

de notre envoyé spécial

« Je l'ai ! » Il est 18 h 17. Le soleil vient de se coucher sur les sommets. Une tache claire apparaît dans la pénombre qui envahit le ciel au-dessus de la station de planétologie des Pyrénées, accrochée au pic du Midi de Bigorre. Sous la coupole du télescope de 1 mètre, perché sur un escabeau, l'œil rivé au « chercheur », cette petite lunette qui permet de pointer les étoiles, François Colas repère enfin la comète Hale-Bopp.

Astronome au Bureau des longitudes (BDL), il guette son apparition chaque soir au nord-ouest, et à l'aube au nord-est. Avec Pierre Laques, retraité du CNRS depuis six mois venu lui prêter main forte, il a pour mission de prendre le plus grand nombre d'images possible de cette nouvelle « comète du siècle », comme ils la qualifient ironiquement. « Les astronomes ont tendance à exagérer les mérites des comètes », reconnaissent-ils volontiers, sans pouvoir s'empêcher de s'extasier devant les franges et la double queue de celle qui nous visite actuellement.

Soudain, Hale-Bopp disparaît. Cachée par... l'immense antenne de télédiffusion qui domine le pic. « Nous rêvons tous de la faire sauter », fulmine François Colas, privé d'images pendant un quart d'heure. D'autant que cette « éclipse » risque de perturber le système de guidage du télescope.



Une visiteuse éphémère visible depuis la Terre. La comète Hale-Bopp sera au plus près de la Terre le 22 mars et visible jusqu'en mai. Mais c'est le 1^{er} avril qu'elle devrait être la plus brillante. Elle est alors observable à l'œil nu depuis la Terre, juste après le coucher du soleil en direction du nord-ouest, et une heure avant l'aube au nord-est. Sa luminosité (magnitude) permet de l'observer en ville. Mais il est préférable de s'éloigner de ces centres de « pollution lumineuse ». Le 24 mars, on pourra faire coup double : puisque une éclipse de Lune est attendue en France à 5 h 39. La revue Ciel et Espace conseille aux photographes amateurs de saisir l'instant. Bopp de faire des pages de 10 minutes avec une pellicule de 400 ISO et de 40 secondes avec un film de 1.000 ISO.

Ce « Cassegrain », installé au pic en 1963 à la demande de la NASA pour cartographier la Lune, en prévision des missions Apollo, « n'a rien d'un télescope Internet », explique François Colas. Pas question en effet de le piloter depuis Paris en tapotant sur un clavier d'ordinateur. Son pointage doit être assuré à la main, et il faut toujours vérifier qu'aucun câble n'entrave son déplacement.

Cette rusticité ne diminue en rien son pouvoir de résolution, d'une seconde d'arc, et grâce à l'atmosphère limpide de la

chaîne pyrénéenne, à 2 872 mètres d'altitude, il offre des images de très bonne qualité. En les analysant attentivement, les astronomes du pic ont été les premiers à déterminer la période de rotation de Hale-Bopp, qui tourne sur elle-même en onze heures environ. Cette mesure n'aurait pas été possible avec des télescopes plus puissants, car plus « courtisés » et donc moins disponibles pour des observations prolongées.

Certains jours, François Colas a scruté le ciel pendant quinze

heures. « Lorsque la comète s'invite, il faut s'adapter, réagir rapidement », note Pierre Laques. Si Hale-Bopp a été repérée dès juillet 1995, certaines comètes font des interruptions beaucoup plus fugitives. Hyakutake, découverte le 30 janvier 1996, est repartie presque aussitôt et ne reviendra que dans 63 000 ans. « C'est cette fugacité qui fait toute la saveur de ces observations : la comète n'est pas un objet de laboratoire, elle est unique. »

Ce côté « explorateur » passionné également François Colas.

« Pour comprendre comment ça marche, il faut remonter aux observations faites par les Chinois il y a trois mille ans, ou aux notations des Jésuites. Il y a une culture, une histoire des comètes, et l'on voit que nos données seront elles aussi utilisées dans plusieurs siècles. »

La nuit est à peine entamée que la comète sort du champ de vision du « 1 mètre ». Les deux astronomes activent alors le télescope de 55 centimètres à grand champ, installé sous une coupole voisine. Ce petit instrument offre une image plus large de Hale-

Bopp et permet d'étudier sa double queue.

Lorsque la comète disparaît sous l'horizon, vers 21 heures, les chercheurs braquent leurs télescopes vers une supernova, une étoile explosive, proche de la galaxie du Sombrero, qui, comme son nom l'indique, ressemble à un chapeau.

En effectuant ce travail, ils tombent sur un point lumineux qui n'est répertorié sur aucune de leurs cartes. Serait-ce une nouvelle comète, à laquelle ils pourraient donner leur nom, rêve de tout astronome ? Après vérification, il ne s'agit que d'un relet trompeur.

5 heures du matin, Hale-Bopp pointe à nouveau à l'horizon. Le mitraillage reprend. Tous les quarts d'heure, François Colas change les filtres qui permettent de sélectionner telle ou telle longueur d'onde. À 6 heures, l'assoupissement menace : les « merveilles de l'astronomie », comme ils se nomment eux-mêmes, sont fatigués. Encore une volée d'images. Deux cents ont été récoltées dans la nuit. La coupole se referme. Doucement.

Hale-Bopp a disparu dans le jour naissant. Les chouchous commencent leurs vols planés autour du sommet. Les astronomes, oiseaux de nuit, vont se coucher en attendant la nouvelle aube de la comète, à la fin du jour.

Hervé Morin

Une boule de glace poussiéreuse qui vient du fin fond du système solaire

DÉCOUVERTE indépendante par deux astronomes américains, Alan Hale et Tom Bopp, dans la nuit du 22 au 23 juillet 1995, la comète C/1995 O1 n'était à ce moment qu'un point minuscule distant de 1 milliard de kilomètres du Soleil. Pourtant, elle a aussitôt passionné les astronomes, qui se sont rapidement aperçus qu'ils tenaient là une comète « remarquable ». Hale-Bopp est en effet très massive : 45 km de diamètre contre 4 km pour la comète Hyakutake qui, elle, a frôlé, en février 1996, la Terre à seulement 16 millions de kilomètres.

Hale-Bopp, qui croise dans le vide à quelque 200 000 km/h, se rapprochera qu'à 200 millions de kilomètres de notre planète. Si bien que, malgré sa brillance relative de dix fois plus importante que celles de Halley (1986) et Hyakutake, elle n'atteindra pas la magnitude de la comète West (1975) qui même sans doute plus, avec

Ikeya-Seki (1965) et Skjellerup-Maristany (1997), le qualificatif galvaudé de « comète du siècle ».

Contrairement à certaines comètes « nouvelles », qui ne font qu'un passage dans nos parages, Hale-Bopp est périodique. Les calculs ont montré qu'elle était déjà passée près de la Terre, il y a plus de quatre mille ans, en 2213 avant Jésus-Christ.

Sa course sera cependant modifiée par la masse formidable de Jupiter, qui avait déjà cassé et attiré Shoemaker-Levy 9 en 1993, dont les fragments s'étaient abîmés sur la planète géante. Hale-Bopp échappera à ce sort funeste et reviendra en principe dans 2 380 ans.

EXPULSÉE

Sa trajectoire, très allongée et atypique, intrigue. Son orbite est en effet perpendiculaire au plan de l'écliptique dans lequel tournent les planètes du système

solaire et suggère que Hale-Bopp a été expulsée du nuage de Oort, cet hypothétique réservoir sphérique, situé à 50 000 fois la distance Terre-Soleil, qui contiendrait 1 000 milliards de comètes ! Hale-Bopp aurait pu être projetée vers l'intérieur du système solaire à l'occasion du passage d'une

étoile « proche » dans les parages. Elle aurait pu aussi provenir de la ceinture de Kuiper, autre source de comètes et vaste ensemble de planétoïdes qui gravitent au voisinage de Neptune, à la périphérie du système solaire. Mais les objets qui en sont issus présentent généralement une période plus courte,

Une tête et deux queues

Les comètes deviennent actives, et donc visibles, à l'approche du Soleil. Sous l'effet de la chaleur, les glaces et les silicates qui composent leur noyau sont directement vaporisés (sublimation). Gaz et poussières sont alors éjectés en grandes quantités, tandis que se forme la chevelure, ou « coma », qui entoure directement le noyau.

Si l'activité est assez intense, deux queues peuvent se former. L'une est fine, rectiligne et toujours opposée au Soleil. Elle est composée de gaz ionisés. L'autre, plus large, abrite les poussières. Elle est courbée en raison de la faible vitesse d'éjection de ces particules.

Plusieurs facteurs influent sur la brillance apparente des comètes : teneur en éléments volatils, présence d'éléments réfractaires en surface et distance par rapport à la Terre et au Soleil. Les astronomes estiment que si l'activité de Hale-Bopp ne fléchit pas, sa brillance pourrait égaler celle de Sirius, la plus brillante étoile du ciel.

et une trajectoire très différente, plus proche de l'écliptique.

La composition de Hale-Bopp, analysée grâce à l'étude des franges de lumière visible, des rayonnements infrarouges et des ondes radio émises par les composés arrachés à son noyau, confirme qu'elle est bien une boule de glace poussiéreuse. « Toutes les molécules - une vingtaine - qui avaient été détectées dans les précédentes comètes sont présentes dans Hale-Bopp », indique Dominique Bockelée-Morvan, de l'Observatoire de Meudon. Mais de nouveaux composés ont été découverts, tels que le cyanocétylène (HC₃N), l'acide isocyanique (HNCO) et le monoxyde de soufre (SO).

Les comètes, outre une masse d'eau importante - Hale-Bopp en éjecte 300 tonnes par seconde -, comportent des molécules « prébiotiques », sorte de précurseurs de la vie. De là à conclure qu'elles

ont « ensemencé » la Terre, il y a un pas que les astronomes hésitent encore à franchir.

En revanche, ils sont de plus en plus persuadés qu'elles ont été le témoin de la naissance de notre système solaire et qu'elles portent encore la trace de ses éléments originels. Pour s'en assurer, il faudrait pouvoir analyser ses composés *in situ*. C'est l'objectif un peu fou de la mission européenne Rosetta, qui prévoit de poser en douceur deux sondes sur la comète P/Wirtanen, en mai... 2012.

H. M.

★ A lire : Les Comètes, de Jacques Crovisier et Thérèse Encrenaz, Croisée des sciences, Belin CNRS éditions, 143 p., 145 F.

★ Les clubs d'astronomie amateurs organisent une « Nuit de la comète » samedi 29 mars. Liste des sites d'observation sur 3615 Big Bang (2,23 F la minute).

هكذا من الليل

VENTES

5^e arrondissement

3 p. 70 m², 2 ch., dans ravissante maison, 18^e s. 1 600 000 F. 01-43-54-43-27

PL. PANTHÉON

6 p., 180 m², vue et état exceptionnel. Exclusivité. CBA 01-42-60-42-20

6^e arrondissement

N-D-des-Champs, splend., 135 m² - 19 m² gds balcons, 5 asc., box LITRE. 01-45-44-44-45

Rue de Seine, splend., ravissant 115 p., 100 m², 4^e ét. LITRE. 01-45-44-44-45

ODEON, imm. 18^e, 4 p., en duplex, 100 m² à ref. chapes min. urg. 01-43-35-19-36

7^e arrondissement

RUE DE BOURGOGNE

Direct Ste prophète 145 m² - balcon 5 m², dans un pierre de l., entièrement renové grand standing park, possible en s-sol 5 000 000 F.

01-43-38-45-86/01-47-39-94-68

DURCQ, 3 p., DUPLEX, 3 asc. clair, calme, 790 000 F.

CASSIL, 01-53-65-12-50

« Un appartement à Paris » vous propose :

Vir Gueneaud magnifiques duplex, 100 m², plein ciel, poutres, cheminée

VII^e, R. de Bourgogne de 50 à 200 m

VIII^e Ecole, 85 m², beau salon, 2 chbres, 4 asc. 2 200 000 F.

Tél. : 01-44-18-09-00

DURCQ, BEAU 3 P., VUE dégagée, Asc., 1 750 000 F.

CASSIL, 01-53-65-12-50

VANEAU, splend., 8^e asc. VUE EXCEPT, 40 000 F.

CASSIL, 01-53-65-12-50

R. VANEAU, 5 p., imm., pierre de l., à voir, 2 750 000 F.

CASSIL, 01-53-65-12-50

R. de BOURGOGNE studio, 28 m², 3^e ét., bon état, très bon plan, 690 000 F. 01-43-29-45-07

8^e arrondissement

RUE BEAUJON, 320 m² exc. plan + 30 m² service parking prof. ab. possible 5 800 000 F. 01-43-59-12-96

9^e arrondissement

Nouvelle Athènes caractère, verdure, 2 salons, 3 ch. de b. hauteur sous plafond. 01-42-85-05-35

SAINT-CECILE

SUPERBE 67 P., 200 m², 3^e asc., CARACTÈRE, pierre de l. 3 300 000 F. 01-42-66-36-53

12^e arrondissement

GARE DE LYON, 3/4 P. Haussmannien parfait état parquet moulures cheminées 1 690 000 F.

PICPUS, 4 p., récent gd balcon, 3^e ét. sfjard possible box. 1 890 000 F.

ADYHOC, 01-44-75-70-60

12^e SUR COULÉE VERTE

3/4 P. de caractère en angle 2^e asc., balcon, p. de taille parfait état, 97 m²

2 450 000 F. Tél. 01-43-40-48-86

13^e arrondissement

Maison bohème, 80 m² M^e Maison Blanche bon état. 01-45-08-56-68

PORT-ROYAL, asc. calme 5 p., poss. serv. 2 800 000 F.

MEL, 01-43-25-32-56

Pl. Italie rec. stég. et élevé 3/4 P., 93 m², balcons, vue, à raf., park. 01-43-35-18-36

Pl. Italie, stég. dem. ét. en duplex, 45 P., 112 m², 2 bains balc. park. 01-43-35-18-36

14^e arrondissement

DUPLEX 2 P., 49 m², dble expo s. de bns. wc, cuis. américaine

équipe, chbre, pendule, 4^e étage tapis, Dégagé, imm. ravale

M^e Alésia, Pr 835 000 F.

Int. 01-47-63-83-63

portable : 06-09-93-63-61

Montparnasse, gd stég. 5 P. 111 m² (3 ou 4 ch.) 2 bns pet. terr. park. urg. 01-43-35-18-36

15^e arrondissement

SEGUR-MOLLIS beau 5 P., loggia, terrasse 3 ch., verdure, park. 3 300 000 F. 01-45-67-65-73

16^e arrondissement

RANELAGH GD STANDING beau 5 P., CARACTÈRE, en angle sgd balcon superbe pierre de l. 3 300 000 F. 01-42-66-36-53

17^e arrondissement

PARIS 17^e studio parfait état scb. clair et calme 650 000 F.

01-47-45-55-53

18^e arrondissement

R. Caulaincourt, pht 5^e et 56 P. en duplex, 118 m², 2 bns, balc. parfait état, 01-43-35-18-36

20^e arrondissement

20^e LOFT ATYPIQUE 245 m², séj., 100 m², verrières hauteur, 4 chb. Parfait état 3 800 000 F. 01-48-83-32-88

23^e LOFT, 64 m², en 2 P. belles prestations, calme 1 250 000 F. 01-49-63-32-88

PARTENA

NEUILLY FACE SEINE Sans vis-à-vis, vue imprenable, apt 7 P. d'exception balcons, terrasse, superbe réception, 4 m sous plafond 6 300 000 F. 01-42-66-36-53

Port de Neuilly 2/3 P., 5^e asc., cheminée scb. clair, cave 1 200 000 F.

01-47-45-55-53

ILE SAINT-LOUIS-BETHUNE beau 81 m², occupé 77 ans 430 000 F. + 7 540 F/mois 01-42-65-07-57

HAUTS DE TOULON.

Villa 115 m² habitables sur grand garage et pièce d'eau aménagée, terrasse, plein sud, vue imprenable sur ville et rade, terrain 1 800 m² en « restanques ». Oliviers, amandier, pins. Grand calme. Proximité tous commerces et services.

Agence de l'Avenir, Tél. : 04-94-92-36-46 Fax 04-94-09-48-48

MAISON

94 NRY, 800 m, pte de Chocoy, maison 100 m², patio terrasse, cheminée 1 100 000 F. 01-48-83-32-88

HAMEAU DES BOIS 19^e maison de ville moderne avec atelier, balcon terrasse. Px 3 420 000 F. Tél. : 01-40-30-36-68

100 KM PARIS (28) 1 H par autoroute fermée restaurée 220 m², sur jardin, 3 200 m² 700 000 F. T. 01-47-45-72-46

PROPRIETES

Très rare - à saisir à 60 mn de Paris sud, Montargis gare SNCF, golf, équitation. Ancien couvent Renaissance offrant 400 m² habitable de suite réparé en réception, 6 pièces principales, ancien dallage, 5 chambres parquet chêne, bains, WC. En retour d'équiper : ancienne ferme 18^e siècle. Maison de gardien, grange, garage, bous chevaux. Splendide parc arboré 12 000 m² clos. Prix total : 1 800 000 F, crédit possible. Tél. : 02-38-85-22-82, 24 h/24.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

ILE DE SAINT-BARTHELEMY commune française dépeçonnée ent. générale du bâtiment CA 96 19 MF 27 % prog. 890 000 F Fax 04-68-85-50-53

OFFRES

GAMBETTA, petit 2 p., 2^e étage, clair, 3 fenêtres, tout confort, proximité métro et commerce, 3 200 F CC, libre immédiatement. Tél. : 01-40-33-11-07

Place des Victoires (près), imm. 18^e, 50 m², 3,80 étal., 4 fenêtres, poutres, mezzan., équipé, interphone, caméra. 6 000 F C.C. 01-45-48-89-02

12^e, près Daumesnil, 2 p., 43 m², récent, parking, 4 020 + ch. 01-43-61-88-36

Etoile, beau 3/4 p., 6^e asc., récid. standing, parking, 8 700 F. ch. 01-42-66-36-53

15^e, M^e Commerce, beau 3 p., balcon, 4^e asc., rue et jard. 5 500 F. ch. 01-42-66-36-53

20^e, studeite, 10 m², 7^e ét., asc., chauff. coll., douche, balcon, clair, calme. 1 600 F/mois + ch. 03-21-33-74-44 ap. 21 h.

PARIS canal St-Martin, neuf stand. calme à louer, studio cuisine équipée, s. d'eau dress., plac., balcon, cave gardien, digicode. 3 750 F TTC Tél. : 01-43-21-41-14

MÉTRO GAITÉ 2 P., 49 m², 2^e ét., cave, park. 5 808 F ch. comp. Com. 3 650 F

3 P., 69 m², 1^e ét., cave, park. 7 487 F ch. comp. Com. 4 599 F AGIFRANCE 01-43-20-64-68

MEUBLES

PLACE DES VOSGES (près) imm. classé - beau studio vue sur cour pavée et arborée cuis. équipée, s. bains 5 670 F ch. comp. 01-45-89-82-52

PUTEAUX (l. bois) Via impr. except., 54 m², neuf, 2 P., s. de bain, cuis. ég., lave vaiss., etinge, imm. et décor. st. Part. 6 900 F C.C. 01-47-74-88-44

BIJOUX

BIJOUX BRILLANTS La plus formidable choix. Que des affaires exceptionnelles - Tous bijoux or toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie. ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX PERRON OPERA

Angle boulevard des Italiens 4, rue Chaussée-d'Antin Magasin à l'Étoile 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix.

BIJOUX ANCIENS Bagues romantiques GILLET

19, rue d'Arcole 75004 Paris Tél. : 01-43-54-00-83.

RENOVATION

RENOVATION - DECORATION FRESQUES MURALES Appartements - bureaux AGORA

Tél. : 01-44-15-86-04.

VACANCES

TOURISME LOISIRS

3 h de Paris par TGV JURA

Toutes saisons (phts Météo) en pleine zone nordique, ambiance familiale et conviviale chez arden sélectionnée olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : pêche, randonnées pédestres et VTT, tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rés. et réserv. : 03-81-49-00-72.

VACANCES

TOURISME LOISIRS

3 h de Paris par TGV JURA

Toutes saisons (phts Météo) en pleine zone nordique, ambiance familiale et conviviale chez arden sélectionnée olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : pêche, randonnées pédestres et VTT, tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rés. et réserv. : 03-81-49-00-72.

VINS

MONTLOUIS-SUR-LOIRE A.O.C. L. CHAPEAU

15, c. des Aïres-Hussieu 37270 Montlouis-sur-Loire Tél. : 02-47-50-80-64.

LOCATIONS

DEMANDES

EMBASSY SERVICE

43, avenue Marceau, 75116 pch. pour CLIENTS ÉTRANGERS, APPTS HAUT DE GAMME

HÔTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST Paris VIDES et MEUBLÉS GESTION POSSIBLE 01-47-20-30-05

MASTER GROUP

47, rue Vaneau, 75007 Paris, rech. appis vide ou meublé. Toutes surfaces pour CADRES BANQUES ET GRANDES SOCIÉTÉS Tél. : 01-42-22-06-70

MAISON

94, St-Maur-Créteil, 1^{re} ét., maison bords de Marne, 150 m², 3/4 chbres. 12 000 F. JP 01-48-83-32-88

Vacances scolaires Pâques, été, Toussaint, HÔME D'ENFANTS JURA

(800 m altitude près frontière suisse) Agrément Jeunesse et Sports, Yves et Lilie accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confortablement rénovée, 2 ou 3 enfants par chbre avec sch. wc. Salle au milieu ping-pong et table. Accueil volont. limité à 15 enfants. Idéal en cas de 1^{re} séparation. Ambiance familiale et chaleureuse. Possib. accept. depuis Paris TGV. Activ. : VTT, jeux collect., peinture, arbois, tennis, poney, voile, échea et table, fabric. du pain Tél. : 03-81-38-12-51

PÉRIGORD NOIR 18 KM SARLAT 6 KM LES EYZIES - MNS. TT OFF A LOUER 45 PERS - AUBERGE PENSION DE FAMILLE SUR 7 HA ETANG. TEL. 05-53-35-29-47

VINS

MONTLOUIS-SUR-LOIRE A.O.C. L. CHAPEAU

15, c. des Aïres-Hussieu 37270 Montlouis-sur-Loire Tél. : 02-47-50-80-64.

DEMANDE

DE PARTICULIER

Recherche descendance de M. Jules Giffard, dit Belval, chanteur à l'Opéra de Paris, XD^e, pour mémoire de maîtrise. Urgent. Contacter la 01-42-22-46-77.

VACANCES

TOURISME LOISIRS

3 h de Paris par TGV JURA

Toutes saisons (phts Météo) en pleine zone nordique, ambiance familiale et conviviale chez arden sélectionnée olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : pêche, randonnées pédestres et VTT, tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rés. et réserv. : 03-81-49-00-72.

VACANCES

TOURISME LOISIRS

3 h de Paris par TGV JURA

Toutes saisons (phts Météo) en pleine zone nordique, ambiance familiale et conviviale chez arden sélectionnée olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : pêche, randonnées pédestres et VTT, tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rés. et réserv. : 03-81-49-00-72.

VACANCES

TOURISME LOISIRS

3 h de Paris par TGV JURA

Toutes saisons (phts Météo) en pleine zone nordique, ambiance familiale et conviviale chez arden sélectionnée olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : pêche, randonnées pédestres et VTT, tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rés. et réserv. : 03-81-49-00-72.

VACANCES

TOURISME LOISIRS

3 h de Paris par TGV JURA

Toutes saisons (phts Météo) en pleine zone nordique, ambiance familiale et conviviale chez arden sélectionnée olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : pêche, randonnées pédestres et VTT, tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rés. et réserv. : 03-81-49-00-72.

PRESTIGE ET CARACTÈRE



NOGENT-SUR-MARNE

Avenue de la Source

Situation exceptionnelle dans le secteur le plus résidentiel, à 200 mètres de la station RER et du Bois, une belle demeure début du siècle d'environ 500 m² habitables entièrement rénovée. Prestations luxueuses, vastes réceptions, 7 chambres, salle de billard, lingerie, appartement gardien. Prix : 8 750 000 francs.

FINAMERIS 30, boulevard Haussmann - 75009 Paris Téléphone 01 48 23 71 76 Fax 01 48 22 04 51



BORDEAUX

Entre Bordeaux et Saint-Emilion

A 1/2 heure de l'aéroport, splendide propriété vallonnée de 55 ha clôturée. SITUATION PRIVILEGEE très calme. MAGNIFIQUE OMEURE 500 m² plus dépendances. QUALITES RARES.

Propriétaire Tél. 05 56 72 49 50 et 05 56 72 42 45 Fax 05 56 72 49 41

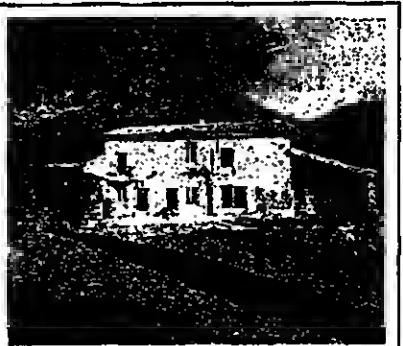


EN PROVENCE

Exclusivité

Mas en pierre rest. SH 400 m², dép. 300 m², séjour 40 m², salon 40 m², salons/bien 80 m², bibliothèque 45 m², cuis., 4 chbrs, sde, 2 sdb, studio indép., 50 m², greniers, terrain 8 500 m², cour int. Piscine 15 x 7 m, terrasses. VUE DÉGAGÉE, TR. AFFAIRE Réf. : 1003 - Prix : 2 950 000 francs Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER 12, cours Daubigny - 84110 Vaison-la-Romaine Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62 Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



DRÔME PROVENCALE

20mn de Montélimar (est)

Forme en pierre restaurée, 170 m² habitables, 300 m² dépendances. Terrain 5 000 m² arboré et clos. Piscine, pool house. En campagne. Place de collant, vue dominante ensolée et calme. Habitable de suite. Réf : 04 - Prix : 1 850 000 francs Boudes, Mas et Demeures de caractère disponibles Région : Sud Drôme, Ardèche, Vaucluse, Gard.

MICHEL ORIOU DELTA IMMOBILIER 9, av. Gal de Gaulle - 26130 St-Paul 3 Châteaux Tél. 04 75 98 72 59 - Fax 04 75 98 74 07



BANLIEUE OUEST RESIDENTIEL

10 minutes gare R.E.R.

Exceptionnelle propriété Mansart. Magnifique réception de 110 m², 6 chambres, dépendances, logement de gardien. PARC ARBORE (arbres centenaires) DE 4 000 M² Réf : O 2381.

AGENCE DE LA TERRASSE 45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59



LE PERREUX/MARNE (94)

Niche au centre du site protégé du Parc de Perreux. Très belle propriété sur 1 200 m² de terrain arboré, 270 m² habit

ARTS Willem De Kooning, l'un des plus grands peintres américains du siècle, atteint depuis longtemps de la maladie d'Alzheimer, est mort dans sa maison d'East Hampton, à

Long Island (Etat de New York), mercredi 19 mars. Il était âgé de quatre-vingt-douze ans. D'origine hollandaise, De Kooning avait immigré aux Etats-Unis en 1926 et

s'était rapidement lié d'amitié avec un autre peintre, Arshile Gorky. ● IL FUT PROCHE aussi des abstraits, sans pour autant adhérer à aucun mouvement ni aucune théorie, af-

firmant son intérêt pour « l'art dans sa totalité ». ● DE KOONING a été l'un des inventeurs de l'expressionnisme abstrait, tout en refusant ce terme. ● HUMOUR, dandysme et

anarchisme supérieurs : c'est ainsi que se souvient de lui Philippe Sollers, qui l'a rencontré dans les années 70 et lui a consacré un essai, *De Kooning, vite*.

Willem De Kooning, Hollandais volant, peintre sans règles, esprit libre

L'un des plus grands peintres du XX^e siècle, qui, atteint de la maladie d'Alzheimer, avait « quitté le monde » depuis des années, est mort dans sa maison d'East Hampton, aux Etats-Unis, à l'âge de quatre-vingt-douze ans

LA FORMULE, pour une fois, n'est pas excessive : De Kooning a tenu en son siècle une place capitale, à la fois initiateur d'une révolution, dénonciateur de système et esprit libre, admirablement libre. Jusqu'aux dernières années de sa vie, en dépit de la gloire et de la maladie, il a poursuivi son œuvre, sans répétitions, sans complaisance, cherchant dans chaque nouvelle toile ce qu'il n'avait fait que soupçonner dans la précédente, un accord étrange, une forme imprévisible, une volupté inconnue, un éclair plus lumineux et plus rapide.

Il naît à Rotterdam le 24 avril 1904, européen comme l'étaient, parmi ses proches, Arshile Gorky et Mark Rothko. Apprenti dès 1916 dans une entreprise de publicité et de décoration, il suit les cours du soir de l'Académie des beaux-arts de sa ville natale. Dès le début des années 20, l'abstraction géométrique mondaine autant que le style art nouveau lui sont familiers. En 1924, il voyage aux Pays-Bas et en Belgique, chez Rembrandt et chez Rubens. Celui-ci, pour des raisons économiques, émigre aux Etats-Unis en 1926, à vingt-deux ans, possède ainsi à la fois un savoir-faire technique éprouvé et une culture picturale classique et moderne.

DANSES BIZARRES

A la première de ces qualités, il doit de trouver à s'employer. D'abord peintre en bâtiment dans le New Jersey, il s'établit dès 1927 à New York et y vit de travaux artistiques à l'usage du commerce. A la seconde, il doit des peintures où cubisme et abstraction géométrique combinent leurs influences. Le surréalisme y joint ensuite la sienne et De Kooning comprend un art de synthèse proche de celui auquel travaille alors Gorky. Mais depuis 1929, l'Arménien et le Hollandais s'achètent à comprendre et vérifier la portée des expérimentations accomplies en Europe dans les deux premières décennies du XX^e siècle. Ce sont alors dans l'atelier de la 42^e rue des danses bizarres : le dessin glisse de Picasso à Miró, la couleur de Mondrian à Léger et à Matisse. Entre abstraction et figure, la peinture ne choisit pas. Pas plus que Picasso, De Kooning ne veut se passer d'aucune ressource de son art. En 1938 et 1939, alternent dans son œuvre portraits et nus « picassiens » ou « ingréssques » d'une part, compositions non figuratives de l'autre. S'il se lie alors avec Stuart



© Willem De Kooning par Arnold Newman

Davis et les premiers abstraits new-yorkais, il n'adhère pas pour autant à l'AAAI, l'Association des American Abstract Artists : « Je n'étais pas d'accord avec leurs limites, avec le fait qu'ils ne disaient de ne pas faire certaines choses. Pour moi, c'était ou contraire intéressant de les expérimenter. Après tout, je suis un étranger. Je suis autre, parce que j'ai de l'intérêt pour l'art dans sa totalité. »

La « totalité » inclut les constructions de rectangles et de courbes, l'Élége de 1939, toute de découpes en rose et gris-bleu, et les premiers portraits au crayon d'Elaine Fried, qu'il épouse en 1943, portraits à la David. A l'occasion, le classique et le moderne se rencontrent, sous le signe du collage ironique : encore Picasso, dont De Kooning est l'un des rares à comprendre alors qu'il a

échappé à toute logique avant-gardiste pour mieux saisir la diversité de l'histoire et des sujets.

En 1940, De Kooning exécute la première de ses effigies de femmes assises, visage trop grand, corps rétréci et tendu sur fond bleu, rouge et orange froidement frontal. La toile préfigure les *Women* des années 50 : même pose, même violence retenue, même fascination pour le corps qui s'exhibe. Entre-temps, le peintre aura cependant gagné sa célébrité et pris place dans l'histoire de l'art américain en étant, en compagnie de Pollock et de Gorky, l'un des novateurs de l'abstraction expressionniste, l'expressionnisme abstrait. Gestualité en noir et blanc, emploi de la couleur et de l'éclaboussure, dissolution de toute forme dans l'entrecroisement des

touches et l'explosion des gouttes, graphisme anguleux soutenu par des dissonances si acides qu'elles ont résisté à l'usure du regard : entre 1944 et 1950, entre Regard et Ex-

cavation, De Kooning exécute des toiles de plus en plus vastes, de plus en plus inquiétantes. Expressionnisme abstrait ? Si l'on veut. Mais d'une abstraction troublée et d'un expressionnisme sans pathétique. De Kooning refuse du reste ces mots dès leur apparition. « Nous nommer serait catastrophique », affirme-t-il au moment même où l'école de New York veut se constituer.

Refus décisif : De Kooning est là, dans la recherche aventureuse, et ailleurs en même temps. Les dates et les titres sont clairs : en 1948, il peint *Dark Pond* et *Black Friday*, compositions jetées, virulentes, construites par masses indécryptables et indéchiffrables. En 1949, il peint *Deux femmes debout* et *Pink Lady*, des nus, et *Ashville*, l'une des plus accomplies des compositions sans figure. En 1950, *Excavation* et *Woman, Wind and Window*, femme nue à sa fenêtre par gros temps, tempête des sens et des formes. A l'été 1950, en secret, non sans douter, il commence dans son atelier de la 12^e rue la *Woman I*, qu'il achève en 1952 et expose avec cinq autres et leurs esquisses, en 1953, à la galerie Sidney Janis, provoquant un beau scandale. Scandale : l'un des pionniers de l'expressionnisme abstrait a le front de montrer six figures féminines très idéalisées, monstrueuses et obscènes. Il ne peut montrer avec plus de résolution le peu de cas qu'il fait de la distinction de l'abstrait et du figuratif. L'explication est simple : « Je ne peins pas avec des idées préconçues sur mon art. Je peins avec quelque chose de vécu. Ça devient mon contenu. » Ce « vécu » se donne à voir dans une manière ou une autre selon ce que le peintre en conserve, selon sa sensation.

Ce point acquis, une répartition par périodes n'a de valeur qu'indicative. Sans doute De Kooning est-il

plutôt plus descriptif dans la première moitié des années 50, plus alusif ensuite, et revient au nu à partir de 1961. Sans doute l'efface-t-il alors à nouveau pour y renouer au début des années 70 et l'abandonner dans les années 80, celles d'une peinture de plus en plus allégée, construite par entrelacs de courbes colorées. Mais cette alternance obéit au principe essentiel de la liberté et de l'absolue singularité de création. Parfois, il dessine visages et vêtements avec une précision tranchante. Bien avant le pop art, il introduit dans ses effigies féminines des morceaux de publicités photographiques. Parfois, il recouvre, écrase, efface, détruit l'image. Ses paysages, au nombre desquels des chefs-d'œuvre tels que *Suburb in Havana*, *Parc Rosenberg* et *Door to the River*, sont des constructions de gestes, où les plans colorés se chevauchent, s'interpénètrent, se télescopent. On y chercherait en vain quelque indice géographique.

VIVANT TROP VIVANT

De 1950 à son œuvre ultime, durant près de quatre décennies passées dans ses ateliers, hors quelques voyages en Italie et aux Pays-Bas, De Kooning fait donc ce qu'il veut, et jusqu'à des sculptures de bronze. On le fête en d'innombrables rétrospectives aux Etats-Unis et en Europe : quarante toiles des années 80, si étrangement fantomatiques, sont exposées actuellement au MoMA de New York. Ses œuvres se vendent de plus en plus cher : *Pink Lady*, 3,63 millions de dollars en 1987, *Interchange*, 20,5 millions de dollars en 1989, il s'est plus cependant d'aucun mouvement, mais loin, très loin de l'actualité. Rauschenberg efface à la gouache l'un de ses dessins pour mieux marquer quelle distance les sépare. Le minimalisme Vigoreux et les avant-gardes des années 60 et 70 ont fait de même, déconcertées par ce vivant trop vivant.

Que faire en effet d'un peintre qui cite Rubens quand on l'interroge sur sa méthode de travail ? Que faire d'un peintre qui ne cesse d'explémenter dissonances et harmonies, toutes les nuances de leurs mélanges et de leurs complémentaires réunis dans l'espace du tableau ? Qu'en faire ? Le tenir pour ce qu'il est : l'un des cinq ou six peintres essentiels du XX^e siècle.

Philippe Dagen

« Le mélodrame de la vulgarité »

« L'art, me semble-t-il, ne m'a jamais apaisé ou purifié. J'ai toujours l'impression de me trouver plongé dans le mélodrame de la vulgarité. Je ne ressens pas l'intérieur ou l'extérieur - ni l'art en général - comme une situation de confort. Je sais qu'il doit y avoir là une idée magnifique, mais, chaque fois que je veux l'approfondir, l'apathie me gagne et je n'ai qu'une envie, m'allonger et dormir. Certains peintres, dont je fais partie, se moquent bien de savoir sur quelle chose ils sont assis. Elle n'a même pas besoin d'être confortable. Ils sont trop nerveux pour chercher où ils devraient s'asseoir. Ils ne veulent pas "s'asseoir dans un style". Plus exactement, ils ont découvert que la peinture - n'importe quel genre de peinture, n'importe quel style, pour être tout simplement de la peinture - est aujourd'hui un mode de vie, une manière d'être pour ainsi dire. » (Willem De Kooning, *Ce que l'abstraction signifie pour moi*, 1951).

La sagesse électrique d'un très grand artiste

J'AI ME assez que Willem De Kooning ne soit pas « mort » (comme on dit), mais vienne de s'éteindre, très vieux, et comme absent de lui-même. Longtemps, je reverrai cet homme aux cheveux blancs, d'une souplesse et d'une beauté admirables, assis comme un collégien sur le bord de son lit d'hôpital, à East Hampton. Sur la table, à la verticale, devant lui, une encre zen offerte par son médecin japonais, cercle noir sur fond blanc, un seul trait de vide. Il était là en traitement de désintoxication, on avait dû le trouver, une fois de plus, inconscient, dans son atelier isolé de la forêt, construit par lui-même comme un grand navire. Il parlait, cependant, survolté, les mains dessinées dans l'air, évoquant le Tintoret et ses anges, réglant son compte à la pesanteur des volumes et des corps, comme s'il voulait à la fois pouter, détacher et trancher un obstacle, d'un coup.

Heureux Long Island dans les années 70. L'époque dramatique des *Women* est déjà loin, il prend sa bicyclette et part à l'aventure, « le paysage est dans la femme et la femme dans le paysage », flot de création furieuse, explosive, libre, dehors. « Peut-être que je peins vite pour reténir cet éclair. / C'est une façon de m'y prendre / C'est comme traverser une rue / On veut traverser vite / Alors on court / Juste l'éclair de quelque chose / Et puis à la fin si j'ai un tableau / Je

veux donner à quelqu'un d'autre une idée de cet éclair. »

La contemplation d'un dessin, d'une toile ou d'une sculpture de De Kooning oblige au flash intérieur, donne la sensation d'avoir traversé un orage précis, c'est un art de la convulsion (en cela très proche de Van Gogh), une affirmation se montre, faisant apparaître les autres comme trop lents ou simplement déprimés. Calme dans la tempête, donc, sérénité ramenée du bruit et de la fureur : « Il me semble que beaucoup d'artistes/Deviennent plus simples quand ils vieillissent / Ils ressentent leur propre miracle dans la nature / Le sentiment d'être de l'autre côté de la nature. » Ou encore : « Je me réjouis de voir simplement / Que le ciel est bleu, que la terre est terre / C'est

celui le plus difficile : voir un rocher quelque part / Et puis faire qu'il soit là, rocher couleur de terre / J'y arrive progressivement. »

POÈTE

C'était un très grand poète, on le voit, mais sans aucune des lourdeurs fétichistes ou faussement hermétiques de la poésie, et je n'en vois qu'un d'aussi risqué et imperturbable, prenant sur lui la réprobation et le malentendu qui entourent tout homme d'action : Warhol. De Kooning et Warhol ? Le jour et la nuit ? Même morale de l'immoralité, même désinvolture insaisissable, humour, dandysme et anarchisme supérieurs, rapidité de la nature dépassée, d'un côté, impassibilité et démythification de la marchandise

d'images, de l'autre. Un Hollandais immigré marqué par l'Espagne et Breughel, un Tchèque de tradition catholique. Deux célibataires intrahabiles. La vieille Europe élégante transposée dans un nouveau monde et vivante malgré l'effondrement du goût. Pas de symbolisme, pas de mystères inutiles, deux actes d'autorité enjouée perçant le panneau sexuel et publicitaire. La femme la plus épouvantable reste désirable et comique (leçon de Picasso), l'autre côté de la nature est une signature en couleurs (aisance de Matisse).

De Kooning a-t-il appris, dans la nuit mentale où il était plongé depuis quelque temps, qu'il était devenu, par le jeu du marché, le peintre vivant le plus cher ? Se serait-il amusé de ce triomphisme monétaire ? Ou

bien aurait-il repensé à sa solitude à New York au moment d'écouter avec la grande idole, comme Picasso en face de ses *Demoiselles* dont personne ne pouvait soutenir la vision ? Aurait-il pensé comme Warhol (mort avant lui) que l'art est la nervure centrale du business ? Mais que deviendront le laboratoire et l'artiste Jasper Johns ou, plus vulgairement, ces bavards de Rauschenberg et de Stella ? Qu'en sera-t-il, après-demain, du romantisme vaporisé de Pollock, de la religion transcendante de Newman et de Rothko, des bandes dessinées de Lichtenstein, des boucheries de Bacon, du merveilleux maniérisme mystique de Twombly ?

Laissons l'argent s'agiter autour de la création, je reviens le marchand

de De Kooning, Xavier Fourcade (disparu, lui aussi), lever les bras au ciel quand « Bill » lui téléphonait à l'improviste pour lui demander de lui apporter sur-le-champ quelques dizaines de milliers de dollars en liquide. Une autre fois, il ne fallait pas aller à l'atelier parce qu'une femme (encore une) était là. Quelle vie aux antipodes de l'accumulation, de l'économie et du puritanisme Wasp ! De plus, ce peintre supprimait souvent ses tableaux, et ceux qu'il gardait étaient désignés par lui d'un dédaigneux : « non à détruire ». Tom Hess, qui l'a beaucoup vu agir, a dit de De Kooning : « Sa main bouge aussi rapidement que celle d'un PDG lorsqu'il est courtois. » La vraie banque ? L'instant vécu par lui-même, dans sa forme saisie en plein vol.

« Le monde réel, ce monde soi-disant réel / C'est simplement quelque chose dont on doit s'occuper / Comme tout le monde / La réalité est une corde raide / Si je glisse, je me dis "biens, c'est intéressant" / La plupart du temps, je glisse / Dans cette version fugitive, cet éclair. »

Philippe Sollers

* De Kooning, vite, de Philippe Sollers, éditions de La Différence (1988, 2 vol. illustrés) ; le texte est repris dans *La Guerre du goût* (« Folio », Gallimard)

Le Cargo Grenoble
En caravane
un roman d'Elizabeth von Arnim
adaptation libre Agathe Méliand
mise en scène Laurent Pelly
du 1^{er} au 11 avril
relâche dimanche
réservations 04.78.25.91.51
La Cargo/C.D.N.A.
4, rue Paul Claudel

VILLA GILLET
25, rue Chazière - 69004 LYON
François Bon
lit
"Parking"
avec la scénariste Kasper T. Toppitz
jeudi 27 mars à 20 h 30
réservations obligatoires
ou 04.78.27.02.48

SALLE GERARD PHILPE
LE NAUFRAGE DU TITANIC
de Hans-Magnus
ENZENSBERGER
la règle du jeu et compagnie
du 18 au 22 mars
45, cours de la République
VILLEURBANNE
RESERVATIONS - 04.78.85.79.97

Pour vos annonces contactez le 01.44.43.76.15

سكننا من السفر

NEUF ET RÉSIDENTIEL

INVESTISSEZ DANS LE LOGEMENT NEUF

La nouvelle formule d'amortissement des logements locatifs, dite amortissement "Périssoir" remporte un grand succès. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les logements locatifs neufs achetés entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1998 sont amortissables à raison de :
 - 10% du prix total de l'acquisition pour chacune des 4 premières années ;
 - 2% pour chacune des 20 années suivantes.
- Le déficit foncier correspondant est imputable sur le revenu global dans la limite d'un plafond de 100 000 francs.
- La fraction du déficit foncier non imputable sur le revenu global peut être reportée sur les revenus fonciers des années ultérieures, pendant 10 années.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS
ADHÉRENTS À LA F.N.P.C. (Fédération nationale des promoteurs-constructeurs)

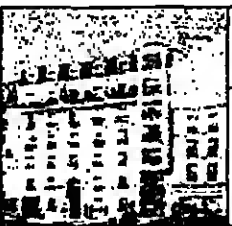
PARIS RIVE DROITE

Résidence Saint-Martin

61, rue Bichat
Nouvelle programmation

1^{er} PROMOTEUR CERTIFIÉ
QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél. 01 46 43 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Téléphone tout de suite au 01 46 43 22 00 pour faire partie des privilégiés
Profitez des nouvelles mesures Périssoir.

A partir de 17 900 F le m², hors parking, et dans la limite du stock disponible.

Une superbe résidence de 28 appartements entièrement neuve, au sein d'un 5^{ème} étage, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Opéra du Nord. Une architecture raffinée par une belle façade au cachet parisien, avec de nombreux balcons et terrasses orientés plein sud. Prestations particulièrement soignées. Label Promoteur Confort Plus.

Bureaux de vente : mardi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.



Le Broclicien

54, av. du Cex Michel Biot
NOUVEAU PROGRAMME

Réalisation et commercialisation :
Groupe ARC
4, rue de la Bienfaisance
75008 PARIS
Tél. 01 45 22 00 50



DU STUDIO AU 6 PIÈCES.
Possibilité d'appartement sur mezzanine.

Dans le douzième résidentiel, à 500 mètres du Bois de Vincennes. Façade haussmannienne en pierre de taille soignée.



62, rue Saint-Didier

Réalisation :
SEFIMA
4042, avenue Raymond
Poincaré - 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00
du lundi au vendredi
(aux heures de bureau).



33 appartements. De studio au 5 pièces, 29 500 F le m² moyen.

Ex : 5 pièces 138,80 m², 2^e étage 3 990 000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trinité, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 19^e arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du Lycée Janson-de-Sailly. 2^e et 3^e étages résidentiels. Parking en sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - n° vert 0800 33 59 00 (aux heures de bureau).



Résidence Artols

41, avenue Mathurin Moreau

Réalisation :
SEFIMA
4042, avenue Raymond
Poincaré - 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00
du lundi au vendredi
(aux heures de bureau).



Nouveau programme, 15 appartements de 2 pièces au 3 pièces 23 500 francs/m² moyen, hors parking.

A 200 mètres du Parc des Buttes-Chaumont, une lumineuse petite résidence en pierre, élevée à quelques privilégiés 15 appartements remarquablement conçus profitant d'une orientation plein sud. Les prestations sont sobres et certaines appartements pour prolonger par de belles terrasses.

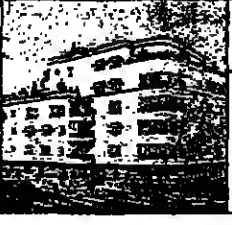
Commercialisation sur place : 41, av. Mathurin Moreau, 75019 Paris. Ouvert lundi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 14 h à 19 h. Tél. 01 42 61 90 25. En dehors des jours et heures d'ouverture N° Vert 0800 33 59 00 (aux heures de bureau).



L'Orée du Parc

09, rue Compagny, rue Rancie
A l'aise proximité
des Buttes-Chaumont
à découvrir absolument !

Réalisation :
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél. 01 46 43 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h



Premier constructeur certifié qualité ISO 9001

De studio au 5 pièces avec parking au sous-sol, 18 800 F le m² moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.

Le cadre d'une petite résidence de charme de 24 appartements accolés à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur un beau jardin arboré.

Bureaux de vente : 3, rue du Général Bruneau, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.



PARIS RIVE DROITE (suite)

Villa Gambetta

FONCIÈRE SATIS
Groupe SUZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS



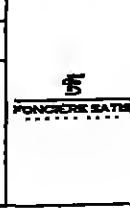
LIVRAISON IMMÉDIATE 80 logements de studio au 4 pièces.

Studio : 26 m² : 650 000 F. 2P : 33 m² : 1 050 000 F.

4 P : 91 m² : 1 740 000 F. Parking inclus. Frais de notaires réduits.

Située à 200 mètres de la place et de son métro, proche de tous commerces, à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose au sein d'un jardin une grande diversité d'appartements de caractère.

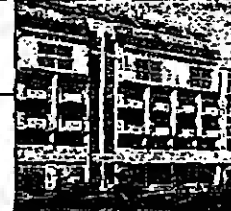
Bureaux de vente et appartements situés 55-57, rue Orléans Paris 20^e. Ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi. Tél. 01 45 49 52 52 (ou : 01 47 97 74 40).



PARIS RIVE GAUCHE

Dans le quartier
de la grande bibliothèque
Résidence pour étudiants
Les Lauréates

Réalisation :
COPRIM RESIDENCES
19, rue Gaffiot
92100 BOULOGNE



Studios pour étudiants et jeunes en formation à partir de 450 000 F

LIVRAISON IMMÉDIATE. FRAIS DE NOTAIRE GRATUITS.

Pour profiter pleinement des mesures fiscales investissements des résidents dans le site privilégié de la grande bibliothèque. Eurocommodité, Groupe Cités des Diables, vous assure une gestion rigoureuse et des revenus locatifs. Prix, location au loyer avec état LAMP et remboursement de la TVA. Rens. et ventes : visite du studio mensuelle sur rendez-vous.

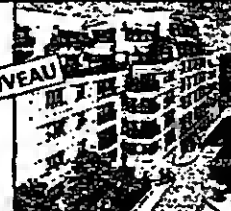
Tél. : 01 46 04 42 29



Villa Julie

52, rue de l'Abbe Carton
A proximité
de la rue des Filles

Réalisation :
Les Nouveaux Constructeurs
Tour Maine Montparnasse
33, avenue de Maine
75755 Paris cedex 15
Tél. 01 45 38 48 68



9 logements de 2 pièces au 5 pièces duplex.

Prix à partir de 19 800 francs le m², hors parking.

Frais de notaires réduits.

Livraison : 1^{er} trimestre 1998.

An cœur du 14^eème arrondissement, une petite résidence en pierre, plein sud, avec façade en pierre de taille massive cylindrique de balcons, de terrasses et de jardins.

Renseignements et vente : tous les jours de 9 h à 19 h

Tél. 01 45 38 48 68



Closerie-Montparnasse

Rue Froidevaux.

FONCIÈRE SATIS
Groupe SUZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS



DAMIERE NEUF - LIVRAISON IMMÉDIATE

2P : 38 m² : 1 050 000 F

3 P : 78 m² : 1 990 000 F

Parking inclus.

Frais de notaires réduits.

Tél. 01 45 49 52 52



RÉGION PARISIENNE

Neuilly/Seine

Angle rue de la Marne
et bd Seine

CONCEVONS ENSEMBLE
L'APPARTEMENT DONT
VOUS RÊVEZ.

Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 43 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Nouvelle et superbe résidence de 3 étages située dans la partie résidentielle de l'île de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et par la multiplicité des espaces verts.

Architecture soignée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie (très belles terrasses, grande hauteur sous plafond, parquet...). 38 appartements (du studio au 5 pièces) (caves et parkings au sous-sol) et une maison individuelle.

Bureaux de vente sur place : Ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h30 à 12 h30 et de 14 h à 19 h.

Tél. 01 46 43 22 00



Le Parc de Beauvillier

sur un parc de 5 ha

Réalisation et commercialisation :
SEFIMA
4042, avenue Raymond
Poincaré - 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00
du lundi au vendredi
(aux heures de bureau).



Rens. disponible : un 3 pièces - 1 500 000 francs parking compris, un 4 pièces - 1 800 000 francs parking compris.

Livraison immédiate.

Sur un parc de 5 ha dans un petit immeuble de deux étages au pied de la tour de la Vierge, un 3 pièces de 75,50 m² - balcon de 6,20 m², séjour, 2 chambres, une salle de bains, 2 cuisines, salle d'eau.

Bureaux de vente et appartements décorés sur place : Accès depuis le bd de la République à Vincennes. Ouvert lundi, jeudi et dimanche l'après-midi. Tél. 01 47 41 99 63, ou n° vert 0 800 33 59 00 du lundi au vendredi (aux heures de bureau).



Sur la trace des photographes
d'Henri Cartier-

مکان الی

Je suis dans
ma maison
et j'attends
que la pluie
vienne
LACARCE
NORDEY
01 42 62 59 49

Sur la trace des photographies inédites d'Henri Cartier-Bresson

Cent quatre-vingts images, dont une vingtaine jamais montrées, sont exposées à Paris

Henri Cartier-Bresson, dont l'œuvre, au croisement du document et du mystère, a influencé des générations de photographes, fait l'objet

d'une exposition à la Maison européenne de la photographie intitulée « Des Européens ». Fort de cent quatre-vingts images, dont une ving-

taine inédites, l'acrobate montre un artiste marqué par les influences picturales, la géométrie, le hasard merveilleux et le surréalisme.

DES EUROPÉENS. Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4^e. M^e Saint-Paul. Du mercredi au dimanche, de 11 heures à 19 h 45. Tél. : 01-44-78-75-00. Jusqu'au 22 juin. A l'auditorium, projections de films de ou sur Cartier-Bresson.

Encore et toujours Cartier-Bresson... Certains seront agacés de voir la Maison européenne de la photographie (MEP) consacrer une exposition d'ampleur - cent quatre-vingts images - à un auteur maintes fois montré, partout célébré, dont les images sont archiconnues, et qui, depuis près de trente ans, confie qu'il n'est plus photographe mais dessinateur.

C'est un fait, la MEP décline une formule efficace : attirer un large public autour de photographes populaires. Il y a eu Klein, Pierre et Gilles, Strand. Maintenant Cartier-Bresson. Ce créneau, il est vrai, n'est occupé par aucune institution sur la place parisienne.

L'exposition a pour titre « Des Européens », référence à l'enseignement consensuel de la MEP mais surtout au livre introuvable, *Les Européens*, publié par Henri Cartier-Bresson en 1955, conçu et mis en pages par Teriade avec une couverture de Miro. Cet ouvrage, qui n'est pas le meilleur qu'il ait réalisé, propose une plongée, comme l'écrit Jean Clair en exergue de l'acrobate, dans une Europe d'avant et d'après guerre, « où les ruines accumulées, les masques de la faim et de la misère sur les visages apparaissent encore clairement ».

Le parcours est classé par pays - France, Italie, Grande-Bretagne, URSS, Espagne... - et propose des images issues de reportages pour la presse ou de périples basardevs. Il se développe sur trois niveaux, ce qui ne facilite pas la visibilité, mais l'on savait déjà que la circulation n'est pas le point fort de cet hôtel particulier. Il ne s'agit pas d'une rétrospective ni d'une trans-



« Tarascon, 1959 »

position du livre au mur, mais d'une aventure qui court des années 30 à 70 dans l'œuvre européenne d'un immense artiste.

GÉOMÉTRIE

Fidèle à ses convictions, Cartier-Bresson a fait tirer toutes les images pour l'occasion - il a une aversion pour les vintages, épreuves anciennes effectuées au moment de la prise de vue que se

disputent les collectionneurs. L'acrobate est classique, les photographies sont quasiment toutes de même format, ni grand, ni petit. Nombre de chefs-d'œuvre - « des photos qui ont traîné partout », dit-il - sont ici à (re)découvrir et viennent confirmer son sens inné de la géométrie.

Une bonne exposition devant aller au-delà du ressassement, allègre et ailleurs. Dans le travail de

Maurice Coriat, qui s'est plongé dans cinq mille planches de contact. Il y a d'abord une nouvelle évaluation des voyages : « Henri s'amuse beaucoup plus en Italie et en Espagne, où il fixe magnifiquement un monde surréaliste et mystérieux, constate le commissaire de l'exposition. En revanche, on sent qu'il y a des reportages où il s'ennuie. » On y voit surtout une quête de l'inédit : dénicher parmi les négatifs des images jamais montrées.

INTRUSIONS

L'exercice est tentant et périlleux tant on peut affaiblir la démonstration avec des images quelconques. Il y a une vingtaine d'inédits à la MEP que le visiteur averti s'amusera à repérer car il ne faut pas compter sur Cartier-Bresson pour donner des pistes. Mais ce dernier, comme à son habitude, minutieusement contrôlé les intrusions. « J'ai trouvé des perles qu'Henri n'a pas voulu montrer, notamment des gros plans, explique Maurice Coriat, parce que ces images pourraient faire penser à un autre photographe. »

Il n'empêche, on tombe sur quelques inédits merveilleux à la MEP, notamment les deux images qui ouvrent et ferment l'exposition. La première est une rue de Tarascon, ciselée par la lumière, avec un personnage blanc qui file dans la lumière. « J'ai eu des palpitations quand j'ai vu ça, affirme Maurice Coriat. Sur le contact, on ne distinguait rien. Henri accepte la lumière quand elle produit de la géométrie. » La dernière, la photo la plus récente, montre deux femmes nues comme jetées sur un sofa ; le visage de ces modèles est absent. Sommet d'ambiguïté entre la forme et le sens, le mystère et la réalité. Ambiguïté entre le dessinateur qu'il est devenu et le photographe qui le poursuit, quand il attrape son Leica au vol pour saisir cette « pause entre deux poses ».

Michel Guerrin

La revue d'architecture « d'A » est menacée de disparition

L'ordre des architectes lâche le mensuel

D'A, pour « d'Architecture », est, à côté des revues plus sophistiquées qui servent de miroir aux professionnels, le seul magazine à jeter, à découper, à manipuler sans précaution. Est, ou plutôt : est en passe d'avoir été, car il risque de s'arrêter, sous l'effet conjugué de mauvaises manœuvres et de maladroites financières. D'A avait été lancé, en 1991, à l'initiative de l'ordre national des architectes. Deux rédacteurs en chef, Francis Rambert et François Lamarre, en avaient fait un outil à la fois indispensable par la multiplicité des informations publiées, et complémentaire de ses aînées plus luxueuses par le nombre des réalisations présentées. Quelquefois seulement évoquées, certes. Au-delà des partis pris critiques, ce mensuel aura permis l'émergence publique d'architectes ou de tendances que la sélection drastique opérée ailleurs ne laissait guère passer.

On trouvait d'A en kiosques, au prix de 44 F. Ce qui n'est pas trop cher payé pour aider cette profession à dénouer sa névrose collective par la voie du dialogue, de l'ouverture, d'une approche pertinente et sans prétention. Avec la Maison de l'architecture de Paris, fermée, d'A contribuait à restaurer l'image d'un ordre grand dans les langes de Vichy, et qui, sous l'impulsion de Remy Lopez, commençait à s'inviter un rôle nouveau. Les professionnels, frappés durement par la crise, ne voyaient cependant pas ainsi cette instance qui les taxait annuellement d'une cotisation proportionnelle à leur chiffre d'affaires.

Aussi, à l'occasion d'élections largement négligées, un groupe d'opposants, dirigé par Jean-Claude Chamberlan, a pris le contrôle du conseil de l'ordre, opération présentée comme la re-

vanche des architectes de l'ombre contre le star-system, contre une nomenklatura « élitiste ». Résultat : une instance aux accents populistes qui va naturellement s'étonner que les plus gros cotisants de l'ordre, ne soient pas les mieux servis par la revue.

Largement financée par l'ordre, d'A n'a sans doute pas vu venir le coup et n'a pas cherché assez tôt son indépendance financière. Dans un premier temps, Jean-Claude Chamberlan s'est élevé contre cette revue qui, selon lui, a « claqué du fric sans créer aucun débat ». « Alors que l'élite n'a pas besoin de nous, le précédent conseil a tellement pensé culturel qu'il en a oublié la profession », déclarait durant l'été 1996 au Monde le nouveau président. D'A devait cependant continuer de paraître sans changement majeur jusqu'à ce que l'équipe de rédaction découvre, en décembre 1996, que « son » titre déposait son bilan, et qu'un administrateur judiciaire était désigné. Pour autant, la disparition de d'A serait un vrai crève-cœur en raison du travail déjà accompli, et une perte pour ceux des architectes qui, sans être pour autant élitistes, se sont soucés de qualité plus que du nombre de mètres carrés réalisés.

Autour d'un des rédacteurs en chef, Francis Rambert, de nombreux architectes et des maîtres d'ouvrage tentent de créer un groupe de soutien. Cette sorte de comité de lecteurs pourrait apporter les bases d'une contribution financière indépendante, plus exaltante pour eux que la forme actuelle des cotisations ordinaires. Il serait enfin surprenant que la direction de l'architecture abandonne d'A sans réagir, alors qu'elle vient justement de réintégrer le ministère de la culture.

Frédéric Edchmann

NOUVEAU FILM

UN AMOUR DE SORCIÈRE

Film français de René Manzor. Avec Vanessa Paradis, Jean Reno, Jeanne Moreau, Gil Bellows. (1 h 40.)

Morgan (Vanessa Paradis) fait partie d'une lignée de sorcières dont son fils, Arthur, est le dernier rejeton. Elle est une gentille sorcière, alors que son méphistophélique cousin Molok (Jean Reno) occupe son temps libre à faire passer les humains de vie à trépas. Le petit Arthur devient l'enjeu d'une lutte familiale entre ces deux tendances. Et du même coup celui du film, qui ne développera plus, après un prologue aussi original, une seule idée. Affecté de problèmes de synchronisation, doté de dialogues ineptes et d'un scénario bâclé, le film de René Manzor se contente d'aligner quelques scènes incohérentes avec Paris, New York et Venise en décor, tout en échouant à faire tenir debout l'histoire d'amour qui unit la belle sorcière à un mortel américain présenté comme « le nouveau Bill Gates ». Cette triste alliance de la technologie et de la magie, si elle a raison du Mal, produit un film profondément désenchanté.

Jacques Mandelbaum

Quelques instants vrais dans la vie de HCB

CHEZ les scouts, à onze ans, Henri Cartier-Bresson était surnommé « anguille frétillante ». Aujourd'hui, pour le photographe âgé de quatre-vingt-neuf ans, la formule tient encore. Se définissant aussi comme « un prisonnier évadé », l'homme ne cesse de s'échapper. HCB, comme on l'appelle, saute dans l'escalier de la Maison européenne, jongle avec sa canne, bon pied bon œil, le regard bleu vif, un foulard rouge noué autour du cou. C'est un personnage complexe, qui se contredit, répond par des pirouettes, fuit, « déteste être là où on veut [le] placer ». Et s'en amuse.

Tout photographe de renom mettrait l'accent sur les inédits qui donnent du piment à l'exposition. « Ça n'a pas d'importance », répond-il. Je ne suis pas bibliothécaire de mon travail. A ceux qui veulent classer, répertorier, analyser, il répond : « Aujourd'hui, on est professeur de tout, sauf de sensibilité. Au lieu de regarder et de pénétrer, les gens se contentent d'identifier. Ils

pensent, j'ai envie de donner de fausses légendes à mes photos pour que les gens regardent avec leurs yeux, pas avec leur cerveau ».

« Je ne suis pas ethnologue, pas sociologue ni spécialiste de rien. Je suis un journaliste au sens où je tiens un journal de bord »

Ce parcours en Europe révèle une tendresse pour les pays du Sud. « Je me sens proche des Siciliens. J'ai été conquis lors du voyage de noces de mes parents dans un hôtel de Palermo. Un jour, j'ai dit à Teriade, le grand éditeur grec : "Nous autres Méditerranéens..." Il m'a alors arrêté : "Henri, va te regarder dans la glace..." »

Il est difficile de faire parler Henri Cartier-Bresson de la signification de ses images. Un comble pour une personnalité qui a brouillé aux quatre coins de la planète et publié ses reportages dans de nombreux magazines.

On note qu'il fut grand voyageur : « Je déteste voyager mais j'adore vivre dans les pays. Prendre son temps est le seul luxe. Les gens pressés sont pénibles. Cloran a écrit que la mort n'a jamais demandé qu'on lui fixe un rendez-vous. » On veut le voir s'exprimer sur le contenu et il répond : « rythme plastique, géométrie, compositions qui respectent le nombre d'or et donnent une structure au monde. J'ai l'œil du peintre ».

Quand on l'interroge sur l'aspect documentaire des images, il réplique : « La force documentaire

permet de donner une forme. Mais savoir ce que ça prouve, ce que ça démontre, je n'en sais rien. Je témoigne que j'étais là et que j'ai vu ça. C'est tout. » On continue sur la portée sociale des sujets et il coupe : « Le sujet est de l'ordre du subconscient. Je ne suis pas ethnologue, pas sociologue ni spécialiste de rien. Je suis un journaliste au sens où je tiens un journal de bord. En huit jours, j'ai assisté à un anniversaire de la révolution chinoise, une commémoration de la révolution russe puis à un couronnement du pape à Rome. Comment traduire ces événements en photos ? C'est un mystère. Je me méfie du sens que l'on veut donner aux images. Les analyses de textes, ce n'est pas mon truc. Je pense conceptuelle me paraît être un danger. Quand je lis Saint-Simon, Proust ou Chateaubriand, je ne consulte pas les notes en bas de pages, je me nourris du texte lui-même comme en peinture je me nourris de la substance et non des considérations historiques. »

Cartier-Bresson serait-il coupé

de la danse ?

Kota Yamasaki
"Shakuri & Traffic"
20 mars 20h30
Villeneuve, Théâtre Romarin Rolland

Kota Yamasaki
"Shakuri & Traffic" (extraits)
22 mars 20h30, 23 mars 19h30
Bonneuil, Salle Gérard Philipe

Arisaka "Vais in the Vicim"
25 mars 20h30
Fontenay-sous-Bois, Salle Jacques Brel

réservations : 01 46 86 70 70

M. G.

du 4 mars au 5 avril
THEATRE OUVERT

J'étais dans ma maison et j'attendais que la pluie vienne

LAGARCE

NORDEY

01 42 62 59 49

cité de la
musique

- son musée
- ses activités
- ses concerts

Annie Fratellini

Concerto pour un clown (création)

du 28 mars au 6 avril

(sauf lundi)

Porte de Pantin

01 44 84 44 84

مكتبة الفن

Au Festival de l'imaginaire, les chants des Antandrov

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

Belmer graveur
Musée-galerie de la Seiza, 12, rue Surcouf, Paris 7. **MF** Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. **MF** dimanche. Du 20 mars au 14 juin. 25 F.

Isstut Hasegawa
Institut français d'architecture, 6 bis rue de Tournon, Paris 6. **MF** Méditerranée. Du 11-12-33-50-35. De 12 h à 19 heures. **Femelle** dimanche et lundi. Du 20 mars au 31 mai. Entrée libre.

Bernard Moninot, Jaume Planès
Galerie nationale du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8. **MF** Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. **Femelle** lundi. Du 20 mars au 31 mai. Entrée libre.

Grand Palais, galeries nationales, place
Champs-Élysée, Paris 8.
M^e Georges-Elysée-Clémenceau. Tél. :
01-44-13-17-17. De 10 heures à
20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures
Fermé mardi. Du 21 mars au 14 juillet
50 F.
Sean Scully
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris
8^e. M^e Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-
19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de
14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche
et lundi. Du 20 mars au 24 mai. Entrée
libre.

Spearhead

signant des textes à la conscience
aigüe, qui, entre deux traits
d'humour, évoquent l'Algérie, la
fracture sociale et stigmatisent
quelques travers humains. (CD
Aigüer, C.A.O., Records/Melodie).
Le Divan du monde, 75, rue des
Marbrys, Paris-9, 20 heures, le 20.
Tél. : 01-44-92-36-67, 20 F.
A Bagnux (92), salle des
Fêtes-Espace Léo-Ferré, rue
Charles-Michels, 20 heures, le 22.
Tél. : 01-42-31-60-50, 80 F. Et aussi
à Grenoble le 24 avril (Festival
Rocktamboule), à Montpellier le
26 avril (Victoire II).

Eric Le Lann Quartet
Le trompettiste s'installe quelques
jours dans la cave du Petit
Opportun, l'un des endroits
parisiens où lui sont le plus
fidèles. La musique y gagne
toujours beaucoup.

Petit Opportun, 15, rue des
Lavandières-Sainte-Opportune,
Paris-19, M^e Châtelet, 22 h 30.
les 20, 21, 22, 23, et du 25 au 29. Tél. :
01-42-36-01-26, 20 F 50 0 F.

Jean-Michel Albrola
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris,
11, avenue du Président-Wilson, Paris.
16^h 15. M^l Mina, Alma-Marcu. Tél. :
01-44-61-10-10.
vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; jeudi,
samedi et dimanche de 10 heures à
20 heures. Jusqu'à 6 avril, 27.
Angkor et dix siècles d'art khmer
Grand Palais, galeries nationales, avenue
de la Grande Armée, Paris. Jusqu'à
Jean-Perrin, Paris 8. M^l Champé-
sées-Clermenceau. Tél. : 01-44-13-17-17.
De 10 heures à 20 heures ; nocturne
mercredi jusqu'à 22 heures. Fermée
le 1^{er} mai.
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris,
11, avenue du Président-Wilson, Pa-
ris 16^e. M^l Mina, Alma-Marcu. Tél. :
01-45-57-60-40. Mardi, mercredi et
jeudi de 10 heures à 17 heures ;
samedi et dimanche de 10 heures à
20 heures. Jusqu'à 25 mai. 50 F.
Années 30. L'Architecture
et les arts de l'espace
Musée des Monuments Français, Palais
National du Trocadéro, Paris 16^e.
M^l M. Trocard. Tél. : 01-44-05-39-10.

NOUVEAUX FILMS

by, 8^e (01-43-37-35-43; réservation: 01-40-32-20-10); UGC Normandie, dolby, 14^e (01-43-37-35-43); UGC Odéon, dolby, 9^e (Les Nations, dolby, 12; 01-40-34-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; UGC Gobelins, dolby, 13^e; Gaumont Alesia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-32-20-10); Gaumont Normandie, dolby, 14^e (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15^e; UGC Moliot, 17^e; Pathe Wepkor, dolby, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10).

EXCLUSIVITÉS

L'AMOUR EST À RÉINVENTER (**)
Dix films courts.
França (58).

14-Juillet Parnasse, 5^e (01-43-26-58-00; réservation: 01-40-30-20-10).
LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-wai.
avec Leon Lai Ming, Tekeshi Kanehiro,
Charles Young, Michele Reis, Karen Mok.
Hong Kong (1 h 35).
VO: UGC Ciné-été les Halles, 1^{er}; Racin-
cine, Colson (01-43-26-19-68; réservation: 01-40-30-20-10).

ARÇANGE
de Guy Maddin,
avec Keville McCulloch, Cathy Marykova,
Sarah Neill, Art Cohen, Michael Gotti,
Dana Falavik.
Canada, noir et blanc (1 h 23).
VO: Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

LA COLLINE OUBLIÉE
d'Abderrahmane Bourghamout,
avec Djamel Arzoul, Mohamed Cha-
bane, Samira About, Abderrahmane
Kamal, Abderrahmane Deblane, Far-
roukh Hadjilou.
Franco-algérien (1 h 45).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réserva-
tion: 01-43-26-58-00); Eludes Lincoln,
8^e (01-43-59-35-14); Sept Passagers, 1^{er}
(01-43-20-32-20); Le Cinéma des Ci-
néastes, 17^e 101-33-42-40-10; LE RE-
LÈVEMENT ET LE POURQUOI
de Ventura Pons,
avec Luis Homsar, Pepa Lopez, Alex Ca-
sanovas, Marco Aranea, Mercè Pons.
Pere Ponce.
Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

ESPACE SAINT-MICHEL, 5^e (h 30).

VO: Latina, 4^e (01-42-78-47-86); Espace
Saint-Michel, dolby, 5^e (01-44-07-20-49).

DERNIER RECOURS (*)

de Wim Wier.
avec Bruce Willis, Bruce Dern, Christo-
pher Walken, William Satterth, David
Patrick Kelly, Karina Lombard.
Américain (1 h 41).

VO: 14-Juillet les Halles, dolby, 1^{er};
UGC Odéon, 9^e; Gaumont Marignan,
dolby, 8^e; réservation: 01-40-30-20-10;
GIDEAU SAÏ QUOI
de Jean-Christophe Paillet,
François (1 h 30).

VO: Les Films des Ursulines, 3^e (01-43-26-19-09).

VOUJOUR AU L'ENDEMAIN
de Jean-Marie Straube,
Danièle Huillet.
avec Christine Wietzky, Richard Sel-

Franco-allemand, noir et blanc († h 02).
VO : Studio des Ursulines, 5° (01-43-26-19-09).

ACQUÊTE SUR ABRAHAM
de Abraham Ségol.
Franco-israélien-paléstinien († h 42).
VO : Studio des Ursulines, 5° (01-43-26-19-09).

PÈRE JOLIVET,
de Jacques Jolivet.
Français († h 25).
JUGALF Ciné-city les Halles, dolby, 1° ;
Gaumont Opéra d, dolby, 2° (01-43-12-78-93) ; 2° (01-40-30-20-10) ;
14.Juillet ordn, dolby, 8° (01-43-25-19-63) ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Prestegins, 8° (01-39-17-10-00) ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Am-
bassade, dolby, 8° (01-43-59-19-08) ; ré-
servation : 01-40-30-20-10) ; George-Jo-
seph, 8° ; Majestic Bastille, dolby, 1° (01-47-
40-02-48) ; réservation : 01-40-30-20-10)
et 01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15°
et 1° (01-40-30-20-10) ; 14.Juillet sur-Seine, dolby,
1° (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Cam-
metta, dolby, 20° (01-46-36-10-96) ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10).

SET ON THE BUS
de Spike Lee.
Américain, Richard Belzer, Deandra Bonds,
John Braucher, Thomas Jefferson
Haley, Gabriel Casseus, Albert Hall.
Américain (2 h).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1° (01-
30-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Images d'ailleurs, 5° (01-45-87-18-
18) ; 14.Juillet, 5°.

JERRY MAQUIRE
de Cameron Crowe.
avec Tom Cruise, Cuba Gooding Jr., Re-
nee Zellweger, Jeffrey Preston, Jerry
O'Connell, Jay Mohr.
Américain (2 h 18).
VO : Ciné-city les Halles, dolby, 1° ;
UGC Danton, 8° ; Gaumont Marignan,
dolby, 8° (réservation : 01-40-30-20-10) ;
UGC Normandie, dolby, 8° ; Gaumont
Gobelins Ferveur, dolby, 13° (01-47-07-
18-18) ; 14.Juillet, 13° (01-40-30-20-10) ;
Gaumont Faubourg, dolby, 14° (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17°.

KARDIOGRAMMA
de Darejan Omirbaev.
avec Jasulan Asanov, Saile Toktybayeva,
Sergey Kostin.
Russien (1 h 13).
VO : Le Quartier Latin, 5° (01-43-26-84-
25).

LEVEL FIVE
de Chris Marker.
avec Catherine Belkhouja, la participa-
tive Magdes Oshima, Jerri Tokitsu.
Français (1 h 46).
Le Saint-Germain-des-Près, Salle G de
réauregard, 8° (01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8°
(01-40-30-20-10) ; Escuriel, dolby, 13°
(01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10).

MACADAM TIBBU
de José Laplaine,
avec Lydia Goode, Hessane Kouyaté,
Sidy Camara, Assilou Tené, Gabriel
Mégma Konaté, Maimouna Hélène
Diarra.
Franco-argentine-portugais (1 h 27).
VO : Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-18-
10) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-33).

MACABRE
de Mantel Potier,
avec Coralie Tétard, Pierre Berriau, Eli-
sabeth Collin, Marie-France Fieser,
Jean-Luc Bileau, Laure Fernandez.
Franco-italien (1 h 40).
Gaumont les Halles, doiby, 1^{er} (01-40-
39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra 1, 2^e (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Euro-
pa Panthéon (ex-Réflex) Panthéon, 5^e (01-45-54-15-20) ; Le Balzac, 8^e (01-45-
61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-
57-90-31) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Escorial, 13^e (01-47-07-28-04) ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10 ; Sept Parnes-
siens, 14^e (01-43-20-32-20) ; Bienvenue
à l'antipassade, doiby, 15^e (01-39-57-10-
00) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MAIRS ATTACKS I
de Tim Burton.
avec Jack Nicholson, Glenn Close, An-
nette Bening, Peter Brosnan, Danny
DeVito, Martin Short.
Américain (1 h 45).
VO : UGC Ciné-cté les Halles, doiby, 1^{er} ;
14-Juillet Baugou, doiby, 3^e (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Les Trois
Luxembourg, 6^e (01-46-33-57-77) ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10 ; UGC Compmar-
c, 7^e (01-40-30-20-10) ; Gaumont
Montrouge, 8^e (01-40-30-20-10) ; Gaumont
Marignan, doiby, 8^e ; réservation :
01-40-30-20-10 ; George-V, doiby, 8^e ;
Gaumont Opéra François, 9^e (01-40-
47-70-38-88) ; réservation : 01-40-30-20-
10 ; Le Balzac, doiby, 11^e (01-47-07-48-
60) ; UGC Odéon, doiby, 11^e ; Gaumont
Opéra, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation :
01-40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse,
14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, doiby, 15^e (01-40-30-20-10) ; Gaumont
Opéra, 15^e (01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, doiby, 15^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA MOINDRE DES CHOSES
de Nicolas Philibert.
avec les personnes, les soignants de
la clinique de La Borde.
Français (1 h 45).
Saint-Armand des Arts 1, 6^e (01-43-26-48-
78).

L'ÈVE NI D'ADAM (*)
de Jean-Paul Civeyrol.
avec Guillaume Verdier, Morgane Hal-
necq, Frédéric Gagnol, Hélène
Chambon, Luc Tisot, Lucie Nogier.
Le République, 11^e (01-48-05-51-33) ;
"Entreup", 15^e (01-45-43-61-63).

PARTITION
de Ken McMillen.
avec John Seeth, Zohra Segal, Zia Mo-
hyeddin, Saeed Afzay, Léonie Mellin-
bert, John Schnepel.
Britannique (1 h 30).
VO : Action Christian, 6^e (01-43-29-11-50).

LE PATIENT ANGLAIS
de Anthony Minghella.

avec Ralph Fiennes, Kristin Scott Thomas, Juliette Binoche, Willem Dafoe, John Goodman, Colin Firth.
American P 2 h 40.

U.G.C. : Gaumont les Halles, doly, 1^{er} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, doly, 2^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Grand Alcazar, doly, 5^e (01-43-25-59-83) ; Grand Casino Odéon, doly, 6^e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rotonde, doly, 6^e ; La Paque, doly, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, doly, 8^e (01-43-25-04-57 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Grand Rex, doly, 9^e (01-43-25-04-57 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Capitole, doly, 10^e (01-43-25-04-57 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Panorama, THX, doly, 9^e (01-48-12-44-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Bastille, doly, 11^e (01-43-07-48-30) ; Les Nation, doly, 12^e (01-43-43-30-47 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Galleries Rodin, doly, 13^e (01-47-07-25-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, doly, 15^e (01-45-75-75-75 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Pessy, doly, 16^e (01-42-74-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Méliott, 17^e ; Pathe Wapleis, doly, 18^e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Sur-Seine, doly, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LES RANDONNEURS
de Philippe Harel,
avec Benoît Poelvoorde, Karin Viard,
Philippe Barthelemy, Vincent Elbaz,
Philippe Haudebourg.
français (1 h 35).

U.G.C. : Gaumont les Halles, doly, 1^{er} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Haute-Rive, doly, 4^e (01-46-33-75-38 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, doly, 6^e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, doly, 8^e (01-43-59-13-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Grand Alcazar, doly, 9^e (01-45-61-10-60) ; Saint-Azaire-Pasquier, doly, 8^e (01-43-87-35-33 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, doly, 9^e (01-47-07-25-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, doly, 11^e (01-43-07-48-30) ; 14-Juillet Sur-Seine, doly, 12^e (01-43-43-30-47) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Galleries Fauteuil, doly, 13^e (01-47-07-25-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Sur-Seine, doly, 14^e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, doly, 14^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Convention, doly, 15^e (01-45-75-75-75 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, doly, 15^e (01-48-26-22-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Grand Rex, doly, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Sur-Seine, doly, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

RÉSISTANCE
de Ken McMullen,
français (1 h 30).

U.G.C. : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-00).

ELECT HOT (***)
de Laurent Bouhnik,
avec Jean Guyet, Jean-Michel Félou,
Jeanne Balibar, Michel Andréani, Sébastien Lize, Eric Aubraun.

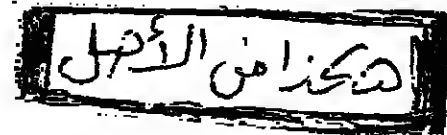
Français (1 h 25).
 4-Juillet Parnasse, 6* (01-43-26-58-00 ;
 réservation : 01-40-30-20-10) ;
 5-Juillet Les Valées Pour la GIMU HOSPITAL
 de Guy Madinier.
 Avec Kyle McCulloch, Michael Gottfrid,
 Angele Heck, Margaret-Anne Mcc
 end, Heather Neale, Caroline Bonner.
 Canadien, noir et blanc (1 h 12).
 6-Juillet Espace Saint-Michel, 3* (01-44-07-
 40-30-20) ;
 7-Juillet LE MONDE DIT I LOVE YOU
 de Woody Allen.
 Avec Alan Alda, Woody Allen, Drew
 Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn,
 Bruce Willis.
 Américain (1 h 41).
 8-Juillet UGC Ciné-été les Halles, dolby, 1* ;
 9-Juillet Médicus 1, 5* (01-43-54-42-34) ;
 10-Juillet UGC Montparnasse, 6* ; UGC Danton,
 dolby, 6* ; 11-Juillet Le désertion : UGC
 Danton, 6* (01-40-30-20-10) ; UGC Champs-Élysées,
 dolby, 6* ; Gaumont Opéra Français,
 dolby, 3* (01-47-70-33-88 ; réservation :
 01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dol-
 by, 1* (01-47-00-02-48 ; réservation :
 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins
 1, 3* (01-47-07-55-88 ; réservation :
 01-40-30-20-10) ; UGC Champs-Élysées,
 réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont
 Médicus 1, dolby, 1* (01-43-27-84-50 ; ré-
 servation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
 Le saugrenelle, dolby, 1* (01-45-75-79-
 79 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Géo-
 2, 3* (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-
 20-10) ; 15-Juillet UGC Danton, 6* (01-48-28-
 22-77 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
 16-Juillet Majestic Passy, dolby, 16* (01-42-24-46-
 46 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
 Médicus 1, 3* (01-43-54-42-34) ; 17-Juillet
 L'ailloil, 17* ; Pathe Wepier, dolby, 14*
 (01-40-30-20-10) ; 18-Juillet UGC Danton,
 6* (01-48-28-22-77) ; 19-Juillet CA
 OÙ TOUS C'EST PORTE
 de Christine Comencini.
 Avec Vanna Lili, Tcheky Karo, Marghe-
 ta Buy, Galetta Ranzini, Valentine
 Tognoli, Massimo Ghini.
 Italien (1 h 50).
 20-Juillet UGC Forum Orient Express, 1* ;
 21-Juillet George-V, 8* ;
 22-Juillet Les Étoiles
 de George Lukan.
 Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Pe-
 ter Cushing, Alec Guinness.
 Américain (2 h 12).
 23-Juillet UGC Ciné-été les Halles, dolby, 1* ;
 24-Juillet L'Odéon, 3* (01-43-54-42-34) ;
 25-Juillet UGC Danton, 6* ; (réservation : 01-40-
 30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 3* ;
 26-Juillet Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13*
 (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-
 20-10) ; 27-Juillet L'Odéon, 3* (01-43-54-42-34)
 ; 28-Juillet UGC Normandie, dolby, 14*
 (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10)
 ; 29-Juillet UGC Normandie, dolby, 14*
 (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10)
 ; 30-Juillet UGC Normandie, dolby, 14*
 (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10)
 ; 31-Juillet UGC Normandie, dolby, 14*
 (01-45-75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10).
 Interdit aux moins de 12 ans.
 *) Interdit aux moins de 16 ans.

EPRISES

avec Mark Hamill, Harrison Ford, Peter Cushing, Alec Guinness.
 Américain, 1977 (2 h).
 • GC Cinc-été les Haïles, dolyb, 1^{re};
 • GC Odéon, dolyb, 8^{re}; Gaumont Magna-
 man, dolyb, 8^{re} (réservation: 01-40-
 -20-10); GC Normandie, dolyb, 8^{re};
 • GC Université Grand Ecole Italie, dolyb, 13^{re}
 01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-
 -1010; Gaumont Parmasse, dolyb, 14^{re}
 réservation: 01-40-30-10, 14-Juillet
 saugrenelle, dolyb, 15^{re} (01-45-75-79-
 -10); réservation: 01-40-30-20-10; Pa-
 ris Wepler, dolyb, 15^{re} (réservation: 01-
 -40-30-10, 14-Juillet saugrenelle, doly-
 b, 19^{re} (réservation: 01-40-30-20, 10).

LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMONDE
u tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)



TÉLÉVISION La rédaction de France 2 est à nouveau plongée dans le malaise. ● UN QUESTIONNAIRE a été réalisé par la Société des journalistes, dont les résultats

doivent être remis, vendredi 21 mars, à Xavier Gouyou Beauchamps, président de France Télévision. ● LE JOURNAL TÉLÉVISÉ, dont l'audience a du mal à remonter, est

le point névralgique de ce malaise. Celui-ci se traduit par l'inquiétude des rédacteurs vis-à-vis de la qualité de l'information que la chaîne délivre et par une forte suspicion à

l'égard de sa hiérarchie. ● L'INDÉPENDANCE de la chaîne de service public est au centre des débats, notamment après la récente intervention du président de la République.

● À FRANCE 3, les journalistes protestent contre la réalisation sur le plateau du 19-20 d'un faux journal publicitaire pour la réalisation d'un spot publicitaire.

La rédaction de France 2 établit elle-même le diagnostic de son malaise

Les résultats d'une enquête de la Société des journalistes, qui doivent être soumis vendredi 21 mars au président de France Télévision, montrent une rédaction mécontente de sa hiérarchie et inquiète de la qualité de l'information qu'elle produit

« C'EST PIRE que ce qu'on pensait », Marcel Trillat, président de la Société des journalistes (SDJ) de France 2, n'avait pas encore totalement terminé, mercredi 19 mars, le dépouillement du sondage réalisé auprès de la rédaction. La synthèse qui doit être présentée, vendredi 21 mars, à Xavier Gouyou Beauchamps, président de France Télévision, n'était pas encore rédigée. Mais, déjà, il mesurait l'étendue du malaise : « Il y a une opposition majoritaire à la hiérarchie ».

En l'espace de quelques jours, 158 journalistes (sur 272) ont répondu aux dix-neuf questions du questionnaire improvisé par la SDJ. Si le flic de cette mobilisation, Marcel Trillat déplore la régression qui transparaît dans les réponses : « Il y a un tel ras-le-bol que les propositions sont rares. C'est significatif, ils ne voient pas comment ils pourraient améliorer le cours des choses ». La situation est-elle si grave, alors que l'audience du « Journal » télévisé de 20 heures, défilante depuis plusieurs mois, connaît un renouveau en mars (26,5 % à 27 % de parts de marché contre 25,5 % en février) ?

Certes, la rédaction de la chaîne publique est historiquement frondeuse. Un responsable s'amuse d'ailleurs d'une vieille anecdote : « Quand on lui disait : "La rédaction s'agite", Pierre Desgraupes répondait : "Et à part ça, quel de neuf ?" ».

Cette fois, le trouble est sérieux, gonflé par des années de frustration et de déchirements internes. La « photographie » tirée du questionnaire montre une rédaction inquiète de la qualité de l'information qu'elle produit, et suspicieuse à l'égard de sa hiérarchie. Les bénéfices laissés par les présidences et des directions qui se sont succédées à cadence rapide sont autant de lignes de fracture. Les différentes griffes n'ont pas pu ; en témoigne le tract syndical qui s'en prenait récemment aux transistors de l'Ex-Cinq ou de TF1.

Jean-Loup Demigneux, promu directeur de la rédaction à l'arrivée de Xavier Gouyou Beauchamps, a déçu

les espoirs suscités par sa réputation professionnelle : « On attendait Clemenceau, on a eu Deschanel », ironise un journaliste. On lui reproche essentiellement de n'avoir pas touché aux hiérarchies en place : « Des personnels arrivés du privé avec des pratiques professionnelles et humaines peu compatibles avec les idéaux et les exigences du service public », fulminent les délégués du personnel SNJ-CFDT. Le 3 mars, en comité d'entreprise, « On a mis en place, à tous les niveaux de la hiérarchie, des gens en fonction de leur capacité à obéir, commente l'un d'eux. Le 20 heures » est le produit de cette vague d'obéissance. »

Le 20 heures ». Le « JT ». La

Un faux JT agite France 3

La diffusion sur M 6 d'un spot publicitaire, dimanche 16 mars, dans l'émission « Culture Pub », provoque une levée de bouilliers à la rédaction nationale de France 3. Au cœur de la polémique : l'utilisation des décors, du générique et du logo du « 19/20 » pour une publicité des Laboratoires Pfizer. Le spot, tourné dans les locaux de France 3 par le réalisateur du « 19/20 » Yves Barbra, met en scène l'ancienne présentatrice du journal, Laurence Piquet (aujourd'hui sur France 2) et le chroniqueur médical de France-Info, Michel Symes.

C'est l'utilisation à des fins commerciales des attributs du journal qui est « condamnée par l'ensemble de la rédaction ». La direction de la chaîne aurait répondu aux journalistes, qui ont demandé des explications lors d'une assemblée générale, mercredi 19 mars, que le contrat signé avec la maison de production privée « excluait toute utilisation de ce type ». Le film incriminé était « exclusivement destiné au corps médical », rappelle Michel Nakache, directeur de Ogilvy & Mather, à l'origine de la campagne.

Canal Plus pourrait monter dans le capital de Telepiù

UNE ÉPOQUE se termine en beauté. Quel que soit le résultat de la fusion avec NetHOLD, à la mi-avril (Le Monde du 7 mars), Pierre Lescaud, PDG de Canal Plus, a annoncé, mercredi 19 mars, un bénéfice net de 741 millions de francs pour 1996. La progression du résultat net, qui passe 11,3 % par rapport à 1995, est supérieure « d'au moins 5 % », selon Laurent Perrière, directeur général des finances de Canal Plus, aux prévisions des analystes. Dans le même temps, le chiffre d'affaires de Canal Plus s'est établi en 1996 à 11,628 milliards de francs, contre 10,157 milliards un an plus tôt. D'une année sur l'autre, le chiffre d'affaires de la chaîne cryptée a crû de 14,5 %. A structure comparable, cette progression est un peu plus modeste, 9,9 %.

L'autre bonne surprise pour Laurent Perrière est la hausse de 6 % du résultat par action, malgré la dilution due à l'offre publique d'échange

(OPE) lancée par Canal Plus sur UGC DA. A cette occasion, la chaîne cryptée avait émis 10 % d'actions. Le directeur général des finances est aussi satisfait du lancement de CanalSatellite numérique. Sans la perte enregistrée à cette occasion (200 millions), le bouquet de programmes aurait atteint l'équilibre et aurait aussi dégagé quelques bénéfices en 1996. Aujourd'hui, selon Laurent Perrière, les résultats de CanalSatellite « sont en deçà de nos budgets et au-delà de nos prévisions ».

PLAN D'ACTION

Toutefois, la chaîne cryptée ne devrait pas connaître de très bénéfices avant longtemps. Si la fusion avec NetHOLD fait de Canal Plus le premier groupe européen de télévision à péage avec près de neuf millions d'abonnés, elle pèsera aussi sur les comptes. Pour 1997, Laurent Perrière prévoit un résultat net par action du groupe

« proche de l'équilibre ». La fusion avec le groupe sud-africain devrait être « consolidée à partir de la mi-avril ». Pour conserver un espoir de terminer 1997 en « positif », Canal Plus réclame à la mise en œuvre « d'un plan d'action qui aboutira à une relance forte, notamment en Italie ». Selon lui, « des actions assez simples et rapides seront déclinées ». En outre, le directeur général des finances de Canal Plus a rappelé la volonté de la chaîne cryptée de « se renforcer dans le capital de Telepiù », chaîne cryptée italienne détenue par le groupe Kirch (45 %), Canal Plus (45 %) et Berlusconi (10 %). Bloquée jusqu'à maintenant par la CLT-UFA, cette opération, qui implique la chaîne allemande Première, pourrait redevenir d'actualité dans les prochaines semaines. La CLT-UFA aurait récemment émis des signaux d'encouragement.

Guy Duthell

Le directeur du « Monde » demande une péréquation avec la publicité télévisée

À LA MISSION d'information commune sur la presse écrite de l'Assemblée nationale, mercredi 19 mars, les directeurs de Libération, du Monde et de l'Humanité ont tous trois réclamé un réajustement des recettes publicitaires en faveur de la presse écrite.

La presse écrite, a déclaré Serge July, directeur de Libération, vit depuis le début des années 90 « dans un état de krach publicitaire » : la crise économique a réduit de près de 50 % le marché des petites annonces et la loi Evin – sur l'interdiction de la publicité pour le tabac et les alcools – de 15 % celui

des recettes publicitaires de la presse écrite. « On a trouvé une solution pour atténuer les inconvénients de cette loi sur la Formule 1. La presse compte autant que la FI en France », a plaidé Serge July. Il a regretté que plus de la moitié des recettes des télévisions publiques viennent de la publicité et réclamé un réajustement en faveur de l'écrit. Le directeur de Libération suggère que la presse écrite bénéficie de la TVA à taux zéro, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, charge aux journaux de répartir cette baisse sur le prix de vente.

Richard Beninger, administrateur de l'Humanité, est aussi en faveur de la TVA à taux zéro. Il s'est particulièrement alarmé de la perspective des hausses de tarifs postaux qui vont fortement augmenter les coûts de diffusion.

URGENCE ÉCONOMIQUE

Pour Jean-Marie Colombani, directeur du Monde, en dépit « de la pertinence de l'analyse des difficultés de la presse menée par la représentation nationale, les conditions résultant de l'action gouvernementale et législative aboutissent à une dégradation des conditions de la presse écrite. La

réduction des aides à la presse, la suppression de l'abattement fiscal des journalistes et le « transfert des recettes publicitaires de la presse vers la télévision » constituent autant de « coups donnés » à ce secteur.

Tout en indiquant que grâce « à l'action des actionnaires, des efforts du personnel et d'une restructuration de l'entreprise », le quotidien du soir avait renoué « pour la première fois depuis 1989 avec les bénéfices en 1996 et devrait continuer dans cette voie en 1997 », Jean-Marie Colombani a insisté sur « l'urgence économique » à résoudre les problèmes de la presse écrite.

Il a notamment demandé qu'une réforme structurelle soit inscrite dans une prochaine loi de finances, qui rétablirait l'égalité des chances des différents médias devant la publicité, de manière à éviter « que la publicité devienne du tout-télévision ». Le président du directoire du Monde propose notamment un fonds de péréquation, abondé par une fraction (1 à 2 %) des recettes publicitaires des télévisions (16 milliards de francs au total en 1995), qui serait redistribuée à la presse écrite d'information politique et générale. Dominique Alduy, directeur général du Monde, a déclaré pour sa part que « tout ce qui va vers un accroissement des écrans publicitaires à la télévision accroît le risque économique pour la presse écrite ».

Jan Krauze

Yves-Marie Labé

Varsovie met fin aux négociations avec Hachette

VARSOVIE de notre correspondant

Les efforts consentis par Hachette Distribution Service (HDS) pour participer dans les règles à la privatisation du grand distributeur de presse polonais Ruch ont été vains. Le ministère polonais du trésor a annoncé, mercredi 19 mars, qu'il « abandonnait les négociations » avec HDS et les éditeurs polonais qui lui étaient associés, alors que HDS avait signé, le 31 décembre dernier, un accord préliminaire fixant les montants de la transaction.

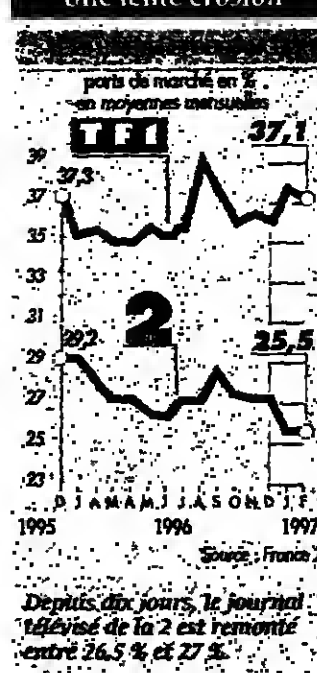
Une nouvelle offre avait été formulée en février par « un groupe de capitaux polonais », conduit par Universal, puissante société qui

s'est développée à la lisière du Parti communiste au moment du changement de régime. Le groupe n'a jamais précisé sa proposition, et sa composition elle-même reste floue (autre Universal, propriétaire notamment de l'ancien organe du parti, Trybuna, il comprend une société de vente d'eau minérale, Multi-tico, qui avait racheté l'an dernier un quotidien d'opposition, Zycie Warszawy, remis depuis sur une ligne beaucoup plus constructive, et une chaîne de télévision privée, Polsat).

Les appels de la direction et des syndicats de Ruch en faveur de la solution Hachette n'ont pas été entendus. Hachette ayant refusé d'obéir à l'injonction du ministère

d'augmenter « substantiellement » son offre, on repart en principe à zéro. Les principaux journaux communistes très négativement une décision qui « porte atteinte à la crédibilité » du pays, selon l'expression du quotidien Rzeczpospolita. L'affaire prend l'allure d'un conflit interne à l'équipe au pouvoir. Le ministre de l'économie, Wiesław Kaczmarek, a qualifié de « politique » la décision de son collègue du trésor. Les dirigeants d'Hachette restaient mercredi silencieux, mais le président d'HDS, Jean-Louis Nabury, avait déclaré qu'il réclamerait d'importants dommages et intérêts si sa société était déboutée.

Une lente érosion



« Anti-extrême droite »

Hervé Brusini peut affirmer sans risque de réaction de la part de la rédaction que « la ligne du Journal est clairement anti-extrême droite ». Le traitement de l'élection à Vitrolles ou celui de l'affaire de Châteauneuf, par exemple, n'ont donné lieu à aucune polémique interne. Un séminaire, organisé à l'initiative de la direction générale, a réuni, samedi 22 février, quelques journalistes vedettes de la chaîne, mais n'a débouché sur aucune proposition concrète sur la ligne à tenir concernant le Front national. Un récent dîner du service politique avec Jean-Marie Le Pen a suscité quelques remous. Prévu de longue date dans le cadre d'une série de rencontres avec tous les leaders politiques, il en lien, par le hasard du calendrier, quelques jours après l'émission « Envoyé spécial » consacrée au chef du FN.

droite. « Sur ce point, nous avons une vraie ligne, dit-il. Et d'une manière générale, nous sommes totalement libres. Je n'ai jamais reçu un coup de téléphone de pression. Mais cette liberté nous oblige à un surcroît de responsabilité. Elle est conditionnée par la solidité de notre information, qui doit être offensive, robuste journalistiquement ».

L'indépendance, précisément, est l'une des raisons de la défiance qui s'est installée entre la base et les responsables après les campagnes électorales mal vécues de 1995, et plus récemment avec la polémique au sujet de l'entretien avec Jacques Chirac (Le Monde du 6 mars). « Nous avons subi une perte d'image et une perte d'audience, dit Marcel Trillat. Il faut reconstruire courageusement, même si c'est difficile, une identité qui corresponde mieux à l'état d'esprit du service public. Le conflit n'est pas gauche-droite, mais sur des valeurs communes qu'il est indispensable de clarifier avant les échéances électorales de 1998 ».

Le clivage entre « les gens de terrain et les décideurs » semble être une réalité quotidienne. Devant Xavier Gouyou-Beauchamps, les représentants de la Société des jour-

nalistes vont plaider pour que le pouvoir soit rendu aux chefs de service. « Avant, ce sont eux qui proposaient les sujets et le rédacteur en chef arbitrait, dit un ancien de la maison. Désormais, ils ne font que répéter les ordres. C'est le centralisme démocratique ».

L'organisation de la rédaction fait partie du chantier confié à Jean-Loup Demigneux par le président. Ce dernier, malgré le reflet de la situation qui lui donne le « référendum » de la Société des journalistes, ne devrait pas être tenu, dit-on dans son entourage, de hâter les décisions. L'attente est pourtant forte : « La rédaction est une bombe à retardement », lance un journaliste. D'autres évoquent le risque de contagion des « graves urticaires » qui démontent le service public (RFI, Radio-France, TV5). Hervé Brusini espère quant à lui « que la crise aura pour vertu d'approfondir le débat ». Selon lui, « le désarroi de la rédaction de France 2 traduit une crise plus générale qui touche tout le journalisme. Cela fait plus de bruit sur la Deux, car, ici, on a le droit de s'exprimer ; ailleurs c'est l'omerté ».

Jean-Jacques Bozonnet

Stabilité des résultats de la CLT pour 1996

LE BÉNÉFICE NET consolidé de la Compagnie luxembourgeoise de télé-diffusion (CLT) a atteint, pour l'exercice 1996, 3,372 milliards de francs luxembourgeois (551 millions de francs français), un résultat quasiment identique (+ 0,1 %) à celui de 1995. Ces bénéfices ont été obtenus avant la fusion des activités audiovisuelles de la CLT et du groupe allemand Bertelsmann, effective le 15 janvier. La chaîne allemande RTL Télévision, avec une part d'audience de 17 %, a maintenu pour la troisième année consécutive sa position de leader sur le marché allemand de la télévision commerciale. La CLT est également actionnaire en France de M 6, du bouquet numérique TPS et de la radio RTL. Le groupe affirme que la chaîne à péage Première, dont CLT-UFA est actionnaire à 37,5 %, est désormais à l'équilibre. Parmi les principaux investissements prévus par la CLT figurent cette année, outre le bouquet numérique TPS et la chaîne polonaise RTL 7, ceux effectués dans la future anglaise Channel 5, dont CLT-UFA détient 29 % et qui sera lancée le 30 mars.

DÉPÊCHES

■ PUBLICITÉ : la holding britannique Aegis Plc annonce une hausse de 19 % du bénéfice net par action de 28 millions de livres sterling en 1996 pour un chiffre d'affaires de 3,45 milliards de livres. Le groupe compte parmi ses nouveaux clients Philips (Europe), Coca-Cola (Allemagne), Kraft Jacob Suchard (France) ou encore Telefonica (Espagne).

■ Nathalie Rastoin rejoint à partir du 24 mars l'agence Ogilvy & Mather Paris comme directrice générale. Elle était directrice générale de BDDP depuis 1992 au côté de Nicolas Bordes.

■ RADIO : en dépit d'un vote favorable à la poursuite de la grève à RFI, mercredi 19 mars, des émissions ont repris jeudi 20 mars. Plusieurs syndicats avaient d'ailleurs appelé, la veille, à la fin de ce mouvement, déclenché, il y a une semaine, pour la défense de l'emploi.

■ PRESSE : Philippe Mudy a été nommé directeur de la rédaction du quotidien La Tribune. Pascal Aubert et Gilles Bidier demeurent directeurs adjoints de la rédaction du quotidien du groupe LVMH.

■ TÉLÉVISION : Jean-Luc Delarue pourrait remplacer Michel Drucker pour l'animation de la tranche 19-20 heures de France 2 à partir de septembre. C'est l'hypothèse sur laquelle travaille la direction de la chaîne depuis que Michel Drucker a fait part de son intention d'arrêter l'émission « Studio Gabriel ». Jean-Luc Delarue anime actuellement sur France 2 l'émission « Déjà dimanche », à 18 h 50, le dimanche soir.

حکومت الدہلی

« Une terre, des hommes » étudie, sur France 3, les flux migratoires dans la région Nord - Pas-de-Calais depuis un siècle. Conclusion : l'intégration a plutôt bien fonctionné.

Si vous voulez notre avis, ce crapaud s'accroche désespérément à l'amour et fait de la ligne droite sa règle de conduite parce qu'il est porteur pour vous d'un message symbolique. Et, s'il est vert, c'est qu'il s'agit d'un message d'espérance.

Pôle industriel, le Nord-Pas-de-Calais connaît à la fin du XIX^e siècle un formidable essor. La région a besoin de bras et ouvre les portes de ses usines aux étrangers. 200 000 Belges rejoignent les mines françaises. Après la terrible saignée de la Grande Guerre, les compagnies passent un accord avec le gouvernement polonais pour recruter des mineurs. Avec la

crise des années 30, un nombre important d'entre eux s'est renvoyé en Pologne. Mais, pendant la seconde guerre mondiale, ceux qui sont restés constituent une main-d'œuvre indispensable. Nombres de Polonais se portent volontaires pour le front. L'offre est rejetée car leur présence au fond de la mine est jugée plus utile. Au début des années 50, les usines font venir des Italiens, puis des Algériens. Lorsque les relations avec l'Algérie se tendent du fait de la guerre d'indépendance, on fait appel aux Marocains. Et aussi aux Espagnols et aux Portugais...

liard, 1995) – souligne la capacité d'intégration de ces différentes populations. Elle rappelle également l'accueil reçu par chaque vague migratoire. On s'aperçoit ainsi qu'au départ la plupart des étrangers furent confrontés au rejet, parfois au racisme, et cela quelles que soient la proximité des cultures et la volonté de chaque groupe de se fondre dans la population française (faible chez les Polonais, forte chez les Italiens). Des difficultés que les immigrants finirent par surmonter progressivement. Grâce au travail pour les premières générations ; à l'école,

« **LE GÉNIE D'ASSIMILIER.** »
L'historien Pierre Pierrat, que l'on retrouve tout au long du documentaire, rappelle que « la France a eu le génie d'assimiler » grâce aux « fortes valeurs liques et publiques de la société française qui offrent à chacun la possibilité de garder en place ses traditions religieuses, linguistiques... Omar Yaghi, le compositeur d'origine arabo-paloise ; Abdel Belardi, l'entrepreneur, ou Zahia Zeroulou, la sociologue, tout deux d'ascendance algérienne, sont autant d'exemples de ce creuset français. En un siècle, la France a vécu un énorme brassage, et certains de ses grands talents, dans le sport, la littérature, le sport, la peinture, la science, sont issus de l'immigration.

Florence Hartmann

★ « Une terre, des hommes », France 3 Nord - Pas-de-Calais, les samedis 22 et 29 mars et 5 avril à 16 heures.

Radio

20.30 *Lieux de mémoire.*
L'entreprise - Le XX^e siècle :
culture de produits, culture de
procédés.

21.32 *Fiction.* Les poétiques,
François de Comière.

22.40 *Nuits magnétiques.* Paul
Strand ; Le jeune homme
contrarié.

0.05 *Ou jour au lendemain.*

France-Musique
20.00 Concert. Le Quatuor Ysaye :
Quatuor à cordes n° 10, de
Schubert ; Quatuor pour piano
et cordes (inachevé), de

23.07 Histoire de disques.

[illegible]

**20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Mozart à Paris.**
**22.30 Les Soirées... (Suite). 0.00 Les
Nuits de Radio-Classique.**

**Chaînes
d'information
CNN**
information en continu, avec, en
soirée: 20.00 et 23.00 World Busi-
ness Today, 20.30 et 22.00, 2.00

Euronews
Journal toutes les demi-heures,
avec, en soirée: 19.15, 19.45, 20.15;
20.45, 21.15, 22.45 Economie. 19.30,
20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39,
20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09,
22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50,
21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No
Comment. 23.45 Style. 0.45 Visa. 1.45
Café.

avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk Culturel. 0.15 Le D&S.

ue.
sourds et les malentendants.

هكذا من الأهل

La presse algérienne, « officielle » et martyre

Le quotidien francophone « El Watan » prend feu et flamme contre un rapport de Reporters sans frontières qui reproche aux journaux hostiles aux intégristes de soutenir le régime en pratiquant l'autocensure

EL WATAN, probablement le meilleur des quotidiens francophones algériens, n'est pas cootent. Il n'a pas apprécié le récent rapport de Reporters sans frontières (RSF) consacré à la presse algérienne (Le Monde du 14 mars). C'est un « tissu de contre-vérités qui s'apparentent à de la diffamation », résume l'auteur de l'article.

Le fait est que ce rapport n'était pas tendre. Il reprochait aux journaux de pratiquer l'autocensure, notamment de passer sous silence les informations sur les atteintes aux droits de l'homme dérangeantes pour le régime, et, plus grave encore, de faire preuve d'hypocrisie. « Certains titres, souvent prompts à se présenter comme les

martyrs de la liberté de la presse, ne sont pas exempts de critique dans leur traitement de l'information et leur comportement », notait RSF, avant de constater que « la plupart des journaux (se sont) rangés du côté du pouvoir », sans vouloir pour autant assumer leur choix.

El Watan a d'abord largement rendu compte, mais avec sobriété, sous la signature de son correspondant à Paris, Khaled Melhaa, du document de Reporters sans frontières intitulé « Algérie : la guerre civile à huis clos ».

La réaction est venue quelques jours plus tard sous la forme d'un bref article signé des seules initiales S. G., un pseudonyme collectif employé semble-t-il par la rédaction du Watan. Mais quelle



volée de bois vert ! : « L'officine française (...) donne libre cours à ses fantasmes. (...) L'esprit de manipulation flagrante prévaut. (...) Jouer au redresseur de torts avec un paternalisme proche du mépris, c'est l'image de RSF, qui, assurément, ne semble rien saisir de la réalité algérienne ».

En fait, poursuit l'auteur de l'article, « RSF n'arrive pas à se faire

l'idée que l'Algérie, malgré le drame, ne vit pas de guerre civile, et qu'en plus elle remonte lentement mais sûrement la pente, sortant progressivement victorieuse d'un terrorisme intégriste ravageur ». Cherchant à analyser les motivations qui guident l'organisation française, El Watan en arrive à la conclusion que, en faisant tout pour « naître volontairement le tableau et présenter l'Algérie comme une république bananière peu recommandable », ce que souhaite RSF, c'est dissuader « les investisseurs économiques potentiels ».

Rappelant que cinquante-sept journalistes ont été assassinés en Algérie, le rapport de RSF — comme d'autres auparavant — avançait l'idée que les forces de

l'ordre n'étaient sans doute pas étrangères à la mort de certains d'entre eux. « Il faut diaboliser au maximum le pouvoir algérien et le présenter perfidement comme étant derrière les assassinats des journalistes », réplique El Watan. Le « trac-caurci », RSF le réalise avec « certains journalistes » qui admettent cette hypothèse en privé, mais sans aller plus loin. Qui sont ces journalistes ? Dans quelles circonstances ont-ils fait ces aveux ? Le document reste muet », constate le quotidien algérien.

Mais pouvait-il en être autrement, sauf à mettre en péril la vie de ceux qui acceptent de témoigner ? Le procureur d'El Watan sait bien que non.

Jean-Pierre Tuquoi

EN VUE

■ Frederik de Danemark, vingt-huit ans, a enfin retrouvé sa couleur naturelle, rapporte le magazine *Billet Bluet* de Copenhague. Le jeune homme s'était teint les cheveux, au début de l'année, pour « essayer d'avoir une nouvelle tête » et afin de fréquenter incognito les bars de la capitale. « J'avais même dû faire deux colorations, car je suis très foncé », a confié le prince héritier. C'est également en faux blond qu'il a participé, au mois de février, à des exercices de l'OTAN au nord de la Norvège.

■ La promotion du dernier dessin animé de Walt Disney, *Le Bossu de Notre-Dame*, ne fait aucune allusion au roman de Victor Hugo. Le nom de l'écrivain ne figurant même pas sur les affiches, les descendants du grand homme, Mme Hugo et ses enfants, Sophie, Charles, Adèle et Léopoldine, ont repris la plume, dans *Libération*, pour exprimer une nouvelle fois leur colère et dénoncer « l'utilisation des grandes œuvres à des fins mercantiles ». « Hugo était particulièrement sensible aux enfants, à leur éducation, (...) et la sorte de culture qu'imposent Walt Disney et ses semblables va directement dans le sens opposé à ses convictions ».

■ Les « Pirates des Caraïbes », une des attractions les plus visitées de Disneyland, sont désormais « politiquement corrects ». Des visiteurs avaient en effet trouvé que certaines scènes s'apparentaient au harcèlement sexuel. Après deux mois de travaux, les auteurs « Pirates » n'ont plus l'air de pourchasser les femmes que pour les dérouter. Une scène finale a été rajoutée, ainsi qu'une chèvre.

REVUE DE PRESSE

JOURNAL DE GENÈVE

Luis Lemo

■ D'ordinaire, les « sommets » entre les deux superpuissances consistent à masquer au mieux, grâce à de larges sourires et de généreuses accolades, les divergences bien réelles qui parsement la guerre froide. Curieux retournement de situation puisque Bill Clinton et Boris Eltsine, qui se retrouvent à Helsinki à partir d'aujourd'hui, feront exactement l'exercice inverse : alors que l'élargissement de l'OTAN à certains pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie et République tchèque) est d'ores et déjà dûment agendé par l'Oc-

cident, alors que la Russie, privée désormais de presque tous ses attributs de grande puissance, n'a guère de moyens de s'y opposer, il s'agit de faire « comme si ».

THE WASHINGTON POST

■ La Russie a maintenant le cabinet le plus tourné vers l'avenir et le plus favorable aux réformes qu'elle ait eu depuis que le premier gouvernement post-soviétique est arrivé au pouvoir il y a plus de cinq ans. Le président Boris Eltsine, ressuscité une fois de plus après avoir été jugé fini, a nommé lundi une équipe nouvelle et relativement jeune. S'il donne à cette équipe son soutien complet, comme il l'a promis, le processus des réformes qui avait commencé

en 1992, mais qui a été depuis malheureusement arrêté, pourrait reprendre de façon sérieuse.

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ La détermination avec laquelle la majorité des dirigeants européens du continent agissent contre l'Europe à quelque chose de saisissant. Deux exemples frappants. Le week-end dernier, les quinze se réunissent pour savoir s'il convient de répondre à l'appel pressant du gouvernement albanais en passe d'être submergé par l'anarchie. Ce qui inquiète, bien plus que la décision finale d'envoyer une simple mission d'observation, sans doute assez sage, ce sont les arguments avan-

cés par la majorité des Européens pour refuser de suivre les propositions — pourtant raisonnables — de la France et de l'Italie qui demandaient une action rapide appuyée par une petite force de protection. C'est hors de question, ont répondu les autres, emmenés par l'Allemagne et les Pays-Bas, car la situation est risquée, confuse, et parce que l'on pourrait bien s'enliser dans le « borborygme albanais ». L'intervention d'une force de protection était pourtant réclamée par le gouvernement légal. Une abstention ainsi motivée, si on la prend au pied de la lettre, ne signifie qu'une chose : il n'y aura jamais d'intervention européenne ouïe part.

Les mêmes considérations moroses dérivent de la crise qui couve sur le front de l'euro. Après avoir fixé de manière absolument arbitraire les critères de convergence du traité de Maastricht, la majorité des Européens s'y accrochent comme les intégristes à la messe en latin. Après avoir aggravé la stagnation de l'économie et le chômage par une politique monétaire dogmatique et plongé par ce moyen leurs propres finances publiques dans le déséquilibre chronique, les orthodoxes qui dominent le débat parlent soudain de repousser l'échéance. Alors que la proposition de la France — élargir les critères et maintenir la date — relève du simple bon sens.

TF 1

17.10 Mérose Place. Fiction.
18.00 Papa revient demain.
Série, Copies d'enfance.
18.30 Jamais deux sans toi.
Série, Le genre idéal.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Méfiez-vous.
20.00 Journal.
L'histoire du jour.
20.35 Le beau gosse.
le beau gosse.

20.45

LES ANNÉES TUBES

Diversité présentée par Jean-Pierre Foucault.
Invités : Patricia Kays, Julien Clerc, André Bocchi, le groupe Supertramp, Gilbert Montagné, World's Apart, Alliage, 2 de 3, G. Squad (125 min).
742067

22.50

SANS AUCUN DOUTE

Magazine présenté par Julien Courché.
Thème : Systèmes O, combines, débrouilles : comment se sortir de la crise ?
Avec Marie Loez, maître Didier Berghs (10 min).
0.40 Patinage artistique.
Championnats du monde à Lausanne.
Programme libre danse.
2.00 et 3.35, 3.50 TF1 mult. info.
2.35 et 3.15, 4.00, 5.10 Métronome nationale. Documentaire (rediff.). 4.55 Musique (10 min).

TV 5

20.00 Médecins de nuit.
Jean-François.
21.00 Bon week-end.
21.55 Méfiez-vous.
des cinq continents.
22.00 Journal France 5.
22.35 Parole d'expert.
Invités : G.W.C. Shal ne Sha, Fred Pooley, Warren G, Carmel, Châm (France 2 du 20/07).
23.50 Ça cartonne.
Planète
19.50 Shal ne Sha.
20.35 L'univers élastique.
21.25 Prédiction météo.
22.20 Mauthausen pour mémoire.
23.15 Derrière les murs du palais.
(14) Mariages royaux.
23.40 Primate.

Animaux

20.00 Rencontre d'animaux.
20.30 Témoin oculaire.
21.00 Monde sauvage.
La Camargue.
21.30 La Vie des 2000.
22.00 Les Géants de Ningaloo.
23.00 Tout pour le toutou.
0.00 Monde sauvage.
Un premier pas de géants.
0.30 Flippier le dauphin.
1.00 Au fond de Bornéo (60 min).

France 2

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
1/4 de finale de la Coupe des champions.
17.30 Le Prince de Bel Air.
Série.
17.55 Hartley, coeurs à vif.
18.50 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.40 Studio Gabriel.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A Cheval, Méfiez-vous, Point route.

20.55

QUAI N° 1

Magazine présenté par Georges Duret.
Série de Patrick Janelle, avec Sophie Duret, Olivier Marchal (90 min).
150004
Un petit coiffeur sans envergure kidnape un criminel sous la responsabilité de l'inspectrice Saint Georges.

22.30

BOUILLON DE CULTURE

Magazine présenté par Bernard Péro.
Thème : Les Ric et Faut.
Invités : Max Gallo, Jean-Paul Kauffmann, Angelo Rinaldi, Laurent Grogan, (70 min).
784547
23.40 Journal.
Bourse, Météo.
23.55 Plateau. Hommage à Marcello Mastroianni.
0.00 Le Pigeon.
Film de Mario Monicelli, avec Vittorio Gassman (1954, N, v.o., 100 min).
6968280
2.30 Baroque spécial. Magazine (rediff.). 5.30 % contribute. Les Chiers du Pile. 5.35 Clip et Chazy. Marie Gold veut voler (10 min).

Paris Première

19.55 Point bourse.
20.00 La Sentinelle.
20 h Paris Première.
la diva aux pieds nus.
P.T.C. Italie.
21.45 La Sentinelle du J.T.S.
22.15 Les Huguenots.
Opéra en cinq actes de Giacomo Meyerbeer.
Enregistré à l'Opéra de Sydney, en 1990 (210 min).
5720337

France Supervision

20.30 Captain Café.
Invités : Charlotte Gaudin, Ar de Youkang, KDD, Yasmine Benad.
21.25 Comme les oiseaux.
De Dominique Delouche.
22.50 Le Risque de vivre.
De Gérard Calvère.
0.10 La Dernière science.

Ciné Cinéma

20.30 La Taverne du poisson couronné.
Film de René Chanas (1946, N, 100 min).
8778976

22.10 L'Etrange Réve (Grand Affair) III.
Film de Charles Vidor (1939, N, v.o., 70 min).
31442773

23.20 Stress et très, très III.
Film de Carlos Saura (1968, N, v.o., 90 min).
7829337

France 3

18.50 Un livre, un jour.
Oshono.
de Louis-René Des Forêts.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.10 Journal régional.
20.00 Méfiez-vous.
20.05 Fa si la chantier. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA

Magazine présenté par Georges Pernaud.
Nuit d'été (60 min).
3559988
Aux quatre coins de l'île d'Uluring Do, au sud de la péninsule coréenne, séchent des calmars dont on fait grande consommation à Séoul.

21.50

FAUT PAS RÉVER

Magazine présenté par Georges Pernaud.
Inde : le diabolisme infernal ; Japon : la voie du sabre ; Mexique : l'or sous la cendre (65 min).
8328086
22.55 Journal, Météo.
Aux frontières de la science : les pouvoirs de l'esprit (60 min).
5582150
0.20 Libre court.
Grandi (20 min).
0.02254
0.40 Vivre avec : Sidamag (rediff.).
1.00 Madock. Série.
1.50 Musique gratuite. Magazine. Durée (20 min).

Ciné Cinémas

21.00 Aux bons soirs du docteur Kellogg.
Film d'Alan Parker (1994, 115 min).
38424083
22.55 Fatale III.
Film de Louis Malle (1992, v.o., 110 min).
2730247
0.45 L'œil qui ment III.
Film de Pascal Ruiz (1992, 100 min).
30524803

Série Club

20.45 Au-delà du réel.
L'aventure continue. Une nuit dans la nuit.
21.35 et 1.30 La Chambre des dames.
22.30 Le Choix de...
H.G. Potter.
Le petit chien de Lincoln.
23.00 Elly Queen : A plume et à sang.
Duel sur le ring.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir.
Double personnalité.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek.
La lumière qui tue.
21.20 Elvis.
Good Rockin' Tonight.
The Locals.
21.45 Destination séries.
22.15 Chronique du front.
22.20 Dream On.
Clé pour deux (v.o.).
22.50 Schindler.
L'adoption (v.o.).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Haute montagne : les lophophores de l'Himalaya. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. (450).
Arte
19.00 Tracks. Magazine. Lisbon USA.
19.30 7 1/2. Vous parlez français ? Mode : les USA.
20.00 Brat. Magazine (30 min).
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA PEUR

Téléfilm de David Vigne, avec Marianne Badier, Hans Zacher (85 min).
505179
Vienna, 1933. La femme d'un avocat célèbre, mère de deux enfants, tombe sous le charme d'un grand pianiste et devient sa maîtresse. D'après une nouvelle de Stefan Zweig.

22.10

GRAND FORMAT : ANIMAL CONNECTION

Documentaire de Radovan Tadic (80 min).
5285655
Portrait de quelques Californiens et des liens très forts qui les lient à leur animal domestique.
23.30 L'Homme aux fleurs (Man of flowers) III.
Film de Paul Cox (1983, v.o., 90 min).
55837
1.00 Le Dessous des cartes. (2) Les drogues : un enjeu économique (rediff.).
1.10 7 Art bis. Au bord du lac, de P. Bohanowski (1993). Arla, de V. Giannikian et A. Ricci-Lucchi (1994). Animal criminel, de V. Giannikian (1994). Dérive, de V. Barry (1993).
1.40 L'Œil qui ment. Court métrage (1996, rediff.). 2.30 Les brèves. Série (rediff.). 2.35 Samedi. C'est lui ! Court métrage (1995, rediff.). 15 min.

Festival

20.00 Le Voyageur.
L'écran du diable.
de Bruno Carrillon.
20.30 Capitaine X.
de Bruno Carrillon.
23.20 Intrigues.
La stratégie du serpent.
d'Yves Boileau, avec Jean Carmet, Josée Doran (90 min).
Téva
20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Nos meilleures années.
Le mariage de Weston ; Noslogie.
22.30 Murphy Brown.
Sous les projecteurs.
23.00 Coups de griffes : Emmanuel Ungaro.
0.00 Les Quatre Saisons (60 min).
Eurosport
14.00 Patinage artistique.
En direct. Championnats du monde. Programme court dames, Lausanne (Suisse) (210 min).
82788008
18.30 Patinage artistique.
En direct. Championnats du monde. Libre dames, Lausanne (Suisse) (240 min).
22641353
22.30 Sports de force.
23.30 Rugby.
0.30 Jump the Bus !
1.00 Sky Surfing (30 min).

Voyage

19.00 Rough Guide.
Ataka.
19.55 et 23.25 Mémoire de palaces.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 A l'horizon.
Le Kenya.
22.30 L'heure de partir (55 min).
Muzzik
21.00 Classic Blues.
Concert enregistré au Festival de jazz de Montreux 1992 (60 min).
57868
22.00 Blues Night.
Concert enregistré au Festival de jazz de Montreux 1995. Avec Yvonne Jackson, Wilson Pickett, B.B. King (60 min).
48773
23.00 The Blues.
Concert enregistré au Festival de jazz de Montreux 1994. Avec Joe Louis Walker, Robert Lucas, Johnny Clyde Copeland, Luther Allison et le Memphis Horns (65 min).
771888
0.05 Oliver Jones en Afrique.
1.10 La Symphonie fantastique, de Berlioz. Concert (60 min).
3548071

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 23.30 World Sport. 8.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economica. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Analysis. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30, 23.30, 24.30, 25.30, 26.30, 27.30, 28.30, 29.30, 30.30, 31.30, 32.30, 33.30, 34.30, 35.30, 36.30, 37.30, 38.30, 39.30, 40.30, 41.30, 42.30, 43.30, 44.30, 45.30, 46.30, 47.30, 48.30, 49.30, 50.30, 51.30, 52.30, 53.30, 54.30, 55.30, 56.30, 57.30, 58.30, 59.30, 60.30, 61.30, 62.30, 63.30, 64.30, 65.30, 66.30, 67.30, 68.30, 69.30, 70.30, 71.30, 72.30, 73.30, 74.30, 75.30, 76.30, 77.30, 78.30, 79.30, 80.30, 81.30, 82.30, 83.30, 84.30, 85.30, 86.30, 87.30, 88.30, 89.30, 90.30, 91.30, 92.30, 93.30, 94.30, 95.30, 96.30, 97.30, 98.30, 99.30, 100.30.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.15 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 18-25. 20.50 et 23.50 Le Grand Journal. 21.10 et 22.10 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.17 Le Journal de l'économie. 21.26 Cédma. 21.42 Talk culturel. 0.35 Le Débat.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
22.45 Thrilling Love. Film de Maurizio Prodezzi (1989, 90 min). Avec Tony Kendall. Érotique.
1.00 Rendez-vous au paradis. Film de Friedrich Schullmann (1980, 85 min). Avec Bette Midler. Comédie.
2.35 Allen, la créature des abysses. Film d'Anthony M. Dawson (1989, 90 min). Avec Daniel Roebuck. Fantastique.
TSR
22.35 Cobra. Film de Dennis Hopper (1988, 125 min). Avec Sean Penn, Robert Davul, Poltergeist.
0.35 Les 100 pas d'été. Film d'Anne-Marie Merville (1994, 80 min). Avec Marie Perle, Manuel Blanc. Drame.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
P Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément dédié dimanche-lundi.

Signification des symboles :
► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

سكننا من الأهل

Révolution agri-culturelle

par Pierre Georges

C'EST une excellente surprise: la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), en congrès à Toulouse, tient un discours tout à fait novateur. Cap désormais, disent les dirigeants de la principale organisation syndicale française, sur une agriculture «citoyenne», soucieuse autant des hommes et des territoires que des productions.

Comment définir une agriculture «citoyenne»? D'abord par ce qu'elle ne doit plus être: la triomphe du tout-productivisme, par tous les moyens et tous les artifices, la fin de cet art dangereux de faire pleurer la terre comme l'on fait parfois paiser la vigne. Toujours plus, de quintaux, de rendements, d'engrais, de pesticides, dans une course sans fin à la performance et à la concurrence.

Ensuite par ce qu'elle pourrait devenir: un modèle d'agriculture européenne qui, dira Dominique Chardon, numéro deux de la FNSEA, «privilégie le paysan plutôt que le kilowatt» et «préfère l'harmonie des champs et des prés aux déserts d'Australie et d'Arkansas». «Nous voulons, explique ce dirigeant, croiser les attentes du consommateur - qualité et sécurité des produits, respect de l'environnement - et celle des agriculteurs».

Autrement dit, une véritable révolution agri-culturelle! Reste à savoir si ce discours qui n'était tenu jusqu'à là que par des organisations minoritaires, a quelque chance d'être suivi d'effets et de faits. Ou s'il ne s'agit là encore que de paroles verbales motivées par des craintes circonstancielles.

Car le problème n'est pas simple. L'agriculture française contemporaine a été formée et encouragée à l'école de la ren-

tabilité et de la compétitivité. Elle y a tenu sa place, et plutôt bien, faisant de ce secteur de l'économie nationale, un des principaux exportateurs et pourvoyeurs en devises du pays. Il serait, sur ce plan, parfaitement mal venu de reprocher à l'agriculture et aux agriculteurs d'avoir rempli les deux missions qui leur étaient assignées: nourrir le pays et produire, à l'exportation, de l'or vert.

Simplement cette course aux armements agricoles, s'est faite, en France comme ailleurs, sans pouvoir toujours assumer les contradictions qu'impliquait un tel choix: quantité et qualité des produits, performances et préservation de l'environnement, rendements industriels et naturels, etc.

Au nom de la nécessaire compétitivité, le balancier est allé sans doute trop loin, trop longtemps, aboutissant parfois à des excès productivistes, à un sacage du patrimoine, à des pertes sévères atteintes à l'écologie. Et à une sorte de méfiance, de défiance même du consommateur.

Les alertes sur ce point se sont multipliées ces derniers temps. Crise de la vache folle, pollutions sévères des eaux et des terres, débat sur les plantes transgéniques ou sur le clonage, autant de signes annonciateurs d'une nécessaire réflexion sur le tout-modernité de l'agriculture trop vécue comme une simple fuite en avant. Le discours de la FNSEA ne veut évidemment pas dire le retour à l'agriculture de grand-père, des rendements miséreux, du labourage et pâturage façon La Fontaine. Mais il annonce plutôt la bonne nouvelle: recherche d'une rentable et humaine modernité.

Les syndicats de Renault menacent de durcir leur action après l'échec de la rencontre de Beauvais

M. Schweitzer a déclaré «irrévocable» la fermeture de l'usine de Vilvorde

BEAUVAIS

de notre envoyé spécial
C'est dans une chambre de commerce et d'industrie de Beauvais (Oise) transformée en un véritable bunker que Louis Schweitzer, président de Renault, a rencontré pour la première fois, mercredi 19 mars, une délégation de dix syndicalistes belges accompagnés du secrétaire du comité de groupe européen, le Français Michel Bait (CFDT). Pas moins de douze voitures et cars de CRS avaient été mobilisés. C'est par dizaines que l'on comptait les policiers en civil ou les vigiles, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment, choisi par la direction de Renault en raison des multiples possibilités de sorties qu'il offrait. Pourtant, voulant prouver leur esprit constructif, les syndicats belges s'étaient déplacés sans «accompagnement» qui auraient pu

troubler la rencontre. A l'issue d'une réunion qui a duré 2 heures 20, le président de Renault a même pu se féliciter de «l'atmosphère de sérieux» qui a régné durant les échanges. Pourtant, ceux-ci ne semblent pas avoir été fructueux. Deux sujets figuraient à l'ordre du jour: l'avenir de l'usine de Vilvorde, qui emploie aujourd'hui 100 salariés, et le contenu du plan social. Dans ce cadre, les syndicats voulaient lui soumettre une proposition alternative proche de celle mise en place avec succès par Volkswagen en Allemagne: réduire de 10 % le temps de travail dans le groupe pour préserver l'avenir du site belge. Mais, d'entrée de jeu, le président de Renault a rappelé que la décision de fermer Vilvorde était «irrévocable». Contrairement à ce qu'espéraient les syndicats, Louis Schweitzer n'a même pas envisagé de

reporter au-delà du 31 juillet la cessation de la production de voitures. Tout juste a-t-il laissé entendre que certains salariés pourraient rester employés de Renault jusqu'en 1998.

PAS DE REPORT DU DÉLAI

A l'issue de la rencontre, Louis Schweitzer a affirmé vouloir mener «une concertation ou une négociation sans délai sur la reprise ou la reconversion de l'usine et sur les mesures d'accompagnement et de reclassement». S'il a qualifié l'atmosphère de «sérieuse», les syndicats belges et le secrétaire du comité de groupe européen n'ont pas caché leur déception. Pour Jean-Paul Verbeke, délégué de la CFC, le syndicat chrétien, «M. Schweitzer refuse de diffuser sa décision, de discuter de propositions alternatives comme la réduction du temps de travail et d'étudier avec les syndicats

français, belges et espagnols les éléments économiques qui ont présidé à sa décision». Un responsable de la FGTB, le syndicat socialiste, a estimé que M. Schweitzer «reporte le débat dans la rue».

Dans ce contexte, les syndicats ont maintenu les actions prévues le jeudi 20 mars, jour du conseil d'administration. Une centaine de salariés belges devaient à cette occasion «descendre» sur Paris et mener une action spectaculaire dans le centre de la capitale, peut-être au Pub Renault sur les Champs-Élysées. D'autre part, des actions moins médiatiques mais affectant davantage le système de production du constructeur automobile, devaient être menées jeudi dans le nord de la France. Par la suite, une assemblée générale du personnel de Vilvorde se tiendra le lundi 24 mars. Une reprise partielle du travail les jours suivants, comme certains syndicats l'envisageaient en privé, semble désormais difficilement concevable. Aucune nouvelle rencontre n'a été programmée entre Louis Schweitzer et les syndicats belges.

Prédéric Lemaître

■ VALÉRY GISCARD D'ESTAING, dans l'hébdomadaire l'Express du jeudi 20 mars, plaide pour un «rapprochement» entre les deux constructeurs automobiles français, Renault et Peugeot-Citroën, solution qui lui paraît «la plus avantageuse». Si les deux entreprises se rapprochaient, «le groupe automobile français serait premier en Europe» et «occuperait le cinquième rang mondial». Explique l'ancien président de la République qui rappelle que nombre d'analystes estiment qu'il y a un constructeur généraliste de trop en Europe.

Luc Rosenzweig

Le gouvernement belge voudrait un renforcement des pouvoirs de la Commission européenne en matière sociale

BRUXELLES

de notre correspondant
L'inflexibilité de Louis Schweitzer sur la fermeture de Renault-Vilvorde a amené les dirigeants belges à réfléchir aux moyens leur permettant d'éviter à l'avenir de telles mésaventures. Le ministre des finances, Philippe Maystadt (social-chrétien), a laissé entendre que la Belgique allait demander, dans le cadre de la conférence intergouvernementale, le renforcement des pouvoirs du commissaire européen aux affaires sociales. Le gouvernement belge souhaiterait que ce dernier dispose du droit d'initiative, d'enquête et de sanction, comme son collègue chargé de la concurrence.

D'autre part, Elio Di Rupo et Miet Smet, ministre de l'économie et ministre des affaires sociales, ont déposé au Parlement un projet de loi intégrant plus complètement à la législation belge la directive européenne de décembre 1994 sur les comités d'entreprise européens, s'appliquant à des multinationales employant

plus de 1 000 personnes et comptant deux entités de plus de 150 personnes sur le territoire d'au moins deux Etats membres. L'affaire Renault a en outre suscité des interrogations chez les responsables économiques et politiques belges sur la compétitivité de la Belgique comme site de production. Cette prise de conscience a été particulièrement douloureuse chez les dirigeants flamands qui étaient persuadés que la qualité du travail fourni dans leur région compensait des coûts salariaux plus élevés que dans d'autres pays. Des inquiétudes s'étaient manifestées sur l'avenir de l'usine Ford de Genk, qui emploie 13 000 salariés. L'ambassadeur des Etats-Unis en Belgique, Alan Blinken, s'est voulu rassurant: «J'affirme très clairement que les entreprises américaines ne quittent pas la Belgique», a-t-il déclaré lors d'une conférence consacrée à la promotion des investissements américains dans le pays.

Le forum écologique de Rio se termine dans le pessimisme et l'indifférence

RIO DE JANEIRO

Correspondance
La Charte de la Terre a été adoptée, mercredi 19 mars à Rio, au Brésil, par les chefs des délégations des cinq continents (Asie, Europe, Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes) réunis durant une semaine dans le cadre de la conférence internationale Rio +5. Chargé de dresser le bilan du Sommet de la Terre tenu à Rio, sous l'égide de l'ONU, en juin 1992 - où le nom Rio +5 donné à la réunion - le forum a redéfini les axes du «développement durable» proné dans l'Agenda 21, ensemble de directives écologiquement correctes mises en chantier il y a cinq ans. Seule véritable vedette internationale de Rio +5, Mikhail Gorbachev, ex-président de l'ex-URSS et actuel président de la Fondation Croix verte internationale, présentera, en avril, cet «avant-projet de référence» à l'assemblée générale des Nations unies qui examinera en vue de son approbation. Rédigé sous la coordination de

Maurice Strong, et avec l'appui des ONG, le document est bâti sur vingt-huit principes directeurs, dont l'application permettrait, en substance, de «réinventer une civilisation industrielle et technologique et de chercher les voies d'un nouvel équilibre entre l'individu et la communauté». Appelant à un «changement fondamental», ses signataires affirment que «la matière de la vie et les fondations de la sécurité locale et globale sont menacées par le manque de prévisions et l'abus du savoir et du pouvoir».

■ RASSEMBLEMENT DE RUINES

Ils défendent par ailleurs «la pratique de la non-violence» et «les droits à la santé sexuelle et reproductive, en accordant une attention spéciale aux femmes et aux jeunes filles».

De Rio 92 à Rio +5, le contraste est saisissant. Alors que, dans la bousculade des médias, le précédent Sommet de la Terre avait attiré pas moins de cent cinquante chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que deux mille représentants

d'ONG venus du monde entier, la conférence qui vient de prendre fin n'a mobilisé qu'environ six cents participants appartenant à quatre-vingts délégations. Les porte-parole des ONG ont imputé leur discrète présence à la crise financière qui touche la plupart d'entre elles. «Nous formons un rassemblement de ruines», a souligné le sociologue brésilien Herbert de Souza, alias Betinho, engagé sans moyens et sans argent, depuis trois ans, dans une campagne contre la faim au Brésil.

En s'adressant, mardi 18 mars, aux participants de Rio +5, le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a tenu des propos dans le pessimisme transparent largement dans la Charte de la Terre: «Nous surveillons chaque semaine les brûlis et la déforestation en Amazonie, mais nous n'avons pas les moyens pratiques de freiner leur expansion», a-t-il admis en évoquant «ces régions où l'Etat n'existe pratiquement pas». Un même constat d'impuissance nourrit les craintes exprimées la

veille par M. Gorbachev pour qui «dans quarante ans ou maximum, les changements intervenus dans la biosphère deviendront irréversibles». «Sans vouloir inciter à la panique, a-t-il précisé, de la façon dont les choses se passent, la Nature devra bientôt se débrouiller sans nous».

Longtemps clouée au pilori pour avoir financé, notamment en Amazonie brésilienne, des projets de développement qui se sont révélés désastreux pour l'environnement, la Banque mondiale (BIRD) a fait à nouveau amende honorable. «A l'avenir, a promis son président James Wolfensohn, nous consulterons davantage la société civile avant de libérer les crédits». A l'issue d'un dîner en compagnie d'une quinzaine de représentants d'ONG, il a en outre annoncé la formation prochaine d'un corps de contrôleurs auxquels incombera la mission de superviser sur place l'exécution des projets financés par la Banque mondiale.

Jean-Jacques Sévilla

L'OMS lance un programme ambitieux de lutte contre la tuberculose

L'ORGANISATION mondiale de la santé (OMS) a lancé, mercredi 19 mars, à Berlin le coup d'envoi d'un vaste programme international de lutte contre la tuberculose. Ce programme vise à prévenir la mort prématurée de 10 millions de personnes infectées par le bacille de Koch dans les dix prochaines années. «Il s'agit de l'épidémie la plus importante dans la lutte contre la maladie la plus ancienne et la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité depuis la découverte du bacille de la tuberculose par Robert Koch en 1882, a déclaré à Berlin le docteur Arata Kachi, responsable de ce programme à l'OMS. Pour la première fois, nous avons la possibilité de réduire l'épidémie non seulement dans les pays riches, mais aussi dans les pays les plus pauvres de la planète».

On assiste aujourd'hui en différentes régions du monde à une recrudescence marquée de cette ma-

ladie infectieuse. L'an dernier, la tuberculose a tué près de trois millions de personnes, soit davantage qu'au paroxysme de l'épidémie tuberculeuse en Europe et en Amérique du Nord dans la première partie du XX^e siècle. L'extension de l'épidémie de sida est l'un des principaux facteurs expliquant la résurgence de ce fléau. La maladie frappe fréquemment les personnes infectées par le VIH dans le tiers-monde qui ne bénéficient d'aucun traitement préventif, le bacille de Koch pouvant ensuite aisément contaminer l'entourage de ces malades. D'autre part, des flambées de cas de tuberculose résistante à toutes les associations connues de médicaments - et à ce titre incurables - ont été récemment observées à New York, Milan, Bangkok ou Johannesburg.

Compte tenu de cette inquiétante évolution épidémiologique, l'OMS

avait, il y a deux ans, estimé que cette maladie pourrait rapidement, en l'absence de toute mesure de lutte coordonnée, tuer chaque année quatre millions de personnes (Le Monde daté 26-27 mars 1995).

ÉTROITE SURVEILLANCE

Le programme, dont le coup d'envoi a été donné depuis l'Institut Robert-Koch de Berlin, se fonde sur une nouvelle stratégie thérapeutique caractérisée par un suivi, une «surveillance», beaucoup plus étroite des patients.

L'objectif est, clairement, de vérifier que ces derniers prennent effectivement les associations de quatre médicaments antituberculeux et ce, même après la disparition des symptômes, l'efficacité de la thérapeutique résidant dans des traitements de longue durée. Or on a observé que très souvent, les malades tuberculeux des pays pauvres

avaient, pour diverses raisons, tendance à cesser la prise de leurs médicaments après la disparition des symptômes, ce qui conduit à l'émergence rapide de bacilles chimiorésistants et complique un peu plus encore l'approche thérapeutique.

Baptisée DOTS (acronyme anglais pour «traitement de brève durée sous surveillance directe»), la nouvelle stratégie permettrait, selon l'OMS, de soigner chaque cas de tuberculose dans les pays du tiers-monde pour environ 100 dollars. Ces dernières années, le DOTS a été expérimenté en Tanzanie, à New York, en Indonésie et au Pérou, et les premiers résultats sont, selon l'OMS, «impressionnants». Le plus vaste projet DOTS réalisé en Chine avec l'appui de la Banque mondiale a permis d'atteindre des taux de guérison de 94 %.

Jean-Yves Nau

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 20 mars, à 10 h 16 (Paris)

FERMETURE

DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 18493,70 +0,26 -4,48

Hong Kong Index 12651,40 -0,76 -5,54

Tokyo Nikkei sur 3 mois

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

18493,70 +0,26 -4,48

AmOus
de
prix



San Francisco 3100F



Chicago 2500F

UNITED AIRLINES

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines au 01 41 40 30 30

هكذا من العمل

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« Le Poète et le Roi »,
de Marc Fumaroli
page II

MELVILLE
Les premiers pas
en littérature
de l'auteur
de « Bartleby »
page V

Le Monde LIVRES

VENDREDI 21 MARS 1997



MASSACRE
AU MAQUIS
page IX

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VII



Gabo», comme on l'appelle en Colombie, n'est pas un homme à se laisser faire par des frontières. Les démarcations géographiques, il les ignore, voguant d'un bord à l'autre du monde et marquant, ici ou là, quelques pauses pour mieux reprendre son souffle. Tout récemment encore, le prix Nobel de littérature a fait savoir qu'il s'engageait pour de bon de la Colombie, son pays natal, tant que la situation politique y serait « incommode ». Quant aux limites entre les genres littéraires, le romancier veut de montrer qu'il peut n'en faire qu'une bouchée. Après avoir été longtemps drapé dans la bannière du « réalisme magique », cette étiquette sur mesure qu'avait tissée autour de lui le succès de *Cent ans de solitude*, Garcia Marquez a changé son stylo d'épave.

Loin de l'inspiration flamboyante qui fit sa renommée, l'écrivain s'est plongé dans le reportage. Une façon de renouveler avec ses débuts de journaliste. Une manière, aussi, de donner libre cours à son intérêt pour la politique, ainsi qu'il l'avait déjà fait en devenant le porte-parole d'un cinéaste clandestin au Chili (1). Mais comme il arrive que les frontières soient des lignes assez malléables, volatiles, même, lorsque le talent s'en mêle, *Journal d'un enlèvement* est un ouvrage qui défie la classification. Un reportage, certes, et parfaitement documenté, rigoureux, sobre jusqu'à l'obsession. Mais un reportage qui ressemble plus à un roman que beaucoup de romans.

Ce livre, Gabriel Garcia Marquez, en eut l'idée en 1993, après avoir été contacté par Maruja Pachon, une journaliste de Bogotá, et par son mari, Alberto Villamizar. Deux ans plus tôt, Maruja a été enlevée en plein centre de la capitale colombienne par des narco-traficants qui l'ont tenue captive six mois durant. La journaliste souhaitait que l'écrivain donne une voix à son propre combat pour survivre et à celui de son mari pour la déli-

vrer. Très vite, Garcia Marquez s'aperçoit qu'un récit cohérent ne peut s'arrêter au seul cas de Maruja Pachon. Car ce sont dix personnes qui ont été prises en otage à peu près au même moment, dix prisonniers dont deux ne revinrent jamais de cette affolante réclusion. Mieux : le romancier comprend qu'il doit situer cet épisode dans son contexte politique, c'est-à-dire dans l'affrontement sans merci qui opposa les « narcos » aux autorités

colombiennes de l'époque. Trois ans durant, Garcia Marquez travailla sans relâche à accumuler des documents, des entretiens – la première version de son manuscrit ne comptait pas moins de 700 pages – et à relier ce kidnapping collectif qui secoua le pays tout entier. Ces enlèvements étaient en fait au cœur du bras de fer qui opposa Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín, au tout jeune gouverne-

ment de César Gaviria (1990-1994). Menacés d'extradition vers les États-Unis, où ils risquaient des peines de prison vertigineuses, les narco-traficants tentaient de faire pression sur le pouvoir en place. En échange de sa reddition – devenue presque inévitable en raison de la traque dont il était l'objet – Pablo Escobar exigeait des garanties de non-extradition et la sécurité absolue pour lui et pour ses hommes. Les otages, dont plusieurs appartenaient à la haute société politique et intellectuelle colombienne, devinrent une monnaie d'échange aux mains de ceux que la langue courante ne désignait plus que sous le nom d'« extraditables ».

A partir du fil conducteur que lui offrait le couple Pachon-Villamizar, Garcia Marquez a bâti un récit structuré autour d'une dialectique dedans-dehors : les chapitres impairs sont consacrés à la vie des otages, les autres à la lutte qui se déroulait entre les familles, les pouvoirs publics et les ravisseurs. Tous les chapitres contiennent approximativement le même nombre de pages, une trentaine, et la seule

ossature du livre révèle, s'il était nécessaire, que ce « reportage » est aussi un acte littéraire. Garcia Marquez imprime sa volonté d'écrivain

Raphaëlle Rérolle

à une réalité extérieure qu'il s'approprie tout en se mettant à son service. C'est de ce paradoxe que naît l'intérêt de ce livre passionnant. Les événements sont décrits avec une précision qui relève du roman d'espionnage. Mais aussi avec une économie de moyens qui donne à chaque adjectif un poids particulier, proche d'une certaine forme de poésie. Tout à l'atmosphère de ces jours sombres, le romancier-reporter entretient une tension qui ne faiblit pas, même lorsqu'il évoque le détail des négociations juridiques entre Escobar et Gaviria. L'histoire qu'il relate, avec le talent de conteur qui est son propre, lui fournit abondamment de quoi tenir son lecteur en haleine. Tout en faisant partie d'une même conjonction politique, chacun des enlèvements est une expérience particulière, rapportée

comme telle et qui pourrait faire le début d'un roman à soi seul. Le déroulement des différentes séquestrations, dans des villas de banlieue aux fenêtres obstruées par des planches, relève d'une situation tellement extravagante que la fiction n'a rien à lui envier. Livrés au bon vouloir de gardiens issus de milieux déshérités, souvent analphabètes, parfois obscènes ou violents, les otages restaient prostrés dans quelques mètres carrés, étouffés par un huis-clos insupportable. Tout l'art de Garcia Marquez consiste à montrer que kidnappés et kidnappés partageaient au fond la même condition de prisonniers, vissés devant la télévision pour tromper leur ennui, menacés de mort, « accrochés à l'enfant Jésus et à Notre-Dame du Bon Secours » pour se donner de l'espoir. L'apparition d'une geôlière venue asperger ses otages d'eau bénite le jour de Noël « pour qu'il ne nous arrive rien » est franchement comique.

Comique aussi la détention du journaliste allemand Hero Buss, tenu sous clef par un couple de flambeurs à qui il prête de l'argent pour subvenir aux frais d'hospitalisation de la femme, le jour de son accouchement. Mais derrière ces épisodes ubuesques, c'est le bouleversement d'un pays où la morale elle-même avait basculé cul par-dessus tête qui est mis en valeur dans le livre. « Rien n'était simple en cette période, pas même inculquer aux enfants les notions de bien et de mal, et encore moins d'informer avec objectivité », indique l'écrivain, qui souligne, toutefois, le rôle essentiel de la presse dans le soutien apporté aux otages. La personnalité d'Escobar, qui prétendait lutter pour les droits de l'homme, n'est pas la moindre des contradictions soulevées par *Journal d'un enlèvement*.

Cet ennemi caché, héros long-temps insaisissable, est peut-être le personnage le plus romanesque, sinon le plus romantique du livre – ne serait-ce que parce que sa force réside dans son absence. Garcia Marquez, qui ne cache pas sa sympathie pour le président Gaviria, semble aussi éprouver une certaine admiration pour cet homme qui défia les États-Unis. On peut y voir un manque d'objectivité, une forme d'angélisme un peu déplacé ou, tout simplement, le droit d'un écrivain. Garcia Marquez n'a pas écrit un livre d'histoire, mais le reportage d'un romancier qui apporte une belle contribution à l'histoire.

(1) *L'Aventure de Miguel Littin, clandestin au Chili*, Sylvie Messinger éditeur, 1986. Lire également la version originale p. II.

JOURNAL D'UN ENLÈVEMENT
(Noticia de un secuestro),
de Gabriel Garcia Marquez.
Traduit de l'espagnol (Colombie)
par Annie Morvan,
Grasset, 332 p., 126 F.



« Gabo » reporter

Garcia Marquez mêle sa plume de romancier à celle du journaliste pour ce récit d'un enlèvement

Un homme de science engagé

De son engagement trotskiste à son soutien aux peuples du tiers-monde, Laurent Schwartz retrace une vie de mathématicien et de citoyen

UN MATHÉMATICIEN
AUX PRISES AVEC LE SIÈCLE
de Laurent Schwartz.
Ed. Odile Jacob,
528 p., 160 F.

Lest courant d'entendre dire que les médecins et les savants ont récupéré désormais, auprès du public, la légitimité intellectuelle que les philosophes ou les romanciers auraient perdue. Pour qui veut vérifier cette thèse, il est urgent de lire les souvenirs d'un des plus grands mathématiciens français, né en 1915, titulaire de la médaille Fields (l'équivalent du prix Nobel pour les mathématiques), grand collectionneur de papillons et qui, après une dizaine d'années passées dans le mouvement trotskiste (de 1936 à 1947), est demeuré un soutien ardent des combats du tiers-monde, de l'Algérie à l'Afghanistan en passant par le Vietnam.

Une vie de scientifique donc, marquée par la rencontre avec le fameux groupe Bourbaki. Dans ce livre il y a forcément des pages de mathématiques qu'avec beaucoup d'élégance l'auteur conseille au profane de sauter (celles-ci représentent, estime-t-il, 15 % de l'ouvrage). Sa réputation scientifique, Laurent Schwartz la doit en effet à sa

« théorie des distributions », trouvée en 1944 : « L'idée d'une fonction généralisée qui n'a pas de valeur en un point, mais dont on peut calculer toutes les moyennes grâce à certaines fonctions-tests. C'est une généralisation de la notion de fonction un peu comme les nombres réels sont une généralisation des nombres rationnels », explique-t-il.

Une vie de mathématicien, mais aussi une vie de citoyen actif. Nicolas Weill

tivement engagé, à laquelle les mathématiques ont conféré peut-être leur style particulier. La solidité professionnelle a pu jouer, certes, quand il s'agissait de protester contre l'enlèvement d'un jeune confrère communiste algérois, Maurice Audin, assassiné par les « paras » à Alger en 1957 ; ou d'exiger avec le « comité des mathématiciens » la libération de Leonid Pliouchitch, des refuzniks, ou d'Anatoli Tchibbaranski dans les années 70. Mais il y a plus. Si Laurent Schwartz ne fait que quelques allusions à l'apport spécifique de sa discipline au style d'engagement intellectuel qui fut le sien, il conclut son parcours en affirmant que « les mathématiciens transportent leur rigueur de raisonnement scientifique dans la

vie courante. La découverte mathématique est subversive et toujours prête à renverser les tabous, et dépend très peu des pouvoirs établis ». Le refus du flou et des demi-mesures, un réseau international qui se noue de congrès en congrès font le reste pour donner sa couleur à une vie publique marquée à la fois par l'extrême gauche et par la lutte pour les droits de l'homme. Ces qualités ont aussi donné à l'auteur de cette autobiographie, d'un bout à l'autre passionnante, une

localité non dépourvue d'arnetisme quant aux résultats obtenus. Les pages les plus douloureuses, de ce point de vue, en dépit du style alerte et optimiste que conservent ces Mémoires, sont assurément les chapitres que Laurent Schwartz consacre à la seconde guerre mondiale. Sans doute parce que, à l'expérience de la persécution vécue par ce juif athée qui évitait de peu la déportation, s'ajoute un échec politique cuisant : celui du trotskisme face à l'engagement dans la Résistance. Le mouvement trotskiste rassembla dans la France d'avant-guerre des effectifs fantomatiques (quelques centaines de militants). Lire la suite page IX

OLIVIER ROLIN

À la suite de Cendrars, on tourne dans la cage des méridiens comme l'écureuil dans la sienne, passant sans transition ni dessin préconçu du détroit de Magellan à la mer Rouge, de la Gironde à Saigon, d'une tombe égyptienne aux ruines de Kaboul, de l'archipel des Açores à La Havane.

Editions du Seuil

مكتبة الأمل

LE POÈTE ET LE ROI
Jean de La Fontaine en son siècle
de Marc Fumaroli.
Ed. de Fallois, 514 p., 145 F.

Paul Valéry, qui faisait tout passer par l'intellect, affirmait déjà que La Fontaine était, de nos poètes, le plus savant. Mais que pèse l'opinion de Valéry face à l'évidence ? Cela fait trois siècles, sans interruption, que les *Fables* de La Fontaine, sucées et resucées dès l'enfance, forment l'humus de notre mémoire littéraire nationale. Leur popularité les a comme dissoutes. Elles n'ont plus d'âge, plus d'histoire, plus de forme sinon celles de rimes, d'adages, de maximes, de proverbes arrachés à la si peu exaltante sagesse des nations. Tout juste en remarque-t-on encore ici ou là la pointe : la saveur d'une image, la tendresse d'une musique, la mélancolique gaieté d'un vers.

Les *Fables* de La Fontaine réalisent le rêve de nos intrépides critiques structuralistes, poéticiens, narratologues, sémiologues et sémioticiens : un pur texte que son hyperconsonnancement a si bien digéré qu'il n'a plus ni feu ni lieu. A-t-il encore un auteur ? A peine : un nom tout au plus, aggloméré d'une légende taillée à la mesure de sa réception consensuelle : celle d'un brave homme, le bonhomme La Fontaine, charmant, modeste et distrait. Une sorte de Poussin dans la grande boucle littéraire du Grand Siècle dont les super-champions, les porteurs du maillet jaune, demeurent Corneille, Racine et Molière. Comme si La Fontaine avait écrit ses fables presque malgré lui, sans vraiment y penser, parce qu'il était fabuliste par nature, comme d'autres nait le sens des affaires. Un auteur, en quelque sorte, inférieur à son œuvre. Même Giraudoux s'est laissé prendre à ce leurre du sens commun.

Il y a bien longtemps que cette légende a été mise à mal. Du vivant de La Fontaine déjà, ni l'innubilité de son originalité ; mais il n'était pas prudent sous Louis XIV de se montrer par trop original. C'est Jean-Jacques Rousseau le premier qui a levé le masque. Meilleur lecteur que Voltaire, lequel se contente de fredonner la chanson traditionnelle – un génie des petites choses –, Jean-Jacques, n'a s'en souvenant, fait sortir La Fontaine de la cour de récréation. Il interdit à Emile de lire ses fables, qui, s'il les comprenait, « le porteraient plus vite qu'à la vertu ». L'austère moraliste genevois a saisi qu'il y avait chez La Fontaine un fond « gaulois » – comme le dira un peu plus tard et pour s'en lamenter Lamartine – incompatible avec le bon ordre de la pure raison.

Il n'y a évidemment pas que les ennemis de La Fontaine à l'avoir bien lu. Sainte-Beuve, Taine, Valéry, Proust ont apporté des éclairages indispensables ; la critique moderne a essayé sur lui, souvent avec un certain succès, ses grilles d'interprétation les plus ingénieuses. On s'est enfin souvenu qu'il n'avait pas écrit que des fables, mais aussi des contes, condamnés et dévorés avec délices, des discours en vers, des lettres magnifiques comme son *Voyage en Limousin*, un roman, des élégies, des poèmes chrétiens, bref : une œuvre dont il était légitime d'appréhender la

Délesté des clichés de mollesse, de bonhomie, Jean de La Fontaine apparaît en poète engagé sous la plume érudite de Marc Fumaroli. Non pas dans la politique, mais contre la machine absolutiste. Un portrait ciselé, doublé d'une brillante étude sur les relations entre pouvoir et poésie

fuyante unité. On s'est souvenu que sa vie avait une histoire, liée à l'histoire intellectuelle et politique de son siècle ; qu'il avait été fidèle à Fouquet, son mécène, jusqu'à endurer l'exil et la disgrâce, qu'il avait des amis du côté de Port-Royal et que, si le roi, la cour et Versailles l'ignoraient, Paris n'avait jamais cessé de lui faire fête. On préparait ainsi sans le savoir le livre de Marc Fumaroli.

Non que celui-ci se borne à faire la synthèse des savants travaux de ses prédécesseurs, de ses disciples et des siens propres. Il est entendu que Fumaroli a tout lu. Il est la bibliothèque vivante du siècle de Louis XIV, habité par un pantagruélisme de l'érudition – qu'il ne parvient d'ailleurs pas à enfermer dans les frontières de son époque de prédilection. S'il avait limité son ambition à verser son savoir dans une biographie de La Fontaine, la cause serait vite entendue : voilà, dirait-on, le livre de référence, la vie de La Fontaine qui fera autorité durant les trente prochaines années, avant que de nouvelles recherches, de nouveaux éclairages, de nouvelles techniques critiques ne la relèguent au rang de monument. *Le Poète et le Roi* est bien cet nu-

vage-là, mais il est aussi plusieurs autres livres, d'un intérêt plus palpitant qu'une parfaite biographie : un essai sur les relations du pouvoir et de la poésie – l'Olympe et le Parnasse –, un pamphlet contre la culture d'Etat, une analyse historique de la « religion royale » et des tensions extrêmes qu'elle subit, à partir de Richelieu, avec l'apparition de la raison d'Etat et du machiavélisme politique, une méditation sur la dialectique du public et du privé. Ajoutons-y encore une fresque de belle envergure : Paris, de 1640 à 1695, bruisant de complots et de polémiques, bouillonnant sous le couvercle de plomb de son monarque, ravalant ses plaintes dans le secret de son for intérieur.

De l'autre côté du miroir, Versailles, le culte de la grandeur chanté à l'unisson par des écrivains subventionnés dont les silences mêmes sont surveillés, récompensés ou punis. Tous y passent, les plus grands ne font pas exception : une bonne part de leur génie réside dans la manière dont ils parviennent à faire fleurir un espace de liberté dans la machinerie de la censure. Fumaroli, en Saint-Simon, démontre au scalpel les stratégies de fuite, les compromis, les feintes. Il montre par exemple comment Racine trahit tout le monde, sauf la littérature. La Fontaine n'a pas cette habileté-là. Il a, il est vrai, beaucoup à se faire pardonner : ses amitiés avec les frondeurs, sa répugnance à mettre l'art au service du pouvoir, son attachement aux valeurs de la « vieille » France, celle de Montaigne, celle de la diversité et des libertés, celle du lyrisme et de la tempérance. Il ne serait pas surprenant que ces valeurs soient aussi celles de Fumaroli.

Mais le tempérament du peintre n'est pas celui de son modèle. Si La Fontaine est sous le signe de Saturne, Fumaroli chevauche sous les auspices de Mars. Le poète est mélancolique et le critique batailleur ; l'un cultive le sourire et l'autre l'ironie ; l'un pour s'affirmer s'efface, et pour servir l'autre brille. On ne pourrait rêver attelage plus disparate d'humour, sans que jamais cette dissymétrie soit gênante. Au contraire : quand La

Fontaine cultive l'arrière-boutique chère à Montaigne, Fumaroli en dresse l'inventaire explicite. La prudence du fabuliste abrité derrière Esope et la ménagerie de ses animaux ? Sa morale un peu courte d'apparence ? Sa modestie, si vivement proclamée qu'elle en devient suspecte ? Les effets, montre Fumaroli, de la plus subtile et de la plus héroïque diplomatie de l'esprit : « *Loin d'être un "ornement" mineur du Grand Siècle, la poésie de La Fontaine a bel et bien jallé dans sa zone de tension peut-être la plus périlleuse. Il n'a fallu au poète des miracles d'intelligence et de tact pour chanter (...) à sa guise sans prêter le flanc à des représailles directes de l'Etat.* »

Du coup, plus de bonhomme La Fontaine, plus de mollesse paresseuse. En échange de ces charmants clichés, Fumaroli burine un portrait d'une tout autre trempe, celui d'un artiste d'une exemplaire lucidité sur le tournant de civilisation dans lequel il se trouve pris – entre l'âge d'or de la Renaissance et l'âge de fer de l'Etat moderne –, sur la balance réelle des rapports de force et sur les moyens à mettre en œuvre pour arracher la liberté de la pensée à la machine absolutiste. La Fontaine, pour sauver la vérité, choisit d'emprunter la voie la plus difficile, la plus ambitieuse : il la voile de grâce et de pudeur, « acceptant le sacrifice de l'éclat extérieur pour déployer en profondeur toute la lyre délicieuse de la lumière et des ombres. Rarement ont été dessinés en touches plus esquives, et plus fermes pourtant, les contours d'une parole purement contemplative, par opposition implicite à la parole du pouvoir, de prédation, de possession, de flatterie. »

Si l'on suit Fumaroli – et il est difficile de lui résister tant les détails de son tableau sont si finement et justement dessinés qu'ils convainquent de la véracité de l'ensemble –, La Fontaine est un écrivain engagé. Pas engagé dans la politique, mais engagé contre elle, comme il sied, affirme Fumaroli à tout véritable artiste, depuis que l'Olympe, le pouvoir, veut asservir le Parnasse : « *La poésie n'a pas besoin de s'engager politiquement pour être politique. C'est au contraire quand elle s'engage politiquement qu'elle cesse d'être du même mouvement politique et poétique, politique de la poésie. Si toute grande poésie est politique, on peut dire très exactement qu'elle l'est par définition, puisqu'elle cherche pour la Cité un fondement dans la vérité du cœur, gagnée et regagnée par l'intégrité du langage.* »

C'est en faisant de la pure littérature, en faisant affleurer dans ses vers tous les trésors contradictoires de la tradition poétique française, mais aussi ceux des Romains et ceux des Grecs, que La Fontaine proclame, à voix murmurée, dans la communauté silencieuse de la lecture, l'indépendance du territoire littéraire et son statut de refuge contre les malheurs et les cruautés de l'époque. Regrette-t-il vraiment, comme Retz, comme la marquise de Sévigné, comme les frondeurs, le joli temps de la Renaissance et des franchises françaises ? Fumaroli le laisse entendre parfois. La Fontaine savait pourtant que si les grenouilles avaient demandé un roi, c'était pour mettre fin à un demi-siècle de guerre civile et de sanglante anarchie. Le temps de Montaigne était aussi celui de la Saint-Barthélemy.

versions originales

Traits d'union

THE MAN OF THE HOUSE
de Stephen McCauley.
Fourth Estate Ltd, 288 p., £ 9,99
(environ 110 F).

Il y a des livres (ou des films) conçus pour celles et ceux qui ont envie de se retrouver dans les personnages, de se tremper dans leur génération, leur époque, leurs repères (musicaux ou politiques) comme dans un bon bain chaud ; ce sont des livres (ou des films) souvent drôles, mais avec toujours une pointe d'inquiétude ou de nostalgie. Stephen McCauley en donne un bon exemple. Son héros, Clyde, a une trentaine d'années, est homosexuel et ne se remet pas du départ de son amant, Gordon, ce qui l'amène parfois à agir de façon totalement pathétique mais en toute connaissance de cause. Il a un boulot sans grand intérêt – mais pas épuisant – qui consiste à donner des cours de littérature pour adultes à un groupe de gens pour qui cela est une sorte de thérapie de groupe, de lieu de rencontres et le prétexte à faire tout autre chose comme organiser un pique-nique de fin d'année. Pour se consoler, il lit énormément de biographies, espérant en tirer des leçons et voir comment, à partir de vies pleines d'échecs, de désagréments et de désespoir, certains arrivent à une carrière artistique, scientifique ou philosophique. On imagine certaines vies épatantes se terminer en tragédie.

Il partage un appartement avec un de ses amis, Marcus, beau et brillant jeune homme qui n'arrive à rien et passe son temps à expliquer qu'il est en train de terminer sa thèse – ce qu'il fait effectivement depuis une dizaine d'années – et à chercher la femme de sa vie ; les imprévisions sont toutes belles et intelligentes et servy, assez vieilles pour savoir ce qu'elles font mais suffisamment jeunes pour ne pas se préoccuper des conséquences, ce qui leur donne entre vingt-trois et vingt-six ans.

Autour des liens qui nous unissent aux autres, Stephen McCauley compose un roman où l'humour frotte avec la gravité

La mère de Clyde est morte en laissant des cahiers de recettes de cuisine à ne surtout pas lire avant de se coucher. On mélange par exemple des corn-flakes aplatis au marteau avec des minceurs de pêches et de cerises au sirop que l'on fait prendre dans un moule avec de la jello (« gelée »), on peut ensuite en former des boules à la cuiller à glace et les jeter dans un bol de lait. Il faut aussi une bonne quantité de mayonnaise (mais il est sans doute préférable de ne pas savoir pourquoi). Sa sœur, Agnès, veut absolument faire publier cet héritage culinaire. Elle a par ailleurs pas mal de problèmes ; elle élève, seule, une adolescente difficile, et s'occupe de son vieux père particulièrement désagréable. Les rapports père-fils sont encore plus déliants et donnent lieu à quelques conversations téléphoniques vaguement réconfortantes pour qui a, à eu ou aura des parents âgés. Débarque par là-dessus une jeune femme, qui a vocation d'écrivain et passe son temps en vadrouille, traînant derrière elle son petit garçon sans père, et un chien nouvellement adopté. Il ne va pas se passer grand-chose, suffisamment toutefois pour nous donner de la distraction, et même quelques instants moments de réflexion sur l'amitié, l'amour, la tendresse, les liens qui peuvent nous unir les uns aux autres. Ce n'est peut-être pas primordial par rapport aux grands problèmes du temps, mais ça soutient le moral.

Martine Silber

Album de famille

LOS GARCIA MARQUEZ
de Silvia Galvis.
Arango Editores,
287 p., 13 000 pesos colombiens
(environ 80 F).

Esi tous les Garcia Marquez parlaient comme Gabriel Garcia Marquez ? S'était demandé un jour Silvia Galvis, journaliste et romancière colombienne après avoir conversé plusieurs heures avec une des sœurs du Prix Nobel de littérature. Deux ans après, la réponse est un joli livre, dont on a du mal à déterminer le genre – témoignages ? reportage ? biographie ? – mais qu'on dévore, au fur et à mesure des pages, avec une sympathie croissante pour la famille entière d'un des écrivains les plus célèbres du monde. L'auteur a couché sur le papier les témoignages, ou plus exactement les confessions de neuf des dix frères et sœurs de Gabriel Garcia Marquez (sans compter ses demi-frères et sœurs). Chacun raconte, à sa façon, son Macondo (la région imaginaire où se déroule *Cent ans de solitude*) et, en passant, rend hommage à ce frère aîné si doué pour raconter des histoires et si déterminé dans son désir d'écrire.

A raison d'une confession par chapitre, Jaime, Margot, Aida, Luis Enrique, Ligia, Gustavo, Hernando, Rita et Elgin décrivent l'enfance des Garcia Marquez, souvent pleine de gaieté, malgré les difficultés matérielles, et parlent des personnages – presque toujours réels – qui peuplent les romans de l'auteur de *Cent ans de solitude*. Silvia Galvis n'a pas voulu interroger le Nobel, « le Colombien le plus illustre de la terre », mais prévient : « C'est naturel, ce livre respire la présence de Garcia Marquez dans la mesure où il est le point de référence obligé de ses frères et sœurs comme le sont Gabriel Eligio Garcia, conservateur lauréat (1) et vagabond docteur en herbes médicinales (le père), et Luisa Santiaga Marquez (la mère), porteuse du gène farceur qui caractérise toute la lignée. »

Silvia Galvis est allée à la rencontre des neuf frères et sœurs de Gabriel Garcia Marquez. Confessions et souvenirs

Et si, neuf fois, le lecteur entend (plus qu'il ne lit, tellement le langage est vivant) les mêmes savoureuses histoires de famille, il pardonne avec plaisir les répétitions qui, sources de richesse, lui permettent au contraire de se familiariser avec les Garcia Marquez. Tous les témoignages, par les tons différents qu'ils emploient ou par les détails qu'ils mettent en exergue, apportent un éclairage nouveau, confirment ou invalident les souvenirs, les histoires. Qu'importe les contradictions et les interprétations, l'un pense que *Le colonel qui n'a personne pour lui écrire* est la grand-mère Tranquilina attendant la pension de vétérans de la guerre des mille jours de son mari et l'autre affirme que c'est « Gato » ou « Gabito », comme on appelle affectueusement l'écrivain, jeune et sans le sou lors de ses premières années parisiennes. Qu'importe si les amours de Florentino Ariza et Fermina Daza, dans *L'Amour au temps du choléra*, retracent ou non les amours parentaux de Gabriel Eligio – qui fut jeune télégraphiste avant d'être médecin homéopathe – et de Luisa Santiaga... L'identification des personnages des romans de Garcia Marquez est un véritable sport familial. Comme celui de raconter des histoires de famille : tous parlent avec délectation du « *Rincón guapo* » (littéralement le beau coin, une expression inventée par Gato), le moment où, pour chercher sa mémoire et son sens de l'humour, la famille, où qu'elle soit réunie, ressasse avec plaisir les souvenirs et les histoires passées. « Les livres de Gabito, je les

commence mais je ne les termine pas parce que je connais l'histoire par cœur », affirme Margot, la sœur avec qui l'écrivain passa sa première année chez ses grands-parents à Aracataca. Qu'importe aussi celui – père ou beau-père – qui annonça à Gabriel Garcia Marquez, alors jeune et obstiné dans sa vocation d'écrivain, qu'il « mangerait du papier », puisque, comme le remarque avec humour un de ses frères, « Gato mange effectivement du papier, mais des papiers verts, des dollars ». On apprend dans le désordre beaucoup sur la famille et sur l'écrivain, de l'union familiale, des tristesses, de la mort du père, des joies, d'une rencontre au sommet entre Luisa Santiaga, la maman, et Fidel Castro, du prix Nobel, des amours de chacun. Les anecdotes sont nombreuses. Et la façon de raconter spontanée et imagée : les frères et sœurs Garcia Marquez – qu'ils soient journalistes, pompiers à la retraite, ingénieur, ex-bonne-sœur, soutien de famille, commerçant, cuisinier, marin, conservateur, mandiste ou libéral – ont tous grandi sur la côte caribéenne colombienne et conservent la forme de parler particulière du *costeño*, nom donné aux habitants de la région. Quelques-uns avaient leur velléité d'être poète ou écrivain. Ils partagent tous en tout cas le don de savoir se raconter. Et quand ils parlent de leur frère aîné, c'est toujours avec beaucoup d'affection et d'admiration. Tous, entre autres choses, rendent hommage à son génie, le remercient pour les soutiens financiers et moraux, admirent l'amour qu'il apporte à sa femme Mercedes et le nomment souvent leur « ange gardien ». Et, finalement, c'est un plaisir rare qui est offert au lecteur : celui de pénétrer d'un peu près les secrets de famille d'un des écrivains les plus prolifiques du siècle : Gabriel Garcia Marquez.

Anne Prouenza

(1) Du nom de Laureano Gomez, qui fut président ultra-conservateur en 1950 et 1951.

Prix RFO
du Livre
1997

Tambour-Babel
Ernest Pépin



Ces tambours qui créent « une langue pour remplacer toutes les langues ».

سكان من الشمال

Olivier Cadiot fait le zouave

Ce n'est pas un récit mais mille qui s'enchevêtrent, se bousculent, sous la poussée d'une langue en effervescence. Une langue qui sait lier modernité et plaisir. Allègre

LE COLONEL DES ZOUAVES
d'Olivier Cadiot.
POL, 176 p., 88 F.

Dans les années 60, lorsque les avant-gardes défendaient leurs vues sur la littérature, elles durcissaient souvent le ton, brandissant leur trique idéologique contre tous ceux qui manifestaient quelque velléité d'indépendance. L'humour et la dérision dans laquelle on s'engageait sol-même étaient moins à l'ordre du jour que les raideurs dogmatiques importées du lexique politique. Du côté de la prose, il n'y eut guère qu'un Maurice Roche pour jouer avec le plus grand bonheur de cette dérision auquel le langage, regardé et entendu d'une certaine manière, invite (1).

Mais l'avant-garde est tout sauf une idée moderne. Il s'est toujours trouvé quelques éclairés intrépides, légèrement ou gravement azimutés, pour opposer une résistance farouche aux tenants des vieux canons usagés. Le désir allié à l'intelligence de formes (éventuellement) nouvelles vient donner un sens à la lutte.

Olivier Cadiot est l'un de ces « zouaves » allègres et passablement déjantés qui, avec Pierre Alféri, tiennent chantier à l'enseigne de la *Revue de littérature générale*, atelier de réflexion sur l'art d'écrire et sur ses moyens en même temps que remarquable invention dans le domaine des revues (2). Il publie ici son quatrième livre, et le deuxième qui peut être assimilé à un roman (3). Cadiot a cette qualité notable de ne pas déprimer le lecteur par sa pesanteur intellectuelle, sa faconde ou par son esprit de sérieux. Il entraîne plutôt à considérer que, somme toute, aller vers de l'inédit, du moderne, du non-convenu peut être source d'un vrai plaisir – d'un plaisir un peu



Une avant-garde joyeuse

piquant et fantasque, un peu nouveau. Et que, dans cet agrément de lecture, rien n'est abandonné de l'intelligence dont nous parlions, ni d'une sorte conviction littéraire. Qu'enfin, de ce traitement euphorique du langage et de ce trituration ludique du genre romanesque, la littérature ne sort pas forcément amoindrie ou abîmée.

LE FUTUR A L'INFINI

« Ce n'est pas une maison de repos, ici », prévient d'emblée le narrateur du *Colonel des zouaves*. De repos, le lecteur n'en trouvera certes pas à toutes les pages du livre de Cadiot. Il lui faudra même se préparer au contraire : être secoué, tourné, conduit en quatrième vitesse de droite à gauche, de bas en haut et inversement, d'un coin de la maison à l'autre, sans que le narrateur, ni

l'auteur, ni l'un des personnages qui se bousculent pour entrer dans la narration ne lui viennent en aide. De temps à autre, une petite étincelle didactique calme, un bref instant, la frénésie du jeu : « Le temps ancien doit être frôlé par le futur à l'infini. Entendez par là que vos vieilles habitudes (même si elle doivent être maintenues apparemment intactes aux yeux des autres, ce qui leur fait dire "c'est comme avant") doivent être élevées à une puissance infinie par des actions nouvelles et invisibles. » Mais, très vite, il faut se remettre en mouvement. Et cela jusqu'à la dernière page du livre.

« Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? », se demande l'un des protagonistes, fantôme passant devant le décor... Qu'on ne compte pas sur nous pour répondre à cette question ! Ce se-

rait s'exposer au désespoir, ou pis : mettre cruellement le doigt sur les limites de notre entendement. Car mille récits se bousculent et s'enchevêtrent dans la tête de ce *Colonel des zouaves*, et bientôt dans la nôtre.

UNE VISIBILITÉ CRUE

La réalité, qui en prend un coup, se trouve, par ce même coup, singulièrement revigorée. Grâce à ce traitement, l'anarchie, l'injustice et quelques autres maux qui ne sont pas absents du monde, gagnent en visibilité crue. Au revers de la médaille, la fiction subit le même sort : toujours donnée comme un artifice, elle est libre, suspendue aux mots, en révolutions avec eux. « La maison est un champ de bataille où de petits personnages vus de haut figurent les mouvements de troupes. » Souvent en réputation sur le tapis ou dans l'herbe, ou bien encore entre deux eaux, le narrateur subit le premier les constantes modifications de focale. Cela donne beaucoup de pages étonnantes, joyeuses, « picaresques », dirait le critique.

« Messieurs, c'est le seuil d'audibilité qui est problématique, pas la chanson. » Certes. Mais Cadiot sait nous donner le désir d'exercer notre oreille à entendre sa surprenante musique.

Patrick Kéchichian

(1) Tristram propose une belle réédition de *Compact*, roman de Maurice Roche paru en 1966 au Seuil. L'éditeur a choisi de présenter les sept vœux du livre en sept couleurs différentes (164 p., 180 F.). Rappelons que la même maison avait édité *Compact* en CD, adapté et lu par l'auteur.

(2) Deux numéros parus, 1995 et 1996, POL, « Le Monde des livres » du 9 août 1996.

(3) *Art poétique* (1988) ; *Roméo et Juliette* (1989) ; *Futur, ancien, fugitif* (1993) ; *Le Monde des livres* du 9 avril 1993. Tous chez POL.

Cinéma privé

LES ROIS AMBULANTS
de Yves Martin.
Ed. Zulma, 126 p., 49 F.

Où lit Yves Martin comme on mord dans un fruit trop mûr. Le palais en savoure la volupté mais regrette d'en perdre une partie. L'écriture d'Yves Martin bouscule les métaphores et les comparaisons, accumulant les sensations et les étonnements. Se mêlent, dans un désordre savamment orchestré, les jouissances rapides d'un homme pressé qui sait que l'univers confidentiel ainsi livré n'est que la projection de sa solitude.

Projection : le mot miroite de tous ses sens quand, emporté par le flot violent et charnu des mots, Yves Martin se repère d'après les lumières tamisées qui sont les étoiles de la déambulation du poète. Projection de films X sur un vieux écran, gris de mémoire ; projection des rêves d'un promeneur parisien marginal ; projection des fantasmes étirés ou boursoufflés... Se succèdent les images rituelles de ces lieux retirés de la réalité où l'imaginaire le plus élémentaire arrête le temps, substituant l'artifice à la fébrilité meurtrie du réel.

Il évoque ses longues marches, de salle obscure en salle obscure où il s'engouffre, chaque fois palpitant de l'anonymat d'une descente tâtonnante dans le ventre tiède et odorant. Des solitaires s'engourdissent dans leurs songes que le choc de la voix d'un acteur immense ramène soudain à la crudité d'un sexe offert. Yves Martin réussit, dans une prose luxuriante, à ramener tous les vieux cinémas voués aux après-midi secrets des hommes seuls et à restituer leur atmosphère glauque et muette. Guide d'un Paris parallèle, répertoire de films cultes, *Les Rois ambulants* est le monologue d'un spectateur fantôme qui cache son angoisse dans la pénombre de la nostalgie.

Hugo Marsan

Enfermements consentis

Une grotte pour l'un, une prison pour l'autre. Le quatrième roman de Jérôme Michaud-Larivière explore la réclusion comme raison d'être et de lutter

LE CHANT DU BRAQUEUR
de Jérôme Michaud-Larivière.
Ed. Julliard, 228 p., 119 F.

C'est un homme jeune qui parle vite mais qui se camoufle d'emblée dans l'ombre imposante d'auteurs mythiques : il aurait voulu construire son nouveau roman selon la rhétorique des *Palmiers sauvages*, de Faulkner, tout en rendant hommage au *Journal du voleur* de Genet et en suivant le travail de l'écrivain développé par Kenzaburo Oe. Heureusement, son nouveau roman *Le Chant du braqueur* ne constitue nullement un collage. Si Jérôme Michaud-Larivière, par ailleurs scénariste et réalisateur, parle de ces « géants », c'est pour communiquer son désir d'être aussi écrivain. L'homme est enflammé, mais l'auteur est pondéré, soudeux du mot juste, à l'image de ses phrases, simples, précises, efficaces. Son premier livre, *La Malle d'Almeida* (1), pouvait laisser prévoir une autre évolution de son style, plus banale. Il y prenait le parti d'une écriture à tendance poétique, au contour flou et inachevé. Avec cette sinécure humble et pudique qu'il affiche dans la vie comme dans ses livres, il avoue que ce premier ouvrage « est sérieusement fait, mais dans l'inconscience, je cherchais mais je ne savais pas ce que je cherchais ».

Avec *Kissing Bandit* (2), Jérôme Michaud-Larivière fit une nouvelle expérience. Intéressé par la photo publiée dans un journal d'une jeune fille dont le destin semblait tracé de façon lapidaire, il l'argue les amères. *Destination les Etats-Unis*, pour la rencontrer. Mais la police américaine, soupçonneuse, ne lui accorde pas le rendez-vous souhaité avec cette meurtrière captive. Voyage stérile ? Certainement pas. Peu importe qu'il ait ou non rencontré son héroïne. Au bout du compte, l'écrivain a trouvé son médium. « Je prends quelqu'un loin de moi. En lui quelque chose m'émeut et je vais voir je vais

renifler. » Dès lors, et pour chacun de ses livres, l'histoire naîtra du titillement de son imaginaire par des phrases volées dans le métro, prises dans le journal... Les personnages qu'il en exhume lui permettront de vivre par procuration une vie qui lui est étrangère, complétement, explique-t-il, à une existence paisible. « Moi, je ne vis pas de manière extrême. Ces personnages me donnent accès à des émotions que je n'aurais jamais pu connaître. » Je me décentre. C'est dans cette optique qu'il écrit *Tête d'homme* (3). Il n'effectue pas une enquête mais se rend néanmoins brièvement à Bruxelles pour rencontrer la famille et voir la peinture de Stéphane Mandelbaum, artiste au génie précoce, mort tragiquement.

THÉMATIQUE DE L'ÉCRITURE

La trajectoire tout en paradoxes de Stéphane est le point de départ d'une thématique sur laquelle Jérôme Michaud-Larivière n'a de cesse de s'interroger : la création, le rapport à sa propre création. Lorsqu'il parle, inlassablement, jusqu'à l'obsession, du processus d'écriture, même sous une forme métaphorique et romanesque, Jérôme Michaud-Larivière cherche à se légitimer, à justifier ses hésitations, ses inquiétudes apparentes, son besoin récurrent de parler des auteurs qui l'ont construit.

Le *Chant du braqueur* tire les leçons de l'expérience liée à ses trois premiers romans. Son style a gagné en densité, la construction en est plus audacieuse. Loin d'avoir utilisé le procédé des *Palmiers sauvages*, Jérôme Michaud-Larivière a choisi de mettre face à face le destin de deux personnages, l'un considéré comme socialement amoral, l'autre comme héroïque. Chérif Azard, plus jeune prisonnier de France, s'évade. Frédérique Kerbrat s'enferme cent onze jours dans une grotte, pour une expérience médicale. S'enfermer, c'est toute l'histoire de l'écrivain. « Dans cette bulle, le temps travaille autre-

ment (...) quand j'écris, j'ai l'impression de vivre. Mais mon identité ne correspond pas à ce que j'écris. » Ici commence l'ambiguïté. Chérif Azard, ce héros digne de Genet, n'a finalement qu'un but : s'évader pour être repris. Aucune fatalité. Mais seulement quatre murs – qui représentent l'univers d'une vie. Vouloir rompre la chaîne, c'est mourir. Le *Jeau du Journal du Voleur* exprimait ainsi son rapport au monde carcéral : « En moi-même la destruction du bague correspond à une sorte de châtiment du châtiment : on me châtie, on m'opère de l'infamie (...). La prison m'offre la première consolation, la première paix, la première confusion amicale : c'était dans l'immense. Tant de solitude m'avait forcé à faire de moi-même pour moi un compagnon. » Chérif lui fait écho, et en fuite il revient sur les traces de la maison de redressement qui le construisait lui, petit truand et criminel. « Le bruit des verrous, l'odeur d'urine que la pierre avait conservée, la sensation d'écrasement que Michel ne manquerait pas d'éprouver mais aussi la fierté bécasse qu'il saurait en retirer – comme s'il était agi d'une briolette d'un autre âge, prestigieuse à force d'être moyennéuse – tout cela revint à la conscience de Chérif. »

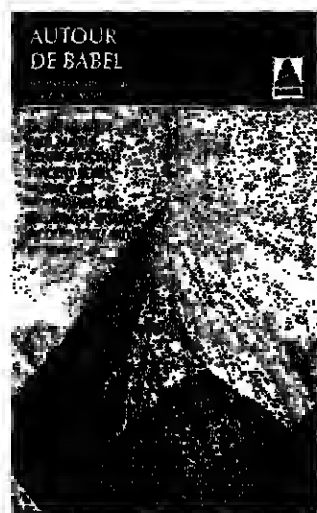
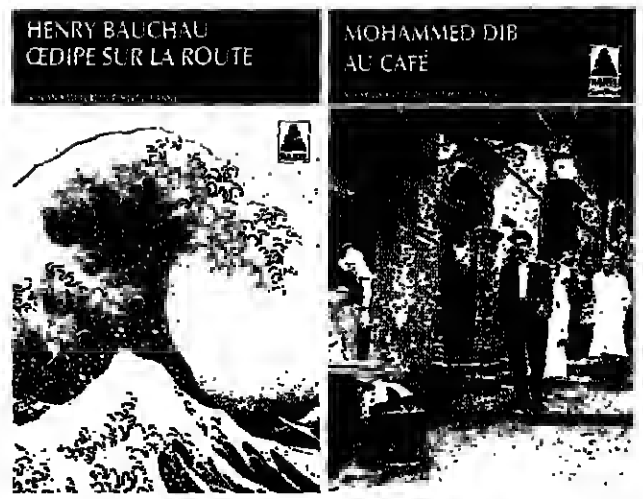
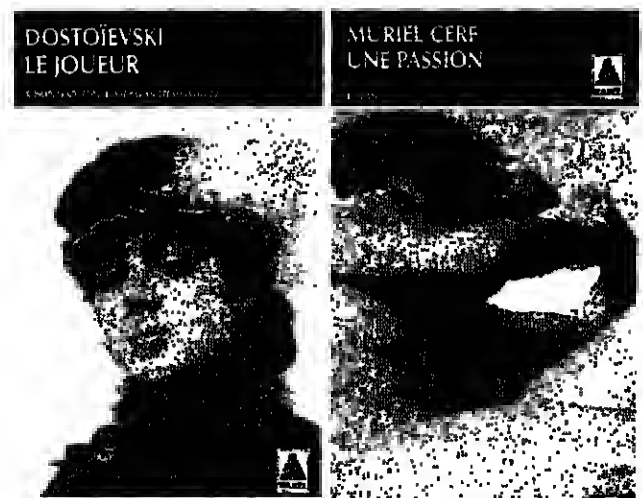
De la même manière, Frédérique Leguen (dont est inspirée Frédérique Kerbrat) dira : « Ô grotte qui fut mon moineau, je vais te quitter avec bonheur, avec regret. » Bâtir des phrases, comme on érige des murs, se couper du reste du monde par des mots ; l'écrivain est-il voué à la solitude ? Non, pourrait répondre Jérôme Michaud-Larivière. Il s'est évadé avec Chérif, à sombrer dans une douce folie avec Frédérique Kerbrat... « Je crève que je ne crois à rien et que tout est obscur, et pourtant je crois à mon cri », écrivait Camus.

Sylvaine Jemmet

(1) Balland, 1989.
(2) Julliard, 1992.
(3) Julliard, 1993.

BABEL

LES LIVRES DE POCHE
PRÉFÉRÉS DES LECTEURS



CE RECUEIL
DE TEXTES CHOISIS
VOUS EST OFFERT
POUR L'ACHAT
DE 3 LIVRES
DE LA COLLECTION
BABEL

مكتبة الأمل

Les « transactions secrètes » de Philippe Jaccottet

Bilan d'un demi-siècle de traduction poétique. De Pétrarque à Hölderlin, de Mandelstam aux haïkus, éloge de la transparence et de la jubilation

D'UNE LYRE À CINQ CORDES
1946-1995
Traductions de Philippe Jaccottet.
Gallimard, 206 p., 95 F.

HAÏKU
Traduit du japonais et présentés par Philippe Jaccottet.
Dessins d'Anne-Marie Jaccottet, Fata Morgana, coll. « Les Immémoriaux », 89 p., 78 F.

La maison de Philippe Jaccottet, haute, étroite, dans la vieille ville de Grignan, est surplombée par la terrasse du château. Autour, dans la lumière d'hiver, les reliefs doux, les oliviers et les champs de lavande, les murets de pierres verticales et les vignes. Valaurie, Aleyrac, les eaux du Lez, l'échine de la montagne de Lance, sont fortement présents dans les poèmes, ou les carnets de la *Seconde saison* (1). En arrière-plan, plus majestueux, le Ventoux.

Philippe Jaccottet a consacré l'essentiel de son temps, et beaucoup de son talent et de son énergie, à une œuvre immense de traducteur dont la renommée, parfois, a presque occulté celle du poète : ayant débuté avec une nouvelle traduction de la *Mort d'Enfer* pour Mermoud, il a traduit et fait connaître en France toute l'œuvre de Musil, une part considérable de celle de Rilke – dont, récemment, la *Correspondance* avec Lou Andreas Salomé – et établi l'édition de Hölderlin à la « Pléiade ». Il a appris l'italien en lisant son ami Ungaretti, qui a tenu à faire de lui son principal traducteur, s'est lancé dans l'étude du russe à cause de la découverte passionnée de Mandelstam. Sans même compter le grec – puisqu'il a fait, de l'*Odyssée*, une belle traduction en vers de quatorze syllabes –, il a bien des cordes à sa lyre.

Le recueil n° 11 réunit le meilleur d'un demi-siècle de traduction poé-

tique montre la générosité d'un « passeur » qui, malgré sa décision de ne plus traduire, offre, accompagnant des traductions plus anciennes, d'autres inédites, comme celles des poèmes de Christine Lavant, intenses, beaux « comme les vieux crucifix des églises de campagne, comme de la vieille étaye rêche et rude », qu'il avait découverts lors d'un voyage en Autriche.

« Ce qui légitime avant tout ce recueil, comme les chroniques de poésie réunies dans l'*Entretien* des muses ou *Une transaction secrète*, c'est le désir de faire lire des œuvres que l'admire : la poésie est un défi au rien. Trois des poètes de ce recueil ont subi des épreuves très dures : ils ont néanmoins su faire naître, de la situation la plus noire, un chant rayonnant. Mandelstam l'a écrit : au-delà des ténèbres de têtes humaines... je ressusciterai pour dire que brille le soleil. »

Mais ce rassemblement « un peu banal », à cause des circonstances, ne représente pas tous les goûts de Jaccottet. Si certains poètes, comme Saba, sont absents, « c'est simplement, précise-t-il, qu'on n'a jamais le temps de tout traduire. Pour Paul Celan, c'est différent. Dès les premiers projets de traduction, j'ai été sollicité par les éditions du Seuil et j'ai fait quelques essais qui ne l'ont pas convaincu. Cela me paraît aujourd'hui naturel : quelle que soit l'admiration que j'éprouve pour Celan, cette poésie de l'extrême tension ne m'était pas assez proche. »

Dans le cas de Gongora, dont Jaccottet a traduit de l'espagnol les *Salutades* et les *Sonnets*, il s'agit moins d'affinités que de fascination pour une langue altière, qui lui évoque des paysages intenses. « Gongora, au fond, est moins difficile à traduire que des poètes moins obscurs et moins précieux. Assez de commentaires en ont déchiffré les énigmes. Ce qu'il fallait, c'était en restituer la tension, la sonorité, cet éclat solaire que Ponge, lui aussi, admirait. »

L'attachement à l'Italie, découvert à vingt ans, juste après la guerre, l'amour de la langue et la proximité des poètes italiens (neuf sur les dix-huit du recueil) sont évidents : Pétrarque, à la sonorité douce, cristalline, « poreuse » ; le Tasse, étincelant comme Monteverdi ; Leopardi, dont il écrit qu'aucun poète n'a su, comme lui, « tirer une limpidité de la tristesse : peut-être y jallait-il la langue italienne portée à son point de perfection ? » ; les contemporains eux-mêmes, pour la plupart remarquables traducteurs, de la sombre gravité de Montale à la plénitude sensuelle d'Ungaretti. « J'ai peut-être été un des premiers à

confirmer un regain d'intérêt, partagé par le romancier Adolf Muschg et son cadet Peter Handke.

« Notre génération était nourrie de la passion pour Baudelaire, Traité, Hölderlin. Goethe représentait le poète bourgeois officiel parvenu, ce qu'il a été d'une certaine manière. Et cette réprobation morale, politique nous cachait la grandeur de l'œuvre. A ce refus circonstanciel s'ajoute l'extrême difficulté de traduire sa poésie. du fait de l'alliance, en elle, d'un art suprême, subtil et dense, du langage avec une sorte de miraculeux naturel. Il faut d'ailleurs mieux saisir l'admirable travail de Jean Tardieu. (2) »

Lorsqu'il ne se heurte pas à cette

C'est ce que l'on déplore dans de trop nombreuses traductions de poésie russe. Callots ou parfaitement cerné cette erreur en parlant des traductions de Borges par Ibarra. L'alexandrin, aujourd'hui, exige un maniement discret dant seuls de vrais poètes (Estéban pour Borges, Bonnefoy ou Thomas, pour Shakespeare) sont capables.

« Un risque opposé, c'est celui qu'on court en voulant trop aveuglément calquer l'original, sous prétexte de faire entendre la distance entre les langues, au point quelquefois de rendre barbare ou dissolvant ce qui ne l'était pas toujours dans l'original. »

Puis encore que la poésie, la traduction de poésie est « une transaction secrète » où une voix répond à la voix « native » du poème, et se fait inévitablement entendre, même lorsqu'elle cherche à s'effacer. Lorsqu'il a établi l'édition des œuvres de Hölderlin dans la « Pléiade », Jaccottet a été amené à des confrontations : « J'ai souvent choisi, pour lui rendre hommage, la traduction de Gustave Roud qui a donné, le premier, un ensemble impressionnant de poèmes de Hölderlin en français, en 1942. J'aurais pu précéder, mais en traduisant seulement ce qu'on appelait alors les poèmes de la folie. »

En revanche quand la langue de Hölderlin, dans la tension grandissante de sa vie, s'est faite de plus en plus dure et contractée comme dans certains Hymnes, un traducteur plus abrupt dans son propre travail, comme André du Bouchet, m'a paru plus apte à rendre cette partie de l'œuvre, qui aujourd'hui nous touche davantage et nous le fait sentir comme un poète contemporain. »

Philippe Jaccottet a déjà confié, dans un entretien (3), l'écrit d'enthousiasme qui lui a permis de traduire Mandelstam du russe. Pour retraduire les poèmes du Tchèque Jan Skácel, il s'est fié à la traduction allemande du poète Rainer Kunze, grâce à laquelle il l'avait découvert.

« Ce qui m'avait attiré, c'est un ton de voix intimité, intime et familier, simple et touchant : je crois qu'on l'entend, dans ma version, c'est l'essentiel. Je n'exclus pas la possibilité de contresens, mais un contresens se corrige aisément. C'est moins grave que ce que j'appellerai un « contre-ton » : le traducteur qui, sans faire un seul contresens, tue le chant, est un malfaiteur. Il importe de ne jamais trahir ce qui fait que, dans un poème, les choses tiennent ensemble, et deviennent un organisme vivant. » Si Jaccottet a tenu à publier séparément ses transcriptions de haïkus, c'est qu'elles échappent, exceptionnellement, à ses scrupules ordinaires. Ces poèmes, dont quelques-uns, illustrés par Miró, avaient déjà fait l'objet d'une édition de luxe chez Maeght, ont été transcrits de l'anglais à partir de l'anthologie anglaise de Blyth. Depuis son article de la NRF, en 1960, Jaccottet a souvent dit comment chacun de ces haïkus, alors, lui « avait rendu le monde et presque le souffle. »

« Je dois dire que je ressens souvent un sentiment de déception en lisant des traductions de spécialistes, peut-être tout simplement parce que ce ne sont pas des poètes. Mes transcriptions sont peut-être très loin de l'original, mais il me semble qu'il y a là une espèce de vibration très particulière, conforme à l'esprit du haïku, où un espace infini s'ouvre à partir de presque rien. »

Mais, encore une fois, d'une manière générale, il est bon qu'il y ait des approches et des traductions différentes, puisqu'il s'agit avant tout de faire circuler dans l'espace des lecteurs des objets plus ou moins radieux, occasions de délectation et même, quelquefois, de jubilation pure. »

Manique Petillon

- (1) Gallimard, 1996.
(2) *Élégie de Marienbad*. « Poésie ». Gallimard.
(3) « Le Monde des livres » du 15 juillet 1994.

Ultime évidence

Isabel Marie retrace avec une fièvre haletante une quête parentale qui a pu la conduire à la mort

LA MALLE
d'Isabel Marie.
Grasset, 192 p., 98 F.

Née en 1943 dans la prison des femmes de Barcelonne, négligée par Lénine, sa mère, recueillie par une soubrette, la narratrice de *La Malle* est placée, à quatre ans, chez des parents nourriciers de Levallois. Louise l'instruit, la frappe, avivant chez l'enfant une passion martiale : « sa haine me portait davantage que n'importe quel amour » – tandis que Charles la caresse furtivement. Alors qu'elle prépare le Capes, elle est chassée de chez eux. Un accident sans gravité place sur son chemin Henri, un dentiste de Montpellier. Elle l'y suit et se retrouve mariée à un homme gentil, mais terne et parcimonieux, à qui elle n'a rien à dire et avec deux enfants non désirés dont elle s'occupe à contrecoeur : « Mon désir n'était pas de faire des bébés. Je ne voulais qu'une chose, depuis toujours : être libre. »

Dans cette vie conjugale usante et moine, la voix du passé vient la surprendre : Léonine, mourante, lui annonce au téléphone l'envoi d'une malle à Agde, chez des aubergistes, Anna et son fils Nicolas. Dès lors, c'est à une quête obstinée de ses origines que va se livrer la jeune femme. Anna a eu partie liée avec son enfance : elle n'en livre que des bribes, non sans réticence. Nicolas lui offre un réconfort viril limité à la révélation du plaisir, qu'elle ignore. Mais c'est le décryptage des lettres et photos de la malle qui requiert toute son énergie. Les questions rehantissent sur une ligne de fuite, les indices relancent de nouvelles interrogations. Qui était Léonine, aventurière et résistante antifranquiste ? Cette femme qui aimait trop les hommes lui a-t-elle donné pour père Paco, un journaliste franquiste, ou Pedro, un

combattant républicain, arrêté et torturé ? Ce jeu de pistes l'entraînera jusqu'en Espagne. Elle y retrouve des odeurs, une chaleur, une langue familière.

Mais cette investigation heurtée ne mène pas à une reconstitution apaisante de soi-même sur les vestiges d'une enfance trop cruellement morcelée. L'ultime évidence, c'est peut-être d'accomplir pour de bon le geste de Pedro qui avait tenté de se pendre en découvrant les infidélités de Léonine...

Après *La Bonne*, que l'on avait favorablement remarqué à la dernière rentrée littéraire (1), le livre d'Isabel Marie, beau, âpre, torturant, écrit du même style rageur et vibrant qui fait la force de l'écrivain, prend un relief tragique que souligne une note de l'éditeur : « Le 28 septembre 1996, Isabel Marie écrit le mot fin au bas de son roman *La Malle*. Une heure plus tard, elle se donnait la mort. Ce roman posthume a donc valeur de testament, de cri ultime. La vie de l'écrivain se confond, en maints passages, avec celle de son auteur. L'histoire d'une vie dont la clef de voûte est la mort choisie et annoncée, seule réponse possible aux questions qu'Isabel Marie se posait depuis toujours. »

Si l'on ne peut ignorer ce contexte morbide, il reste que le « roman » s'impose par lui-même en transposant, avec une vigueur alarmante, un drame personnel en une fascinante conjuration de mots. C'est là la raison essentielle qui devrait conduire à le lire.

Pierre Kyria

(1) « Le Monde des Livres » du 20 septembre 1996

Commandez vos livres par Minitel
36 15 LEMONDE
2-23 F la minute

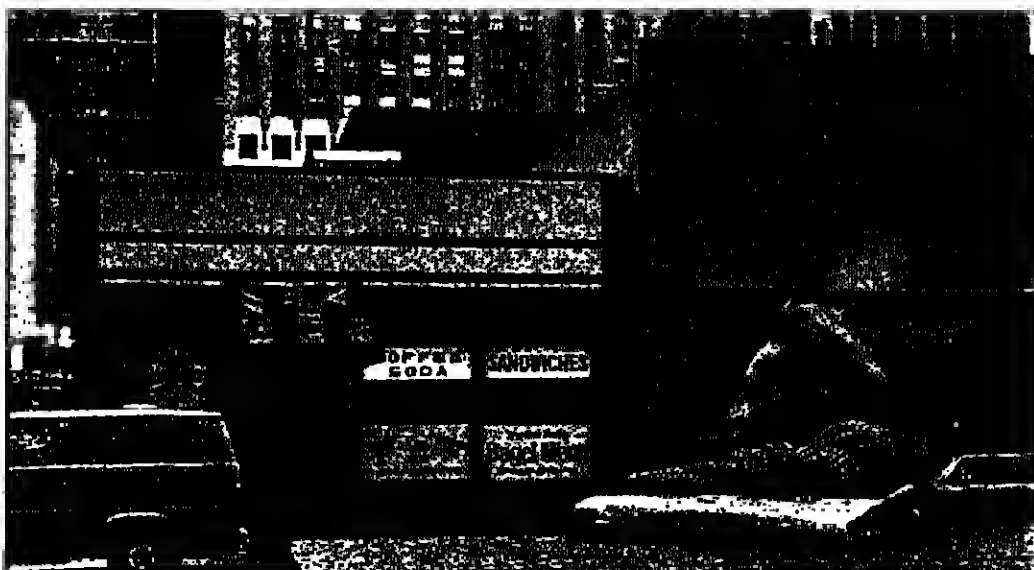
La liberté de Michel Rio

A New York, un singulier policier français est dépêché pour résoudre une affaire de blanchiment d'argent. Mission ou manipulation ? Sous les ressorts du polar perce une réflexion sur la liberté

LA STATUE DE LA LIBERTÉ
de Michel Rio.
Seuil, 186 p., 89 F.

Francis Malone est un flic comme un n'en fait guère, mais un personnage comme Rio les aime. Fils d'un poète irlandais et d'une historienne française, bretonne, il est parfaitement bilingue et possède une culture immense. En littérature, mais aussi en peinture et en musique – on aura même un splendide aperçu de ses talents de pianiste de jazz. Il est grand et fort et ne se fait aucune illusion sur l'humanité. « Je ne crains d'homme, dit-il, mais je crois à quelque chose, aux trois grandes inventions de la Révolution française : la République, la Déclaration des droits de l'homme et la guillotine pour faire respecter les deux premières. » Il fait son métier avec dévouement, par « une sorte de foi naïve dans la légalité républicaine », par respect du « service public ».

Son bilinguisme, ses talents d'enquêteur et son indépendance d'esprit (qualité qui le rend suspect auprès de ses supérieurs hiérarchiques) poussent le ministre français de l'Intérieur, Louis Bréhan, qui fut son condisciple au collège, à le choisir pour mener, à New York, une enquête sur le blanchiment de l'argent de la drogue. Avec des policiers américains, Malone arrive à New York et on lui présente ses collègues, Baldy, un Blanc, et Haynes, un Noir, lui aussi très cultivé. Drôle d'équipe : il sent d'emblée qu'elle fait partie de la manipulation montée contre lui par les inventeurs du système de corruption généralisée qu'il cherche à dévoiler. Un piège qu'il n'est pas assuré de pouvoir déjouer, car « s'il est vraiment ou peut-être, s'il a été calculé par un logicien de première force, je peux très bien être conduit de la manipulation sans avoir la moindre



Jungle ultralibérale contre service public

chance de m'y soustraire ». On reconnaît là la passion de Michel Rio pour la logique et ses mécanismes. On peut d'emblée être certain que *La Statue de la liberté* est, comme tous ses livres, un texte sur la puissance du raisonnement.

L'intrigue de Rio est si subtilement construite et menée que tout récit de telle ou telle péripétie, toute déduction anticipée, risquent de gâcher le mystère de la lecture. Mais on a le loisir de laisser de côté le déroulement de l'affaire pour s'intéresser à quelques lieux et à certains personnages. New York est décrite avec la minutie du grand connaisseur de cette « ville absolue », « un composé de fiction et d'histoire », comme la désignait Rio dans son précédent roman, *Manhattan Terminus* (1). Robert Brook, le milliardaire impitoyable et raffiné qui est, au fond, le véritable adversaire et le principal interlocuteur de Malone, habite les trois derniers étages de la tour Usher

– propriété d'un des personnages de *Manhattan Terminus*. Brook a une très belle maîtresse, mais il est plutôt vengeur – comme d'autres héros de Rio – et, semble-t-il, troublé par une passion ancienne dant témoignent deux tableaux étranges, dans sa chambre. Ces toiles trahissent aussi Malone, au point de faire bifurquer, en apparence au moins, son enquête.

Brook se mesure à Malone dans l'un de ces dialogues que Rio affectionne, parties d'échecs entre joueurs de haut niveau. Ici, le « marché » (défendu par Brook) contre le « service public » (défendu par Malone). Point de départ : « L'équilibre naturel dans l'humanité, c'est le marché » (Brook) ; « L'équilibre culturel dans l'humanité, c'est le service public » (Malone). Brook interrompt la partie le premier : « Je suis prêt à admettre que tuer le service public, c'est tuer la démocratie. (...) Je ne vois pas en quoi cela peut contraindre mes affaires. » Ce qui produit une conclusion très instructive

pour la suite des événements : « Vous êtes redoutable, monsieur Brook, dit Malone, comme tous les gens d demi sincères. »

Il y a plus d'ongereux que les gens d demi sincères, monsieur Malone. Ce sont les gens fanatiquement sincères. »

Il reste que les aventures de Malone sont aussi un vrai polar, avec suspenses, meurtres divers, manipulations de tous ordres. Mais, on l'a vu, nul n'est obligé de se limiter à cette lecture-là. On peut s'inventer plusieurs fils conducteurs, on peut jouer pleinement d'une supposée liberté de lecteur – en fait, Rio nous manipule, lui aussi, et le seul à être vraiment libre de son invention et de ses intentions, c'est lui, l'auteur – pour explorer tous les chemins d'une singulière réflexion sur la liberté. Ni naïve, ni moraliste, ni... policière.

Josyane Savigneau

(1) *Manhattan Terminus* paraît en poche (« Points » Seuil n° 326).

هكذا من الأهل

Lorsque Melville se découvre écrivain

A vingt et un ans, l'auteur de « Bartleby » s'embarque pour les mers du Pacifique. Au retour, il livre ses expériences dans « Taïpi » et « Omou ». Du récit, il passe au roman avec « Mardi », odyssée lyrique d'une obscure flamboyance qui contient en germe l'œuvre à venir

TAÏPI, OMOU, MARDI
Œuvres, 1
de Herman Melville.
Édition établie, présentée et
annotée par Philippe Jaworski,
avec la collaboration de Michel
Imbert, Dominique Marçais,
Mark Niemeyer, Hersher Parker
et Joseph Urbas.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Théo Varlet et Francis Ledoux,
Philippe Jaworski et Rose Celli,
Callimard, « Bibliothèque de la
Pleiade », 1418 p., 410 F.

Dans le monde de la littérature, la loi de la perspective paraît souvent diamétralement opposée à celle qui régit le monde physique : bien des écrivains grandissent en s'éloignant. Ainsi Herman Melville (1819-1891), qui est mort quasiment ignoré, ce qui n'est pas étonnant quand on sait que, en 1853, un incendie avait ravagé les entrepôts de son éditeur, et que, faute de demande, aucune réimpression de ses romans n'avait eu lieu de son vivant.

Après sa disparition, l'oubli s'acharnait sur lui, au point que même la mention « chroniqueur de la vie maritime » que lui accordait l'Encyclopédie britannique ne sera guère retenue par les historiens de la littérature jusqu'aux années 1920, alors que T. E. Lawrence, D. H. Lawrence, Waldo Frank et Lewis Mumford, entre autres, découvraient le plus grand romancier américain du XIX^e siècle.

Aujourd'hui, Melville est un classique, et davantage : un classique privilégié car, contrairement à la plupart de ses confrères en immortalité, son œuvre est lue par un vaste public - tout au moins Moby Dick, son sixième ouvrage, entrepris, paraît-il, comme un simple récit de chasse à la ba-

leine, que la lecture de Shakespeare et la rencontre de Hawthorne auraient transfiguré. Shakespeare, qu'il n'a lu qu'aux abords de la trentaine, parce que ses yeux « à demi aveugles, dit-il, délicats comme de jeunes moineaux », n'arrivaient pas à déchiffrer les caractères trop petits des exemplaires qui lui étaient tombés sous la main.

Cela dit, ce classique bien fréquenté est une sorte de Protée réduit d'ordinaire à l'un de ses aspects : on néglige l'habitant d'un monde de fautes indéchiffrables, de sentiments énigmatiques et d'une violence extrême, étouffé par le poids de la culpabilité calviniste, au bénéfice du jeune homme qui, à vingt et un ans, s'embarque sur un baleinier ; et qui, déserteur, passe aux îles Marquises quelques semaines chez les cannibales Taïpi, assiste à l'exécution des châtiments corporels infligés aux marins pour cause d'ivresse, à la pendaison de trois hommes soupçonnés d'avoir formé une mutinerie.

Peu à peu, il va donner une ampleur mythique à son odyssée et, aussitôt retrouvée la terre ferme, lorsqu'il décide d'écrire le récit de ses expériences dans les mers du Pacifique, il ne fait pas encore à proprement parler de la littérature, mais déjà bel et bien de la mythologie.

Au reste, le réalisme de Taïpi (1845) et de Omou (1847) n'existe pas vraiment dans la réalité ; il est l'insupportable réalisme du rêve, voire celui, également invraisemblable, de l'intime souvent métamorphosé par l'imagination : « Rêves / Rêves dorés ! », s'exclame-t-il dans Mardi, infinis et dorés comme les prairies en fleur du Rio Sacramento... Prairies oronnées comme des éternités, jonquilles aux pétales d'or battu, et les troupeaux de mes rêves paissant comme des buffles jusqu'à l'horizon, paissant tout autour du monde, et je bondis

avec une lance pour en saisir un, avant qu'ils ne s'enfuient ».

A l'entendre, dans Taïpi et Omou, Melville transcrit ses expériences de marin ; dans Mardi, en revanche, c'est sans ambages qu'il met sur ses aventures l'empreinte de son esprit, où se mêlent un lyrisme grandiose et des inquiétudes métaphysiques, le goût de la satire et des situations outrées : il se découvre écrivain, avec une force d'adhésion à la littérature romanesque que rien, tout au long de sa vie, ne réussira à affaiblir : « Mon plus cher désir est d'écrire la sorte de livres dont on dit qu'ils sont des échecs » ; et en constatant celui (qui dure toujours) de son premier roman : « Le

Melville encore... Signalons également deux autres parutions : Trois nouvelles doubles de Melville, écrites entre 1853 et 1854, traduites par Bernard Hoepfner avec la collaboration de Catherine Corfau. Elle débute toutes trois à Londres où Melville se rendit en 1849, mais font référence (comme en un reflet de l'autre côté du miroir) à la vie de l'écrivain aux États-Unis (éd. Carré, 130 p., 69 F).

Les îles enchantées, récit d'un voyage en baleinier fin 1841-début 1842 dans les eaux de l'archipel des Galapagos et d'une aventure de chasse à la tortue, que Melville proposa onze ans plus tard à son éditeur. Son manuscrit ayant été refusé, le texte sera publié en 1854 dans le Putnam's Monthly Magazine sous le pseudonyme de Salvador R. Tarnmoor, puis à nouveau en 1856 dans le recueil de nouvelles Piazza Tales (avec les Trois nouvelles doubles précitées), cette fois sous le nom de Melville.

temps, qui résout toutes les énigmes, résoudra Mardi ».

Rose Celli, qui le traduisit il y a une trentaine d'années, reconnaît que Mardi continuait de faire « figure étrange » parmi les ouvrages de Melville, mais elle soutient que l'on y trouvait « la base, les moyens et peut-être la clé » de l'édifice achevé. Philippe Jaworski, responsable de la présente édition, ne prétend pas le contraire : « ... un livre de référence pour tout le reste de l'œuvre ».

Il n'est pas interdit de penser que le jugement le plus juste est celui exprimé par Hawthorne

dans une lettre à une connaissance commune : « Mardi est un livre riche, avec ça et là des profondeurs qui obligent le lecteur à se sauver à la nage ». Les deux écrivains allaient se lier d'une de ces amitiés dont on peut dire qu'elles ressemblent aux histoires d'amour, en ce que l'un des partenaires aime, et l'autre a la patience de se laisser aimer. Pierre Leyris ébauche de façon très subtile cette relation, en juxtaposant la réponse que Melville fait à Hawthorne - lorsque celui-ci lui écrit, après lecture de Moby Dick, une lettre qui abonde en éloges - et un paragraphe du Faune de Marivaux, le roman que Hawthorne écrit huit ans plus tard, quand

hausse du col : « C'est un homme qui a les instincts les plus distingués à tous égards, à ceci près qu'il est un peu hétérodoxe en matière de linge propre ».

Pour revenir à Mardi, on s'abstiendra d'exhorter le lecteur hétérodoxe à lire les 592 pages que le roman compte dans « La Pleiade » : seuls les universitaires en mal de sujet pour une thèse de doctorat supporteront sans lâcher prise l'épreuve à laquelle ils seront soumis.

Pour Borges, qui a préfacé des livres de Melville, Mardi est « un roman inextricable, à peu près insaisissable, mais dont l'argument essentiel est une anticipation des obsessions et du mécanisme du Chateau, du Procès et d'Amérique : une poursuite interminable sur un océan illimité ». Il trouvait aussi que Kafka projetait une curieuse lumière ultérieure sur Bartleby, le plus célèbre des comtes brefs de Melville.

Or il faut reconnaître que, ici et là, des échos d'un lyrisme qui rappelle le Cantique des cantiques récompensent le lecteur persévérant ; et que le lecteur studieux sera étonné de voir qu'un jeune homme sans culture, vers 1847, a introduit, dans des pages bouillonnantes, des réflexions sur l'ouvrage qu'il est en train de rédiger, et qu'il lui arrive de parler lui-même en tant qu'auteur : « Quand il songeait à certaines de ces pages écrites fébrilement, les yeux à demi aveugles, les tempes battantes, le cœur oppressé, il se disait : "Non, cela signifie quelque chose". Et puis, quand, de nouveau, il pensait à ce Mardi pressé et tapageur, le découragement le reprenait : "Qui donc y fera attention ?" se disait-il ; "tous ces vaniteux, tous ces brailleurs se soucient-ils de moi ?" (...) Ils pensent que le grand écrivain est celui qui conclut le meilleur marché pour ses marchandises, et je ne suis pas un marchand. Pour la seule raison qu'il est

ancien, ils adorent quelque ancien médiocre et se moquent du prophète dont les lèvres ont été touchées par la pierre ardente. Ce sont des hommes qui ne seraient pas des hommes s'ils n'existaient pas de livres (...) Qui me lira ? »

Eh bien ! Il sera lu par un assez vaste public lorsqu'il écrira, dans l'espoir de gagner de l'argent, un chef-d'œuvre involontaire que les connaisseurs considèrent comme son livre le plus autobiographique : Redburn - l'histoire de ce fils de famille engagé dans la marine marchande qui, accourré de façon ridicule, chassé de botines à talons hauts, à cause desquelles il manque, à chaque pas, de passer par-dessus bord, s'ingénie à faire l'homme du monde devant un équipage prompt à humilier ce déclassé qu'il soupçonne aux plus cruels apprentissages ; et qui, ensuite, enfin parvenu à destination, s'égare dans le labyrinthe des rues de Liverpool, se repaissant à l'aide d'un plan vieux d'un siècle, sur lequel il a méticuleusement appris la topographie de la ville et l'emplacement de momuments depuis longtemps disparus.

Le travail du maître d'œuvre de ce premier volume, Philippe Jaworski, est impeccable. Et l'on peut se réjouir que la plus prestigieuse des collections françaises couronne enfin l'un des plus grands rêveurs de la littérature, car les écrivains à la gloire desquels le temps portera incontestablement atteinte seront les réalistes consciencieux : la réalité se démaillait à mesure qu'elle est tissée ; le rêve, en revanche, traverse les siècles. Si l'on pouvait pratiquer une coupe à une certaine profondeur dans l'esprit des hommes, on verrait que ce qu'ils ont vraiment en partage, ce sont les rêves.

(1) D'où vient-tu, Hawthorne ? Callimard, 1986. ...

romans policiers

Noir majeur

NOCTURNE
d'Ed McBain.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jacques Martinache,
Presses de la Cité, 282 p., 110 F.

Entre eux, les flics s'appellent le « cimetière ». La mauvaise période sur le tableau de roulement. Celle qui couvre les heures vides de la nuit. Quand la ville fait le plein de cadavres... Sous la plume d'Ed McBain, les grandes métropoles américaines, symbolisées par Isola, la cité qu'il a créée voilà quarante et un ans, se font de plus en plus sauvages. Et cette Nocturne, quarante-huitième volet de la célèbre saga du 87^e District, se joue en noir majeur. Les vieilles femmes, ex-pianistes virtuoses, meurent solitaires et misérables, dans des relets de pisse de chat et de mauvais whisky, la poitrine criblée de balles de revolver. Les étudiants masquent « pour s'amuser » des petites prostituées de dix-neuf ans démolies par le crack. Et de paisibles retraités, exécutés par l'incessant concert de klaxons qui résonne sous leurs fenêtres, n'hésitent pas à tuer de sang-froid les chauffeurs de taxi qu'ils tiennent pour responsables... Virtuosité du récit, concision de l'écriture, vivacité des dialogues, acuité de l'observation sociale, humanité du regard, l'inventaire des talents de McBain n'est plus à faire. L'humour, malgré tout et fort heureusement, n'est pas le moindre.

● **LA MORT ET LA BELLE VIE**, de Richard Hugo
C'est un roman noir tout en couleurs. Lumineux comme les paysages du Montana qui lui servent de décor. Chaleureux et pittoresque comme son personnage principal, Barnes la Tendre, un flic non violent. Un poète. Plus enclin à taquiner la muse ou la truite que les braqueurs de banque. C'est un livre qui ressemble à son titre : La Mort et la Belle Vie. Allégre et sans illusion. Désespérément humain. Parfaitement tendu sur le fil d'une intrigue sans reproche - une série de meurtres particulièrement brutaux dont la résolution prendra mille chemins de traverse... La Mort et la Belle Vie est l'unique roman de Richard Hugo (1923-1982), poète reconnu, professeur de création littéraire à l'université du Montana. Cette nouvelle traduction particulièrement soignée (il avait été publié en 1981, à la « Série noire » sous le titre navrant de Meurtres couverts d'or) est un bonheur (traduit de l'anglais, États-Unis, par Michel Leclercq, Albin Michel, 268 p., 120 F).

● **LA PEAU DU TAMBOUR**, d'Arturo Perez-Reverte
On s'installe dans cette histoire avec la même excitation que celle du pirate informatique du premier chapitre pénétrant dans l'ordinateur central du Vatican. En se désolant par avance des savares obscures de ces tourments labyrinthiques dont Arturo Perez-Reverte s'est fait une spécialité. Tous les ingrédients à la base du succès du Tableau du maître Jannard et de Chub Dumas sont présents dans La Peau du tambour. Le mystère, avec une série de morts inexplicables survenues dans une pényne, dans la grande tradition du roman-feuilleton, avec l'esquète à haut risque d'un « gendarme de Dieu », envoyé du Vatican et les manigances d'une aristocrate de vénérable lignée, diablement séduisante. Le jeu de miroirs, quand le récit vient croiser une histoire d'amour tragique vieille de plus d'un siècle... La magie cependant n'opère pas. La mécanique tourne à vide. Les chapitres s'éternisent en longueur. Le lecteur attend le miracle avec l'obstination désespérée de Carlotta Bruner, l'aidée de la belle aristocrate, guettant la voile blanche de son amant sur le Guadalquivir. Jusqu'à ce que gagne l'ennemi. Inexorablement (traduit de l'espagnol par Jean-Pierre Qujano, Seuil, 457 p., 140 F).

Racines imaginaires

Par ses fables, mêlant mythe et réalité, Rushdie, l'expatrié, consolide sa « patrie littéraire »

EST, OUEST
(East, West)
de Salman Rushdie.
Traduit de l'anglais par François
et Danièle Marais,
Pion, « Deux croisés »,
180 p., 110 F.

Il y a un an, lors d'une magistrale intervention publique au Centre Pompidou (Le Monde du 23 février 1996), Salman Rushdie avait exposé l'une des questions fondamentales de son œuvre romanesque comme, d'ailleurs, de son propre destin : celle du déracinement et de la nécessité pour lui, l'expatrié, l'enfant de Bombay devenu londonien à l'âge de quatorze ans, de se reconstruire une appartenance et plus précisément, comme le reflète le titre de son recueil d'articles, une « patrie imaginaire ».

Si ses romans, des Enfants de minuit au Dernier soupir du Moure, mêlent dans un désordre joyeux, ment baroque l'histoire et les mythologies, les temps et les lieux, Rushdie n'est pas pour autant un apôtre du cosmopolitisme mais plutôt, au contraire, un écrivain en mal de racines. Au cours de cette même conférence, il allait jusqu'à exprimer avec humour sa « jalousie » vis-à-vis de Faulkner, Dickens ou Rudyard Kipling : « Eux connaissent le monde auquel ils appartiennent », disait-il, évoquant la difficulté, « pour un écrivain itinérant, de créer artificiellement ses racines sous ses pieds ».

Ce même défi est à l'origine du recueil de nouvelles qui vient de paraître sous le titre Est, Ouest. Le titre, là encore, dit bien l'enjeu. Construit en trois parties (« Est », « Ouest », « Est, Ouest ») se subdivisant chacune en trois nouvelles, le livre, qui épouse la forme des contes orientaux, commence sa route dans différentes villes d'Inde avant de rencontrer un décor occidental britannique, fantasme et mythique, où se réécrit en vrac, à

l'envers, passées au tamis d'un imaginaire qui aurait tous les droits, les histoires d'Hamlet ou de Christophe Colomb. Quand les nouvelles se font plus réalistes, c'est pour exposer les allées et venues indécises entre l'Inde et l'Angleterre, un mélange troublant, la nostalgie, l'impossibilité de trancher sur la nature du « chez soi », le refus de choisir.

Dans cette dialectique d'une (voir Le Monde daté 16-17 Mars) appartenance à l'Orient, à l'Occident, aux deux ensemble, chacun devient le palimpseste de l'autre à l'image des œuvres littéraires dont Rushdie, qui en est profondément imprégné, se fait à la fois l'héritier et le déclinisme amusé. De Hamlet au Magicien d'Oz en passant par Les Mille et Une Nuits ou Tristram Shandy, les livres sont secoués comme dans un comète à des pour réapparaître sous forme de contes protéiformes. C'est le mélange qui prévaut, non seulement entre l'Est et l'Ouest, mais entre l'ancien et le moderne, la mythologie et le réalisme, et l'écrivain joue des intrusions les plus crues de l'un à l'autre dans la bande permanente, définitive et créatrice, d'un héritage littéraire éclatant sous des déguisements multiples, toujours vivants.

Au passage, il fustige l'état des sociétés modernes où tout est à vendre, même les chaussons miraculeux, même la magie des contes. « A quoi servent des histoires qui ne sont même pas vraies ? », demandait, ailleurs, un personnage de Rushdie. La question vaut aussi pour ce modeste recueil de nouvelles : ni aussi impressionnant ni aussi jubilatoire que ses grandes œuvres, Est, Ouest n'en rappelle pas moins le contrat romanesque par lequel le mensonge, ou le non-réalisme, est là pour dire la vérité.

Marino Van Renterghem
* Signalons le brillant essai de Marc Foré et Alexis Massery, Salman Rushdie. Seuil, coll. « Les contemporains ».

livraisons

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **JOURNAL 1901-1929**, de Korneï Tchoukovski
Korneï Tchoukovski (1882-1969), écrivain et critique soviétique, a tenu un journal depuis 1901 jusqu'à sa mort ; en voici le premier volume. Ami des poètes et des peintres, des prosateurs, d'écrivains et des musiciens, Tchoukovski dresse les portraits au quotidien de tous ceux qui ont fait la culture russe avant, pendant et après le grand chamboulement de 1917 - Blok et Essénine, Boulmine, Mandelstam et Maïakovski, Chaliapine, Nabokov et Répine ainsi que ceux de tant d'autres prosateurs ou martyrs, habiles, médiocres ou véritables génies. A cette époque, l'ébullition doublée d'un étouffement, qui allait se transformer en sanglante répression, justifie sans doute la distance prudente que nous attendons le second volume, consacré aux années les plus sombres... (texte établi par Elena Tchoukovskaïa, traduit du russe par Marc Weinstein, Fayard, 593 p., 198 F). E. R.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

● **LES RACINES DU FIGUIER**, de Charles Lancel
Dans le métro qu'il balade, Hugo s'arrête parfois, oublie l'univers souterrain en écrivant ses souvenirs à l'intention de son fils Vito. Juif français, il est comme « nouveau-né expulsé du ventre de sa mère » depuis qu'il a quitté son Tunis natal. Coupeur de cuir, ce « prince du tranchet » y était célèbre. Désormais, parmi « les pauvres, les fileux, les exilés », il n'est pas simple de s'adapter à la nouvelle vie. Vito s'en accommode. S'il fait des mémoires, c'est en attendant d'être de l'Académie française. Sur les thèmes du déracinement, du mélange des cultures et de leur fusion, Charles Lancel, en plaçant sa galerie de personnages à Belleville, décrit avec bonheur, et sans charger le trait, un univers pittoresque où l'humour est antidote de la mélancolie et des difficultés à survivre (Pion, 305 p., 118 F). F. R. L.

● **DORMEZ-VOUS ?** de Geneviève Deleury
Lorsque entre Quentin et Marthe le désir d'un enfant paraît, il se pose en obstacle. Marthe n'en veut pas. Ce pourrait être un sujet de rupture, mais elle a une solution : que Quentin se marie avec une autre, soit père, et qu'ils continuent de leur côté à se voir, s'aimer. Avec Annonciade, l'épouse, l'inéprouvable loi romanesque s'installe. Prétexte à des sujets plus graves, il n'est heureusement pas l'essentiel de ce récit. Plus importantes : la raison qui contraint Marthe à son refus, la fragilité des sentiments face au pouvoir que possède un enfant, à son insu, la vie en société avec ses lois, son conformisme. Traité sans surcharge de commentaires, ce roman décrit avec originalité l'imbroglio né d'amours rivales qui devraient être complémentaires (Balland, 160 p., 80 F). P. R. L.

● **LES PORTS DU NORD**, de Françoise Bouillot
Jim, l'écrivain américain que sont venus accueillir au Havre ses anciens amis, gardait sur lui, autrefois, un exemplaire du Temps retrouvé. Dix-sept ans plus tard, deux femmes et quatre hommes se souviennent de leurs vingt ans dans les années 70. Françoise Bouillot tisse avec une grande maîtrise ces va-et-vient souvent douloureux entre l'intimité difficile des retrouvailles et les rêves de jeunesse que la mémoire déjà altère. Les Ports du Nord mêle la confusion des sentiments d'un passé privilégié aux sursauts et aux spirales de l'histoire. Embarque-t-on jamais pour ces grands voyages de l'amitié ? Les départs sont imaginaires, le temps vite perdu. (Seuil, 218 p., 98 F). H. M.

مكتبة الأمل

POLITIQUE

• par Gérard Courtais

Chirac en triptyque

UN PRÉSIDENT TRÈS ENTOURÉ
de Anne Fulda. Grasset, 300 p., 118 F.SALE TEMPS POUR LA RÉPUBLIQUE
de Claude Angeli et Stéphanie Mesnier.
Grasset, 236 p., 109 F.LE ROMAN D'UN PRÉSIDENT
de Nicolas Domenach et Maurice Szafran. Plon, 320 p., 125 F.

D'écidément, la France a une conception bien romanesque de la politique. Il lui faut de l'intrigue et de l'aventure, des rires et des larmes. Des héros, si possible. Ce fut le cas, il y a deux mois, avec l'avalanche d'ouvrages sur François Mitterrand. Un an après la mort de l'ancien chef de l'État, le personnage l'emportait encore sur le bilan. Cela menace, à nouveau, avec son successeur. Déjà s'esquissent, autour de Jacques Chirac, de semblables romans d'un président.

Roman à l'eau de rose, chez Anne Fulda. Bienveillante jusqu'à la complaisance, notre consœur du *Figaro* ne nous épargne aucun cliché. Voilà le jeune Chirac rencontrant sa future épouse à la bibliothèque de Sciences-Po et l'enrôlant sur le champ, Chirac « *bulldozer* » de Pompidou, Chirac « *accro* » du téléphone, Chirac tâtant le cul des vaches, Chirac et son jardin corrézien, sa passion pour le Japon, son amour des arts premiers... Quant aux qualités de l'actuel occupant de l'Élysée, le florilège est édifiant. Ne fait-il pas la démonstration d'une « *puissance de travail phénoménale* », d'une « *humilité rare chez les puissants* », d'un « *pragmatisme sans coïncidence politique* » ? Sa personnalité n'est-elle pas ce « *subtil mélange d'exotisme et de rusticité* » ? Bref, « *la France n'est pas à sa mesure, l'Occident non plus* », conclut-elle. Femmes le bon !

Passer d'Anne Fulda à Claude Angeli, c'est quitter Harlequin pour la « *Sé-rie noire* ». Rien, ou presque, ne résiste à cette chronique au lance-pierre des vingt premiers mois de la présidence Chirac. Dans les coulisses de ce « *ca-fouillage* » permanent, le rédacteur en chef du *Canard enchaîné* voit d'abord la responsabilité d'une équipe dirigeante qui n'est « *pas de taille* ». « *Son échec, c'est d'abord cela, un déficit de compétences avant même toute question d'idéologie, de politique ou de programme* », attaque-t-il.

Et les rafales se succèdent. Tous azimuts. Trop brutales pour ne pas être aveuglées. Le mouvement social de l'automne 1995 ? Il démontre une « *super-be ignorance des réalités sociales* ». Le dossier Corse ? Il tourne à la « *tragico-comédie* », tant « *l'incohérence est totale* » au sein même du gouverne-

ment. Quant aux offensives diplomatiques de la France au Zaïre, à l'ONU ou vis-à-vis de l'OTAN, elles vivent au « *fiasco* » car, « *comme à son habitude, Chirac est parti au combat sans assurer ses arrières et sans alliés sûrs, notamment en Europe, face au rouleau compresseur américain* ». L'accusation d'amatisme devient plus lourde à propos des menaces de terrorisme intégriste importé d'Algérie. Selon Angeli, le gouvernement n'aurait pas pris au sérieux les avertissements multiples que lui auraient adressés les services de renseignement français au printemps 1995, puis à nouveau en novembre 1996, quelques semaines avant l'attentat de la station de métro Park-Royal.

Entre l'hagiographie et le réquisitoire, enfin, Nicolas Domenach et Maurice Szafran, dessinent de Jacques Chirac un portrait fouillé, nuancé, riche de multiples témoignages, boursés d'écrits originaux. Avec une question de départ effectivement passionnante : comment le Chirac « *à l'agonie* » de 1988, « *seul avec lui-même et ses angoisses, dans une mairie déserte* », comment le Chirac « *spectateur* » impuissant de la seconde cohabitation, « *berné* » par Balladur et « *bléché* » par les siens, comment ce Chirac qui confie sa lassitude à Jérôme Monod en ces termes, un jour de 1994 : « *Il ne me reste que mon chauffeur, ma femme et ma fille* », bref, comment cet homme-là a-t-il pu se relever d'une telle débacle et l'emporter, en mai 1995 ?

Les deux auteurs s'efforcent de cerner le bonhomme et les ressorts intimes qui lui ont permis de résister à tant d'adversités. Ainsi des relations avec Balladur : « *Chirac, monstre de superbe, ne pouvait concevoir qu'un subalterne, un fonctionnaire, même hors du commun, puisse venir le chercher dans son secteur de compétence, lui disputer son os, le pouvoir suprême. Plus encore que par Balladur, c'est d'abord par lui-même que Chirac a été trahi, par son intelligence politique défective* ». « *Mépris contre mépris, ces deux amis-là n'ont cessé de se méfier* ». De cette écriture, le candidat Chirac tirera un « *puissant stimulant* », « *un euphorisant même : le désir de vengeance* ».

Jacques Chirac ne se trompera pas seulement sur Balladur. Jusqu'en décembre 1994, il « *reste persuadé qu'au dernier moment, Pasqua prendra position en sa faveur* ». Sans mesurer la force du « *dépit* » que nourrit, contre lui, le ministre de l'Intérieur. Un an plus tôt, il avait commis une erreur similaire en tentant de ramener dans son giron, avec des accents paternels, ce « *démocratique gommé* » de Sarkozy. Plus subtil, Balladur avait pris au sérieux les ambitions du maire de Neuilly.

Au fond, Chirac fait preuve d'une part de naïveté et d'un manque de perspicacité surprenants. Sauf sur lui-même. Imperturbablement, envers et contre tout, il est « *seul à croire en son destin* ». Et à ne pas négliger l'appui le plus fragile, l'alliance la plus improbable, en cet automne 1994 de toutes les déficiences : sa stratégie de neutralisation de Valéry Giscard d'Estaing, « *employée dans le miel de cette considération qu'il affectionne* », est un modèle du genre. La façon dont il entretient, peu à peu, une « *solidarité de condamnés à mort, l'un politiquement, l'autre physiquement* », avec le président Mitterrand n'est pas moins fascinante. Au-delà de tous les combats passés, ces deux-là, notent Szafran et Domenach, « *se dopent à l'adversité, pas aux dards d'âme* ». Au point d'échanger les messages secrets – Pihan, Benamou, Bergé, côté Mitterrand – et de nouer une complicité tardive pour entraver la marche, alors triomphale, de Balladur. Secrets également, au printemps et à l'été 1994, les travaux d'approche qui conduiront au ralliement d'Alain Madelin, par l'entremise, notamment, de l'industriel François Pinault, ami de l'un et proche de l'autre.

On regrettera seulement que cette enquête fléchisse à partir du moment où Jacques Chirac entre à l'Élysée. Caustiques, aigus, attentifs mais vigilants à l'égard du candidat Chirac, les deux auteurs paraissent vaguement témoins par le président de la République. Le roman, il est vrai, convient mieux aux personnages désespérés que triomphants.

PASSAGE EN REVUE

• « *Villa Gillet* »

Le dernier numéro paru des cahiers de la *Villa Gillet* (n° 5) reproduit les communications présentées lors de deux séminaires qui se sont tenus dans cette institution lyonnaise : le premier intitulé « *Récits d'espace* », avec des textes de Georges-Arthur Goldschmidt, Henri Gaudin, Jacques Réda, Claude Burgelin (sur Perce et l'autobiographie comme « *récit d'espaces* » et poème), Jacques Rancière (une belle analyse des espaces politiques dans *Le Curé de village* de Balzac), Pedrag Matvejević (une méditation sur les espaces adriatiques), Jean-Christophe Bailly (sur les immensités russes). Le second ensemble est consacré au grand roman posthume de Pasolini, *Petrolio*, traduit chez Gallimard en 1995. On pourra y lire, outre une contribution de René de Ceccatzy, traducteur de ce roman, des analyses de Catherine Lépoint, Hervé Joubert-Laurentin, Jacqueline Risset et Jean-Marc Beaulieu (Villa Gillet, 25, rue Chazière, 69004 Lyon).

INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

LA NOUVELLE ASIE CENTRALE
ou la fabrication des nations
d'Olivier Roy.
Seuil, 324 p., 140 F.

Les expériences historiques de formation d'États-nations sont nombreuses et variées. Le modèle français s'oppose à l'unification allemande ou italienne. Dans le tiers-monde, la création d'États sur les débris de la colonisation n'a que de très lointains rapports avec la guerre d'indépendance des provinces américaines. Dans sa partie occidentale, la fin de l'empire soviétique a quelques points communs avec la chute des empires multinationaux ottoman ou habsbourgeois. Voilà pourtant une nouvelle variante de la « *fabrication des nations* » : la variante d'Asie centrale qu'Olivier Roy présente avec une érudition tellement naturelle qu'elle en devient accessible à tout un chacun. Les Républiques d'Asie centrale, affirme-t-il, sont une création artificielle du soviétisme, qui a d'ailleurs employé des méthodes analogues à celles du tsarisme pour contrôler ces vastes territoires, intégrer les populations dans un cadre étatique, et empêcher l'émergence d'un sentiment « *national* » transcendant les solidarités de groupes, c'est-à-dire le panslavisme ou le panturquisme.

Ces républiques sont nées d'un décret de 1924 qui leur donnait leurs frontières, leur nom, leur passé réinventé, la définition de leur ethnicité par la langue. Les ethnologues stalinistes se sont alors mis au travail pour apporter après coup un fondement pseudo-scientifique à une décision bureaucratique. Pour justifier l'exis-

ECONOMIE

• par Philippe Simonnot

LE PREMIER DES ROTHSCILD
MEYER AMSCHEL, FONDATEUR
DE LA DYNASTIE
(Founder)d'Amos Elon.
Traduit de l'anglais par Patricia Blot,
Calmann-Lévy, 228 p., 120 F.

Il a bien fallu que cette fabuleuse puissance, cette fortune légendaire aient eu un commencement. On s'ennuierait quelque peu de lire un ouvrage de ce genre, quel que soit le mélange de basard et de nécessité. Amos Elon décrit une fulgurante, le destin de Meyer Amschel (1744-1812). Naitre dans l'un des ghettos les plus sordides d'Europe pour devenir au tournant du siècle sans doute le banquier le plus influent d'un monde d'antijudaïsme, tel est ce effet le prodige accompli par le premier des Rothschild.

Dans la sinistre *Juden-gasse* (la rue aux Juifs) de Francfort, il était d'usage que les habitants portent le nom de leur maison. C'est ce que fit au XVIII^e siècle un certain Isaac Eichenman Rothschild qui emprunta son patronyme à une petite maison appelée *Zum Roten Schild* (l'Écusson rouge). Premier coup de sort. Ensuite la famille dénichait plusieurs fois, tout en continuant à s'appeler Rothschild.

Dans le mouvement d'émancipation des Juifs d'Allemagne, Francfort était en retard. Ce n'est qu'au milieu des années 1790 que les habitants de la *Juden-gasse* furent autorisés à sortir le dimanche, mais seulement après cinq heures de l'après-midi, pour aller prendre l'air sur la seule allée-promenade qui leur était ouverte. Et encore devaient-ils subir des avanies de la part des « *gentils* », du style : Juif, ôte ton chapeau et fais ta révérence. La célèbre *Juden-sau*, une fresque obscène peinte sur une voûte de la tête du pont de Francfort montrait aux voyageurs des Juifs en train de manger les ex-

RELIGION

• par Henri Tincq

NOUS AVONS TANT DE CHOSES

À NOUS DIRE
de Rachid Benzin et Christian Delorme.
Albin Michel, 255 p., 89 F.

VIVRE AVEC L'ISLAM

Ouvrage dirigé par Annie Laurent.
Ed. Saint-Paul, 288 p., 100 F.

Christian et Rachid. Le grand blond et le grand brun. Le premier dépasse de vingt ans son cadet, mais de tribunes en manifestations, ils sont inséparables, comme deux frères. Le premier, Christian Delorme, est un prêtre lyonnais à qui l'expression de « *curé des Minguettes* » – qu'il n'est plus – va comme un gant, tant il est présent dans toutes les luttes de défense des immigrés. Le deuxième est enseignant, responsable d'une association de jeunes beurs de Trappes (Yvelines) appelée « *Issue de secours* », tout un programme.

Ils viennent d'écrire ensemble un livre qui est plus que le témoignage bouleversant d'une amitié possible entre un chrétien et un musulman. C'est un acte de foi dans un dialogue entre deux confessions monothéistes qui, avec les assassinats de prêtres en Algérie ou les églises incendiées en Égypte, ressemble de plus en plus à une folie. Il réplique, de manière cinglante, à l'accusation d'« *angélisme* » lancée par Annie Laurent, politologue, dans un autre ouvrage qui accuse les chrétiens de malice face à l'islam « *conquérant* ». Deux livres, deux versions diamétralement opposées de la relation entre christianisme et islam. Ils sont le fruit d'histoires personnelles différentes, mais aussi de convictions et

Le puzzle ethnique soviétique

tence d'une unité ethnique par la langue, celle-ci devait être artificiellement distinguée des langues voisines, sinon identiques. Ce travail de différenciation se poursuit actuellement, parallèlement à l'élimination du russe au profit de l'anglais comme langue véhiculaire. Ces peuples avaient certes une histoire mais une histoire qui n'avait aucun rapport avec les délimitations administratives introduites par l'URSS ; aussi fallut-il leur reconstruire un passé en éliminant de la mémoire collective toute identification à un ensemble plus vaste (panislavisme) et toute référence aux luttes contre la Russie.

La République soviétique avait beau être un cadre vide, elle a produit ce qu'Olivier Roy appelle « *une effet de réalité* ». Elle n'est installée parce que s'est créée une élite bureaucratique qui n'a d'autre avenir que dans le cadre « *national* » (il est pratiquement exclu qu'un « *cul noir* », comme les Slaves nomment dédaigneusement les peuples du Sud, fasse carrière en dehors de sa république). La collectivisation des terres dans les années 30 mit fin au nomadisme, fixa des groupes ethniques sur des terres appartenant à d'autres, provoqua des rivalités souvent manipulées par le pouvoir central mais productrices de nouvelles solidarités.

Pour les idéologues communistes, il ne s'agissait que d'une étape vers la constitution d'un ensemble véritablement supranational habité par l'homme soviétique. Mais le paradoxe souligné par Olivier Roy, c'est que les formes économiques et sociales destinées à établir le système soviétique se sont coulées dans l'organisation ancestrale, le *kolkhoze* a fonctionné comme la tribu, son président comme le nou-

veau khan ; le Parti communiste est devenu « *le lieu de la promotion sociale, mais selon la structure traditionnelle du clientélisme* » ; le clergé musulman officiel un rouage de l'État tandis que le clergé parallèle était plus ou moins toléré, car le KGB est soit « *local et complice* », soit « *lointain et ignorant* ».

Aussi l'URSS, comme la Russie avant elle, a été une machine à fabriquer des États-nations. Après 1991, les élites communistes locales ont en qu'à occuper les structures étatiques sans songer à remettre en cause les frontières héritées de la période soviétique à cause de l'émigration même des ethnies. Les tensions ethniques existent mais l'auteur, qui parcourt depuis des années la région, estime qu'elles peuvent être maintenues à un niveau strictement local. Même le Tadjikistan, où le conflit est ouvert, ne fait pas vraiment exception, car les luttes de pouvoir y opposent moins les communistes aux islamistes que des clans régionalistes entre eux. La Russie recule, surtout dans les républiques qui possèdent des ressources naturelles. Les illusions turques et iraniennes sur leur influence potentielle dans la région se sont évanouies. Pendant ce temps, les Américains s'implantent, attirés par l'odeur du pétrole.

Contrairement aux apparences, affirme Olivier Roy, qui, en spécialiste de l'islam, parcourt depuis des années ces contrées, « *l'Asie centrale n'est pas la Yougoslavie* ». On y retrouve le puzzle ethnique et la dissolution d'un État multinational comme dans les Balkans, mais il manque un ingrédient : les Républiques de l'Asie centrale – et c'est l'originalité congénitale – sont des nations sans nationalisme.

La stratégie Rothschild

créments et têter le lait d'une truie. Elle ne disparut en 1802 qu'avec la démolition de l'édifice.

Quatrième d'une famille de huit enfants dont cinq survécurent, Meyer Amschel reçut une éducation juive selon une tradition inchangée depuis le Moyen Âge. Il fit sa scolarité dans un *heder* qui dispensait un enseignement exclusivement religieux, centré sur la Torah et ses interprétations. Versé après verset, les cinq livres de Moïse étaient lus en entier, d'abord en hébreu, ensuite dans leur traduction en judéo-allemand (à ne pas confondre avec le yiddish). À six ans, le jeune Rothschild parlait couramment les deux langues. Entre sept et huit ans, il aborda l'exégèse du Talmud, puis l'exégèse de l'exégèse, et une troisième langue : l'araméen. Comment des adolescents juifs quittant l'école à treize ans sans connaître les mathématiques, ni savoir lire et écrire l'allemand, pouvaient-ils affronter la réalité du monde extérieur et se lancer dans les affaires ? « *Le mystère reste entier* », reconnaît Amos Elon. Pour lui comme pour ses lecteurs, malheureusement.

En tout cas, Rothschild, s'il voulait faire fortune, avait devant lui une voie déjà tracée par de nombreux prédécesseurs : devenir le confident d'un des princes de ce monde, dans la lignée des « *juifs de cour* », faire un beau mariage, de nombreux enfants, et bien les marier, y compris entre eux ! Le reste dépendait de Dame Fortune, en l'occurrence les guerres et révolutions d'une époque particulièrement troublée.

Meyer Amschel appliqua ce programme à la lettre. Très tôt, il jeta ses dévolu sur le jeune Kronprinz Guillaume qui deviendrait bientôt landgrave de Hesse, en faisant son goût pour les monnaies anciennes. Ainsi accéda-t-il dès 1769 (il a vingt-cinq ans) au statut de « *facteur*

de cour ». En 1780, il devint le banquier favori du prince Karl Anselme de Thurn und Taxis, qui occupait depuis le XVI^e siècle la fonction héréditaire de maître de poste du Saint Empire romain germanique – une organisation qui couvrait la plus grande partie de l'Europe centrale. Guillaume de Hesse, quant à lui, était à la tête d'une fortune colossale, accumulée à partir de trafic en tous genres, y compris la vente de paysans en tant que soldats et son propre appui à la coalition anti-française. Chassé par Napoléon de ses terres, il devra confier à Rothschild la gestion d'une grande partie de ses placements, faisant du même coup la fortune de son fidèle banquier. La guerre, le blocus continental, le financement de l'armée de Wellington au Portugal, autant d'occasions pour Rothschild et ses fils de démultiplier leurs affaires et leurs occasions de profit.

Le programme matrimonial est lui aussi soigneusement suivi. Meyer Amschel épouse Gudie Schnapper, fille du facteur de cour de Saxe-Meiningen, et lui fit dix enfants. Schönlé, l'aînée, est mariée à Benedikt Moses Worms, descendant lui aussi d'un riche agent de cour. Amschel, le fils aîné, fait de même. Huit ans après avoir débarqué en Angleterre, Nathan, le plus doué des fils, épouse la fille de Lévi Barent Cohen, considéré comme le juif le plus riche d'Angleterre. Etc. Le cadet Jacob, devenu James à Paris, prend un autre parti : il convoite tout simplement avec Betty, la fille de son frère Salomon, inaugurant une longue série d'endogamie destinée à éviter la dispersion du patrimoine. Près des deux tiers des petits-enfants de Meyer Amschel se marieront entre eux, assure Amos Elon.

Resté jusqu'à sa mort fidèle à sa judéité, Rothschild avait fait la preuve que chez les *goyim* l'argent était une meilleure carte de visite que le baptême.

Confessions croisées

renvient également à des enjeux de civilisation. Rachid vient d'une famille pieuse du Maroc. De sa jeunesse à Kenitra, il retient « *les bruits et les silences* » de la prière et du Dieu de son père qui l'a « *la douceur du meilleur des miels* ». L'itinéraire de Christian Delorme passe par celui de Martin Luther King et de Lanza del Vasto, c'est-à-dire par un univers de justice et de non-violence. Soit l'Église, c'est celle du grand souffre des années 60, du concile Vatican II (1962-1965), qui a décrété la liberté de conscience et de religion et mis fin au vieux adage « *Hors de l'Église, point de salut* » qui a justifié des siècles d'ignorance et d'exclusion.

Les intégristes de chaque camp hurleront à la lecture de ce livre à deux voix. C'est d'abord Rachid Benzin, le musulman, qui parle de Jésus, commente avec émotion le récit des Béatitudes, et Christian Delorme qui rétablit la « *vérité* » sur Mahomet, que la caricature s'obstine à traiter de chef de guerre, dont il brosse un surprenant portrait où l'on retrouve les traits de Moïse, du roi David, de saint Paul et de Jésus. Ce regard croisé n'est pas fait pour brouiller les pistes, encore moins favoriser on ne sait quel syncrétisme. Pour le prêtre comme pour le jeune musulman, c'est une manière d'exprimer une foi en un Dieu qui, loin d'écraser les hommes au de les condamner, est toujours du côté des blessés et des humbles.

Le Dieu des chrétiens et le Dieu des musulmans est également celui des pauvres et des désemparés. C'est un Dieu de miséricorde et de pardon, ou un Dieu de vengeance et de punition. De l'inquisition aux ayatollahs, l'histoire bégale. Celle d'une instrumentalisation politique de la religion qui caricature l'histoire et

les écritures, déforme les regards, agresse les consciences, alimente les stéréotypes, nourrit les barbaries intégristes de chaque camp.

Entourée de quelques solides spécialistes comme Roger Arnaldez, le Père Maurice Borrmans ou notre collaborateur Jean-Pierre Péroncel-Hugot, Annie Laurent, dans son livre sous-titré « *Réflexions chrétiennes sur la religion de Mahomet* », ne nie pas les déviations historiques du message, ni les récupérations politiques qui servent jusqu'à aujourd'hui les intentions dominatrices et expansionnistes de l'islam. Mais elle s'alarme de l'apparent renouveau de « *conversion* » qui serait aujourd'hui celui des autorités catholiques, surtout en France, face à une religion qui méconnaît si fort la laïcité, persécute des chrétiens, ignore toute « *réciprocité* » et foule les droits des minorités religieuses dans les pays musulmans.

Mais c'est un discours qui date et, pire, conforte les thèses léninistes. Annie Laurent en est restée à l'Église des années 70, celle qui, dans la foulée du concile, ouvrait généreusement les bras et des églises vides aux musulmans expatriés et dévalorisés. Il y a belle lurette que la hiérarchie catholique, depuis Rome, a corrigé le tir et que le pape lui-même encourage un dialogue prudent avec l'islam. « *Sans capitulation, ni irénisme* », écrivait-il dans une encyclique de 1991. Si les bons sentiments et la naïveté sont les pires ennemis du dialogue interreligieux, ne se désarme pas l'intolérance, à laisser croire que derrière chaque musulman se cache un fanatique et derrière chaque chrétien une volonté de ressusciter les croisades. A cet égard, le livre de Christian Delorme et de Rachid Benzin est d'une utile pédagogie.

هكذا من الظاهر

izzle ethnique soviétique

la stratégie Rothschild

nfessions croisées

CE QUE LE SIÈCLE M'A DIT
Mémoires
de Dominique Desanti.
Plon, 694 p., 165 F.

C'était au temps où les femmes élégantes portaient des manteaux de zibeline et les hommes bien mis des pardessus à col de velours. L'odeur du croûton de cheval, dans les rues de Paris, substituait sous l'éclat des klaxons. Aux carrefours, les sergents de ville portaient pèlerine et bâton blanc. On venait d'inventer les passages cloutés. Le Front populaire avait deux ans, et Dominique Desanti était déjà jeune fille. Elle se souvient avoir régulièrement posé des roses rouges, en cachette, le jour de l'anniversaire du poète, sur le paillason de Paul Valéry. Breton, elle allait le guetter furtivement dans le fond de quelques-uns de ses bars habituels. Jovet, pour sa part, vient dire à son père que la petite avait été très bien dans le rôle d'Elvire du *Don Juan* de Molière, travaillé en cachette. Peut-être est-ce une des clés de cette curieuse fille, qui traverse le siècle en militante et en témoin : admirer la rassure. C'est pourquoi elle ne cesse d'observer à la loupe de grands hommes disparates. Elle en connaît bon nombre et les admire presque tous, de Picasso à Lacan, de Malraux à Foucault. Il est vrai que, par ailleurs, le discernement politique n'a pas toujours été son fort : « stal » après la guerre, elle ne s'est même pas reconvertie, après avoir quitté le Parti en 1956, dans l'anticommunisme professionnel. En calcul, finalement, elle a tout faux. Son fort est plutôt la grammaire du cœur. Dans les imprévus de l'émotion et les coups de génie du hasard, l'aventurière au fil du temps a trouvé matière à vivre.

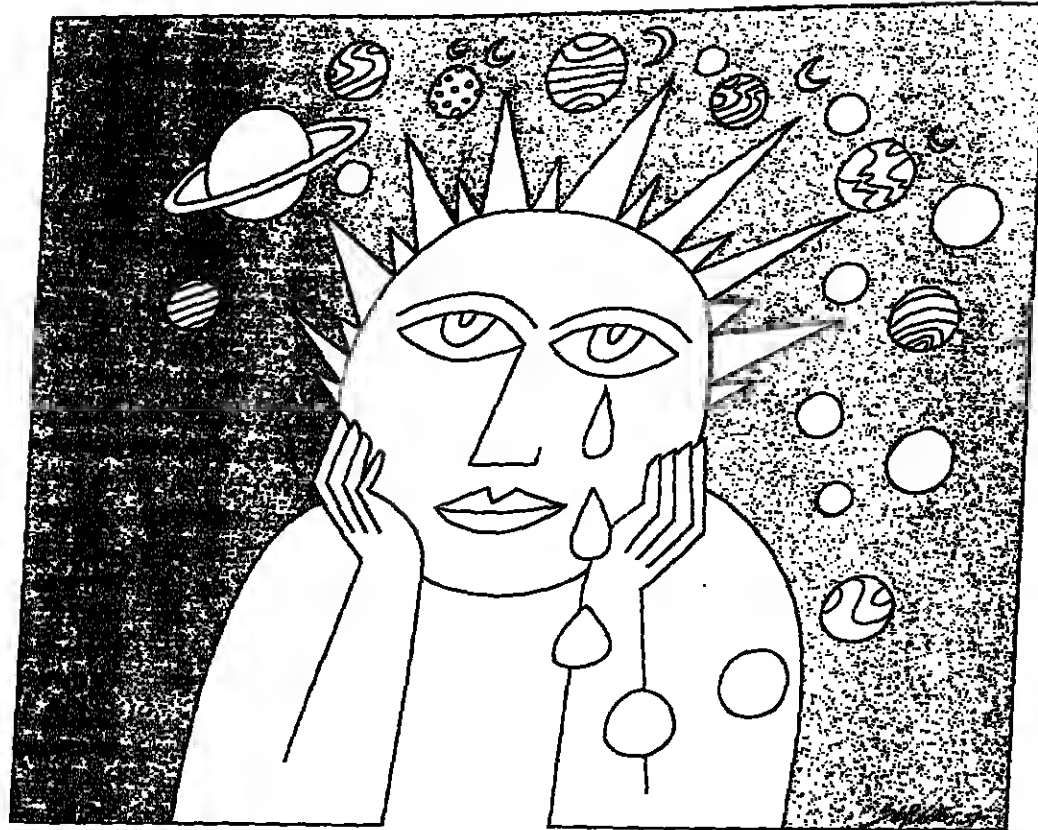
On ne demandera pas à ces souvenirs d'avoir l'exactitude des historiens ni la précision des archives. Dominique Desanti a consacré d'autres ouvrages à la reconstitution de certains aspects de l'après-guerre, notamment *Les Staliniens* (Payot, 1976). Le projet de cette plongée dans le temps vécu est différent : ramener, pièce-mise, petites phrases, grands sentiments, faits

Certaines vies s'inventent par hasard et se poursuivent par ruptures. En décrivant ses chemins singuliers, du Front populaire à nos jours, Dominique Desanti rappelle à sa manière que la mémoire vivante n'est pas le savoir historique

notables, craintes fugitives, désarçonnements, enthousiasmes d'un jour, illusions éphémères, rencontres durables. Parmi les bons divers que des Mémoires peuvent pourvoir, plusieurs sont ici volontairement délaissés : on ne trouvera, dans ces centaines de pages, ni l'obsession de présenter le bon profil ni le souci d'expliquer l'histoire universelle. Pas même la volonté de bien ranger ses tiroirs et laisser la chambre tirée au cordeau. La cohérence ne naît pas d'une reconstruction rationnelle des événements et de leur sens. Elle provient du ras des jours, menu mélange des sentiments intimes et des accidents singuliers avec les vents de l'histoire. La trajectoire du père, par exemple. Emigré russe, avocat d'affaires, il élève seul sa fille, en un temps où cela est encore plus rare qu'à présent. Ses clients le paient quand ils peuvent, parfois jamais, les fournisseurs suivent le même mouvement, à l'envers. Trapéziste de luxe, l'homme eut visiblement de l'élegance, des mots justes et du cœur. Son sens de la liberté, la jeune fille le doit d'abord à cet esprit cultivé et sensible qui lui apportait son petit déjeuner au lit. Le livre est dédié à sa mémoire.

Une rafale de mitraille, en Allemagne, au bord d'une voie ferrée, a mis fin à ses jours. Lui qui

Le hasard et l'émotion



devise « Never complain, never explain » (ne jamais se plaindre, ne jamais expliquer) fut assassiné par les nazis. Dominique Desanti rappelle, de manière pudique et bouleversante, les jours d'attente au Lutetia, où sont regroupés après la Libération les déportés revenant à Paris. Sont demeurées gravées en elle, intactes au mot près, les phrases de celui qui lui apprit finalement la vérité. Pourquoi, tant d'années, n'en a-t-elle rien dit ? Sans doute était-ce trop terrible, trop insupportable. Ce n'est certes pas moins aujourd'hui, mais, en rédigeant des Mémoires, en tentant de retisser les fils défaits des existences perdues, on s'efforce aussi de réparer, comme on

absences sans retour. Mais on a beau écrire, ça ne passe pas, ça revient, inchangé, la même douleur qu'au moment même, intacte sous le temps passé.

Heureusement, il y a les autres - les surprises de l'amour et les risques du hasard, les tribus successivement traversées, les entrevues, les bien-aimés ou les seuls croisés. Le rayon des portraits est abondamment fourni. On y trouve, entre autres, Cavallès, Sartre et Beauvoir, Groethuyzen, Paulhan, Lazareff, Lacan, Verdiguier. Et Jean-Toussaint Desanti, le plus proche compagnon de route, rencontré rue d'Ulm avant la guerre. Bien qu'il préfère Balzac alors qu'elle ne jure

n'est pas tout le monde qui peut se vanter d'avoir eu Merleau-Ponty et Jankélévitch à sa noce ! Les Desanti traversent ensemble la Résistance, le Parti, les années d'après. On découvre qu'une fois ils ont failli se perdre, à force de vouloir vivre en liberté. Car jamais leur couple ne fut conforme aux règles de bienséance bourgeoise, exigeant la fidélité et suscitant la tromperie. Ils ont choisi au contraire d'être fidèles à leur tendresse en refusant de se mentir, au risque de se blesser. Et puis, malgré le temps et les crises, tout a tenu, par quelque complicité indéfectible et secrète. Dans l'entrelacs des luttes politiques et des affaires de cœur, la mémoire après coup se re-

fuse à choisir. Elle continue à tout mélanger, à ne pas pouvoir faire le tri. Rien à voir, décidément, avec le travail des historiens. Eux veulent des documents, des archives, des dates qui se recoupent, des informations vérifiables. Des traces toujours. Ils cherchent aux événements des causes assurées, écartent les grains de sable du hasard. Le bruit et la fureur s'annulent en silence dans des boîtes en carton. Les vies confuses et incertaines des êtres vivants deviennent par force des épures. La plupart des émotions pourtant ne figurent pas dans les registres des paroisses ni les cartes des ministères. Elles submergeaient les humains, sans préavis ni tampon. Quand on tente de dire comment on a vécu, on se souvient plutôt de la couleur du ciel que de la date exacte dans les calendriers. On sait immédiatement la joie ou le dégoût, pas nécessairement le contexte. Il paraît possible de dire ce qui est advenu, mais non pour quel motif. Des événements ont surgi, infimes ou gigantesques, voilà tout. Ce qu'il en reste, à côté des récits détaillés et des études savantes, ce sont des indignations, des révoltes, des hontes, des colères, des espérances, des obstinations. Toute une suite de rires et de pleurs, plutôt que des chiffres et des raisons.

C'est pourquoi les êtres vivants sont finalement très embarrassés. Ils se souviennent de trop de choses à la fois et pas dans le bon ordre. Des détails les encombrant, la couleur d'un vin ou le retour d'une ritournelle. Des souvenirs de frisson leur donnent la chair de poule. Quelques miettes de vieille joie les consolent indéfiniment. On pourrait supposer que l'intérieur de leur tête n'est pas un disque dur, mais un disque mou, au fonctionnement aléatoire. Incapable de retrouver une information isolée de tout contexte, il ferait revenir à la mémoire des grappes de données disparates. Des dates et des paroles, évidemment. Mais aussi des émotions accrochées aux dos des livres, des affects intacts sous la poussière des jours, des villes entières sous un détail. Pour le reste, voyez Proust.

Quand la communication menace la démocratie

A lire Dominique Wolton, force est de constater que la crise de confiance entre les intellectuels et les médias, mais également entre ces derniers et le public ne cesse de croître. Ainsi, par trop pessimiste, égrène-t-il les effets pervers des médias sur notre société

PENSER LA COMMUNICATION
de Dominique Wolton.
Flammarion, 402 p., 135 F.

Au-delà de l'ambition du titre et du propos, le dernier ouvrage de Dominique Wolton constitue le bon reflet d'un phénomène pour le moins préoccupant : la crise de confiance qui ne cesse de s'approfondir entre les intellectuels et les médias. Bien sûr, en spécialiste du domaine, Dominique Wolton ne se range pas dans la cohorte grandissante de ceux qui ne voient dans la communication qu'un nouvel outil d'oppression et d'abrutissement des masses. Sa condamnation sans appel, ici réaffirmée, de la télévision thématique et son peu de goût pour Arte, considérée comme un ghetto élitiste propre à dispenser les autres chaînes de maintenir une offre culturelle de bon aloi, sont certes bien connus. Mais ils ne viennent que pour mettre en relief le rôle assigné aux chaînes généralistes : mêler programmes de loisir et culture. Elles seules juxtaposent des publics hétérogènes qu'une société de plus en plus hiérarchisée et figée croise de moins en moins.

On le voit, l'ouvrage de Dominique Wolton, sagement ordonné à la manière d'un cours (chaque chapitre est nourri d'une importante bibliographie), se veut d'abord une réflexion politique et philosophique sur la société dans laquelle nous vivons. Ainsi, si les chaînes généralistes remplissent à ce point une fonction de rassemblement, c'est parce qu'elles drainent encore la majorité d'un public moins sensible que prévu aux sirènes communautaires et différentielles. Aux Etats-Unis même, où les chaînes thématiques prolifèrent depuis deux décennies, les chaînes généralistes (ABC, CBS, NBC), caracolent toujours en tête des audiences à plus de 60 %. Pourquoi ? Probablement en rai-

son du désir d'"être ensemble" et de maintenir le "lien social", juge l'auteur de *Penser la communication*. Peut-être aussi parce qu'elles sont les vecteurs d'une identité nationale qu'il juge « indispensable », tandis que le multiculturalisme, lui, serait « impossible dans les faits ».

« COMMUNION »

Dominique Wolton rappelle que l'origine du terme « communication » se trouve dans « communion ». Avant la promesse technique, la communication demeure la promesse d'une relation à autrui réussie (la « communication normative » est opposée à la « communication fonctionnelle »). Or, à l'heure où l'on confond allègrement l'universalisme avec la mondialisation, la démocratie avec Internet, l'audimat et les sondages avec le suffrage universel - confusion que masque souvent le thème de la « démocratie de l'information » -, n'est-ce pas la « communication fonctionnelle » qui est en train d'écraser l'impératif éthique ? Quoi de plus triste, résume Dominique Wolton en une formule saisissante, qu'un « cybercafé » où les « internautes » soliloquent devant l'écran alors que l'épreuve par excellence consisterait plutôt à parler au voisin qui tapote sur son clavier.

Oui, c'est bien une préoccupation d'ordre éthique que, avec vingt années de recherches, met en avant ce théoricien de la communication, qui réalisa avec Mgr Lustiger deux entretiens diffusés sur Antenne 2 en janvier 1988, « Le Choix de Dieu » (le texte en est publié aux éditions de Fallois). Des recherches dont l'objet serait en fonction de la multiplication des antennes paraboliques. Bref, la belle équation entre développe-

ment de la communication et approfondissement de la démocratie n'aurait plus la belle évidence de jadis. La presse, autrefois symbole même du contre-pouvoir, ne cède-t-elle pas, depuis le Watergate, à la tentation délicate de s'instituer en « quatrième pouvoir » (avec la complicité des juges), sans sanction ni responsabilité ? Le divorce silencieux entre la presse et l'opinion, que Dominique Wolton invoque sans cesse, s'expliquerait par cette dérive, mal perçue par les journalistes mais d'ores et déjà insupportable aux « récepteurs ».

Dominique Wolton a une conception optimiste et généreuse du « récepteur » - le grand public -, qui n'est jamais assez passif, selon lui, pour ne pas faire défection. L'opinion ne se réduit jamais, chez lui, à cette « spirale du silence » aux réactions purement émotionnelles et manipulable à merci qu'y ont vu certains théoriciens comme Elisabeth Noelle-Neumann (laquelle avait commenté sa carrière dans la presse nazie, sous l'œil protecteur d'un certain Josef Goebbels). Pourtant, Dominique Wolton a tendance du coup à convoquer avec un peu trop de facilité les foules anonymes et excédées dont il se fait ici le porte-parole dans un discours antitaylorien de facture assez classique, quand il dénonce les « cinquante » vedettes de la presse, les « trois cent soixante dix mille » eurocrates, les lobbies de tout poil, bref des « élites » politiques et médiatiques formant des couples « diaboliques ».

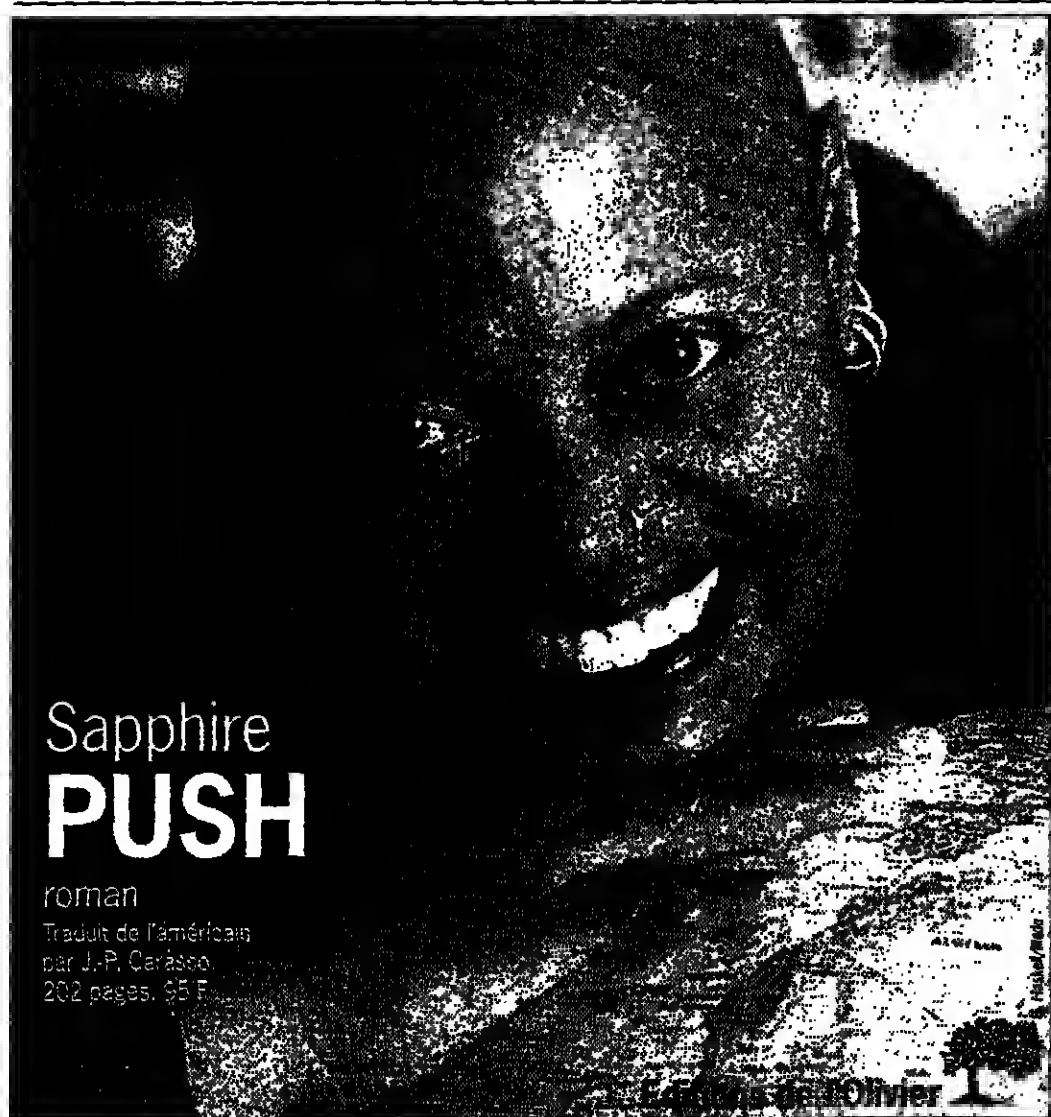
Comment, dans un monde effectivement envahi par la communication plutôt que par l'information, ne pas souhaiter, avec lui, de la part des journalistes un peu plus d'autocritique ? Comment ne pas

dénoncer les connivences entre politiques et médias, entre presse et finance ? La course effrénée à l'espace public, effet pervers de la démocratisation, confère aux journalistes un rôle de « passeur » qui agace souvent, et parfois à juste

titre, les intellectuels. Le monde du savoir est préoccupé de la puissance nouvelle de médias qui désorganisent la connaissance. Pour autant, une inquiétude d'origine toquévillienne sur les dérives de la démocratie, via les dérives de la

presse, est-elle déjà d'actualité ? Ne traduit-elle pas à sa manière le caractère récent du consensus démocratique dans notre pays ? N'est-il pas un peu tôt pour se désenchanter ?

N. W.



Sapphire
PUSH

roman
Traduit de l'américain
par J.-P. Carasso
202 pages, 65 F.

* Signalons la sortie en poche du précédent essai de Dominique Wolton, *Naissance de l'Europe démocratique*, Champs, Flammarion, 455 p., 60 F.

مكتبة الأمل

Le retour de Malthus

Sylvie Brunel aux prises avec une autre « Horreur économique », celle des « peuples en trop »

CEUX QUI VONT MOURIR DE FAIM de Sylvie Brunel. Seuil, 234 p., 120 F.

Viviane Forrester décrivait dans son livre, *L'Horreur économique*, la situation d'une société où de plus en plus d'hommes sont inutiles du fait du système de productivisme dans lequel nous vivons. Pour Sylvie Brunel, ce sont des « peuples » qui sont en trop, car tout se passe comme si des gouvernements locaux, voire l'Occident, admettaient que la faim n'est pas si mauvaise conseillère, puisqu'elle permet de réduire la masse des pauvres et le danger qu'ils constituent pour ceux qui sont au pouvoir sur place et pour les nantis du monde.

Sylvie Brunel se démarque de tous ceux (Lester Brown, Club de Rome, etc.) qui pensent que la planète est trop peuplée. En tout cas, elle a fait depuis longtemps, avec d'autres experts, des calculs qui montrent que le monde est tout à fait capable de nourrir ses habitants si la volonté est là (1). Elle constate d'autre part qu'à de très rares exceptions près il n'existe plus de grandes famines « climatiques ». En revanche, un phénomène trop ignoré gagne : celui de la multiplication des « petites famines ». Elles ne tuent pas des milliers de personnes, mais « seulement » des centaines, périodiquement, régulièrement, à travers le monde et dans l'indifférence générale.

Moins visibles, moins exploitées médiatiquement, ces famines-là ne déclenchent pas d'armées humanitaires. Au reste, l'aide alimentaire n'a jamais été aussi faible et les préoccupations de nos contemporains ont varié. Selon les sondages, la faim dans le monde, longtemps en tête, arrive maintenant au troisième rang, derrière le chômage et la paix.

Sylvie Brunel va beaucoup plus

loin dans son réquisitoire. Les expériences sur le terrain (Action internationale contre la faim) lui ont fait comprendre qu'aujourd'hui « les affameurs » sont récompensés. Des exemples de stratégie de famine volontaire sont donnés : en Somalie, en 1992, des femmes et des enfants mouraient de faim à côté d'entrepôts de grain remplis à craquer ; de même pour les Tona-regs en 1983, pour l'Éthiopie en 1984, où l'aide du monde entier fut utilisée pour transférer à grande échelle des populations. Sans parler des gouvernements qui tirent prétexte d'une prétendue famine pour solliciter l'aide alimentaire, revendue ensuite pour remplir les caisses de l'État, ou qui attendent le dernier moment pour obtenir plus de subsides. On en est arrivé ici et là (en Bosnie notamment) à protéger l'aide plus que les victimes : assurer la sécurité des convois humanitaires devenait la principale finalité des opérations d'assistance.

Les malthusiens sont de retour. « Le droit d'être mortels ne peut pas appartenir à tous » (Malthus). La tolérance à l'égard de la disparition de certains s'accroît. « Plutôt que de lâcher du lest sur les jachères, ce qui permettrait d'accroître la production, nous laissons flamber les prix des céréales ». Les nantis refusent aux pauvres le droit qu'eux-mêmes se sont octroyé de mener une existence meilleure.

Sans doute faut-il clamer haut et fort « le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes (2) ». Mais, lorsque l'exigence est là, ce ne sont pas les techniques d'approvisionnement qui manquent, mais la responsabilité des dirigeants des pays riches de s'en servir sans tergiverser.

Pierre Drouin

(1) Lire aussi à ce sujet le livre de François Monnier : *Terre nourricière*, qui vient de paraître à L'Harmattan (202 p., 160 F.).

(2) Titre du livre de Bernard Hervieu (Flammarion, 1996).

CONJUGAISONS de Georges Balandier. Fayard, 412 p., 150 F.

La mémoire est une grande maison inachevée. Pour l'anthropologue qui y pulse les pierres de sa vie, qui s'y perd avec plaisir nu qui se laisse glisser dans la douceur des souvenirs nettoyés de la poussière, la mémoire est une réserve nuverte nu tout se compose et se recompose avec un désir constant de la nourrir d'autres sacs de sable et de mnts. Georges Balandier a la passion des mots et des choses de la nature. Il a aussi la passion des rencontres avec des êtres que le destin et le hasard mettent sur son chemin. Il en parle avec amitié et sobriété. Le fait de décrire des sociétés et des cultures de la différence donne à l'intelligence et à la sensibilité l'occasion d'un dépassement créateur.

Il découvrira les éléments de la nature en Afrique, à travers des expériences nu le choc des cultures se vit dans la subtilité. La frontière entre l'ordre de la nature et celui de la culture est floue. Tout s'imbrique et l'irrationnel anime la vie quotidienne en donnant au mythe une grande place. L'irréel se mêle à la réalité nu le temps échappe à toute mesure. Le jeune chercheur qui arrive dans les an-

toine Benjelloun

nées 40 chez les Lébus, premiers occupants de l'actuelle Dakar, apprendra à corriger des impressions fautes ou simplement des idées acquises de manière rapide. Il écrit : « Nous avons oublié ces relations originelles en substituant aux significations et aux alliances initiales des utilisations, des calculs traduits en profits et en commodités de vie personnelle ».

Il devra son initiation à l'eau à une vieille prêtresse, Tyabandao, celle qui fait « ce qu'il y a à faire ».

Une vie conjugée à l'Autre

Georges Balandier a la passion des mots et des rencontres. C'est en terre africaine que l'anthropologue a forgé son destin et sa conscience. Mémoires d'un nomade humaniste

dans la mer pour ouvrir les chemins aux pêcheurs, celle qui recouvre la mer du « vêtement mystique ». La rencontre, plus tard, avec un autre maître, un sage, un ascète mauritanien, Mokhtar Ould Hamidoun, l'homme arrivé d'outre-sable, sera aussi déterminante. Il dira de lui qu'il est à l'origine de son initiation d'anthropologue. Au Gabon, ce sera la rencontre avec la forêt qui bouleversera sa vision de l'espace. Au Mali, les Dogons lui apprendront que le verbe fait le monde et que le partage de la parole est aussi essentiel que le silence lourd de sens. C'est surtout au Bénin qu'il décou-



Georges Balandier.

Georges Balandier est né le 21 décembre 1920 en Haute-Saône. A partir de 1954, il fut professeur et directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales depuis 1954. En 1966, il fonda le laboratoire d'études sociologiques et géographiques africaines au CNRS. Spécialiste des sociétés africaines, il est l'auteur de nombreux ouvrages. Son dernier essai, *Le Dédale*, avait paru chez Fayard en 1994. Il collabore au *Monde des livres* depuis 1986.

vrira Léga, un dieu maître des paroles. Partout nu il ira, sa curiosité, sa disponibilité seront comblées.

Cette errance riche de connaissances et de droute l'habillera à repenser ce qu'il appelle son « passé simple », celui de l'enfance et de la généalogie familiale. Une enfance séduite par le mythe et les récits des aventures cinématographiques. La figure du grand-père maternel, Constant, l'homme à l'œil de verre, sera marquante. Il constate l'absence de figure féminine dans son apprentissage de la vie. Le retour sur soi le met en parallèle avec l'enfance africaine. La formation initiale et les rites de passage donnent aux enfants africains davantage de liberté. En tant qu'écuyer, il avoue avoir été « docile », impressionné par son instituteur,

M. Plane. Mais tôt, sous l'impulsion des événements, il accéda à l'âge d'homme.

Avoir vingt ans sous l'occupation est vécu comme une turbulence formatrice. Peu de place pour les illusions et le rêve. La France de l'époque était le pays du « secret et du soupçon ». C'était aussi celle de la résistance. Il sera intégré dans une unité des Forces françaises de l'intérieur et prendra le maquis sous le nom du « Parisien ». Georges Balandier cite Walter Benjamin : « Lorsque les choses suivent leur cours, c'est la catastrophe ». Ce fut ainsi qu'il voyait venir les années de honte et de dé-

ex-bagnard qui lui dit : « Oublie tes écoles, reste au seul collège de la vie ». Curieusement, nu sent que « la vie » se situe en Afrique et le regard sur la vie s'enseigne à Paris. C'est vrai qu'il découvrira une Afrique pleine de couleurs, de bigarrures, d'odeurs intenses et de bruits, ce qui « donne encore de l'éclat à la pauvreté ». Une société exprime ce qu'elle est dans la façon dont elle traite ses morts. En Afrique, les morts et les vivants sont indissociables. Il y a moins d'angoisse, moins de morbidité dans le rapport que l'Occident entretient avec ses morts. Pour lui, c'est une leçon de vie : « Mon expérience africaine m'a montré, avec le fort grossissement d'une autre optique culturelle, la présence des disparus dans la société des vivants ».

Ce sera avec lucidité qu'il vivra aussi bien mai 68 que la révolution iranienne (Bani Sadr fut son étudiant). Il restera attentif aux pays en décolonisation où il eut des rencontres fabuleuses, où sa mémoire fut emplit de diversité, de couleurs et d'épices fortes. Comme il dit, il préservera « la part de lucidité, de l'appréhension critique et de [sa] propre liberté dans chacun de [ses] engagements ».

Si la mémoire est un enjeu d'existence, ces mémoires sont la reconstitution de plusieurs tableaux d'une vie qui n'a cessé d'errer à la recherche de soi à travers la rencontre et la découverte d'autres façons de voir et d'exister. Georges Balandier a suivi le rythme des temps pour raconter sa turbulente liberté et son nomadisme inassouvi. Cette conjugaison est un hymne à l'ouverture, à l'enrichissement par le temps donné aux autres et à l'hospitalité qu'on a naturellement face au visage qu'on accueille.

★ Georges Balandier sera l'invité de « Drnit d'antenns » sur La Cinquième, le dimanche 23 mars.

La psychanalyse sous le visage du lexique

Entre la diversité des « courants », des écoles, des concepts, comment se repérer dans cette discipline ? Evitant tout dogmatisme, Elisabeth Roudinesco et Michel Plon relèvent le défi. Et manifestent l'idéal de science qui gouverne pratique et théorie psychanalytiques

DICTIONNAIRE DE LA PSYCHANALYSE d'Elisabeth Roudinesco et Michel Plon. Fayard, 1191 p., 295 F.

Il en est des dictionnaires comme des définitions : ils doivent respecter un idéal de complétude ; dire tout ce qui est requis par leur objet mais s'en tenir aux limites de l'objet. Quand celui-ci est la psychanalyse, être exact, complet, explicite, semble se heurter aux conditions qu'impose l'histoire : diversité presque infinie des « courants » et des écoles, qui vont se divisant sans cesse en des points sensibles d'orthodoxie et d'hérésie, variété des concepts qu'aucune architecture ne condense, extension géographique anarchique qu'aucune règle n'a ja-

mais su nommer. Ces difficultés intrinsèques sont résolues par Elisabeth Roudinesco et Michel Plon, dans le *Dictionnaire de la psychanalyse* qu'ils font paraître aujourd'hui. C'est un livre clair et distinct. C'est une histoire de la psychanalyse qui s'effrit sous le visage du lexique. C'est un lexique des concepts qui prendrait le visage d'une histoire, d'une généalogie. Lire les notices d'un tel dictionnaire, passer de l'une à l'autre grâce aux renvois systématiques et aux signes qui invitent au parcours, nous éclaire sur la théorie et la pratique analytiques, sur le double registre de la genèse de leurs catégories et de la structure des concepts majeurs du freudisme, comme des notions et des systèmes élaborés par les disciples des générations successives.

L'idéal de complétude est atteint, autant qu'il est possible, dans la série des noms propres, qui traverse l'ouvrage comme une lignée baroque de figures pathétiques nu souveraines. Non seulement, nous lisons de considérables biographies des fondateurs, nu encore des grands artisans, celles d'un Jones, d'un Abraham, d'une Melanie Klein, mais il y a un grand nombre de figures locales, de maîtres régionaux, sans qu'aucun pays ne se voie oublié où la psychanalyse ait produit ses effets.

Les biographies si nombreuses des analystes s'entrelacent ainsi à celles des grands analystes, aux cas déterminants. L'Homme aux rats, bien sûr, ou Dora, ou Aimée. Aussi bien des figures mineures qui signent de leur aventure la naissance d'une pratique, l'émergence d'une notion. Le roman familial, le roman politique et le récit de la folie singulière se croisent et nous disposent à penser que la psychanalyse ne se développe jamais si bien qu'en des circonstances d'exception, nu le sujet de l'inconscient impose son inquiétante étrangeté aux constructions imaginaires dont se tisse notre réalité. Rien de plus passionnant

que cet immense labeur de biographe qui donne ici des résultats d'histoire. Dans les troubles, les errances, les affrontements qu'ont connus les hommes et leurs patients, les sujets de la souffrance et ceux de la connaissance, nous déchiffrons comment une science progresse : par chocs internes et hasards maîtrisés, aussitôt déplacés par un nouveau hasard. La biographie est ici l'épistémologie elle-même, dans la mesure où l'analyse s'ordonne tout entière au désir, sous l'ombre de la double demande, celle

Christian Jambet

de l'analysant qui attend un savoir impossible, celle de l'analyste qui tente de ne point résister au réel, quitte à décevoir la demande. Biographies aussi bien des hérétiques, dont la présentation relève ici le génie, l'invention lovée dans le fourmillement. Il importait peu que Reich eût été décrié fou, s'il témoigne à sa façon de la vérité. Il suffit que celui qui expérimente les limites ait, en sa recherche, ouvert la voie, même s'il se heurte à l'impossible, puisque celui-ci est productif.

L'histoire des écoles ne se contente donc pas des grandes lignées, nées toujours de coupures profondes : l'orthodoxie freudienne maintenue contre vents et marées, la renaissance de la vérité même de l'analyse dont le souci hante les diverses étapes de l'œuvre de Jacques Lacan, les courants « annafreudiens », les écoles américaines, moins rigoureuses sans doute, ici présentées dans la positivité qui les anime. Les hérésies sont minutieusement étudiées, non pour l'erreur qui s'y ferait jour, mais pour l'importance qu'elles ont en tant qu'hérésies. Un seul, peut-être, échappe, me semble-t-il à la règle universelle de bienveillance écoute : C. G. Jung. Il faudrait décider une bonne fois de traiter Jung comme un hétérologue du freudisme qu'en philosophie pratique, une étrange combi-

naison de psychophilosophie, qui le situe mieux dans la lignée d'un Schelling ou d'un Jakob Böhme qu'en celle de l'analyse proprement dite. Alors seulement son œuvre, intrinsèquement unie à la science des religions, pourra devenir lisible à ceux que Lacan a définitivement situés dans son sillage, pour le plus grand bien de la théorie et de la pratique.

Freud et Lacan sont légitimement présentés comme les maîtres d'où les grandes coupures conceptuelles ont pu naître : fondation et refondation. C'est ainsi que l'en-

semble des concepts freudiens et lacaniens est ici l'objet d'une étude systématique. Même si nous disposons déjà d'un travail élaboré d'exposition en divers lexiques, rien ici qui fasse double emploi. C'est la présentation des concepts, comme celle des figures et des écoles, n'en oublie pas l'histoire. Les concepts ont leur histoire, leur acte de naissance, leurs mutations et leurs limites. Lacan n'a point toujours pensé le réel, le symbolique, l'imaginaire, et s'il les a au fond toujours présentés avant de les concevoir, il importait d'apprendre comment il les avait conçus. Le renouveau n'est pas installé dans l'œuvre de Freud comme une notion amorphe. Les pratiques de la cure varient. C'est l'ensemble de ces histoires et de ces métamorphoses qui peut apporter la clarté et c'est lui qui fait l'objet central de cet ouvrage.

Il me semble que la méthode ici à l'œuvre est gouvernée par deux principes majeurs : éviter ce que les auteurs nomment le « dogmatisme » et manifester au plus haut point que la psychanalyse, contrairement à ce qu'on dit aujourd'hui, ici ou là, est gouvernée par l'idéal de la science. L'esprit qui gouverne le *Dictionnaire de psychanalyse* est celui des Lumières. Le « dogmatisme » est visé, non sans rapport avec ce qu'il peut être dans le champ de la politique : les auteurs ont en tête le

destin du marxisme. Ainsi la question du *mathème* dans la psychanalyse - qui est question centrale - reçoit-elle ici une double réponse : c'est le nécessaire aboutissement de l'entreprise lacanienne, fidèle à cet esprit freudien qui veut que tout puisse être enseigné, dans la rigueur d'une théorie. Mais le paradoxe d'un *mathème* où l'idéal de la science serait atteint par une science dont l'objet est, par excellence, ce qui excède tout schéma, le voici : le *mathème* est nécessaire et impossible, nécessaire parce qu'impossible.

Je crois que le *Dictionnaire* en veut explorer l'énigme. Dogmatique, à son sens, la démarche qui ferait le *mathème* au réel qui le défait. Régulatrice la démarche où le *mathème* soutient la scientificité de la psychanalyse sans entraver l'invention. L'hérésie est la voie royale de l'orthodoxie. De là une sorte de souffrance démocratique, en ce livre, comme si l'analyse ne pouvait désormais faire fructifier les découvertes fondamentales qu'en s'autorisant de l'empirisme créateur de Freud.

Cet esprit démocratique n'est pas fait pour conforter les diverses attaques dont la psychanalyse est de nos jours l'objet. Fidèles à l'esprit des Lumières, dans leur projet comme dans la clarté de leur mode d'exposition, Elisabeth Roudinesco et Michel Plon soutiennent au contraire que l'avenir de l'analyse, comme son histoire, relève de la science et d'elle seule. Il est important de le souligner : quelles que soient les variantes de la cure, quel que soit l'étrange que la découverte emprunte, Freud, Melanie Klein, Jacques Lacan (pour ne pointer que les grands noms) montrent sans faiblir que la visée de la psychanalyse, pour s'ordonner dans une demande du sujet, a pour fin quelque chose comme un réel, au sens où les sciences de la nature ne cèdent jamais sur le réel.

On peut bien faire valoir au-

jourd'hui les prestiges de l'organicisme, chercher dans les secrets du corps, dans les vérités du cerveau la source des troubles.

On peut, à l'inverse, vider au chamanisme, solliciter les cures les plus irrationnelles, substituer à la déviance de la parole une sorte d'envoûtement où le sujet échangerait la paix contre sa soumission au guérisseur. Il reste que ces deux illusions sont étrangères à l'analyse, qui est aussi matérialiste que la science du corps, puisque la langue et son effet dans la parole sont matière, et qui maintient face au chamanisme renouant la rigueur d'une liberté.

C'est parce qu'une telle défense et illustration de la psychanalyse est aujourd'hui nécessaire qu'un tel livre est nécessaire. De même que ceux qui renient Newton pour une philosophie prétendue de l'astrophysique sont en danger d'obscurantisme, ceux qui renieraient Freud, au nom de la science organique comme au nom des pratiques de guérison, sont en danger de faire obstacle aux Lumières.

La philosophie, sans l'antiphilosophie de Freud, se priverait de son seul obstacle, de l'antiplatonisme militant qui seul fait roc face au platonisme nécessaire de toute grande philosophie systématique.

★ Christian Jambet est professeur de philosophie.

ECHENOZ à LA MACHINE A LIRE le mardi 25 mars à 17 h BORDEAUX Place du Parlement

الحكمان الأول

Terreur stalinienne dans le maquis

Octobre 1943, les communistes organisent l'évasion d'une soixantaine de leurs camarades. Quelque temps après, cette libération s'achèvera par l'assassinat de quatre militants trotskistes. Un massacre sur lequel Pierre Broué et Raymond Vacheron ont tenté de faire la lumière

MEURTRES AU MAQUIS
de Pierre Broué et Raymond Vacheron, en collaboration avec Alain Dugrand.
Grasset, 272 p., 126 F.

C'est une affreuse histoire. En octobre 1943, quatre militants trotskistes sont assassinés de sang-froid par des communistes avec lesquels ils venaient de s'évader de la prison du Puy. Les mots avaient tué avant les balles. Sur les listes noires diffusées par le Parti communiste clandestin dans le but légitime de démasquer traîtres, provocateurs et agents de la Gestapo, le qualificatif « trotskiste » suffisait. « Celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas » étaient convoqués à la lutte contre l'ennemi commun, mais non point les « hitléro-trotskistes », « agents sans scrupules du fascisme international ». C'était ainsi.

Le lecteur peu familier de ces vieilles querelles en retrouvera l'âme funeste dans le livre de Pierre Broué, historien du communisme, et de Raymond Vacheron, lui-même ancien militant trotskiste, qui a effectué une enquête exemplaire sur le terrain. Leur réquisi-

toire fleurit bon les années 40. Le compagnonnage d'esprit avec les victimes s'explique aisément, et nul ne songerait à plaider pour les assassins fratricides, mais la vie n'est pas toujours exempte de complexité.

En décembre 1942, cinq militants trotskistes condamnés à de lourdes peines par les tribunaux de Vichy sont transférés à la prison du Puy. Figure dominante du groupe : Pietro Tresso, fondateur avec Gramsci et Bordiga du Parti communiste italien. Tresso a rejoint Trotsky après son exclusion du PC ; il refusait la ligne imposée par Moscou, qui culminait avec la grotesque main tendue aux « frères en che-

mise noire », les fascistes mussoliniens. C'est un homme cultivé, sensible, attachant. Il reste lucide et redoute le pire alors même que ses camarades se félicitent de l'amélioration des relations avec les communistes. Car les *a priori* sectaires résistent mal à l'humaine souffrance vécue en commun et à la lutte collective contre l'administration pénitentiaire. Au reste, les « stalinistes » sont loin de former un bloc homogène. Peut-on appliquer le qualificatif à Hippolyte Vial, membre des Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC), ou à son frère Théo, qui finira membre du comité central du PCF et député, mais entre en résistance sans même savoir que le trotskisme existe ?

Les divergences demeurent. Les trotskistes condamnent le chauvinisme de la lutte contre « les Buches » (où est le contenu de classe ?) et réprochent l'union sacrée et l'alliance avec les gaullistes (s'agit-il à la fin des fins de régner sur compte à la bourgeoisie ?). Leur travail politique auprès des jeunes prisonniers exaspère le noyau dirigeant communiste. Un épisode, surtout, va creuser le malentendu : y compris parmi les moins stalinistes des codétenus. Il est regrettable que les auteurs n'y fassent que des allusions énigmatiques pour le lecteur non averti. Vichy, soucieux de désengorger ses prisons surpeuplées, proposa aux détenus l'élargissement moyennant le départ pour une usine allemande. Vieux militant rompu au travail ultrarévolutionnaire, croyant sans doute à tort à la survie d'un prolétariat allemand prêt à écouter la bonne parole, Tresso s'insurgea devant la perspective de troquer la cellule où il perdait son temps contre un nouveau terrain de lutte, et entraîna ses camarades à sa suite. Pourquoi pas ? Mais les communistes rejetaient d'une organisation de masse engagée à fond contre le Service du travail obliga-



Pietro Tresso, fondateur avec Gramsci et Bordiga du PCI

toire et exhortant les jeunes à rejoindre les maquis plutôt que d'obéir (Aragon : « Ne pars pas, c'est trahison »). Comment auraient-ils pu admettre le choix des trotskistes ? Comment les jeunes réfractaires emprisonnés au Puy d'auraient-ils pu voir des traîtres en ceux qui se portaient volontaires pour un travail qu'ils avaient eux-mêmes refusé au prix de leur liberté ? Cinquante ans après, une indignation perpétuelle demeure chez les survivants.

De départ pour l'Allemagne, il n'y eut point, mais des évènements collectifs qui émerveillèrent par leur audace et leur technicité. Le 25 avril 1943, vingt-six détenus s'évadèrent de la prison du Puy. Les trotskistes et quelques autres n'en sont pas : les organisateurs communistes ont laissé leurs cellules closes. L'affaire tourne à la catastrophe : faute d'itinéraires de fuite bien préparés et de points de chute, plus de la moitié des évadés

sont immédiatement repris et la résistance locale ecossaise des coups sévères. La leçon tirée de l'échec explique-t-elle qu'à la prison de Saint-Étienne, où tous les détenus politiques sont communistes, l'évasion du 26 septembre profite à trente-deux prisonniers, dont aucun ne sera repris, tandis que sont laissés quarante-huit détenus jugés moins sûrs ou moins aptes à la vie maquisarde et dont beaucoup mourront en déportation ? Les auteurs n'y voient que le stalinisme à l'œuvre parmi les siens. La question ne se posera pas pour la seconde évasion du Puy, programmée avec une extraordinaire audace le 1^{er} octobre, dans la foulée de celle de Saint-Étienne, et malgré des mesures de sécurité renforcées : le gardien Chapelle, sur qui repose toute l'organisation, a prévenu les responsables : « Ce sera tout le monde ou personne. » Avec soixante-dix-neuf évadés dans une ville occupée par la

Wehrmacht, quadrillée par la gendarmerie vichyste, il en résulte ce qu'on avait voulu éviter à Saint-Étienne : une noire pagaille, la fuite éperdue des malheureux sous la direction des FTP locaux. Les auteurs stigmatisent cette fois l'impétuosité stalinienne.

La marche jusqu'au maquis Wodli, près d'Yssingeaux, fut un véritable calvaire. Certains jeunes communistes, épuisés par trois ans de régime carcéral, avaient grand-peine à suivre, ce qui peut justifier la rigueur stéphanoise. L'un des cinq trotskistes, Albert Demazière, nous fournit ici une belle démonstration de la fragilité du témoignage humain. Un mois après l'évasion, il exalte dans un bulletin trotskiste clandestin la fraternité et le dévouement des guides communistes. Cinquante ans plus tard, évoquant la colonne des évadés, il confie à Vacheron : « Nous étions tous ensemble et gardés comme du bétail par des jeunes FTP avec des

cravaches, qui étaient odieux et nous traitaient comme du bétail. » Le lecteur décidera quelle version lui semble la plus plausible. Car Demazière va s'évader, non plus de prison mais du maquis de Wodli. Envoyé avec deux communistes à la recherche de ravitaillement, il découvre le pays sillonné par les gendarmes, et leur retraite coupée. Le trio décide de s'égarer. Cette évasion involontaire le sauve de la mort, mais, dénoncée comme une désertion, dessert ses camarades restés au Wodli et désormais placés sous bonne garde.

La vie des quatre réprimés repose à présent dans des mains véritablement stalinienne, car il est évident que leur sort, et surtout celui d'un homme de la stature politique de Tresso, fut décidé ailleurs et plus haut. Direction du parti français ou du parti italien ? Les auteurs ne tranchent pas, pas plus qu'ils ne connaissent l'identité des tueurs ni le jour exact où ils passèrent à l'action. On sait seulement que l'exécution fut atroce : les malheureux, lorsqu'ils virent les chercheurs, savaient ce qui les attendait et l'un au moins tenta vainement de s'échapper.

Les incertitudes ne sont pas près d'être levées : Broué a exploré les archives, et Vacheron le terrain, autant qu'ils pouvaient l'être. Ces zones d'ombre offrent un facile refuge à la pusillanimité et à l'hypocrisie. Mais les faits rapportés établissent au-delà de tout doute raisonnable l'assassinat de Tresso et de ses camarades. Cela n'enlève rien à la gloire de la résistance communiste ni au respect dû à ses martyrs ; c'est simplement la démonstration, heureusement limitée, que la haine stalinienne envers les trotskistes ne pouvait pas ne pas avoir de coéquipiers en France comme ailleurs.

Le massacre du Wodli fut un crime. De la part du Parti communiste français, ne point le reconnaître aujourd'hui serait une faute.

La résistance du cheval de trait

CHAMP DE BLÉ
CHAMP DE COURSES
Nouveaux usages du cheval de trait en Europe, de Bernadette Lizet.
éd. Jean-Michel Place, Cahiers de Gradiva et bibliothèque équestre, 400 p., 180 F.

Grâce au Salon de l'agriculture, les Parisiens, pendant une semaine, ont pu en aller plus loin que la porte de Versailles pour flâter les écoliers puissantes et admirer les croupes rebondies des chevaux lourds – les anciens chevaux de labour –, représentants d'un patrimoine vivant, précieux et toujours menacé. En 1982, une universitaire, Bernadette Lizet, ethnologue au Muséum d'histoire naturelle, chargée de recherches au CNRS, leur avait consacré un ouvrage (1) : il s'agissait alors de conserver les traces de la civilisation du cheval, vouée, pensait-on alors, à une mort inéluctable. Quinze ans après, à la surprise générale, il n'en est rien : l'air du temps a changé, et le cheval lourd résiste. Il quitte les étables des boucheries hippophagiques, qui lui avaient offert une paradoxale reconversion. Utilisé de nouveau en agriculture, mais aussi pour le sport et les loisirs, de retour dans les champs et les forêts (pour le débordage délicat), dans les rues des villes, entre les brancards de roulettes transportant des amateurs de tourisme « vert », il soulève des querelles passionnées entre « anciens » et « modernes ». Au terme d'un voyage d'étude en France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Pologne, Bernadette Lizet dresse, dans un nouveau livre, un panorama européen de cette réappropriation du cheval de trait.

Jean-Louis Andreani

(1) *Le Cheval dans la vie quotidienne*, éd. Jean-Michel Place, 220 p., 180 F.

Un homme de science engagé

Suite de la page 1

S'il a attiré à lui ce jeune normalien d'origine bourgeoise, c'est que le fils de chirurgien qu'il est a été séduit par le Front populaire, mais horrifié par les procès de Moscou. Notons que c'est la marginalité même du trotskisme qui l'attirait à rompre avec le militantisme de parti. Une grève des postes, au cours de laquelle seul le journal trotskiste est distribué, le convainc que même sans « contre-propagande », les effectifs du mouvement ne parviennent pas à mordre sur les masses.

« DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE »

Laurent Schwartz décrit les trotskistes français de 1940 comme désorientés par l'assassinat du chef de la IV^e internationale, à Mexico, le 21 août. La ligne générale est à la stratégie dite du « défaitisme révolutionnaire » – *La Vérité* a fait ses preuves dans l'Allemagne de 1918. Il faut s'efforcer de transformer le conflit entre puissances « impérialistes » (toutes mises sur le même plan) en révolution prolétarienne (en favorisant, par exemple, la désertion de soldats allemands supposés être restés des travailleurs sous l'uniforme nazi). Certains toutefois – et Laurent Schwartz dit avoir été de ceux-là – estiment qu'en cas de guerre le soutien à l'URSS, « Etat ouvrier dégénéré », s'impose. Il est clair,

en tout cas, que ces grilles d'analyse sont parfaitement inadéquates à peuser la situation créée en France par l'occupation nazie, et encore plus la spécificité de la Shoah. Tout cela ne contribue pas à compliquer l'entrée en résistance des trotskistes en général, et de Laurent Schwartz en particulier (il conviendrait cependant des tracts).

D'autant plus que les réseaux communistes, constitués après l'attaque allemande en URSS en juin 1941, représentent pour les trotskistes des lieux à haut risque. Dès 1938, la liquidation des partisans de la IV^e internationale a commencé en France, avec l'assassinat, à Paris (« avec l'aide probable des dirigeants du parti communiste français », dit Laurent Schwartz), du secrétaire de Trotsky, Rudolf Klement, dont le cadavre est retrouvé décapité dans la Seine. La guerre ouvre d'autres perspectives à la persécution stalinienne, comme le montre la sinistre affaire des partisans du maquis du Wodli (voir l'article de Gilles Perrault ci-dessus).

A la même époque, les écrits d'un jeune Belge, juif et trotskiste comme Laurent Schwartz, Jakub Fajgelzon, dit « Jacques » (qui ne surviva pas à la « solution finale »), donne la mesure de l'état d'esprit régnant dans ces milieux. Ce militant va jusqu'à parler, dans une publication clandestine, à propos de la révolte du ghetto de Varsovie au printemps 1943, de la « folie collective des juifs de Varsovie », ajoutant : « Nous aurions

conseillé plutôt la soumission aux exigences les plus dures de l'occupant et la remise de l'explication définitive – par les armes – à des moments plus favorables » ; l'objectif demeurant « la fraternisation avec les soldats allemands » (1) ! La IV^e internationale « ignore totalement le génocide », regrette Laurent Schwartz.

« BILAN MITIGÉ »

N'est-on pas dès lors, à lire ce récit de guerre, tenté d'adopter, pour comprendre la suite de l'autobiographie, le paradigme proposé par l'Américain Tony Judt afin d'expliquer l'engagement des intellectuels français dans le marxisme notamment après 1945 ? Un engagement qui selon l'auteur d'*Un passé imparfait* (Payot) aurait été inversement proportionnel à leur relative inaction pendant la période d'Occupation. Plaquer cette interprétation sur le cas de Laurent Schwartz, serait quelque peu sévère. Pour lui, la période de guerre, telle qu'il la décrit, a représenté une épuisante lutte pour la survie physique, la sienne, celle de sa femme et de son fils. En outre, les deux lignes de force, anticolonialisme et anti-impérialisme, puisées dans le trotskisme, et qui survivront à la rupture avec le parti, si elles ont été peu adaptées à « penser » la deuxième guerre mondiale, constitueront en revanche un modèle d'action plus efficace dans le monde de la guerre froide et de la décolonisation. Pour autant, les tentatives de Rosa Luxemburg de prouver que le ca-

pitalisme avait besoin des colonies, grâce à des formules mathématiques, ont très tôt laissé sceptique le scientifique. De même, c'est pas très loin de partager l'opinion célèbre de Van Heijenoort, publiée en 1948 dans le journal américain de gauche *Partisan Review*, selon laquelle l'examen des manuscrits mathématiques de Marx ne révélerait tout au plus que les connaissances d'un « étudiant alerte » – même si c'est plutôt sur Engels que porte ici la charge de mégalomanie scientifique. Quant au bilan, il est en demi-

teinte : « On doit soutenir les révoltes du tiers-monde », écrit Schwartz, mais il y a de quoi s'arracher les cheveux ».

La victoire des talibans en Afghanistan, la menace intégriste en Algérie et les ayatollahs d'Iran n'ont cependant pas ébranlé ses convictions. L'engagement est de l'ordre du devoir, pas de la science.

Nicolas Weil

(1) Voir l'article de Maxime Steinberg dans l'ouvrage collectif, *L'insurrection du ghetto de Varsovie*, sous la direction de Raul Hilberg et Joël Kotek (Ed. Complexe, 1994).

num de famille

Le Monde PÔCHES
Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche
Prochaine parution : avec *Le Monde* de jeudi 3 daté 4 avril

VOUS CHERCHER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Une seule adresse
LE TOUR DU MONDE
et ses réseaux de 230 correspondants
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57

SYLVIE GERMAIN
CÉPHALOPHORES
L'ÉCRITURE
GALLIMARD

مكتبة النهر

L'EDITION
FRANÇAISE

● Jankélévitch à la BNF. Les papiers du philosophe Vladimir Jankélévitch, notamment tous les manuscrits de son œuvre, ont été cédés par son épouse au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France (BNF). Seront ainsi disponibles aux chercheurs, outre les manuscrits à toutes les étapes de leur réalisation, les exemplaires annotés, corrigés, enrichis de notes manuscrites, du philosophe disparu en 1985, qui fut titulaire à la Sorbonne de la chaire de philosophie morale.

● Liana Levi a quinze ans. Créée en mars 1982, les éditions Liana Levi se félicitent d'avoir su résister à la « crise du marché du livre » tout en maintenant leur statut de « petit éditeur indépendant ». Avec un chiffre d'affaires de 7 millions de francs, en progression depuis cinq ans, la maison publie désormais une vingtaine de titres par an, des ouvrages d'histoire aux essais en passant par la littérature étrangère, les monographies de peintres et la littérature policière. 1997 verra la sortie des premiers volumes d'une coproduction franco-italienne qui publiera, au rythme de quatre titres par an, des ouvrages illustrés thématiques. La première série, prévue pour la fin de l'année, sera consacrée aux religions.

● Latiny achète l'éditeur américain Abrams. Le Groupe Latiny a signé un accord avec Times Mirror, l'un des plus grands groupes de presse américains, pour la reprise des éditions américaines Abrams, leader mondial du livre d'art et propriété de Times Mirror depuis 1966. Avec cette acquisition, le groupe Latiny - qui détient les éditions de La Martinière, Minerva, Liber et Diff-Edif - sera à la tête du marché mondial du beau livre. Présidé par Hervé de la Martinière, le groupe créé en 1992 comporte un catalogue de plus de 600 titres et édite plus de 150 nouveautés par an dans le domaine des beaux livres, tourisme, pratique et jeunesse. Paul Gottlieb reste président d'Abrams, fondé en 1949, premier éditeur américain à se spécialiser dans la création et la distribution de livres d'art, et qui compte plus de 1200 titres à son catalogue.

● Prix littéraires. Le 43^e Prix des libraires a été décerné à Philippe Delerm pour *Sundborn ou les laurs de lumière* (Le Rocher) ; le prix RFO du livre à Ernest Pépin pour son roman *Tombour-Babel* (Gallimard), avec un prix spécial à Alban Bensa et Eric Wittersheim pour *Jean-Marie Tjebba, la présence kanak* (Odile Jacob) ; le prix du Rotary d'expression française à Cécile Pineau pour *L'Épil selon Julia* (Stock) ; le prix Jean-Freustlé à Gérard Guégan pour *La Demi-Sœur* (Grasset) ; le prix européen de l'histoire à Georges Henri Soutou pour *L'Alliance incertaine* (Fayard) et à Peter Wagner pour *Liberté et discipline* (Métailié).

Précisions

● Suite à l'article sur « L'Oréal, une histoire au parfum de soufre », (« Le Monde des livres » du 17 janvier) qui faisait état, à propos du livre de Michel Bar-Zohar, de la présence d'anciens vichystes dans l'entreprise, plusieurs anciens employés de L'Oréal, actuellement retraités, tiennent à rappeler qu'ils ont été, eux, des résistants et que L'Oréal a « toujours pratiqué une authentique politique humaine basée sur la notion de fidélité entre les hommes en dehors de toute ségrégation, famille, religion, race, diplôme ».

● Par ailleurs, dans l'article consacré à la Fnac (« Le Monde des livres » du 7 mars), Christian Rinald, de la société Megaliths, rappelle qu'il appartient à sa société, et non à la Fnac, d'avoir inauguré le Café littéraire du Salon du livre en 1996 à la suite du succès de la formule au festival « Etonnants voyageurs » de Saint-Malo.

ECHENOZ
à
Compagnie
le jeudi 20 mars
à 19 h
58, rue des Écoles, Paris 5^e
Tél. 01 43 26 45 36

Graham Swift copie-t-il Faulkner ? Myrdal : le mot de trop

Un professeur accuse de plagiat le lauréat du Booker Prize. L'anecdote met en lumière la différence entre contrefaçon et héritage

Les Anglais s'apprennent-ils à connaître un feuilleton tragi-comique semblable à celui qui a agité notre monde des lettres depuis la remise du Grand Prix de l'Académie française 1996 à Calixthe Beyala, romancière condamnée pour contrefaçon ? C'est du moins ce que tente de lancer un professeur de l'université australienne du Queensland, John Frow. Celui-ci accuse l'écrivain britannique Graham Swift, lauréat à l'automne 1996 du prestigieux Booker Prize pour son livre *Lost Orders* (à paraître en septembre chez Gallimard, voir « Le Monde des livres » du 31 janvier), d'avoir effectué, sans les revendiquer, des « emprunts substantiels » à un roman publié en 1930, et non des moindres : *Toni* de J.G. Ballard, de William Faulkner.

L'intrigue du roman de Swift, où des amis évoquent respectivement leur relation avec le défunt dont ils transportent l'urne funéraire, serait ainsi inspirée de celui de Faulkner, où est mise en place une semblable structure narrative autour d'un cadavre en décomposition sur un chariot, chaque chapitre étant consacré au regard d'un protagoniste. Excepté cette similitude structurelle, un chapitre également composé d'une seule ligne et un passage construit sur le même mode d'une succession de maxims, rien dans le style de Graham Swift, qui joue sur une langue populaire spécifiquement londonienne, ne peut rappeler celui de Faulkner.

Harcelé par les journalistes depuis le dimanche 9 mars, Graham

Swift nous a calmement déclaré par téléphone n'avoir jamais caché sa dette envers Faulkner. « Mon livre et moi nous sentons au-dessus de tout cela », a-t-il ajouté. A l'égard de nombreux critiques, il souligne que ce rapprochement n'est pas l'essence de son œuvre, qui par ailleurs emprunte aussi à Chaucer ou T.S. Eliot. « Faut-il se priver de décrire des voyageurs dans le Kent à cause de Chaucer, ou à Morgote à cause d'Eliot ? C'est dans la nature même de la littérature que les livres dérivent du précédent », a-t-il écrit dans le *Times*. Comme le *Guardian*, le quotidien londonien a consacré une page de son édition du 10 mars à l'événement, sans pour autant prêter le flanc aux accusations de John Frow. Le moins qu'on puisse dire est que l'intelligentsia britannique, des professeurs d'université aux écrivains, ne mord pas à l'annonce. Malcolm Bradbury, qui fait autorité en matière de littérature anglo-saxonne, met en lumière « un parallélisme intéressant » entre les deux romans, dans sa première symphonie, de la 9^e de Beethoven ; Stephen Moss feint d'accuser Joyce d'avoir « volé », dans *Ulysse*, la structure et les thèmes d'*Homère*...

Laissons passer les premiers remous, Salman Rushdie lui-même, dont l'œuvre joue sans cesse des références littéraires, y est allé de sa plume dans le *Guardian* du 14 mars pour s'indigner de l'importance médiatique donnée à une fallacieuse accusation. Crit-

quant l'*Independent on Sunday* d'avoir monté ce faux événement à la « une » sans pouvoir avancer aucune preuve solide, il ironise au passage sur un membre du jury du Booker Prize (l'écrivain Jonathan Coe) qui avoue, pour seul argument de défense, n'avoir jamais lu *Toni* que j'ajoute. Le 14 mars, dans le même journal, John Frow récidivait dans ses accusations. Reconnaissant la tradition d'emprunt propre à la littérature, il réaffirmait que Swift n'avait ni innové par rapport à Faulkner ni indiqué sa source : « Last Orders emprunte sans payer sa dette ».

Quoi de commun, pourtant, entre ceux qui se trouvent confondus, telle Calixthe Beyala, par la correspondance presque parfaite en termes de longs passages de leur livre avec ceux d'ouvrages divers et l'inspiration du mode narratif d'un auteur universellement revendiqué, qui plus est, comme une présence littéraire essentielle ? Une occasion de rappeler à la fois que ce ne sont pas les sujets qui font la littérature et que chaque écrivain se définit d'abord par le prolongement d'un héritage. La classe aux plagiaires, vue sous l'angle de ces deux accusations consécutives (Beyala et Swift), met en lumière deux dérives : la première, tentante, de se disculper au motif que tout écrivain est le plagiaire d'un autre ; la seconde, dont a falli être victime Graham Swift, consiste à « tirer sur tout ce qui bouge », reflétant une tendance modérée au soupçon et à la manie procédurière.

M. V. R.

Les propos de l'écrivain sur le « printemps de Pékin » divisent le PEN Club suédois

Jusqu'où va la liberté d'expression ? La tolérance a-t-elle des limites ? Les milieux littéraires suédois ressentaient ces questions depuis le dernier scandale en date de leur « enfant terrible », Jan Myrdal. A l'occasion de la mort du dirigeant chinois Deng Xiaoping, l'écrivain a suscité une nouvelle fois la consternation en prenant, avec sa femme Gun Kessle, la défense du massacre du « printemps de Pékin » en juin 1989. A l'entendre, le Petit Tiananmen a fait le « bon choix » en ordonnant à l'armée de mater le mouvement démocratique étudiant. Il y en allait, selon lui, de l'existence de la Chine, ni plus ni moins.

Venant d'un intellectuel ayant longtemps porté la « bonne parole » moïque, qui plus est coutumier de la provocation, ces propos n'ont qu'à moitié surpris dans le royaume scandinave. Mais ce fut la goutte de trop pour trente-neuf des quelque cinquante membres de la section suédoise du PEN Club. Dans une lettre adressée à son comité directeur début mars, ils ont menacé de déserter l'organisation internationale d'écrivains défendant la liberté d'expression, si Jan Myrdal et son épouse, également membres, ne la quittaient pas au plus tôt. Depuis, le débat fait rage entre les partisans de l'exclusion des deux trublions et les tenants d'une ligne plus modérée, pour lesquels l'organisation doit aussi pouvoir accueillir les auteurs de prises de position moralement douteuses, voire inacceptables, au nom des valeurs qu'elle est précisément censée défendre.

Reflet des dissensions intérieures menaçant le PEN Club suédois (for-

dé en 1922), son comité directeur n'a pas réussi à se mettre d'accord sur ce dossier sensible. Cinq de ses membres se sont prononcés en faveur de la tenue d'un vote sur l'exclusion du couple Myrdal à l'occasion de la réunion annuelle de la section suédoise de l'organisation en mai, tandis que cinq autres s'y sont opposés et un a voté blanc. Arguant des coups portés à la « crédibilité » du PEN Club alors que des dizaines d'écrivains chinois sont emprisonnés, plusieurs auteurs suédois ont annoncé qu'ils rendaient leur carte de membre pour aller adhérer à l'organisation dans d'autres pays. Soucieux d'éviter une scission, quatre personnalités ont plaidé en faveur de l'apaisement.

Jan Myrdal avait déjà plongé le PEN Club dans l'embarras lorsqu'il avait soutenu l'Iran pour sa fatwa contre l'écrivain britannique Salman Rushdie, en 1989. Défenseur péle-mêle du négationnisme, du dictateur Pol Pot et de l'ancien régime communiste albanais, ce fils de deux Prix Nobel (Gunnar et Alva Myrdal) fait régulièrement scandale en Suède. Ses pamphlets sont redoutés, ses œuvres littéraires dérangeantes, même si elles sont souvent appréciées (*Un village de la Chine populaire*, *Confessions d'un Européen déloyal* et son autobiographie, entre autres, ont été traduits en français, chez Actes Sud et Gallimard). Par ses critiques acérées de la social-démocratie et de l'establishment suédois, ce personnage de soixante-neuf ans tranche sur une société obsédée par la recherche du consensus, lui conférant une place à part qui lui a, jusqu'à présent, assuré l'immunité.

Benoit Petitier

Polémique thérésienne (suite)

Le compte rendu de la polémique qui a éclaté entre deux éditeurs religieux (le Cerf et Desclée de Brouwer) à propos du récent livre de Jean-François Six sur Thérèse de Lisieux (« Le Monde des livres » du 28 février) nous a valu plusieurs lettres. Celles-ci nous reprochent d'avoir omis de rappeler tout le travail d'exégèse critique des œuvres de Thérèse qui a précédé celui du Père Six. Cette omission n'est évidemment pas volontaire et s'explique par la nécessité de la concision.

Jacques Longchamp, ancien journaliste au *Monde*, qui a dirigé l'édition du centenaire de sainte Thérèse de Lisieux (1970-1992), publiée en coédition par le Cerf et Desclée de Brouwer, nous écrit en particulier : « Vous laissez entendre que "les textes considérés comme officiels depuis cent ans" sont ceux qu'avait publiés Mère Agnès (la sœur de Thérèse), textes "de caractère douteux". Le lecteur en déduit qu'il fallait remédier à cette situation, et vous indiquez alors : "C'est ce travail critique que Jean-François Six, en dépit des obstacles rencontrés, vient de publier". Autrement dit, c'est l'abbé Six qui a enfin établi les vrais textes de Thérèse et les révèle dans ce livre ».

La vérité est bien différente, poursuit Jacques Longchamp. L'abbé Six reprend exactement et uniquement les textes de Thérèse de Lisieux tels qu'ils ont été établis par les auteurs de l'Édition du Centenaire. Le contenu de ces textes est donc conforme à l'ordre chronologique pour des raisons qui le regardent. Le travail critique de l'Édition du centenaire a été fait sur les manuscrits mêmes de Thérèse (...). Quant aux « textes douteux » établis par Mère Agnès, l'Édition critique du Centenaire est le seul lieu qui permette de comparer, terme à terme, le texte véritable de Thérèse avec les anciennes

versions, en particulier l'Histoire d'une âme, originaire de 1898. Tous les propos de Thérèse rapportés par des témoins sont toujours indiqués comme tels, comparés, critiqués.

« Jamais personne n'a empêché l'abbé Six de faire son exégèse critique, conclut Jacques Longchamp, et il ne s'en est pas privé dans ses trois volumes des Éditions du Seuil comme dans celui qui vient de paraître. Et, en lisant ses livres, on peut se rendre compte qu'il a fait un excellent usage de la masse d'armes d'indications techniques qu'il a trouvées dans la multitude des pages publiées dans les Éditions du Centenaire depuis un quart de siècle », cet « amas de notes et de commentaires en tout genre » dont il parle, avec quelque mépris, à la page 336 de son récent ouvrage.

De son côté, Jacques Maître, directeur de recherches au CNRS, auteur d'un autre livre sur Thérèse (*l'Orpheline de la Bérésine. Essai de psychanalyse socio-historique*, Cerf, 1995), admet que, « comme toujours en histoire, ce type de documents pose des questions relatives à l'authenticité des sources et à la fiabilité des témoignages ». Il rend aussi hommage au travail critique de l'Édition du centenaire. Quant à Léon Tudeau, il insiste sur un point mis en évidence par le Père Six : « On accuse Mère Agnès d'avoir dissimulé l'épave de la foi de son sœur. En réalité, les pages concernant cette épave ont été entièrement reproduites dans la première édition d'Histoire d'une âme. Ce qui est vrai, c'est que Mère Agnès et les commentateurs n'ont pas pris la mesure de cette épave. Et, là, il est heureux que des auteurs, sensibles à l'incroyance comme Jean-François Six, aient relevé la signification prophétique de cette épave, au risque même d'aller trop loin dans la comparaison avec l'incroyance contemporaine ».

AGENDA

● LE 21 MARS. POÉSIE. A Marseille, la collection « Poésie/Flammarion », dirigée par Yves di Manno, propose à 19 heures, au centre de la Vieille-Charité, des lectures de poèmes, en présence de plusieurs auteurs : Emmanuel Moses, Hervé Piekariski, Esther Tellermann (2, rue de la Charité, 13002 Marseille, tél. : 04-91-91-26-45).

● DU 21 AU 23 MARS. FESTIVITÉS. A Bron, autour du « Corps et âme » se déroulera la onzième édition de la Fête du livre. Une quarantaine d'écrivains français et étrangers ainsi que des sociologues, ethnologues, anthropologues et historiens se retrouveront pour différentes conférences et tables rondes (reus. : 04-72-36-13-84).

● DU 21 AU 23 MARS. FESTIVITÉS. A Bron, autour du « Corps et âme » se déroulera la onzième édition de la Fête du livre. Une quarantaine d'écrivains français et étrangers ainsi que des sociologues, ethnologues, anthropologues et historiens se retrouveront

pour différentes conférences et tables rondes (reus. : 04-72-36-13-84).

● LE 25 MARS. ANTISÉMITISME. A Paris, les éditions MSH de Paris, et la maison Heinrich Heine, organise une conférence en allemand autour du livre d'Helmut Berling *Histoire de l'antisémitisme en Allemagne*, à 19 heures, à la fondation de l'Allemagne, Cité internationale universitaire de Paris (27, bd Jourdan, 75014, tél. : 01-44-16-13-00).

● DU 25 MARS AU 5 AVRIL.

LAUDE. A Paris, Le *Diét de Cosandre* de Jean Laude, mis en scène par Jean Bollery, sera joué dans les soirées à 19 heures. A cette occasion, un hommage à cet écrivain sera rendu, le 25 mars à 21 heures au Théâtre Molière (Maison de la poésie : 157, rue Saint-Martin, 75003, tél. : 01-44-54-53-00).

● LE 28 MARS. BEAUVOIR. A Paris, une journée d'étude organisée par Pascale Foubrier et l'École doctorale de lettres dirigée par Julia Kristeva, aura lieu à l'université Paris-VII - Denis-Diderot, amphithéâtre 24, sur le thème « Actualité de Simone de Beauvoir », en présence notamment d'Annie Ernaux, Nathalie Heinich, Michel Contat (reus. : 01-44-27-63-71).

● LES 30 ET 31 MARS. LARBAUD. A Vichy, rencontres autour de Valéry Larbaud et la traduction, qui se termineront par une table ronde réunissant plusieurs écrivains : Hector Bianciotti, Jorge Semprun, Augustina Bessa-Luis, Maro Luz. (Inscription auprès de l'Association des amis de Valéry Larbaud, Monique Kuntz, 1, bd du Sichon, 03200 Vichy).

ECHENOZ
sera à
L'ARBRE A LETTRES
le jeudi 27 mars
à partir de 19h30
62, rue du Fg-St Antoine, Paris 12^e
Tél. 01 53 33 83 23

A L'ETRANGER

De l'orange sur la toile

L'Orange Fiction Prize attribué depuis l'an dernier au meilleur roman écrit en anglais par une femme quel que soit son pays d'origine (et qui avait débattu toute une polémique en Angleterre, « Le Monde des livres » du 26 avril 1996) joue la modernité puisque des extraits des vingt ouvrages sélectionnés cette année vont être installés sur un site Internet et les lecteurs du monde entier pourront donner leur avis (les meilleures critiques seront récompensées par un séjour de vacances). On trouve aussi bien des auteurs confirmés comme Margaret Atwood (*Alias Grace*) ou Beryl Bainbridge (*Every Man for Himself*) qui étaient déjà toutes deux dans la sélection du Booker Prize, ou encore Jeanette Winterson (*Gut Symmetries*). Mais les petits éditeurs sont aussi en course et certaines romancières ont même été choisies par les jurés elles-mêmes. Ce prix doté de 30 000 £ (environ 250 000 F) a fait preuve de son efficacité l'année dernière en permettant à des auteurs peu connus d'obtenir un certain succès, ainsi Pagan Kennedy qui n'avait vendu que 400 exemplaires de *Spinsters* a atteint 8 000 de plus ensuite, et la gagnante, Helen Dunmore (*A Spell of Winter*, traduit en français chez Autrement sous le titre *Un hiver enchanté*), a quadruplé ses ventes. Le prix Orange va également servir à fournir du matériel pédagogique dans les écoles pour encourager les 11-14 ans à lire plus, grâce à une dotation de 30 000 £ provenant de l'Association for Business Sponsorship of Arts.

● ENID BLYTON EN AMERIQUE

On le sait, le groupe Trocadero, détenteur des droits de l'œuvre d'Enid Blyton, est très fort en marketing (« Le Monde des livres » du 31 janvier) ; il le prouve une fois de plus en n'hésitant pas à doter le personnage de Oul-Oul (Noddy, en anglais) d'un accent américain et à lui faire abandonner son langage très britannique et un peu démodé en « traduisant » des dessins animés réalisés au début des années 90 par la BBC et qui seront diffusés au Canada et aux États-Unis. Cette américanisation était indispensable car les petits États-Uniens (et leurs parents) ne comprennent pas un mot de ce qu'il disait. Dans le même ordre d'idées, les histoires du célèbre Club des cinq font aussi l'objet d'une adaptation en « américain ».

● AUSTRALIE : une aborigène nommée Wanda

Wanda Koolmatrice est une jeune femme aborigène qui a obtenu un prix littéraire important en Australie, le Dobbie Award, pour son autobiographie *My Own Sweet Time* (« A mon rythme »). Du moins, c'est ce que tout le monde croyait avant qu'elle ne dévoile sa véritable identité et devienne Léon Carmen, un homme blanc de quarante-sept ans, qui a trouvé ce moyen pour se faire publier car selon lui les éditeurs préféreraient les écrivains immigrés ou aborigènes. Il ne reste plus à ceux-ci qu'à lui donner tort en publiant son deuxième roman : *Door to Door* (« porte à porte »).

● ESPAGNE : un inédit de Lorca Dans le deuxième tome des œuvres complètes de Federico García Lorca, publiées par le Circulo de lectores-Galaxia Gutenberg, figure un dialogue inédit écrit vers 1925, inspiré par le surréalisme que l'on retrouvera plus tard dans des textes comme *Poeta en Nueva York*. Le reste du volume étant consacré à l'œuvre théâtrale.

La saga d'un peuple...

Histoire générale de la Bretagne et des Bretons

Deux volumes - 1500 pages - 1000 illustrations dont 700 en couleurs - 66 cartes et graphiques - Les grands dossiers de l'histoire de Bretagne



N.L.F. - G.V. Labat - Éditeur
36, avenue des Ternes 75017 PARIS
Tél. 01 45 72 28 88 Fax 01 44 09 84 18

سكناش الأمل